



03

Vie active et rémunération du travail

206-1102

Indicateurs du marché du travail 2011

La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et produits généraux
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Vie active et rémunération du travail
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

Indicateurs du marché du travail 2011

Rédaction Martial Berset, Anouk Bläuer Herrmann, André Farine,
Laurent Inversin, Thierry Murier, Silvia Perrenoud

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Concept et réalisation: Martial Berset, Anouk Bläuer Herrmann, André Farine, Laurent Inversin, Thierry Murier, Silvia Perrenoud, OFS

Complément d'information: Marion Besancet, Valérie Lässig, Sandra Moser, Section travail et vie active, OFS
tél. 032 713 64 00, info.arbeit@bfs.admin.ch
Didier Calcagni, Rahel Péter-Contesse, Section salaires et conditions de travail, OFS
tél. 032 713 64 29, lohn@bfs.admin.ch

Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2011 Neuchâtel
tél. 032 713 60 60 / fax 032 713 60 61 / e-mail: order@bfs.admin.ch

Numéro de commande: 206-1102

Prix: 22 francs (TVA excl.)

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 3 Vie active et rémunération du travail

Rythme de parution: Annuel

Langue du texte original: Français / Allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture: OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © Daniel Wiedemann – Fotolia.com

Graphisme/Layout: Section DIAM, Prepress / Print

Copyright: OFS, Neuchâtel 2011
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée

ISBN: 978-3-303-03254-1

Table des matières

1	Introduction	7
2	Résultats commentés	9
3	Définitions	27
3.1	Notions liées aux personnes	29
3.2	Notions liées aux places de travail	31
3.3	Notions économiques	33
3.4	Notions liées au temps de travail	34
3.5	Notions liées aux mouvements sur le marché du travail	35
3.6	Notions liées à la rémunération du travail	36
3.7	Taux divers	38
3.8	Concepts de population et de couverture statistique	40
3.9	Grandes régions	41
4	Sources statistiques	43
4.1	Le système des statistiques suisses du marché du travail	44
4.2	L'enquête suisse sur la population active (ESPA)	47
4.3	La statistique de la population active occupée (SPAO)	49
4.4	La statistique de l'emploi (STATEM)	51
4.5	Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi	52
4.6	La statistique des frontaliers (STAF)	53
4.7	La statistique du volume du travail (SVOLTA)	54
4.8	La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	55
4.9	Comparaisons entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	56
4.10	Statistique du chômage au sens du BIT	57
4.11	La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	58
4.12	Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie	59
4.13	Comptes globaux du marché du travail (CMT)	60
4.14	L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	62
4.15	Comparaisons des données salariales de l'ESS et de l'ESPA	63
4.16	La statistique de l'évolution des salaires (ISS)	64
4.17	L'enquête sur les accords salariaux (EAS)	65
4.18	L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	66
Tableaux 2011		67

Abréviations

BIT	Bureau international du Travail	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CCT	Conventions collectives de travail	ODM	Office fédéral des migrations
CMT	Comptes globaux du marché du travail	OFS	Office fédéral de la statistique
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères	ORP	Offices régionaux de placement
DNT	Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	OSNM	Office suisse de la navigation maritime
EAS	Enquête sur les accords salariaux	REE	Registre des entreprises et des établissements
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse	RE	Recensement des entreprises
ESPA	Enquête suisse sur la population active	RFP	Recensement fédéral de la population
STATPOP	Statistique de la population et des ménages	SCN	Système de Comptabilité Nationale
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires	SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes	SPAO	Statistique de la population active occupée
ISS	Indice suisse des salaires	STAF	Statistique des frontaliers
LOK	Enquête d'octobre sur les salaires et traitements	STATEM	Statistique de l'emploi
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques	SVOLTA	Statistique du volume du travail
		SYMIC	Système d'information central sur la migration

1 Introduction

Les thèmes liés au marché du travail font très souvent l'objet de débats politiques animés, tant au Parlement fédéral que chez tout un chacun, en famille ou entre amis. On croit parfois – à tort – que les statistiques du marché du travail se résument aux indicateurs du chômage et que ces derniers suffisent à dépeindre la situation de l'emploi. Or, le marché du travail s'avère bien plus complexe que cela et seul le recours à de nombreux autres indicateurs statistiques permet de s'en faire une représentation satisfaisante.

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent.

Que faut-il comprendre sous la notion d'indicateurs du marché du travail? Nous utilisons ici ce terme pour qualifier les instruments de mesure qui permettent d'observer régulièrement la situation sur le marché du travail et son évolution. Ces indicateurs sont entre autres nécessaires pour identifier certains problèmes ou déséquilibres ou pour évaluer l'impact de mesures prises dans le cadre de la politique de l'emploi. Par ailleurs, ce sont eux qui peuvent servir de base à l'établissement de scénarios ou de prévisions à plus ou moins long terme.

Les indicateurs présentés dans cette publication sont fournis par:

- cinq statistiques de synthèse (statistiques qui combinent différentes sources)
 - la statistique de la population active occupée
 - la statistique du volume du travail
 - Statistique du chômage au sens du BIT
 - comptes globaux du marché du travail
 - la statistique des frontaliers

- une enquête auprès des ménages
 - l'enquête suisse sur la population active
- quatre enquêtes auprès des établissements
 - la statistique de l'emploi
 - l'enquête suisse sur la structure des salaires
 - l'enquête sur les accords salariaux couverts par les conventions collectives de travail
 - l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse
- et trois statistiques basées sur des données administratives
 - la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie
 - la statistique de l'évolution des salaires
 - la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises

Le chapitre 2 propose différents commentaires sur la situation du marché du travail pour la période 2005–2010 ainsi que sur les perspectives pour l'année 2011. Les résultats commentés y sont illustrés par de nombreux graphiques. Le chapitre 3 passe en revue les définitions les plus fréquemment utilisées dans les statistiques du marché du travail, alors que le chapitre 4 a pour objet la description des aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Finalement l'ensemble des indicateurs sont présentés sous la forme de tableaux dans la dernière partie de la publication.

2 Résultats commentés

2005–2010: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Jusqu'au 2^e trimestre 2008, la Suisse connaît un contexte économique favorable. Les principaux indicateurs du marché du travail témoignent de la bonne tenue de l'économie suisse durant cette période: le nombre d'actifs occupés et le volume total des heures travaillées progressent sensiblement, le chômage se réduit fortement et les immigrations de main-d'œuvre dépassent les émigrations. La crise des marchés financiers au cours du 3^e trimestre 2008 se répercute sur l'évolution économique et sur l'évolution du marché du travail. Depuis la seconde moitié de 2009, l'économie suisse est en reprise et, avec un léger décalage, il en va de même des indicateurs du marché du travail. La croissance des salaires en termes réels atteint 0,1% en 2010.

Alternances de l'évolution conjoncturelle

Trois phases caractérisent la période 2005 à 2010 quant à l'évolution conjoncturelle: jusqu'à la première moitié de l'année 2008, la Suisse connaît une évolution économique favorable assortie d'une progression significative de l'emploi et d'un recul du chômage. Cette situation conjoncturelle positive s'achève au cours du second semestre 2008 suite à la crise mondiale des marchés financiers. La croissance du produit intérieur brut (PIB) est alors négative pendant quatre trimestres (depuis le troisième trimestre 2008 jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2009). Au cours du second trimestre 2009, le PIB enregistre à nouveau une légère croissance.

L'activité professionnelle progresse fortement entre le printemps 2005 et le printemps 2008: selon la statistique de la population active occupée, qui est principalement basée sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le marché du travail enregistre en trois ans un gain de 311'000 actifs occupés, soit une progression de 7,4%. La statistique de l'emploi, qui repose sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, confirme cette évolution en faisant état d'une hausse de 320'000 emplois (+8,6%). Dans ce contexte conjoncturel favorable, le nombre de chômeurs selon la définition du Bureau international du Travail (BIT) diminue et leur part dans la population active se réduit de 1,1 point, passant de 4,5% au printemps 2005 à 3,4% au printemps 2008. Sur la même période, le taux de chômage (chômeurs inscrits) baisse encore plus fortement, de 3,6% à 2,3%. La forte demande de travail favorise aussi l'immigration de personnes actives: entre le début de l'année 2005 et la fin de l'année 2009, la Suisse présente un excédent d'immigration de main-d'œuvre de 207'000 personnes (CMT).

Après près de trois années de croissance économique, la deuxième partie de l'année 2008 marque le début d'un ralentissement conjoncturel résultant de la crise financière évoquée ci-dessus. Le nombre de chômeurs au sens du BIT connaît une nette hausse de 60% entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010 et le taux de chômage au sens du BIT grimpe dans le même temps jusqu'à 5,1%. Quant au taux de chômage (chômeurs inscrits), il culmine à 4,5% en janvier 2010. Ces taux se remettent ensuite à diminuer légèrement au cours de l'année 2010 suite à une reprise économique influant positivement le marché du travail en Suisse. Le taux de chômeurs au sens du BIT recule à 4,2% au dernier trimestre de 2010.

Recul du taux de chômage au sens du BIT

Sur l'ensemble de la période 2005–2010, le taux de chômage au sens du BIT recule de 0,3 point au plan suisse (de 4,5% à 4,2%). La diminution est particulièrement marquée au Tessin (-0,9 point), dans la Région lémanique (-0,9 point) et en Suisse orientale (-0,4 point), alors que le taux reste stable en Suisse centrale (+0,1 point). Malgré le recul observé pendant cette période au Tessin et dans la Région lémanique, ces deux grandes régions affichent toujours les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés du pays (respectivement 5,4% et 5,7%; 2^e trimestre 2010).

Croissance supérieure à la moyenne du secteur tertiaire

La hausse du nombre d'actifs occupés (+8,7% au niveau suisse) a lieu principalement dans le secteur tertiaire, où le nombre de ces derniers augmente de 3,081 millions en 2005 à 3,401 millions en 2010 (+10,4%). Elle est nettement plus faible dans les secteurs secondaire (+4,4%) et primaire (+1,7%). La tertiarisation de l'économie suisse se poursuit donc.

L'activité à temps partiel augmente dans les trois secteurs

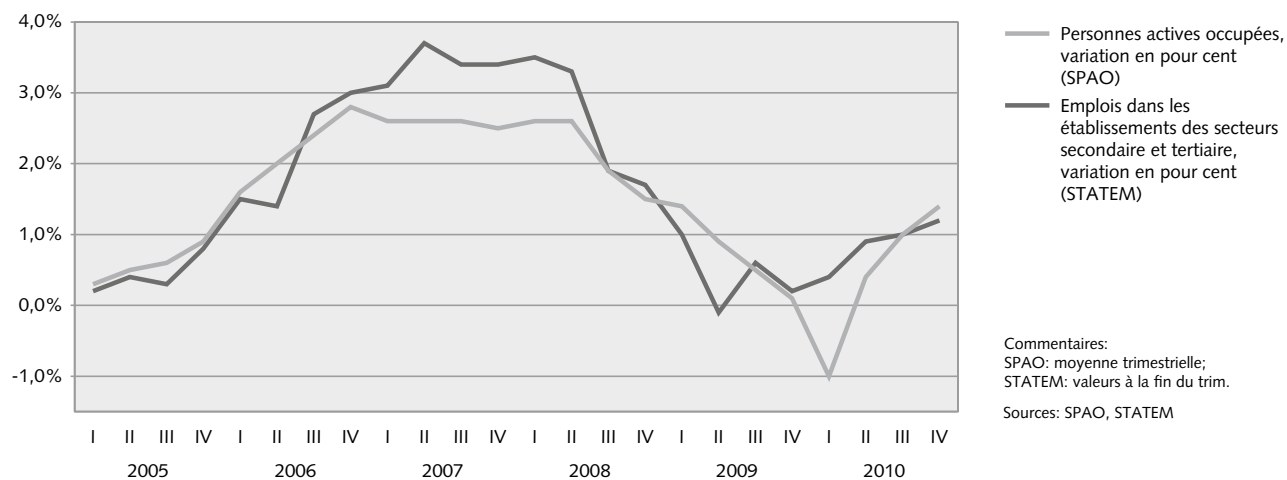
La tertiarisation va de pair avec une progression du travail à temps partiel. Le nombre de personnes actives occupées à temps partiel progresse de 16,1% au cours des cinq années sous revue, en particulier dans le tertiaire (+17,3), mais aussi dans les deux autres secteurs (secteur primaire: +12,5%; secondaire: +6,4%).

Hausse des salaires nominaux la plus faible depuis 1999

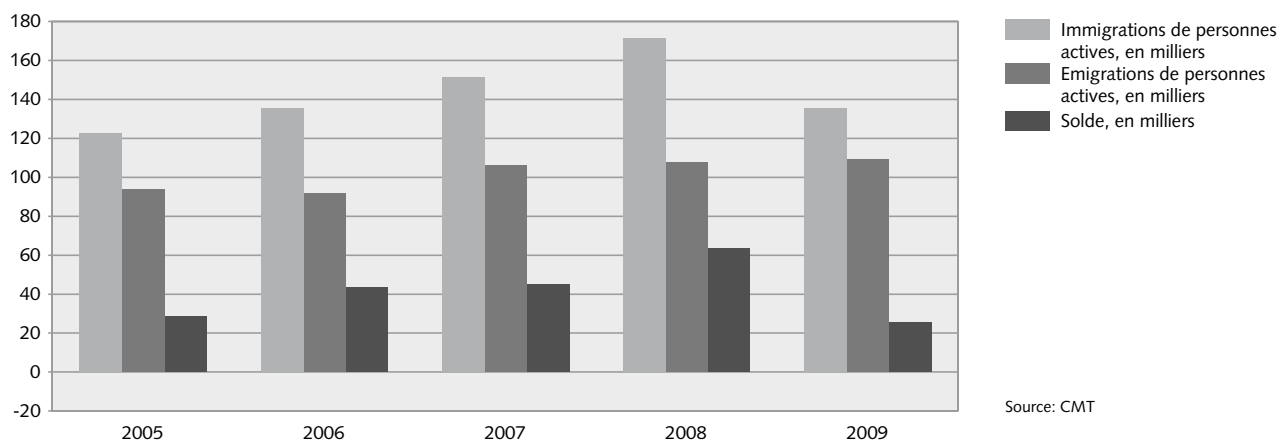
En 2010, les salaires réels enregistrent une progression de 0,1%, sous l'effet conjugué d'une hausse des salaires nominaux à 0,8% et d'une inflation à 0,7%. La progression des salaires nominaux, la plus faible depuis 1999, est en nette rupture avec celles des deux années précédentes (2008: 2,0%; 2009: 2,1%). Ce brusque fléchissement est une des conséquences à la fois de la crise économique qui s'est prolongée en 2009 et d'une inflation maintenue à un niveau très bas. Sur la période 2005 à 2010, l'accroissement annuel moyen des salaires réels s'élève à 0,5%.

2005–2010: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

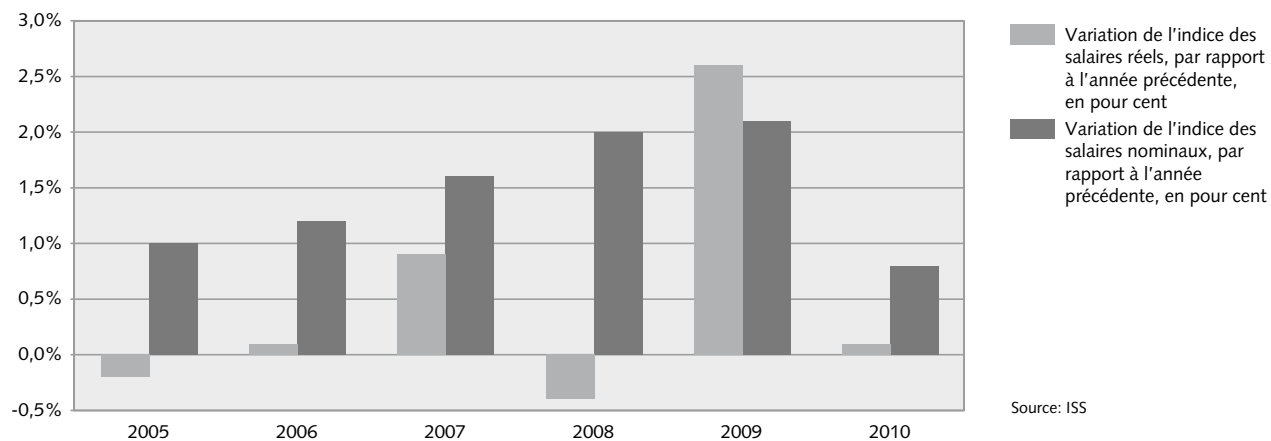
Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2005–2010



Migration de main-d'oeuvre, en milliers, 2005–2009



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2005–2010



2005–2010: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

La période 2005–2008 est caractérisée par une croissance économique et une hausse de l'emploi. Dans le sillage de la crise financière, cette croissance se mue en récession en automne 2008 et marque le début d'une période de baisse de la demande de travail et de hausse du chômage. Mais à partir du milieu de l'année 2009, l'économie suisse, mesurée à l'aune du produit intérieur brut (PIB), retrouve le chemin de la croissance. Cette reprise ne se répercute que lentement sur le marché du travail et il faut attendre le premier semestre 2010 avant de voir les taux de chômage diminuer légèrement. Le marché suisse du travail semble avoir surmonté les incidences de la crise financière, mais il est encore loin des niveaux atteints avant cette dernière.

Forte demande de main-d'œuvre entre 2005 et 2008

La période 2005–2008 est globalement positive pour les salariés. Stimulées par la croissance économique, les perspectives d'emploi ne cessent de s'améliorer et la demande de travail augmente: le nombre d'actifs occupés et d'emplois est en hausse, l'indice des places vacantes s'accroît de manière continue pour atteindre 226,5 points en mars 2008, soit un niveau supérieur à la moyenne. Parallèlement, le chômage recule: le taux de chômage (chômeurs inscrits, 2,3% à fin juin 2008) et le taux de chômage au sens du BIT (3,3% au 3^e trimestre 2008) atteignent des niveaux planchers. En conséquence, les entreprises peinent à trouver du personnel qualifié: la part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié double, passant de 17,1% au premier trimestre 2005 à 35,3% au troisième trimestre 2008.

Hausse notable du nombre de chômeurs au sens du BIT durant la crise financière

La crise financière change cependant nettement la donne au milieu de l'année 2008. Le PIB affiche une croissance négative en Suisse pendant quatre trimestres (du 3^e trimestre 2008 à la fin du 2^e trimestre 2009). Cette évolution n'est pas sans conséquence pour le marché du travail. Le nombre de chômeurs et les taux de chômage commencent à grimper en automne 2008.

La hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT est particulièrement importante; leur effectif passe de 142'400 au troisième trimestre 2008 à 227'900 au premier trimestre 2010, soit une augmentation de 60%. Les entreprises éprouvent en conséquence moins de difficultés à recruter du personnel qualifié et l'indice des places vacantes tombe à 131,8 points au troisième trimestre 2009, après avoir culminé à 226,5 points en mars 2008. Ainsi, en l'espace d'une année et demie, le marché du travail passe d'un excédent de demande à un excédent d'offre de travail.

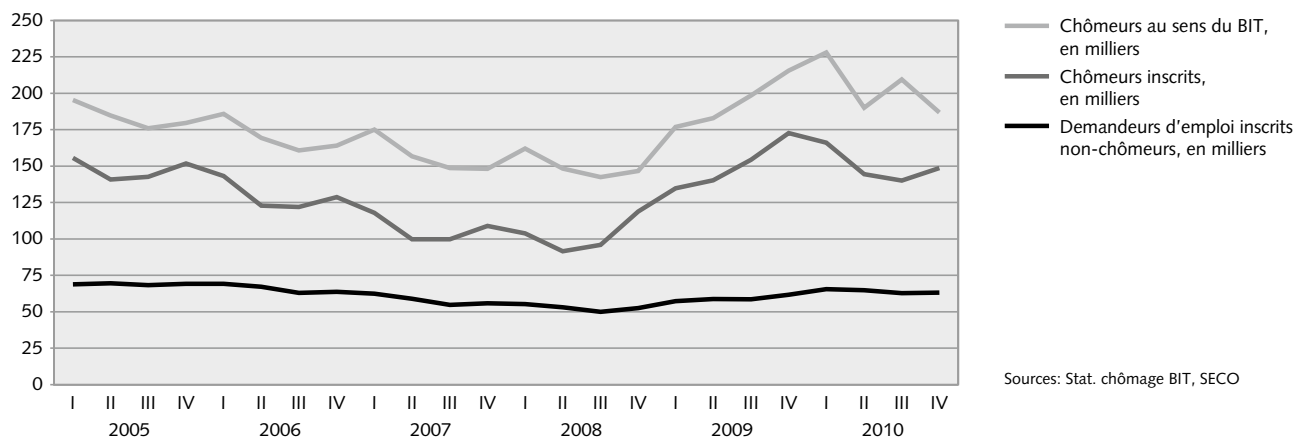
Légère reprise depuis le second semestre de 2009

Après quatre trimestres de récession économique, la place économique suisse reprend le chemin de la croissance au troisième trimestre 2009 et le PIB enregistre des taux de croissance positifs. Cette évolution se répercute de manière légèrement décalée sur le marché du travail: les entreprises proposent à nouveau davantage de postes de travail et les perspectives de l'emploi s'améliorent. Les effectifs de chômeurs se remettent à diminuer en hiver 2009 (chômeurs inscrits) et au printemps 2010 (chômeurs au sens du BIT). Mais ce recul est nettement plus modeste que la hausse enregistrée pendant la crise: si le nombre de chômeurs au sens du BIT passe de 227'900 (1^{er} trimestre 2010) à 186'800 (4^e trimestre 2010), il est encore supérieur de 44'000 personnes au nombre de chômeurs au sens du BIT avant la crise (142'400 au 3^e trimestre 2008). Le taux de chômage au sens du BIT se maintient au-dessus de 4%.

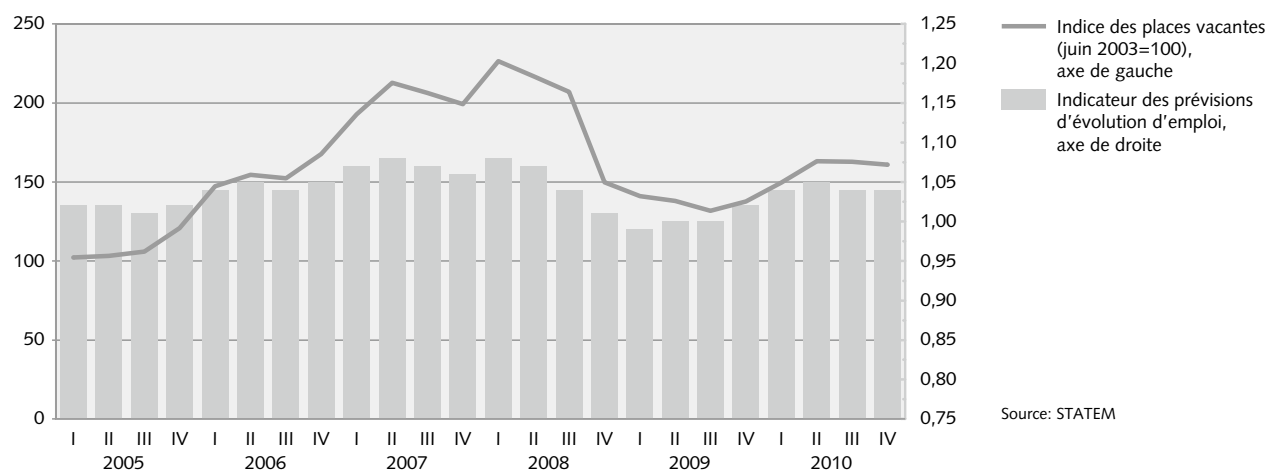
Malgré les nombreux risques planant sur le rétablissement de l'économie au niveau mondial, les perspectives à court terme sont réjouissantes pour l'économie suisse: la commission d'experts de la Confédération table sur une croissance positive du PIB suisse en 2011.

2005–2010: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2005–2010



Indice des places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, 2005–2010



© Office fédéral de la statistique (OFS)

2005–2010: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Entre 2005 et 2010, les femmes continuent à accroître leur présence sur le marché du travail. Parmi les femmes actives occupées, 86,4% travaillent aujourd'hui dans le secteur des services et plus de la moitié occupent un poste à temps partiel. Même si aujourd'hui les hommes exercent également leur activité majoritairement dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. Malgré la hausse de la participation des femmes à la vie active, celles-ci présentent un niveau de chômage au sens du BIT plus élevé que celui des hommes et un niveau salarial inférieur de 19,3% à celui des hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives en légère progression

Entre le printemps 2005 et le printemps 2010, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) progresse de 8,1% (2,619 millions au 2^e trimestre 2010), alors que le nombre de femmes présentes sur le marché du travail augmente parallèlement de 9,3% (2,151 millions au 2^e trimestre 2010). Ces dernières voient ainsi leur part au sein de la population active passer de 44,9% à 45,1% en cinq ans. Si le nombre des hommes actifs occupés a crû au même rythme que celui des femmes actives occupées, on observe cependant qu'à la suite de la crise financière, le nombre d'hommes actifs occupés commence à diminuer plus rapidement que celui des femmes. En contrepartie, il augmente aussi plus rapidement une fois la récession économique terminée. Cette différence entre les sexes tient très vraisemblablement au fait que les hommes sont plus fortement représentés dans le secteur secondaire, plus sensible aux changements conjoncturels que le secteur tertiaire.

Le travail à temps partiel augmente chez les hommes comme chez les femmes

La participation croissante des femmes à la vie active implique aussi une progression du travail à temps partiel. En 2010, 57,3% des femmes actives occupées travaillent à temps partiel (donc à un taux d'occupation inférieur à 90%), ce qui représente une hausse de 3,3 points de pour cent depuis 2005. Le travail à temps partiel n'est cependant pas l'apanage des femmes, car la part des hommes travaillant à temps partiel s'accroît de 3,6 points entre 2005 et 2010 pour atteindre 14,0%. La part des hommes parmi les actifs occupés à temps partiel reste malgré tout encore marginale. La distribution inégale du temps partiel est une des explications au fait que les femmes ne contribuent que pour un peu plus d'un tiers du volume total des heures effectives de travail (36,7% en 2008).

Le secteur des services toujours plus important pour les hommes et les femmes

Le secteur tertiaire continue à gagner en importance: au deuxième trimestre 2010, 74,1% de tous les actifs occupés travaillent dans le secteur des services, ce qui correspond à une progression de 1,1 point de pour cent en cinq ans (2005: 73,0%). Cette dernière est assez semblable pour les deux sexes: elle se chiffre à 1,2 point chez les hommes (la part passant de 62,9% à 64,1%) et à 0,9 point chez les femmes

(de 85,5% à 86,4%). Même si la hausse est un peu plus faible chez les femmes, celles-ci sont proportionnellement encore nettement plus nombreuses que les hommes à travailler dans le secteur des services (2010: 86,4% contre 64,1%). La part des femmes n'atteint que 11,0% dans l'industrie (secteur secondaire) et 2,6% dans l'agriculture (secteur primaire). Celle des hommes se monte à 31,9% dans l'industrie et à 4,0% dans l'agriculture.

Niveau de chômage élevé malgré la récente reprise économique

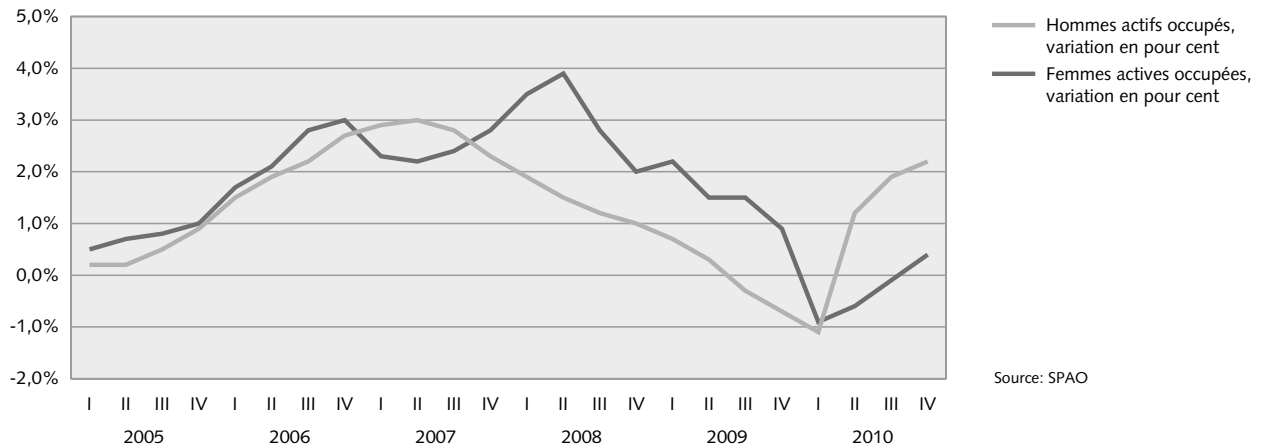
Au début de la période sous revue, soit au premier trimestre 2005, le niveau de chômage au sens du BIT tend à être élevé tant chez les hommes (4,4%) que chez les femmes (5,2%). La situation économique favorable qui prévaut entre 2005 et le milieu de l'année 2008 fait diminuer les taux de chômage au sens du BIT des deux sexes, le recul étant légèrement plus fort chez les hommes (-1,6 point de pour cent à 2,8% jusqu'au 3^e trimestre 2008) que chez les femmes (-1,4 point à 3,8% jusqu'au 4^e trimestre 2008). La récession économique amorcée au troisième trimestre 2008 entraîne une nouvelle hausse du chômage au sens du BIT: jusqu'au premier trimestre 2010, le taux grimpe à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes. L'économie suisse reprend à nouveau du vif depuis le troisième trimestre 2009, ce qui n'est pas sans conséquence: au dernier trimestre 2010, le taux de chômage au sens du BIT passe à 3,8% chez les hommes et à 4,6% chez les femmes. Malgré cette détente sur le marché du travail, le niveau du chômage reste supérieur à ce qu'il était avant la crise.

Les femmes gagnent moins que les hommes

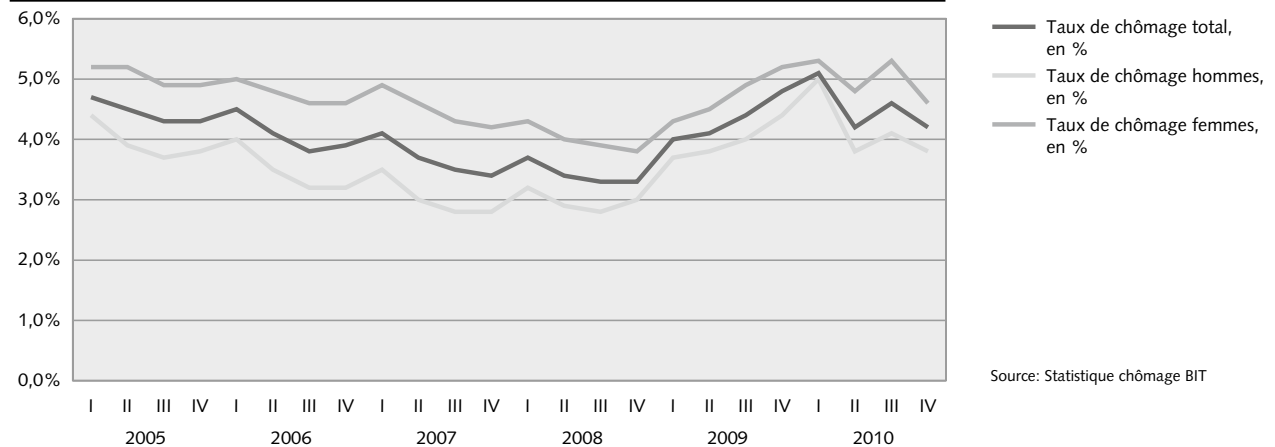
Avec un salaire brut standardisé médian de 6248 francs par mois en 2008, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 5040 francs, soit 19,3% de moins. La différence était encore de 21,5% dix ans plus tôt. 61,1% de l'écart salarial sont dus à des facteurs liés aux postes de travail, aux entreprises et aux qualifications personnelles et 38,9% de la différence salariale moyenne reposent sur des éléments non explicables.

2005–2010: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

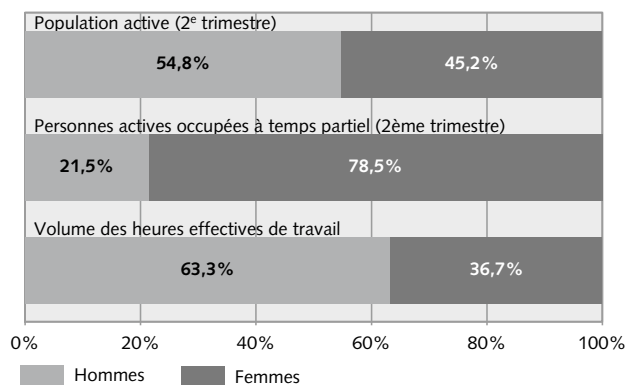
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2005–2010



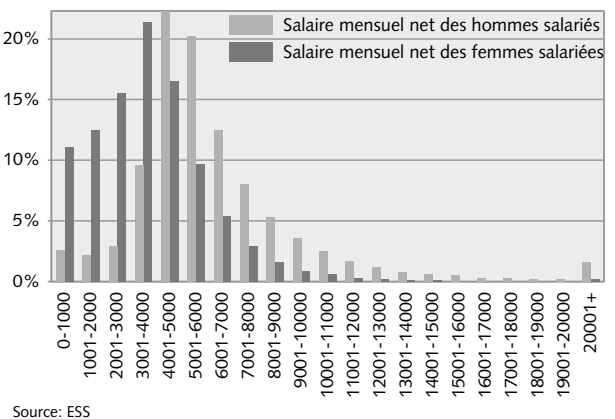
Taux de chômage au sens du BIT pour hommes et femmes, en pour cent, 2005–2010



Hommes/femmes de la pop. active (2010), des pers. actives occupées à temps partiel (2010) et du volume des heures effectives de travail (2008), en pour cent



Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2008



© Office fédéral de la statistique (OFS)

2005–2010: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de travailleurs étrangers. Entre 2005 et 2010, la progression du nombre de personnes actives de nationalité étrangère est trois fois plus élevée que celle du nombre de travailleurs suisses. La différence serait encore nettement plus marquée sans les naturalisations. Sur l'ensemble de la période, les taux de chômage au sens du BIT des étrangers restent de deux à trois fois plus élevés que ceux des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le 2^e trimestre 2005 et le 2^e trimestre 2010, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) progresse trois fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+17,0% à 1,334 million contre +5,4% à 3,444 millions). Outre l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne en juin 2002, la conjoncture économique favorable jusqu'au 2^e trimestre 2008 contribue à expliquer cette évolution. Les effets de la crise des marchés financiers de 2008 ne se font pas immédiatement sentir puisque la hausse de la population active étrangère a été très marquée jusqu'au 2^e trimestre 2009 (+4,4% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente). Au 1^{er} trimestre 2010, en revanche, le nombre d'actifs étrangers n'a pratiquement pas augmenté par rapport à un an auparavant (+0,4%).

Etrangers plus confrontés au chômage

Parmi les Suisses présents sur le marché du travail au 2^e trimestre 2010, 3,334 millions occupent une place de travail tandis que 111'000 sont au chômage au sens du BIT. Les Suisses présentent ainsi un taux de chômage BIT de 3,2%, un taux équivalent au taux relevé cinq ans auparavant. La situation des étrangers reste moins favorable: au 2^e trimestre 2010, 1,255 million sont actifs occupés, alors que 79'000 sont au chômage au sens du BIT. Le taux de chômage BIT dans la population étrangère a diminué en l'espace de cinq ans (2^e trimestre 2005: 9,1%; 2^e trimestre 2010: 7,5%), mais il a atteint un pic au 1^{er} trimestre 2010 (10,4%). Les étrangers demeurent plus exposés au risque du chômage, d'une part en raison du fait qu'une part relativement importante d'entre eux n'a pas achevé d'autre formation après l'école obligatoire (30,3% des actifs étrangers contre 13,7% des actifs suisses), d'autre part à cause de leur forte représentation dans le secteur secondaire, secteur particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture. Dans ce secteur, la part représentée par la main-d'œuvre étrangère s'élève à plus d'un tiers (37,0% au 2^e trimestre 2010; +3,2 points de pour cent par rapport à cinq ans auparavant), alors que dans le tertiaire, celle-ci ne s'élève qu'à 25,2%; dans le secteur primaire, seul un travailleur sur dix (9,3%) est étranger. Les travailleurs étrangers occupent pour la plupart un emploi salarié (95,4%; Suisses: 87,1%). Seuls 4,6% exercent une activité en tant qu'indépendant ou comme collaborateur d'une entreprise ou exploitation familiale. Différents facteurs peuvent expliquer cet écart, parmi lesquels des questions d'intégration et l'impossibilité de reprendre une entreprise familiale pour les étrangers de la 1^{ère} génération. De

plus, la part des personnes de moins de 40 ans est plus importante dans la population étrangère que chez les Suisses (la classe d'âges de 40 à 64 ans compte une proportion d'indépendants nettement plus élevée que les autres classes d'âges).

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le 2^e trimestre 2005 et le 2^e trimestre 2010, la part de personnes travaillant à temps partiel s'inscrit en légère hausse chez les Suisses (+3,5 points de pour cent à 37,5%). Chez les étrangers, cette part est restée plutôt stable (-0,3 point à 22,9%). Ce mode de travail reste moins répandu chez les femmes étrangères que chez les Suissesses puisqu'au 2^e trimestre 2010, les travailleuses étrangères ne sont que 45,0% à exercer une activité à temps réduit, contre 62,0% des travailleuses de nationalité suisse. Chez les hommes, les parts correspondantes atteignent respectivement 8,1% et 15,6%.

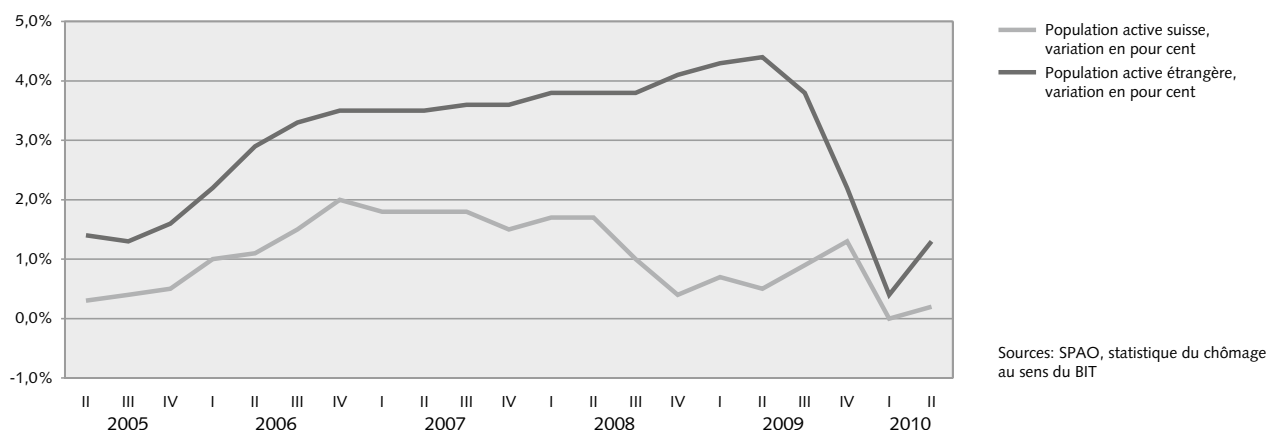
La part des travailleurs étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement diminue

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon la catégorie d'autorisation de séjour évolue rapidement. La part des travailleurs titulaires d'une autorisation d'établissement est en net recul, passant de 54,4% au 2^e trimestre 2005 à 49,9% cinq ans plus tard. La part des titulaires d'une autorisation de courte durée est aussi en baisse (2005: 5,1%; 2010: 3,4%). Cette évolution s'explique partiellement par la suppression au 1^{er} juin 2007 du contingentement de la main-d'œuvre provenant des pays membres de l'UE-15 (+Chypre et Malte) et de l'AELE: les autorisations de séjour de courte durée ne sont plus utilisées pour faire face à l'épuisement des contingents d'autorisations de séjour. En revanche, les titulaires d'une autorisation de séjour et les frontaliers gagnent en importance entre 2005 et 2010 (+5,0 points de pour cent à 27,2%, resp. +1,5 point de pour cent à 18,2%).

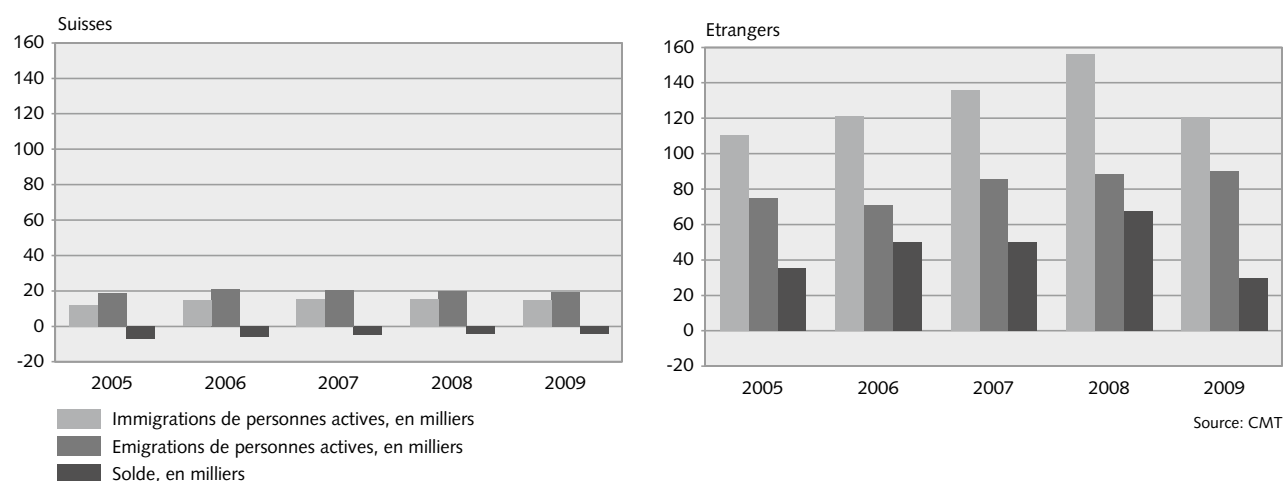
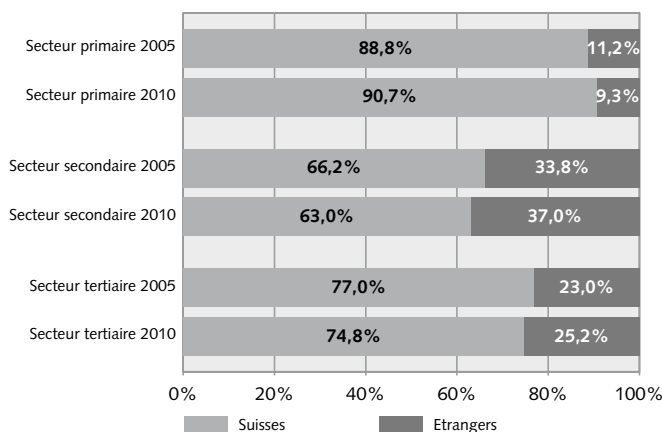
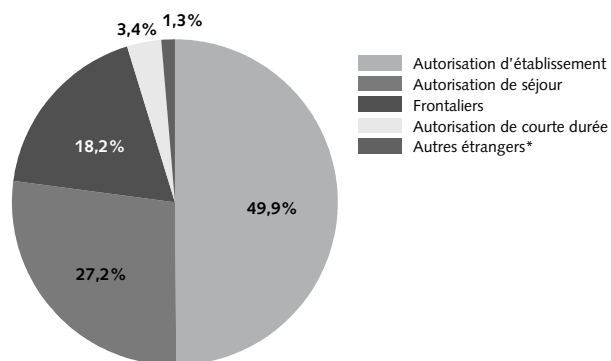
Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

En 2008, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 12,8% inférieur à celui des Suisses (5315 francs contre 6093 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (en juin 2008, 56,3% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 43,3% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

2005–2010: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2^e trim. 2005 à 2^e trim. 2010

Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2005–2009

Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en %, 2^e trimestre 2005 et 2^e trimestre 2010Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en %, 2^e trimestre 2010

* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

© Office fédéral de la statistique (OFS)

2005–2010: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2005 et 2010, le marché du travail poursuit son processus de tertiarisation, le secteur des services continuant de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Ce dernier réagit cependant plus sensiblement aux changements conjoncturels. Le travail à temps partiel est nettement plus courant dans le tertiaire que dans le secondaire. Cela tient en partie au fait que les femmes sont surreprésentées dans le secteur des services. L'augmentation des salaires en termes nominaux en 2010 est nettement inférieure à celle des deux années précédentes aussi bien dans le tertiaire que dans le secondaire.

Poursuite de la tertiarisation de l'économie

Le nombre d'actifs occupés s'accroît de 8,7% entre 2005 et 2010 (situation au 2^e trimestre). Sa progression est plus forte dans le secteur des services que dans les deux autres secteurs économiques, marquant ainsi une nouvelle poussée du processus de tertiarisation. Le nombre d'actifs occupés dans le tertiaire croît de 10,4% entre le deuxième trimestre 2005 et 2010, passant de 3,081 millions à 3,401 millions. La hausse est en revanche beaucoup plus faible dans les secteurs secondaire (+4,4%; de 989'000 à 1,033 million) et primaire (+1,7%; de 151'000 à 154'000). Au printemps 2010, 74,1% des actifs occupés travaillent dans le tertiaire, contre 22,5% dans le secondaire et 3,4% dans le primaire.

Le travail à temps partiel en hausse dans les trois secteurs

La tertiarisation va de pair avec une progression du travail à temps partiel. Au cours des cinq années considérées, le nombre d'actifs occupés à temps partiel augmente de 16,1%, celui des actifs occupés à plein temps de seulement 3,9%. Cette hausse des personnes travaillant à temps partiel est particulièrement marquée dans le secteur tertiaire (+17,3%). Elle est également assez importante en termes relatifs dans le secteur primaire (+12,5%), mais modeste en termes absolus. Elle est par contre beaucoup plus faible (+6,4%) dans le secteur industriel, mais se situe cependant à un niveau plus élevé que l'augmentation du nombre d'actifs occupés à plein temps dans ce secteur. Si le travail à temps partiel croît dans les trois secteurs, il augmente cependant de manière plus nette dans le secteur tertiaire.

Réaction rapide et forte du secteur secondaire aux variations conjoncturelles

Le secteur tertiaire se caractérise aussi par une résistance comparativement plus élevée aux variations conjoncturelles. La croissance du nombre d'actifs occupés dans ce secteur faiblit pendant la phase de récession économique entre 2008 et 2009, mais elle n'est jamais négative. Dans le secteur secondaire en revanche, le nombre d'actifs occupés accuse une baisse de 4,4% au premier trimestre 2010. Ce secteur réagit généralement de manière plus sensible aux variations conjoncturelles, ce qui apparaît clairement au fil des cinq années considérées: le recul du nombre d'actifs occupés consécutif à la crise économique commence plus tôt et il est plus net que dans le secteur tertiaire. Mais le secteur secondaire se rétablit aussi plus rapidement: après avoir connu une diminution de 4,4% au premier trimestre 2010, le nombre d'actifs occupés enregistre une progression de 3,3% déjà au troisième trimestre de cette même année. En comparaison, les taux de croissance dans le secteur tertiaire pendant toute l'année 2010 oscillent entre 0% et 1%.

Nette progression du chômage dans le secteur secondaire

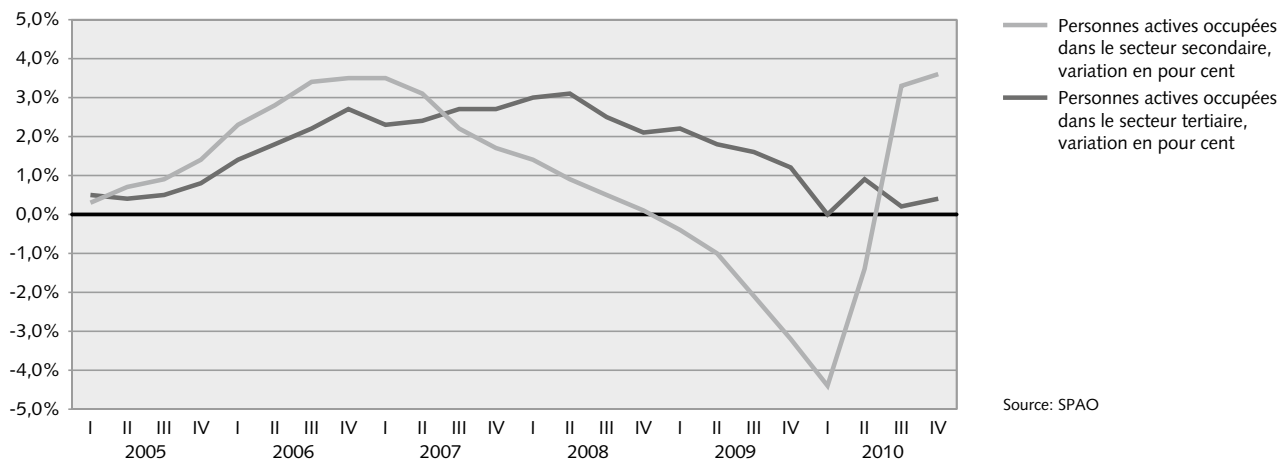
La sensibilité un peu plus grande du secteur secondaire aux variations conjoncturelles se reflète aussi dans le nombre de chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP). Si l'on considère la part des chômeurs inscrits issus du secteur secondaire (le critère déterminant est le dernier emploi avant le chômage) dans l'ensemble des chômeurs, elle reste toujours inférieure à 25% entre 2005 et le milieu de l'année 2008 (ces valeurs ne prennent en compte que les chômeurs pour lesquels on dispose des informations correspondantes, autrement dit environ 87% d'entre eux). Cette part grimpe ensuite à 27,5% en janvier 2010 avant de retomber en dessous de la barre de 25% à partir du milieu de la même année lorsque la situation économique s'améliore. On retrouve une évolution semblable si l'on considère l'indice des places vacantes: entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, l'indice recule de 54,2% dans le secondaire et de seulement 36,5% dans le tertiaire. Au cours de l'année 2010, les taux de chômage diminuent à nouveau et l'indice des places vacantes remonte; là aussi, la réaction observée dans le secteur secondaire est plus forte que celle observée dans le secteur tertiaire, mais ici aussi le secteur secondaire réagit plus vivement, comme il l'avait fait dans le sens inverse durant la crise financière.

La plus forte progression des salaires nominaux dans le secteur bancaire

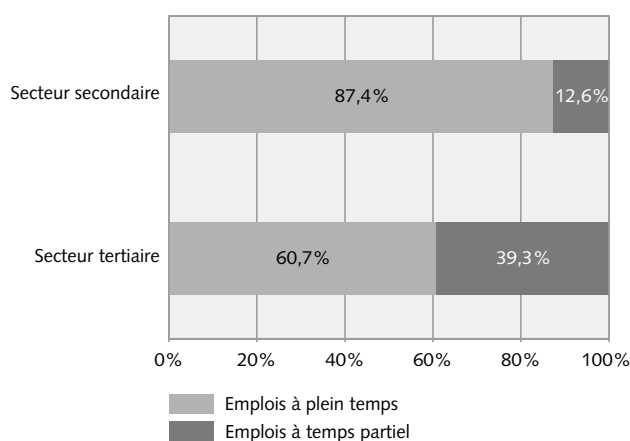
Le secteur tertiaire a connu une croissance des salaires nominaux de 0,9% nettement inférieure à celles de 2009 (2,0%) et de 2008 (2,1%). Le secteur secondaire dont l'activité avait chuté en 2009, a suivi la même tendance avec 0,6% en 2010 contre 2,3% en 2009 et 1,8% en 2008. Certaines branches qui ont affiché, en 2010, des hausses de salaires parmi les plus modérées telles que la fabrication de machines (0,0%), l'industrie textile (0,2%) font partie des branches fortement exportatrices. Les marchés financiers ont continué de subir les effets de la crise financière. Le secteur bancaire a enregistré une progression des salaires nominaux de 1,5% contre 1,8% en 2009 en nette baisse par rapport aux années précédentes (2,4% en 2008 et 2,5% en 2006 et 2007). Ce secteur a cependant affiché le taux d'évolution salariale le plus élevé de toutes les branches économiques en 2010.

2005–2010: Evolution dans les différents secteurs économiques

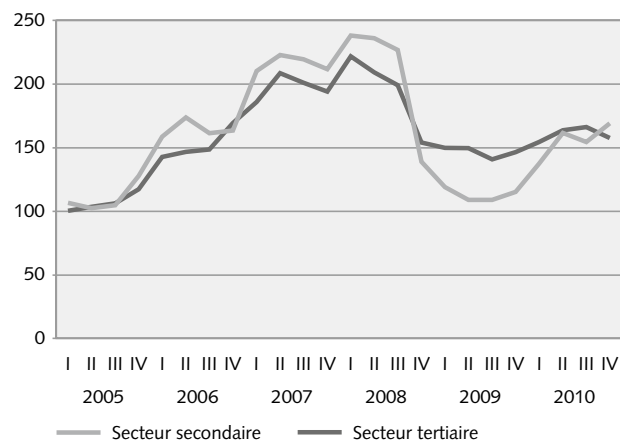
Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 2005–2010



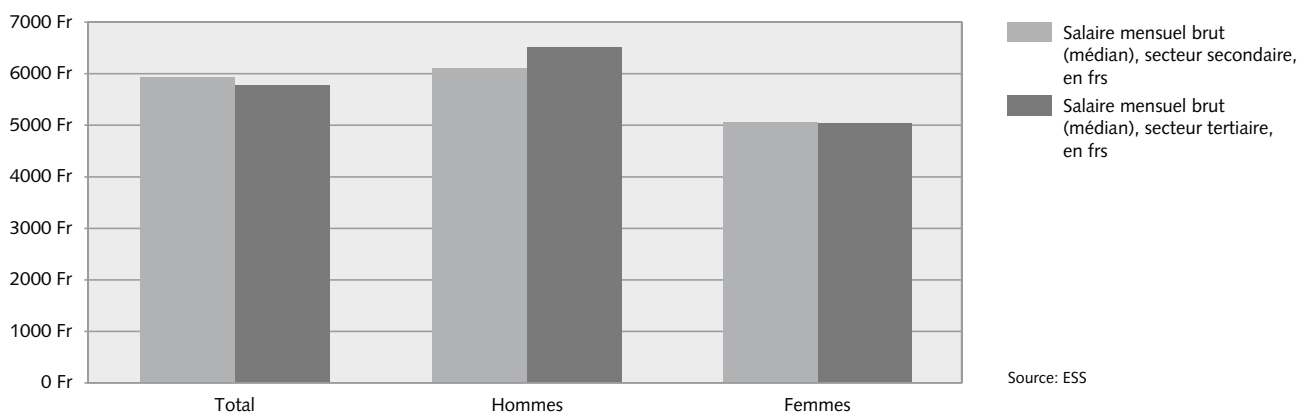
Emplois à plein temps et à temps partiel dans les secteurs secondaire et tertiaire, en pour cent, juin 2010



Indice des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire (base 2003=100), mars 2005 à déc. 2010



Salaire mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2008



2005–2010: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Au niveau suisse, le taux de chômage au sens du BIT recule légèrement au cours des cinq années sous revue. Cette diminution touche en particulier le Tessin, la Région lémanique et la Suisse orientale. On observe des différences régionales également sur le plan de la répartition des actifs occupés dans les trois secteurs économiques. La part des actifs occupés dans le tertiaire est particulièrement élevée dans la région de Zurich et dans la Région lémanique. La Suisse orientale présente par contre les plus fortes proportions de personnes travaillant dans l'industrie et dans l'agriculture.

Nette diminution du taux de chômage au sens du BIT dans la Région lémanique

Pendant la situation économique favorable qui prévaut entre 2005 et 2008, le taux de chômage au sens du BIT pour l'ensemble de la Suisse passe de 4,5% à 3,4% (situation au 2^e trimestre). La baisse est particulièrement sensible dans la Région lémanique (de 6,6% à 4,6%) et en Suisse orientale (de 4,1% à 2,9%). Cette phase expansive dure jusqu'au milieu de l'année 2008, puis la détérioration conjoncturelle provoquée par la crise financière fait remonter rapidement le taux de chômage. Sur les cinq années considérées, le taux de chômage au sens du BIT diminue au plan suisse, passant de 4,5% à 4,2%. La baisse est plus accentuée au Tessin (de 6,3% à 5,4%), dans la Région lémanique (de 6,6% à 5,7%) et, dans une moindre mesure, en Suisse orientale (de 4,1% à 3,6%). Ce taux reste par contre pratiquement inchangé pendant ces cinq années dans les autres grandes régions. Malgré le recul observé pendant la période sous revue au Tessin et dans la Région lémanique, ces deux grandes régions affichent toujours les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés du pays (respectivement 5,4% et 5,7%; 2^e trimestre 2010).

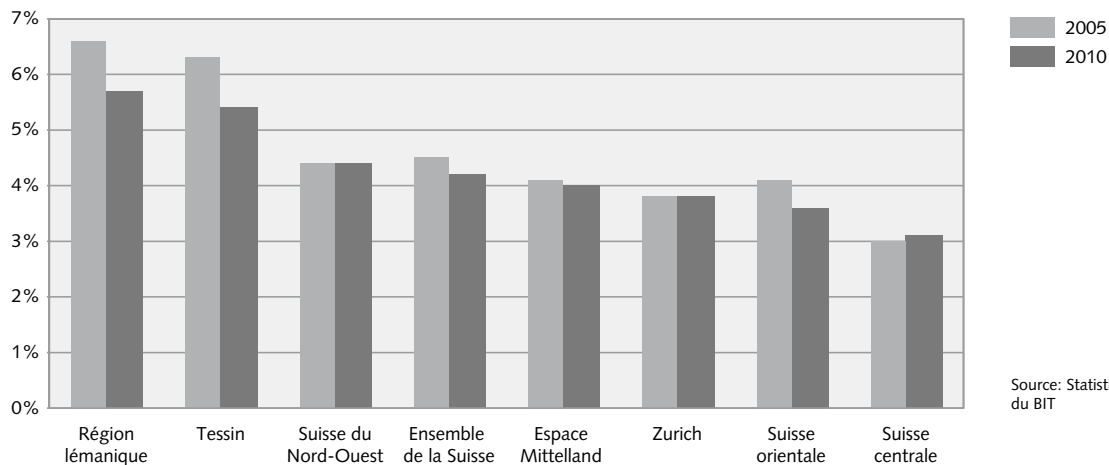
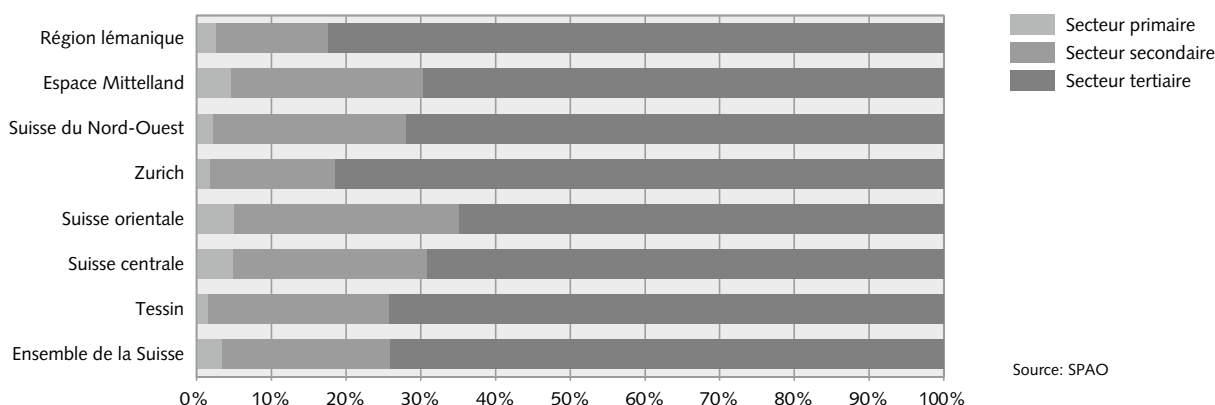
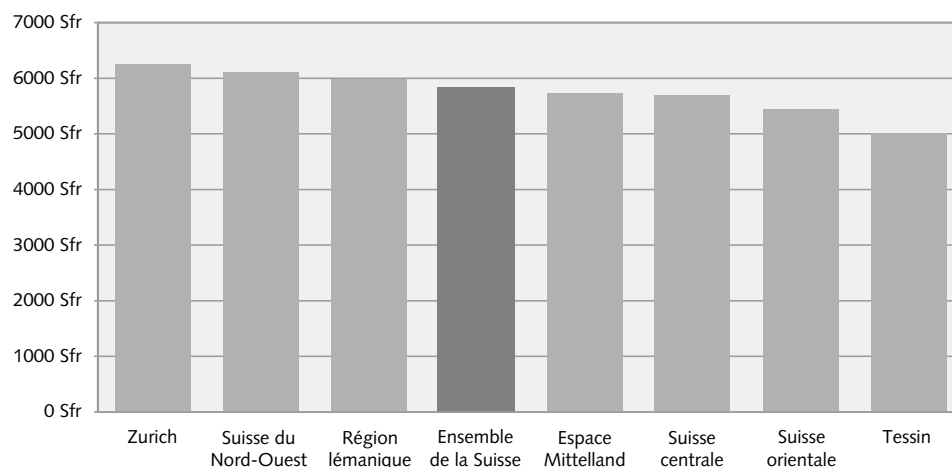
Forte importance du secteur tertiaire à Zurich et dans la Région lémanique

La répartition des personnes actives occupées entre les trois secteurs de l'économie diffère selon les grandes régions: par rapport à la répartition sectorielle pour l'ensemble du pays (tertiaire: 74,1%, secondaire: 22,5%, primaire: 3,4%), la région de Zurich et la Région lémanique se caractérisent par une proportion d'actifs occupés supérieure à la moyenne dans le secteur des services (Zurich: 81,5%, Région lémanique: 82,4%) ainsi que par une faible proportion de personnes travaillant dans celui de l'industrie (respectivement 16,7% et 14,9%) et dans le secteur agricole (1,8% et 2,7%). La Suisse orientale affiche la plus importante part d'actifs occupés dans le secteur secondaire: 30,1%, soit environ 8 points de pour cent de plus que la moyenne nationale. Quant au secteur primaire, il est le plus fortement représenté en Suisse orientale (5%), en Suisse centrale (4,9%) et dans l'Espace Mittelland (4,7%).

La région zurichoise offre les salaires les plus élevés

La situation salariale varie selon les grandes régions: avec un salaire brut standardisé médian de 4983 francs par mois en 2008, les salariés au Tessin sont les moins bien rémunérés du pays et gagnent 20,3% de moins que ceux de la région zurichoise (6250 francs), salariés les mieux lotis de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart est resté presque identique à celui de 2006 (20,4%). Entre ces deux extrêmes, le niveau des salaires des cinq autres grandes régions se situe dans un intervalle plus faible: 6095 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 5938 dans la Région lémanique, 5716 francs dans l'Espace Mittelland, 5674 francs en Suisse centrale et 5439 francs en Suisse orientale.

2005–2010: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de chômage au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2005 et 2010**Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2010****Salaires mensuels bruts standardisés (médiane) par grande région, en francs, 2008**

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2011 et perspectives à court terme

La conjoncture favorable en 2010 a eu des effets positifs sur le marché du travail suisse et cette évolution semble se poursuivre au premier trimestre 2011: le nombre des personnes actives occupées et celui des emplois progressent par rapport au 1^{er} trimestre 2010. Parallèlement, le nombre de chômeurs inscrits diminue. Cette évolution positive va vraisemblablement continuer, l'indice des places vacantes et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi traduisant des appréciations optimistes de la part des entreprises.

Hausse du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois

Le marché suisse du travail connaît une période faste grâce à une bonne conjoncture en 2010. A la fin du 1^{er} trimestre 2011, le nombre d'actifs occupés s'élève à 4,632 millions, en hausse de 2,4% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Cette progression est due en particulier à l'accroissement du nombre d'hommes actifs occupés (+3,0%); celui des femmes actives occupées augmente dans le même temps de 1,6%. En l'espace d'un an, le nombre de travailleurs de nationalité suisse a enregistré une légère hausse (+1,2% à 3,369 millions au 1^{er} trimestre 2011) alors que celui des travailleurs de nationalité étrangère a progressé de 5,6% (1,236 million). La hausse s'observe pour toutes les catégories d'autorisation: titulaires d'une autorisation de séjour (+11,0%), frontaliers (+6,3%), titulaires d'une autorisation d'établissement (+2,8%), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (+5,8%) et travailleurs de la catégorie «autres étrangers» (-3,9%).

Les indicateurs relevés auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire font aussi état d'une amélioration de la situation sur le marché du travail. Le nombre des emplois s'inscrit en nette hausse au 1^{er} trimestre 2011 par rapport à un an auparavant (+1,6%; +65'600 emplois). Cette évolution est le fait aussi bien du secteur secondaire (+1,7%) que du secteur tertiaire (+1,6%).

Nouvelle diminution du nombre de chômeurs inscrits

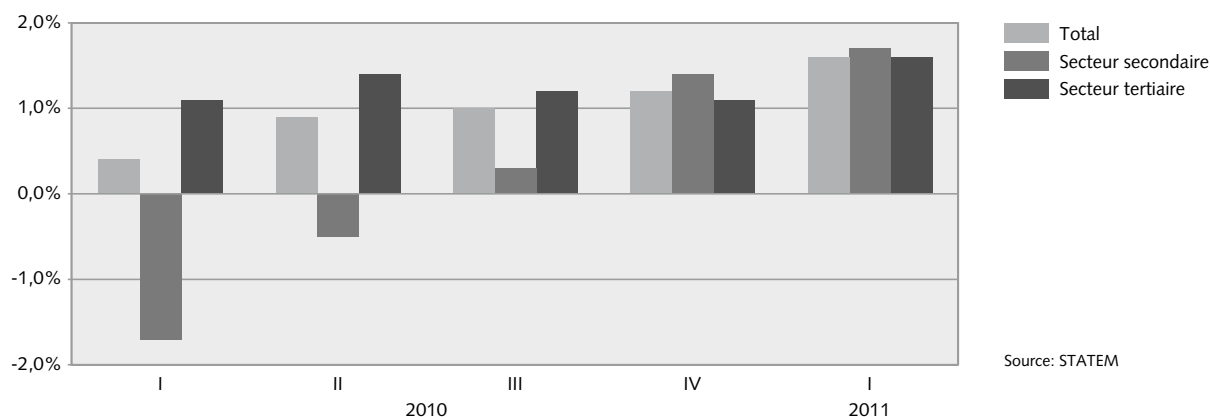
La situation favorable de l'emploi a aussi entraîné un recul du nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement. En mars 2011, on dénombre 134'900 chômeurs inscrits, soit 31'127 de moins (-18,7%) qu'au mois précédent (166'000). Exprimé en valeur désaisonnalisée, le nombre de chômeurs enregistrés a aussi diminué de 3400 par rapport au mois précédent, confirmant ainsi la tendance positive. Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi baissé entre mars 2010 (65'500) et mars 2011 (62'900).

Attentes optimistes des entreprises

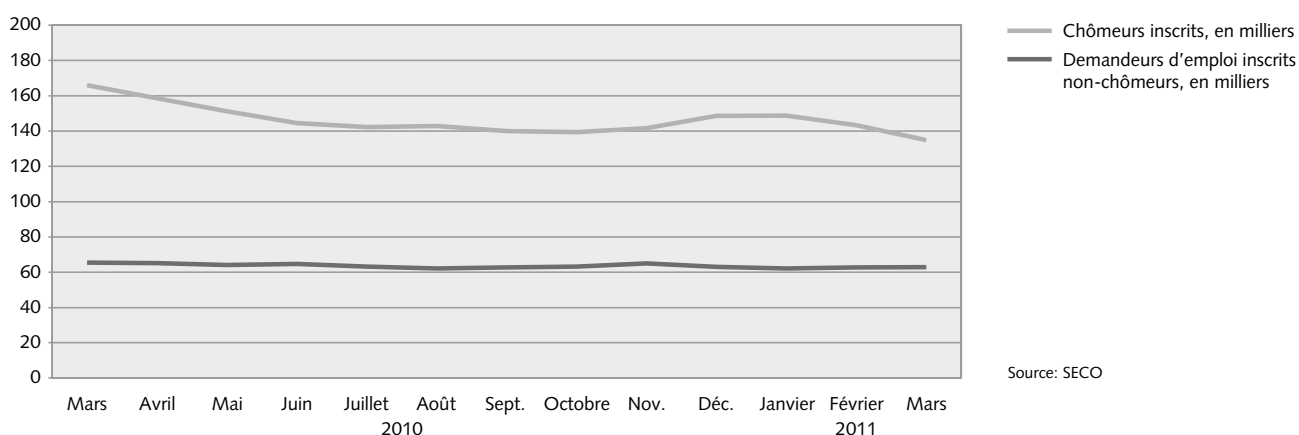
Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises sont favorables: l'indice des places vacantes est en hausse de 24,7% à fin mars 2011 par rapport à fin mars 2010 et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi à trois mois augmente de 2,2%. Selon ces deux indicateurs, l'emploi devrait connaître une évolution à la hausse dans le secteur secondaire en particulier (indice des places vacantes: +45,1%; indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi: +4,6%), mais aussi dans le secteur tertiaire (indice des places vacantes: +17,4%; indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi: +1,4%).

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2011 et perspectives à court terme

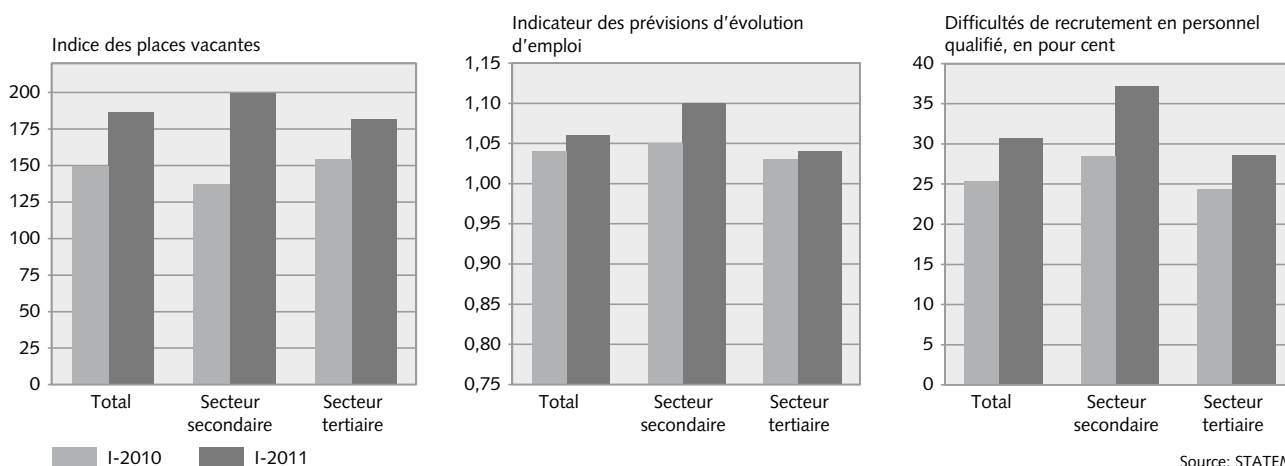
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2010 à mars 2011



Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2010 à mars 2011



Indice des places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2010 et mars 2011



Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le travail à temps partiel ainsi que la participation des femmes à la vie active sont nettement plus marqués en Suisse que dans la plupart des autres pays d'Europe. Le taux de chômage au sens du BIT en Suisse représente la moitié de celui de l'ensemble de l'Union européenne. Les salaires exprimés en euros sont parmi les plus élevés mais baissent lorsque, pour tenir compte du niveau des prix, on les convertit en pouvoir d'achat standard. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux du sud et de l'est de l'UE, les différences entre ces trois groupes de pays se sont en partie atténuées.

Participation au marché du travail et durée du travail élevées en Suisse

Au 2^e trimestre 2010, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 67,7% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,4%) et la Norvège (72,4%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 60,8%; Allemagne: 59,3%; France: 56,7%; Italie: 48,7%). L'Italie, Malte (50,4%) et la Hongrie (50,7%) présentent par ailleurs les taux d'activité les plus faibles d'Europe, l'écart avec l'Islande étant supérieur à 30 points; la moyenne de l'UE s'établit à 57,5%.

Les Suisses travaillent 41,6 heures par semaine. Ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (43,6 heures), le Royaume-Uni (42,2 heures) et l'Autriche (42,1 heures). La durée hebdomadaire du travail est nettement inférieure à la moyenne européenne (40,4 heures) en Norvège et en Irlande (38,4 heures tous les deux) ainsi qu'au Danemark (37,7 heures).

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

Les taux de participation des femmes à la vie active diffèrent d'un pays à l'autre. A Malte (33,2%), en Italie (38,5%), en Hongrie (43,9%) et en Grèce (44,2%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 78,4%; Norvège: 69,1%; Danemark: 60,5%; Suède: 60,1%). Dans l'UE, près d'une femme sur deux est active (50,5%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 60,6%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 34,1% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 58,6%). Seuls les Pays-Bas présentent des parts plus élevées (49,1%; femmes: 76,9%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,4%; femmes: 2,7%) et en Slovaquie (4,2%; femmes: 5,7%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage au sens du BIT n'a que faiblement progressé entre le 2^e trimestre 2009 et le 2^e trimestre 2010 (+0,7 point) pour s'établir à 9,5%. Avec un taux de 4,2% au 2^e trimestre 2010

(+0,1 points par rapport au 2^e trimestre 2009), la Suisse fait partie des pays d'Europe ayant le mieux résisté à la crise économique. Seuls la Norvège (3,8%) et le Luxembourg enregistrent un taux inférieur. L'Espagne présente toujours le taux le plus élevé d'Europe (20,1%, +2,2 points).

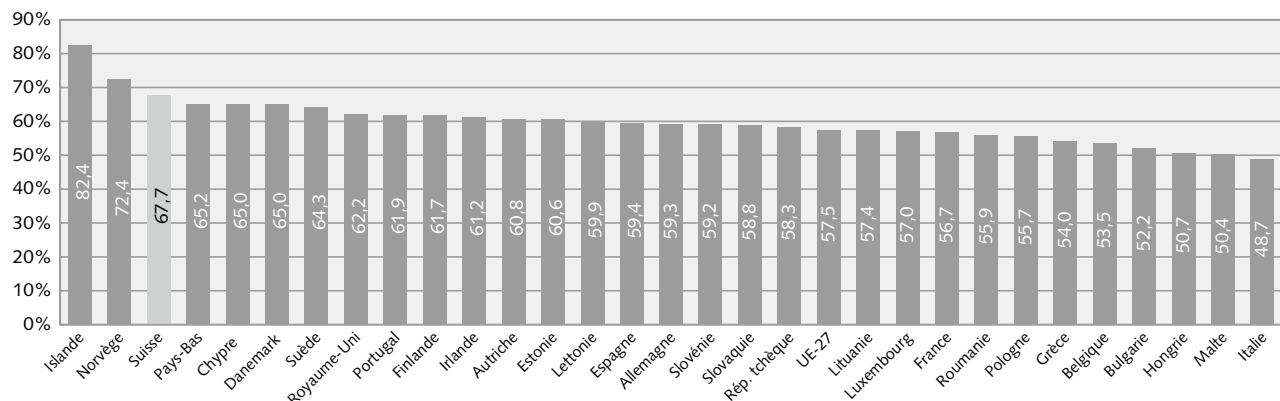
Les salaires en comparaison internationale

La comparaison du niveau des salaires annuels bruts moyens des travailleurs à plein temps dans l'industrie et les services marchands au sein de l'UE/AELE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15, d'autre part entre ces derniers et les nouveaux pays membres. A l'intérieur de l'UE-15/AELE, un décalage s'observe toujours entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2009, les salaires les plus élevés étaient enregistrés au Danemark (56'044 euros), en Norvège (51'343 euros), au Luxembourg (48'079 euros) et aux Pays-Bas (44'408 euros), les salaires les plus bas en Grèce (29'160 euros), en Espagne (23'477 euros en 2008) et au Portugal (17'129 euros). L'écart salarial augmente encore lorsque l'on considère les nouveaux pays membres: la Roumanie et la Bulgarie, derniers pays ayant adhéré à l'UE (janvier 2007), affichaient en 2009 des salaires bruts moyens de 4975 et respectivement 3769 euros. Avec un salaire annuel de 47'088 euros (en 2008) la Suisse figure en quatrième position derrière le Danemark, la Norvège, et le Luxembourg.

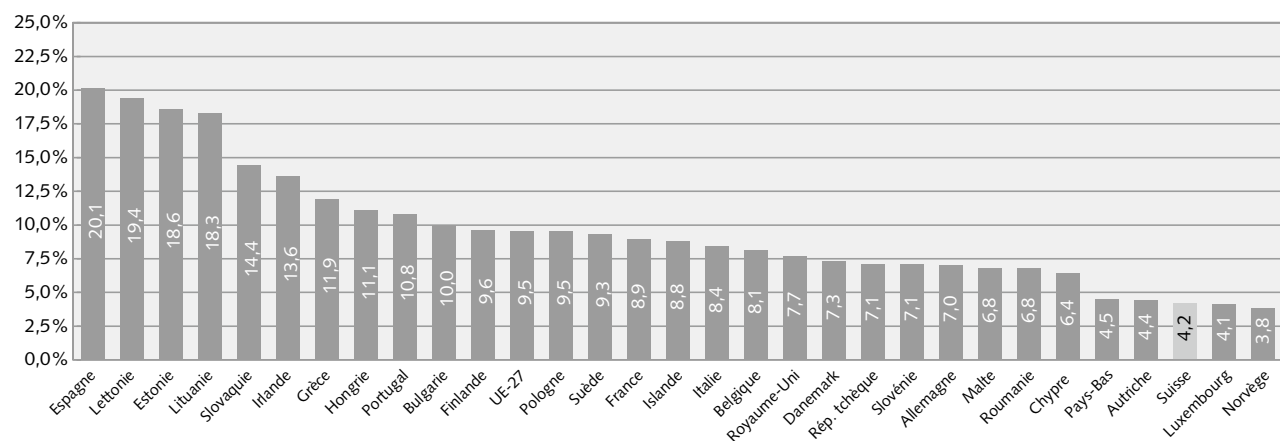
Les salaires peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. Lorsque les salaires annuels bruts sont exprimés en PAS, la position des pays dans le classement peut changer, en particulier celle des pays où les salaires sont les plus élevés. C'est ainsi que, dans le classement établi à partir des salaires exprimés en PAS, le Danemark perd la première position tandis que la Suisse n'occupe plus que la huitième position.

La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires nous amène également à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays en 2009. En effet, si dans la comparaison des salaires en euros, les plus hauts (Danemark) sont 14,9 fois supérieurs aux plus bas (Bulgarie), dans la comparaison en PAS, les salaires les plus élevés (Pays-Bas) représentent 5,7 fois les salaires payés au Portugal.

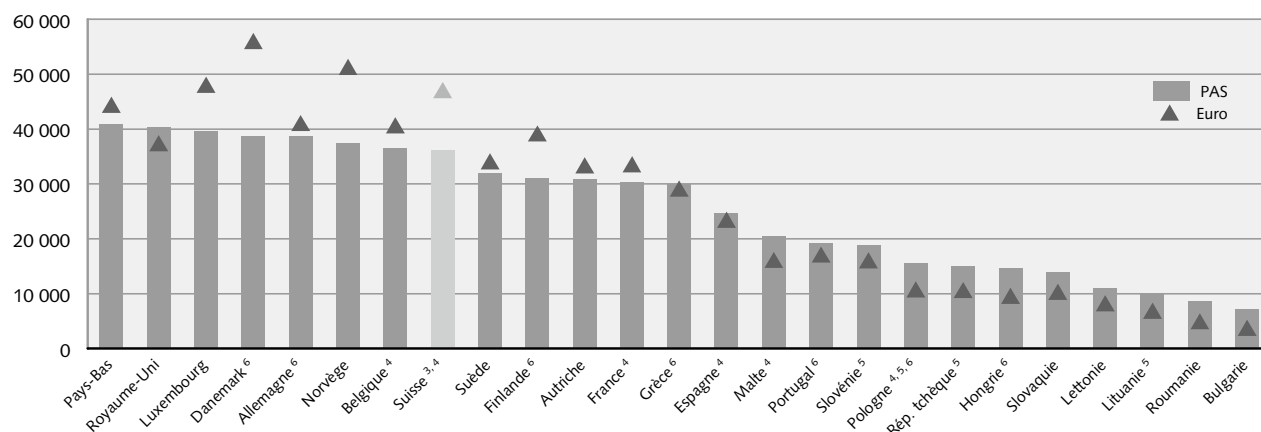
Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2010

Sources: ESPA, EUROSTAT (état: avril 2011)

Taux de chômage au sens du BIT des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2^e trimestre 2010

Sources: ESPA, EUROSTAT (état: mai 2011)

Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (secteurs de l'industrie et des services marchands¹), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en PAS² et en Euro, 2009

¹ Industrie et services marchands, sections B à N de la NACE Rév.2 ² Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays ³ Médiane ⁴ 2008 ⁵ Equivalents plein temps ⁶ Entreprises de 10 employés ou plus

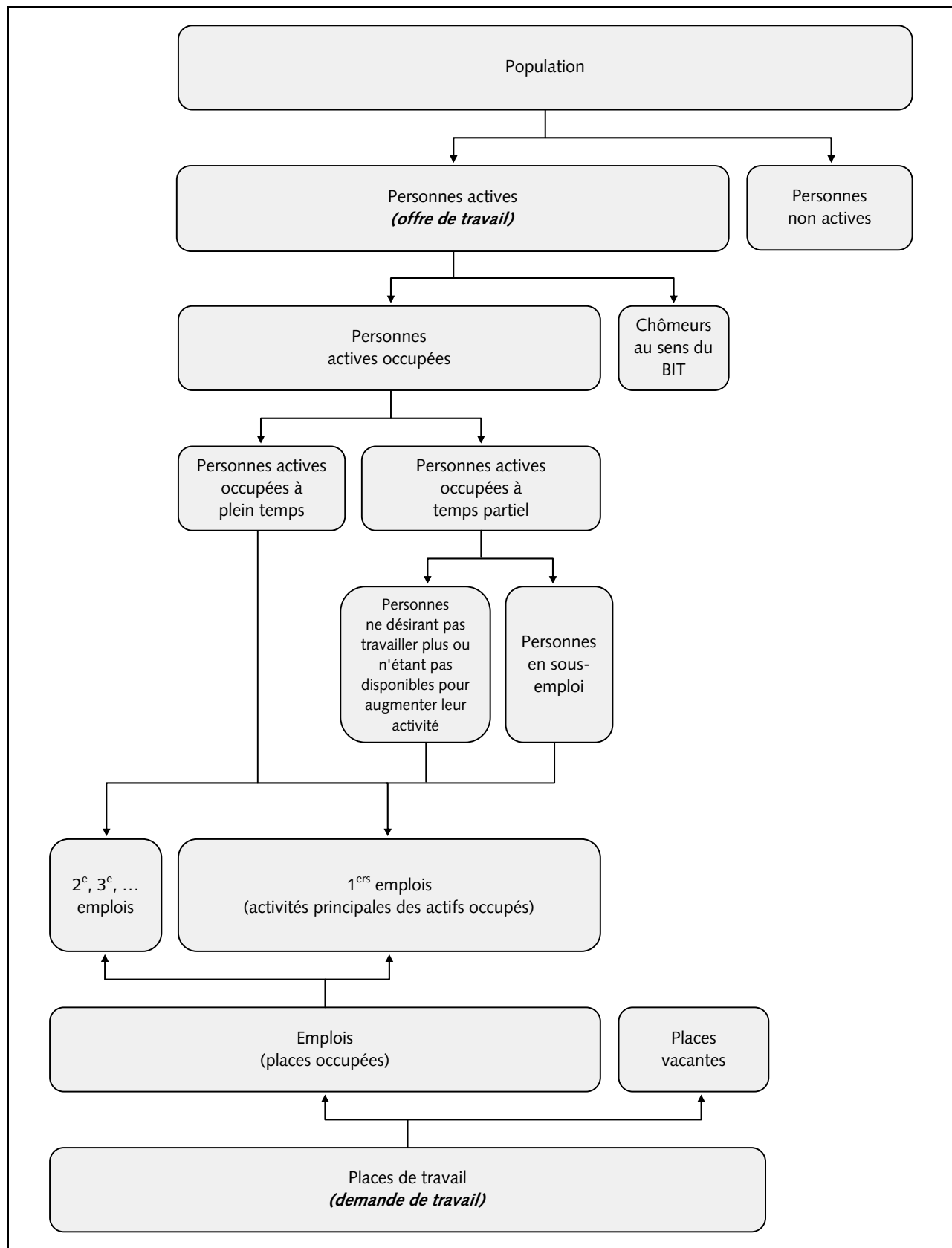
Estonie, Chypre, Irlande, Islande, Italie: 2008 et 2009 pas de données disponibles

Sources: Enquête suisse sur la structure des salaires, EUROSTAT (état: mai 2011)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

3 Définitions

Encadré 1: l'offre et la demande de travail



3.1 Notions liées aux personnes

Personnes actives occupées

Sont considérées comme actives occupées les personnes d'au moins 15 ans révolus qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont compris dans cette définition, indépendamment du lieu où s'exerce l'activité (dans une entreprise, à domicile ou dans un ménage privé): les salariés, les indépendants, les collaborateurs familiaux d'entreprises familiales, les apprentis, les recrues, sous-officiers et officiers qui, pendant l'école de recrues ou le service d'avancement, conservent leur place et leur contrat de travail, les écoliers et les étudiants qui exercent une activité parallèlement à leurs études et les retraités qui continuent de travailler. Les personnes accomplissant uniquement du travail ménager dans leur propre ménage, des activités d'entraide non rémunérées ou des autres activités bénévoles ne sont pas considérées comme actives occupées.

(Voir aussi la notion apparentée: «emplois».)

Sources statistiques

Statistique de la population active occupée, comptes globaux du marché du travail: personnes actives occupées selon le concept intérieur.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives occupées parmi la population résidente permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives occupées parmi la population résidente.

Chômeurs au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

Sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes âgées de 15 à 74 ans

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Cette définition est conforme aux recommandations du Bureau international du Travail et de l'OCDE et à la définition d'EUROSTAT.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs inscrits» et «demandeurs d'emploi inscrits».)

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente.

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active: chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente.

Personnes en sous-emploi

Sont considérées comme étant en sous-emploi les personnes actives occupées

- qui présentent une durée normale de travail inférieure aux 90% de la durée normale de travail dans les entreprises (cf. définition des heures normales de travail)
- qui souhaitent travailler davantage et
- qui sont disponibles pour prendre dans les trois mois qui suivent un travail impliquant un taux d'occupation plus élevé

Source statistique

Enquête suisse sur la population active: personnes en sous-emploi parmi la population résidente permanente.

Personnes actives

Sont considérées comme actives les personnes actives occupées et les chômeurs au sens du BIT. Les personnes actives constituent l'offre de travail.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives parmi la population résidente permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives parmi la population résidente.

Personnes non actives

Sont considérées comme non actives les personnes qui ne font partie ni des personnes actives occupées, ni des chômeurs au sens du BIT.

Source statistique

Comptes globaux du marché du travail, recensement de la population jusqu'en 2000: personnes non actives parmi la population résidente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes non actives parmi la population résidente permanente.

Chômeurs inscrits

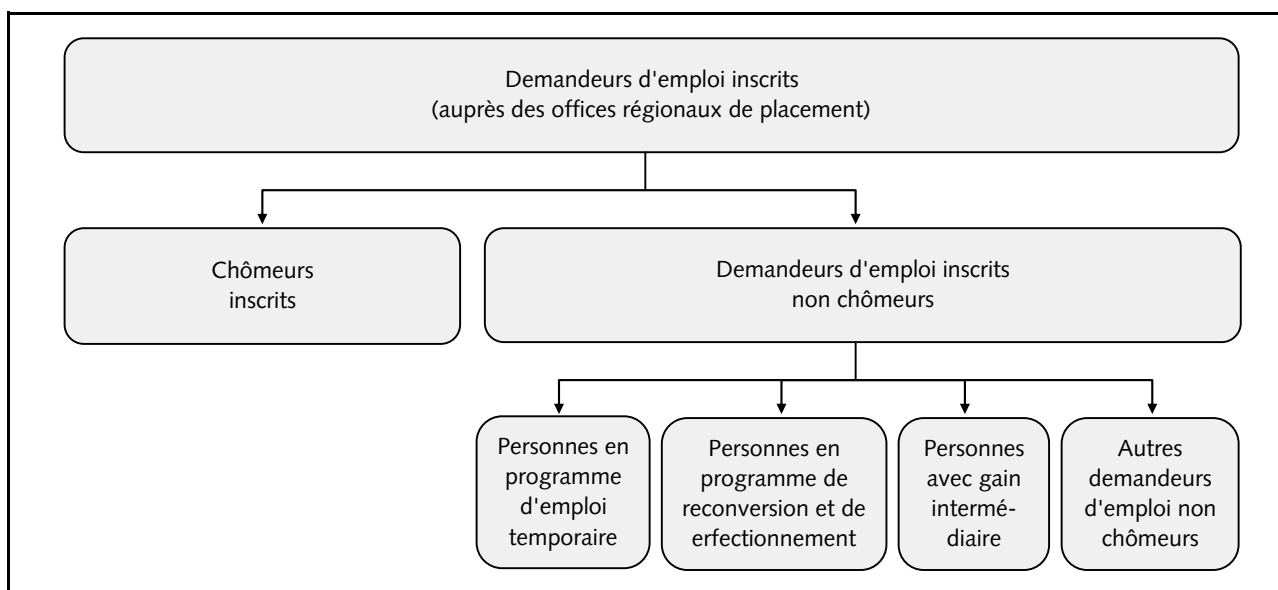
Sont considérées comme chômeurs inscrits les personnes annoncées auprès des offices régionaux de placement, qui n'ont pas d'emploi et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement, indifféremment du fait qu'elles touchent ou non une indemnité de chômage.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «demandeurs d'emploi inscrits».)

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): chômeurs inscrits parmi la population résidente.

Encadré 2: les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement



Demandeurs d'emploi inscrits

Sont considérées comme demandeurs d'emploi inscrits toutes les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement. Les demandeurs d'emploi inscrits sont constitués de deux groupes: les chômeurs et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers sont inscrits auprès des offices régionaux de placement, mais, à la différence des chômeurs, ne sont pas immédiatement disponibles pour un placement ou ont un emploi. Il s'agit principalement de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ou en gain intermédiaire.

(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «chômeurs inscrits».)

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): demandeurs d'emploi inscrits parmi la population résidente.

3.2 Notions liées aux places de travail

Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

(Voir aussi la notion apparentée: «personnes actives occupées».)

Sources statistiques

Statistique de l'emploi et recensement des entreprises: emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine. Les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise ne sont pas inclus.

Recensement des entreprises du secteur primaire et relevé des structures agricoles: emplois d'au moins 6 heures par semaine.

Emplois équivalents plein temps

Les emplois équivalents plein temps résultent de la conversion du volume de travail (mesuré en termes d'emplois ou d'heures de travail) en emplois à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents plein temps se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à plein temps.

Sources statistiques

Statistique de l'emploi, recensement des entreprises: le nombre d'emplois équivalents plein temps est estimé en multipliant les emplois ventilés en trois catégories de taux d'occupation (plein temps, temps partiel I et temps partiel II) par le taux d'occupation moyen de chacune de ces catégories. Ce dernier est déterminé à l'aide de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). Seuls les emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine sont couverts, sans les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise.

Places vacantes

On entend par place vacante, un poste (nouvellement créé, inoccupé ou sur le point d'être vacant) que l'employeur a l'intention de repourvoir immédiatement ou dans un futur proche et pour lequel des mesures actives ont été prises ou vont être prises afin de recruter une/e candidat/e à l'extérieur de l'entreprise.

Sources statistiques

Statistique des places vacantes: places vacantes dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Statistique des places vacantes annoncées du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): places vacantes annoncées auprès des ORP; l'annonce étant sans obligation, la statistique du SECO ne couvre qu'une partie restreinte des places vacantes en Suisse.

Difficultés de recrutement en personnel

Indicateur dont le but est d'estimer les difficultés de recrutement rencontrées durant le trimestre sous revue par les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi: on demande aux établissements d'indiquer s'ils ont rencontré des difficultés à recruter du personnel selon 4 catégories (1: personnel trouvé sans difficulté; 2: personnel trouvé avec difficulté; 3: personnel non trouvé; 4: autre (ne sait pas, personnel non cherché, processus de recrutement pas terminé)) et selon 4 niveaux de formation professionnelle (1: personnel sans formation post-obligatoire; 2: apprentissage ou formation équivalente; 3: formation professionnelle supérieure; 4: haute école). Les indicateurs prennent la forme de pourcentages et sont pondérés par le nombre d'emplois. Ils sont présentés de manière détaillée pour chaque catégorie. Un indicateur synthétique (difficultés de recrutement en personnel qualifié) regroupe les cas dans lesquels le personnel recherché a été trouvé avec difficulté ou n'a pas été trouvé dans au moins une des 3 catégories avec un niveau de formation post-obligatoire. La série débute au 1^{er} trimestre 2004.

Prévisions d'évolution de l'emploi

Indicateurs dont le but est d'estimer la tendance attendue pour le prochain trimestre en termes de prévisions d'évolution de l'emploi pour les secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi: les indicateurs expriment sous la forme de pourcentages la proportion des établissements qui ont annoncé un maintien, une réduction ou une augmentation de leur effectif total (chiffres pondérés par l'emploi). Ces pourcentages sont également présentés sous la forme d'un indice synthétique variant de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation). La série débute au 1^{er} trimestre 2004.

3.3 Notions économiques

Offre de travail

L'offre de travail est la quantité de travail offerte par les travailleurs. Elle se compose des personnes actives occupées et des chômeurs au sens du BIT.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives parmi la population résidente permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives parmi la population résidente.

Demande de travail

La demande de travail est la quantité de travail demandée par les employeurs. Elle se compose des emplois (places occupées) et des places vacantes.

Sources statistiques

Statistique de l'emploi, statistique des places vacantes.

3.4 Notions liées au temps de travail

Heures normales de travail

Les heures normales de travail représentent les heures fixées dans le contrat des salariés et, dans le cas des indépendants, les heures habituellement consacrées à l'activité professionnelle. Les heures supplémentaires et les heures d'absences n'ont pas d'effet sur les heures normales de travail.

Sources statistiques

Statistique du volume du travail: heures normales de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises: heures normales de travail des salariés à plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire ainsi que dans l'horticulture et la sylviculture, en durée hebdomadaire par salarié.

Heures effectives de travail

Les heures effectives de travail correspondent aux heures qui ont été effectivement travaillées dans le cadre de l'activité professionnelle. A la différence des heures normales de travail, elles comprennent les heures supplémentaires et n'incluent pas les heures d'absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures effectives de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires correspondent aux heures payées ou non payées

- qui ont été accomplies en plus de la durée normale du travail et
- qui ne sont pas compensées par des congés durant l'année.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures supplémentaires selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'heures supplémentaires.

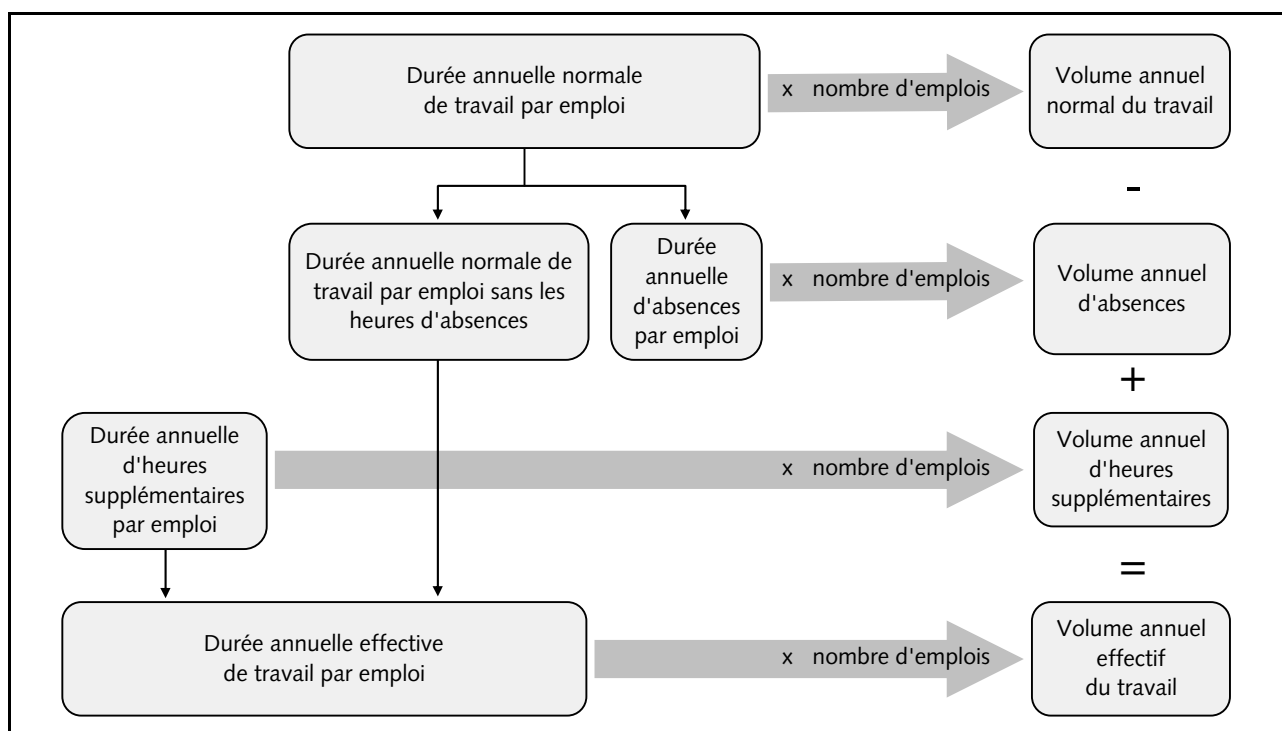
Heures d'absences

Les heures d'absences sont constituées par le temps pendant lequel une personne n'était pas à son lieu de travail, alors qu'elle aurait normalement dû y être (maladie, accident, congé maternité, service militaire ou civil, protection civile, réduction de l'horaire de travail, conflit de travail, raisons personnelles et familiales et mauvais temps). Les vacances, les jours fériés et les absences dues à la flexibilité des horaires de travail, ne sont pas considérés comme des absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures d'absences selon le concept intérieur en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'absences.

Encadré 3: le temps de travail



3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail

Transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité

Les transitions brutes reflètent le passage d'un statut (initial) à un autre (final) au cours d'une certaine période. En mesurant les transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, on est ainsi amené à distinguer neuf groupes de personnes différents (actifs occupés devenus chômeurs au sens du BIT, actifs occupés devenus non actifs, actifs occupés restés actifs occupés, chômeurs au sens du BIT devenus actifs occupés, etc.).

Source statistique

Comptes globaux du marché du travail: les transitions brutes sont observées sur une année civile.

Migrations internationales

Les migrations internationales sont les mouvements de population d'un pays à un autre ayant pour effet le transfert du domicile. On distingue les immigrations (lorsque le pays de référence est le pays où la personne s'installe) des émigrations (lorsque le pays de référence est le pays que la personne quitte). La différence entre le nombre d'immigrations et d'émigrations est appelée solde migratoire.

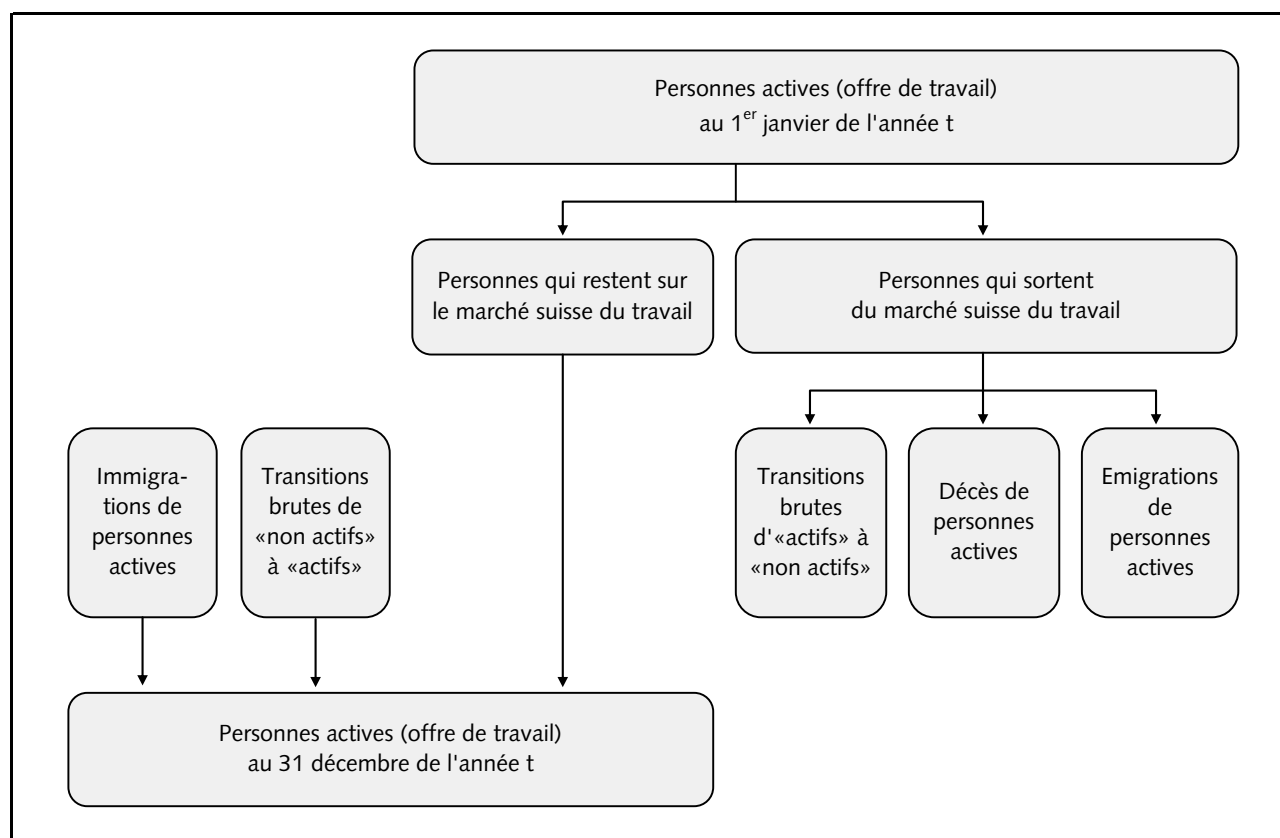
Sources statistiques

Statistique de la population et des ménages (STATPOP): migrations internationales des Suisses et des étrangers de la population résidente permanente. STATPOP remplace dès 2011 l'ancienne statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

Office fédéral des migrations (ODM): migrations internationales des étrangers.

Comptes globaux du marché du travail: migrations internationales selon le statut sur le marché du travail. La notion de migrations internationales est, pour les besoins de la statistique, élargie aux cas de nouveaux frontaliers (considérés comme des immigrations) et aux cas de personnes perdant le statut de frontaliers (considérés comme des émigrations).

Encadré 4: les mouvements sur le marché du travail



3.6 Notions liées à la rémunération du travail

Revenu du travail

Le revenu du travail est composé des recettes (en espèce, en nature ou sous forme de services) que procure aux individus l'exercice d'une activité salariée ou indépendante. Le revenu du travail comprend les montants perçus soit en tant que résultat direct de l'activité professionnelle (salaires ou bénéfice de l'activité indépendante), soit en raison de leur situation dans la profession (prestations de sécurité sociale liées à l'emploi). Le revenu du travail ne comprend pas le revenu provenant d'autres sources telles que la propriété, l'assistance sociale, les transferts, etc., non lié à l'emploi.

(Voir aussi la notion apparentée: «salaire».)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur le budget des ménages (EBM): donne une vue d'ensemble des revenus du travail des ménages privés. Par revenu du travail on entend tout ce qui revient au ménage à titre de salaires, de bénéfice d'activité indépendante ou de prestations de sécurité sociale liées à l'emploi.

Salaire

Le salaire correspond à la rémunération du travail (en espèce ou en nature) effectué par une personne pour le compte d'une autre personne en vertu d'un contrat écrit ou oral. Cette autre personne peut être une personne physique ou une personne morale (entreprise, institution à but non lucratif ou administration publique). La notion de salaire ne couvre ainsi pas les revenus de l'activité indépendante qui est réalisée pour son propre compte. Il est d'usage de faire la distinction entre salaire brut (avant déduction des cotisations sociales à charge du salarié) et salaire net (après déduction).

(Voir aussi la notion apparentée: «revenu du travail».)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la structure des salaires: les composantes du salaire considérées sont le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. Les résultats sont exprimés soit en salaires mensuels bruts standardisés (recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail), soit en salaires mensuels nets (montants effectivement versés, y compris la rémunération des heures supplémentaires).

Statistique de l'évolution des salaires: Les composantes salariales entrant dans le calcul de l'indice sont le salaire brut de base, les allocations de renchérissement et le 13^e salaire. Sont exclues les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature. Les salariés pris en compte sont les hommes à plein temps et les femmes à plein temps et à temps partiel.

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et le 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur les accords salariaux (EAS): mesure l'adaptation des salaires effectifs ou minimaux (généralement: salaire brut de base + 13^e salaire) convenue entre les partenaires sociaux dans le cadre des principales conventions collectives de travail (CCT) en vigueur. Les salaires minimaux sont des montants minimaux de rémunération négociés collectivement et fixés dans une CCT ou dans un avenant à celle-ci.

Autres sources: enquête sur le budget des ménages et données administratives de l'AVS, ces dernières permettant de calculer la «rémunération des salariés» dans le Compte de revenu du Système de comptabilité nationale.

Convention collective de travail

Une convention collective de travail est un accord passé entre un ou plusieurs représentants patronaux (associations ou entreprises) et un ou plusieurs représentants des salariés (syndicats ou associations de salariés), dans lequel les parties contractantes fixent, de manière exhaustive ou partielle, le régime des salaires et des conditions de travail, ainsi que les relations entre les parties contractantes.

Sources statistiques

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse.

Accords salariaux

Les partenaires sociaux signataires des conventions collectives de travail (CCT) conviennent lors des négociations salariales du montant et de la répartition de l'adaptation des salaires effectifs et se mettent d'accord sur les salaires minimaux.

Sources statistiques

Enquête sur les accords salariaux dans les domaines couverts par une convention collective de travail (EAS).

3.7 Taux divers

Taux d'actifs occupés

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'actifs occupés brut calculé pour la population totale
- le taux d'actifs occupés standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'actifs occupés net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux de chômage au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

$$\text{Taux de chômage au sens du BIT} = \frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Sources statistiques

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active.

Taux de chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs inscrits}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): personnes actives selon le dernier recensement de la population.

Taux de sous-emploi

$$\text{Taux de sous-emploi} = \frac{\text{personnes en sous-emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Enquête suisse sur la population active.

Taux d'activité

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'activité brut calculé pour la population totale
- le taux d'activité standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'activité net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux d'heures supplémentaires

$$\text{Taux d'heures supplémentaires} = \frac{\text{durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

Taux d'absences

$$\text{Taux d'absences} = \frac{\text{durée annuelle d'absences par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

Taux de places vacantes

$$\text{Taux de places vacantes} = \frac{\text{Places vacantes}}{(\text{emplois} + \text{places vacantes})} \times 100$$

Sources statistiques

Statistique des places vacantes, statistique de l'emploi.

3.8 Concepts de population et de couverture statistique

Concept intérieur

L'activité productive selon le concept intérieur désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse, qu'elle soit le fait de résidents ou de non-résidents. Ce concept peut être utilisé afin de délimiter la population active occupée, les emplois ou encore les heures de travail. Concrètement, l'activité productive selon le concept intérieur comprend l'activité réalisée en Suisse par les groupes suivants: Suisses résidant en Suisse, titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), frontaliers résidant à l'étranger et travaillant en Suisse, saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses et personnel de la marine suisse. A l'inverse, l'activité du personnel des ambassades et des consulats étrangers en Suisse, l'activité des fonctionnaires internationaux en Suisse et l'activité des personnes résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger ne sont pas couvertes dans le concept intérieur.

Sources statistiques

Le concept intérieur est notamment utilisé dans la statistique de la population active occupée, la statistique du volume du travail, le recensement des entreprises, la statistique de l'emploi et l'enquête suisse sur la structure des salaires. Le concept intérieur est par ailleurs utilisé dans le domaine de la comptabilité nationale.

Population résidente permanente

Sont assimilées à la population résidente permanente toutes les personnes de nationalité suisse avec domicile principal en Suisse, ainsi que tous les ressortissants étrangers avec une autorisation de résidence valable au moins 12 mois ou séjournant au moins depuis 12 mois en Suisse, à savoir les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée équivalent à une durée cumulée minimale de 12 mois, les personnes dans le processus d'asile totalisant au moins 12 mois de séjour et les diplomates et fonctionnaires internationaux (y compris les membres de leurs familles).

Sources statistiques

Le concept de population résidente permanente est utilisé dans le nouveau recensement fédéral de la population dès 2010, dans la statistique de la population et des ménages (STATPOP), dans la statistique du chômage au sens du BIT et dans l'enquête suisse sur la population active sous une forme légèrement adaptée; en effet, cette enquête ne comprend ni les diplomates et fonctionnaires internationaux, ni les personnes dans le processus d'asile.

Population résidente

Sont assimilées à la population résidente toutes les personnes résidant en Suisse à un moment donné, quels que soient leur nationalité, la durée et le type d'autorisation de résidence. Les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, ne sont pas comptées dans la population résidente. Concrètement, la population résidente comprend les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, les diplomates et fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

Sources statistiques

Le concept de population résidente est utilisé dans le recensement fédéral de la population jusqu'en 2000, et dans la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

3.9 Grandes régions

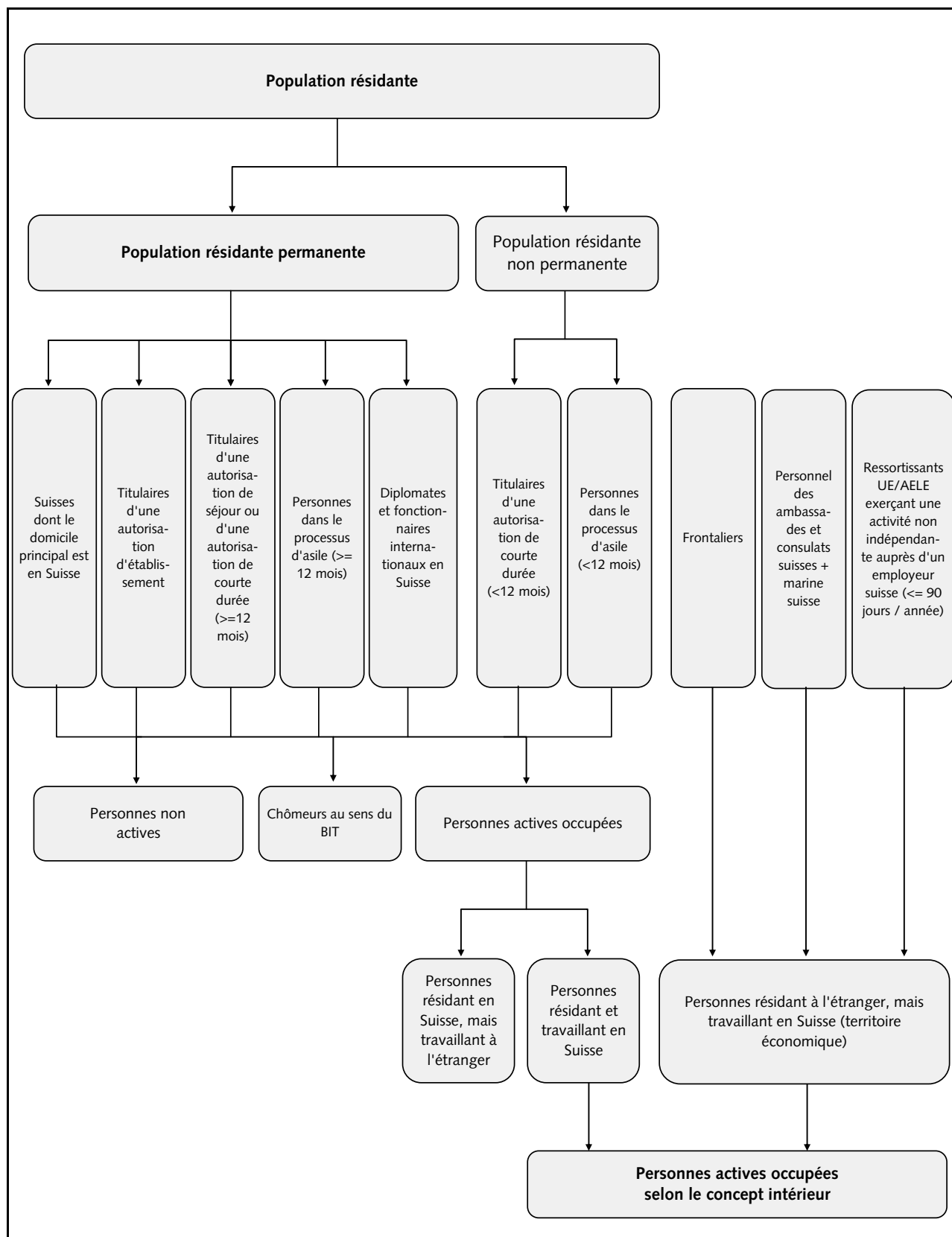
Grandes régions

Région lémanique:	Genève, Valais, Vaud
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure
Suisse du Nord-Ouest:	Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville
Zurich:	Zurich
Suisse orientale:	Appenzell Rh.-Ext., Appenzell Rh.-Int., Glaris, Grisons, Saint-Gall, Schaffhouse, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Nidwald, Obwald, Schwytz, Uri, Zoug
Tessin:	Tessin

Sources statistiques

Les résultats de la plupart des statistiques du marché du travail sont proposés sous une forme régionalisée.

Encadré 5: population résidente, population résidente permanente et concept intérieur



4 Sources statistiques

4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail

Les informations sur le marché du travail proviennent d'enquêtes réalisées auprès des ménages, d'enquêtes réalisées auprès des entreprises ou de l'exploitation de données administratives (cf. encadré 6). Alors que les enquêtes auprès des ménages sont essentiellement basées sur l'offre de travail, les enquêtes auprès des entreprises fournissent des informations orientées sur la demande. Ces informations peuvent être également combinées afin d'obtenir ce qu'on appelle des statistiques de synthèse. Ces dernières enrichissent nos informations et produisent des résultats nouveaux sans qu'il y ait besoin de procéder à de coûteuses enquêtes supplémentaires. Elles permettent en outre de combiner les avantages spécifiques de plusieurs statistiques et d'en pallier certains défauts. Dans l'encadré 6, on remarque qu'une multitude de statistiques ou registres livrent des informations portant sur le marché du travail. Afin que la publication garde une relative concision, ainsi que pour des raisons de périodicité d'enquête, certaines de ces sources statistiques ne sont pas abordées plus en détail, ni sur le plan des aspects de méthode, ni sur celui des résultats.¹

L'enquête suisse sur la population active (ESPA), réalisée auprès des ménages, est la source principale de quatre statistiques de synthèse traitées dans cet ouvrage. Il s'agit de la statistique de la population active occupée (SPAO), de la statistique du volume du travail (SVOLTA), de la statistique du chômage au sens du BIT et des comptes globaux du marché du travail (CMT). Dans le cadre de cette publication, L'ESPA fournit également les chiffres nécessaires aux comparaisons internationales et au calcul des taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Outre l'ESPA et les quatre statistiques de synthèse qui en sont dérivées, sept autres sources statistiques livrent des indicateurs dans le cadre de la publication « Indicateurs du marché du travail » (cf. encadré 7): quatre enquêtes auprès des entreprises (la statistique de l'emploi, l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux et l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse), trois statistiques basées sur des données administratives (la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises, la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et la statistique de l'évolution des salaires). La vue d'ensemble est complétée par la statistique des frontaliers (statistique de synthèse basée principalement sur la statistique de l'emploi et utilisée comme input dans la SPAO, dans la SVOLTA et dans les CMT).

¹ Des informations sur les sources statistiques relatives au marché du travail qui ne sont pas présentées en détail dans cette publication peuvent être obtenues auprès des Offices fédéraux suivants:

Secrétariat d'Etat à l'économie: statistique sur la réduction de l'horaire de travail, statistique des places vacantes annoncées et statistique des conflits du travail

Office fédéral des migrations: système d'information central sur la migration (SYMIC)

Office fédéral de la statistique: recensement de la population, recensement des entreprises, enquête sur les nouvelles entreprises, recensement des entreprises du secteur primaire

Encadré 6: le système des statistiques suisses du marché du travail

Statistiques de synthèse	
Statistique de la population active occupée (SPAO)	• cf. 4.3
Statistique des frontaliers (STAF)	• cf. 4.6
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	• cf. 4.7
Statistique du chômage au sens du BIT	• cf. 4.10
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	• cf. 4.13
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	• cf. 4.2
Recensement de la population	• un recensement exhaustif de la population résidente a été réalisé tous les dix ans entre 1850 et 2000. Il a relevé des données sur l'activité professionnelle depuis 1860. Jusqu'en 1960, on a tenu compte uniquement de l'activité à plein temps et jusqu'en 1980 uniquement des personnes actives occupées travaillant au moins 6 heures par semaine. Ce n'est qu'en 1990 que la limite de travail a été abaissée à une heure par semaine (définition internationale). Depuis 2010, le recensement traditionnel de la population est remplacé par une série d'enquêtes, parmi lesquelles l'enquête structurelle annuelle représente une source de données importante dans l'optique de l'observation du marché du travail. Cette enquête par échantillonnage, menée auprès de 200'000 personnes, fournit les informations suivantes sur l'activité professionnelle: statut d'activité (indépendants avec ou sans employés, collaborateurs familiaux, salariés selon le niveau hiérarchique, apprentis), durée du travail, profession apprise, profession exercée et branche économique.
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	• cf. 4.4
Recensement des entreprises (RE)	• Réalisé tous les 3 ou 4 ans auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire. On y relève les emplois d'au moins 6 heures par semaine. Les emplois dans les ménages privés et les emplois d'indépendants sans entreprise ne sont pas considérés. Principales ventilations: branches économiques, régions, communes, sexe, nationalité (Suisse/étrangers), taux d'occupation.
Enquête sur les nouvelles entreprises	• Réalisée auprès des entreprises nouvellement inscrites dans le registre des entreprises et des établissements (REE) afin de mettre ce dernier à jour. Le REE sert de base au recensement des entreprises et à toute enquête par sondage auprès des entreprises.
Recensement des entreprises du secteur primaire ou de l'agriculture	• Relève l'emploi par régions dans le secteur primaire.
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	• cf. 4.14
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	• cf. 4.17
Enquête sur les conventions collectives de travail (ECS)	• cf. 4.18
Statistique des conflits du travail du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	• Relève chaque année les grèves et lock-out (nombre d'entreprises touchées, d'ouvriers participants et journées de travail perdues).
Données administratives	
Système d'information central sur la migration (SYMIC)	• Données mensuelles sur le nombre de travailleurs étrangers. Dès juin 2002, le SYMIC ne livre plus d'informations sur l'activité des titulaires d'une autorisation de séjour originaires de l'UE et des titulaires d'une autorisation d'établissement. Ventilations principales: branches économiques, sexe, type d'autorisation de séjour, âge.
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	• cf. 4.8
Statistique de la réduction de l'horaire de travail du SECO	• Relève mensuellement des informations sur le chômage partiel. Ventilation par cantons.
Statistique du chômage du SECO	• cf. 4.11
Statistique des places vacantes annoncées du SECO	• Relève chaque mois les places vacantes annoncées aux offices régionaux de placement. Ventilation principale: cantons.
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	• cf. 4.16

Encadré 7: aperçu des statistiques et des indicateurs traités dans la publication

Statistiques de synthèse	
Statistiques	Indicateurs fournis
Statistique de la population active occupée (SPAO)	• Personnes actives occupées
Statistique des frontaliers (STAF)	• Frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse (indicateur intégré dans la SPAO)
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	• Heures effectives de travail • Heures normales de travail • Heures supplémentaires • Heures d'absences
Statistique du chômage au sens du BIT	• Chômeurs au sens du BIT • Taux de chômage au sens du BIT
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	• Transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité • Migrations de main-d'oeuvre
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	• Taux d'actifs occupés • Taux d'activité • Indicateurs servant aux comparaisons internationales
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	• Emplois, emplois équivalents plein temps • Indicateurs sur les prévisions de l'emploi • Indice et nombre des places vacantes • Indicateurs des difficultés de recrutement
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	• Salaire mensuel brut standardisé • Salaire mensuel net non standardisé
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	• Adaptation des salaires effectifs • Adaptation des salaires minimaux
Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	• Conventions collectives de travail
Données administratives	
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	• Durée normale du travail hebdomadaire des salariés à plein temps
Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	• Chômeurs inscrits • Taux de chômage • Demandeurs d'emploi inscrits
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	• Indice des salaires nominaux • Indice des salaires réels

4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est une enquête réalisée auprès des ménages qui a pour but principal de fournir des données sur la structure de la population active suisse et sur les comportements en matière d'activité professionnelle. Les thèmes principaux que l'ESPA aborde sont l'activité professionnelle, le chômage et ses caractéristiques, le métier (appris et exercé), les conditions de travail, la mobilité sur le marché du travail, la branche économique, les heures de travail, la formation (y compris la formation continue), le travail non rémunéré, la situation familiale, les conditions de logement et les revenus (cf. chapitre 4.15). Ce vaste éventail de données conduit à un grand choix dans les critères de ventilations (par exemple les actifs occupés selon l'état civil, la classe de revenu, le type d'horaire; les chômeurs au sens du BIT selon la formation, la durée de chômage, le type de famille, etc.). Des enquêtes très similaires (appelées enquêtes sur les forces de travail ou labour force surveys) sont conduites dans les pays de l'Union européenne.

Concepts et définitions de l'ESPA

L'ESPA applique les définitions internationales de l'activité et du chômage (Bureau international du Travail et EUROSTAT). Une personne est ainsi considérée comme active occupée si elle exerce une activité professionnelle d'au moins une heure pendant la semaine de référence. L'utilisation de ces définitions permet de réaliser des comparaisons internationales.

En raison de la méthode de relevé, les résultats de l'enquête se rapportent à la population résidente permanente uniquement. Par conséquent, l'ESPA ne prend pas en considération certains groupes d'étrangers, tels les frontaliers, les titulaires d'une autorisation de courte durée et les personnes dans le processus d'asile. Pour combler ces lacunes, on rajoute, dans une étape importante des processus de calcul des statistiques de synthèse (statistique de la population active occupée, statistique du chômage au sens du BIT, statistique du volume du travail et comptes globaux du marché du travail), les groupes qui n'appartiennent pas à la population résidente permanente (voir encadré 8). Cette opération, si elle permet de tenir compte de toutes les personnes travaillant en Suisse et de tous les chômeurs au sens du BIT résidant en Suisse, présente toutefois un inconvénient: on perd de la souplesse dans les possibilités de ventilation des résultats.

Méthode de calcul de l'ESPA

a) Méthode de relevé

L'ESPA est une enquête par échantillonnage auprès des ménages. De 1991 à 2009, elle a été réalisée entre le mois d'avril et le mois de juin. Dès 2010, elle se déroule en continu dans le but de fournir des indicateurs trimestriels et annuels. L'OFS informe par écrit les ménages sélectionnés, puis un institut de sondage mandaté les contacte par téléphone. Les personnes qui participent à l'enquête sont interrogées quatre fois sur 15 mois. Cette structure en panel permet d'observer de près l'évolution du marché du travail et d'effectuer des analyses longitudinales.

b) Extrapolation des résultats

L'exploitation des résultats de l'enquête nécessite une pondération des réponses fournies par les personnes interrogées. Cette pondération est calculée sur la base de la population résidente permanente de la Suisse (ESPOP). En 2010, chaque participant à l'ESPA a représenté en moyenne 200 personnes de la population résidente permanente âgée de 15 ans et plus (échantillon de 126'000 ménages en 2010).

Les principaux résultats de l'ESPA sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, des analyses «à la carte» peuvent également être réalisées sur demande.

Révision de l'ESPA

A partir de 2010, l'ESPA se déroule en continu dans le but de fournir des indicateurs trimestriels et annuels. Les personnes sont interrogées 4 fois sur un an et demi et l'échantillon annuel est composé de 126'000 interviews.

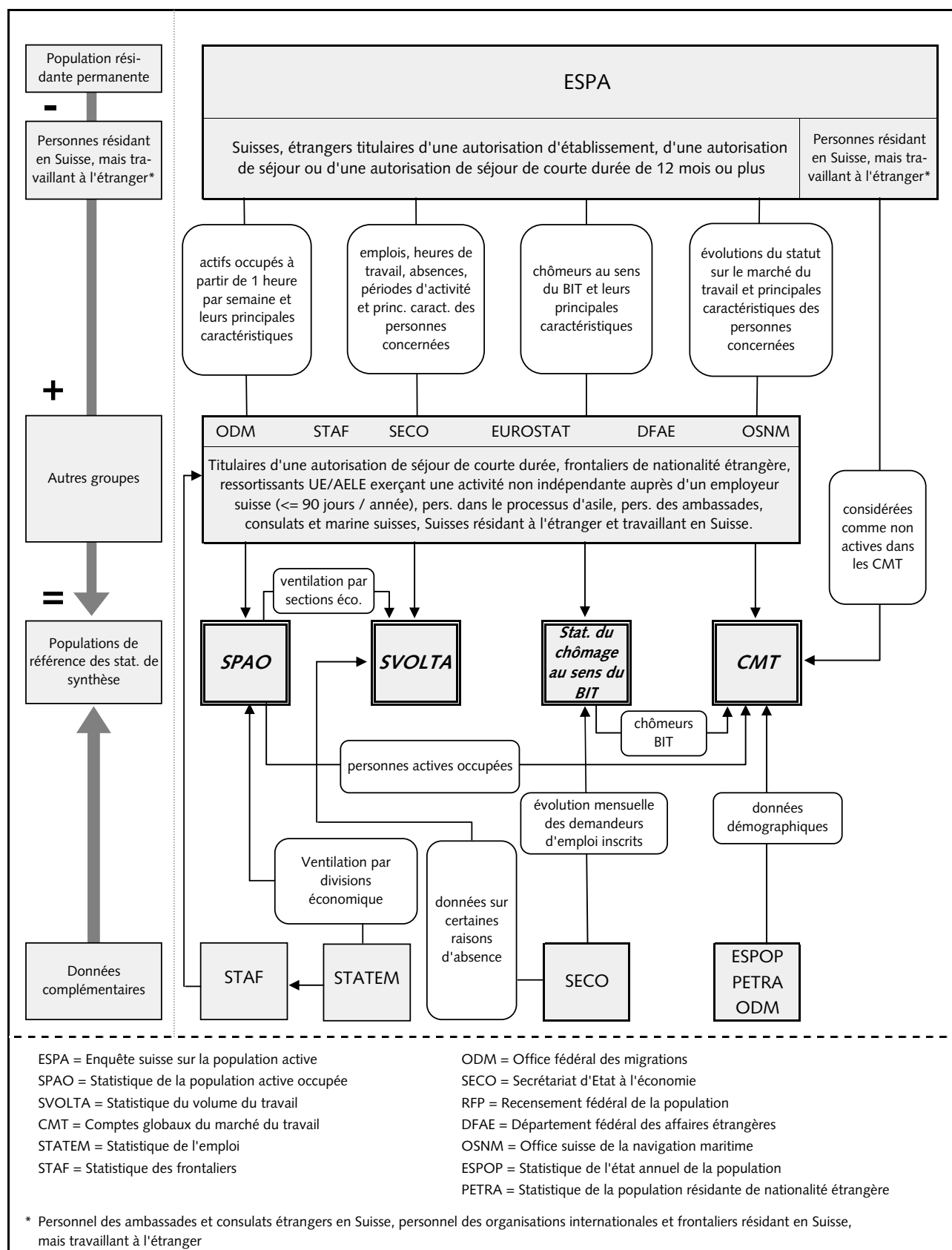
Concepts et définitions de l'enquête suisse sur la population active

Objet de la statistique:	Structure de la population active et comportements en matière d'activité professionnelle
Méthode de relevé	Enquête auprès des ménages (126'000 ménages en 2010)
Population de référence:	Population résidente permanente sans les diplomates, les fonctionnaires internationaux (y c. membres de leur famille) et les personnes dans le processus d'asile
Période de référence/périodicité:	Dès 2010: Chaque trimestre, enquête continue De 1991 à 2009: Deuxième trimestre (d'avril à juin), enquête annuelle

Critères de ventilation

Les nombreux thèmes abordés par l'enquête permettent un grand choix dans les critères de ventilation. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'une enquête par échantillonnage, les croisements entre variables sont limités (plus les groupes isolés sont de taille réduite, plus le coefficient de variation est grand).

Encadré 8: les inputs principaux des statistiques de synthèse basées sur l'ESPA



4.3 La statistique de la population active occupée (SPAO)

La statistique de la population active occupée (SPAO) a été créée en 1977. Des chiffres globaux remontent jusqu'en 1948 et d'autres, plus détaillés, jusqu'en 1960. Dans cette statistique, toutes les personnes travaillant en Suisse sont prises en compte. La SPAO livre ainsi des données sur l'ensemble de l'économie, y compris le secteur primaire. La SPAO est une statistique de synthèse, c'est-à-dire qu'elle repose sur différentes sources statistiques dont les principales sont l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le système d'information central sur la migration (SYMIC) tenu par l'office fédéral des migrations (ODM) et la statistique de l'emploi (STATEM). En combinant ainsi les résultats de diverses sources, il est possible d'une part d'utiliser les forces tout en laissant de côté les faiblesses des statistiques comprises dans la SPAO et d'autre part d'adapter le champ couvert par la statistique au concept intérieur.

Concepts et définitions de la SPAO

La SPAO relève toutes les personnes travaillant en Suisse (cf. chapitre 3.8, «le concept intérieur») au moins une heure par semaine. Elle répond ainsi à la définition de l'activité recommandée par le Bureau international du Travail. La SPAO considère notamment des groupes de population qui ne sont pas compris, pour diverses raisons, dans la STATEM. Il s'agit en particulier des personnes travaillant dans le secteur primaire, de celles qui sont employées par des ménages privés ainsi que de celles qui exercent leur activité en tant qu'indépendant sans entreprise. La population de référence de la SPAO se distingue aussi de celle de l'ESPA. En effet, à la différence de l'ESPA qui ne considère que la population résidente permanente, la SPAO tient également compte des frontaliers, des personnes dans le processus d'asile, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ainsi que d'autres groupes marginaux.

Méthode de calcul de la SPAO

La SPAO s'établit en deux étapes.

1) Passage au concept intérieur

Les valeurs trimestrielles se calculent à partir de l'ESPA. Mais comme les définitions de celle-ci ne coïncident pas entièrement avec les définitions de la SPAO, les données de l'ESPA, qui se rapportent à la population résidente permanente, sont adaptées

au concept intérieur (cf. encadré 9). Autrement dit, on ajoute aux personnes actives occupées de l'ESPA les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, le personnel de la marine suisse, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins, et l'on en soustrait le personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse et les frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger.

Ce calcul se fait distinctement pour les hommes et pour les femmes, pour les Suisses et pour les étrangers (ces derniers étant répartis selon le type d'autorisation de séjour).

2) Ventilation des résultats

Les valeurs selon le concept intérieur – déjà réparties selon le sexe, la nationalité et le type d'autorisation de séjour – sont encore ventilées par secteur et division économique, grande région, groupe d'âges, et statut d'activité. Les principales sources pour ces ventilations sont l'ESPA, la STATEM, le SYMIC et la statistique des frontaliers (STAF).

Révision 2010

A partir du 1^{er} trimestre 2010, la méthodologie de la SPAO a été révisée suite à la réalisation à rythme trimestriel de sa source principale (ESPA). Les valeurs se réfèrent désormais à une situation moyenne de trimestre au lieu d'une situation de fin de trimestre. En outre, les résultats par secteur et division économique ont été convertis à la NOGA08 et l'adaptation au concept intérieur a été actualisée. La révision a été réalisée rétrospectivement jusqu'à l'année 1991.

Pour plus de détails sur la méthode de la SPAO, cf. le rapport méthodologique «La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2010», OFS, 2011.

Encadré 9: Adaptation de la SPAO au concept intérieur

Actifs occupés suisses résidant en Suisse

- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C)
- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour (livret B)
- + Actifs occupés titulaire d'une autorisation de séjour de courte durée supérieure ou égale à 12 mois (livret L)

= Actifs occupés dans la population résidente permanente

- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée inférieure à 12 mois (livret L)
- + Actifs occupés dans le processus d'asile
- + Personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger
- + Personnel de la marine suisse
- + Frontaliers de nationalité étrangère résidant à l'étranger et travaillant en Suisse (livret G)
- + Suisses résidant à l'étranger et travaillant en Suisse
- + Ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant moins de 90 jours par année civile
- Frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger

= Population active occupée selon le concept intérieur

Concepts et définitions de la statistique de la population active occupée

Objet de la statistique:	Les personnes exerçant une activité productive au sens de la comptabilité nationale d'au moins 1 heure par semaine.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population active occupée selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Moyenne trimestrielle, statistique trimestrielle et annuelle

Critères de ventilation

Personnes actives occupées

- sexe x nationalité/autorisation de séjour
- sexe x sections économiques selon la NOGA
- sexe x divisions économiques selon la NOGA
- sexe x grandes régions
- secteurs économiques x grandes régions
- sexe x nationalité x secteurs économiques
- sexe x nationalité x groupes d'âges
- sexe x nationalité x statut d'activité

x = croisé avec

4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)

La statistique de l'emploi (STATEM) est élaborée sur la base d'une enquête réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Elle existe en tant qu'enquête trimestrielle depuis 1925. D'abord réalisée pour différentes branches industrielles et publiée sous forme d'indice, elle a peu à peu évolué, couvrant finalement toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Elle est publiée sous forme d'effectifs depuis le 3^e trimestre 1991.

Concepts et définitions de la STATEM

La STATEM porte sur les établissements des secteurs secondaire et tertiaire sur territoire suisse (concept intérieur). Les établissements du secteur primaire (agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture), les établissements où l'on travaille moins de 20 heures par semaine et les employés de ménages privés ne sont pas pris en compte. Le principal sujet d'investigation de l'enquête est le nombre d'emplois, y compris ceux des patrons, gérants, propriétaires travaillant dans l'établissement, des apprentis, des représentants et du personnel des services extérieurs.

Méthode de calcul de la STATEM

L'enquête se fonde sur un échantillon aléatoire d'établissements (dans le sens de l'unité locale) tirés du Registre des entreprises et des établissements (REE). L'échantillon, stratifié par divisions économiques, taille des établissements (emplois mesurés en équivalents plein temps) et par grande région, se base sur les chiffres du recensement des entreprises (RE). Il est mis à jour une fois par année au 2^e trimestre. Les cantons et les grandes villes qui le souhaitent ont depuis 2001 la possibilité de financer des compléments d'échantillons régionaux. Au 3^e trimestre 2010, la STATEM a été révisée et est dorénavant publiée selon la nomenclature NOGA 2008. L'échantillon et les cadres de

sondage et d'extrapolation ont été renouvelés, les séries ont été adaptées pour la période 1991–2010 et calées sur les résultats du dernier recensement des entreprises 2008.

Le registre des entreprises et des établissements (REE) constitue l'univers dont sont tirés les cadres de sondage et d'extrapolation pour le nombre d'emplois. Ainsi, la STATEM intègre-t-elle de manière contrôlée les mises à jour du REE, ainsi que l'ensemble des variations d'emploi dues aux créations et disparitions d'établissements. Les séries sont également adaptées une fois par an aux valeurs de référence du nouvel échantillon. Les séries révisées pour les 4 trimestres concernés sont publiées au 3^e trimestre. L'échantillon mis à jour contient environ 66'300 établissements, soit environ 17% de l'ensemble des établissements des secteurs secondaire et tertiaire et couvre environ 62% des emplois. Une annexe méthodologique décrivant les principales caractéristiques du cadre de sondage, ainsi que la variance des estimations trimestrielles accompagne les tableaux de résultats.

Les renseignements nécessaires à la STATEM sont récoltés auprès des établissements grâce à l'envoi d'un questionnaire imprimé sur papier ou adressé par e-mail, par l'échange électronique de données ou par le biais de la version internet de l'enquête. Le questionnaire porte en premier lieu sur le nombre d'emplois occupés dans l'établissement à la fin du trimestre sous référence. Les autres informations recueillies dans le cadre de cette enquête concernent les places vacantes, ainsi que deux variables qualitatives, soit l'indicateur sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et l'indicateur sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Tous les résultats de la STATEM sont disponibles sur le site Internet de l'OFS de même que les rapports de méthodes suivants: «Statistique de l'emploi: Bases méthodologiques 2000», OFS, 2002, «Statistique de l'emploi. Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage», OFS, 2008; «Statistique de l'emploi: Révision 2007: méthodes d'estimation», OFS, 2008.

Concepts et définitions de la statistique de l'emploi

Objet de la statistique:	Les emplois dans les établissements, les places vacantes, les indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et les indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi.
Méthode de relevé:	Enquête auprès de 66'300 établissements.
Population de référence:	Emplois de 6 heures et plus dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur. Ne sont pas considérés: les emplois du secteur primaire, les emplois «hors entreprises» (emplois dans des ménages privés et indépendants sans entreprise), emplois dans les établissements où l'on travaille au total moins de 20 heures par semaine.
Période de référence/périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

Emplois

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA x taux d'occupation
- Sexe x grandes régions x secteurs économiques / taux d'occupation

Equivalents plein temps

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA
- Grandes régions x secteurs économiques

Indice des places vacantes, indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi

- Divisions économiques NOGA
- Grandes régions
- Séries désaisonnalisées

x = croisé avec / = ou

4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi

La statistique de la population active occupée (SPAO) et la statistique de l'emploi (STATEM) abordent le marché du travail sous des angles différents, la première sous l'angle de l'offre de travail par le biais des ménages (la SPAO se base pour l'essentiel sur l'enquête suisse sur la population active), la seconde sous l'angle de la demande de travail par le biais des établissements. En raison de cette différence, l'une ou l'autre statistique sera plus appropriée selon l'aspect du marché du travail que l'on souhaite analyser.

Des écarts peuvent apparaître entre le nombre d'actifs occupés selon la SPAO et le nombre d'emplois selon la STATEM. La première différence concerne l'unité de mesure, une personne active occupée pouvant exercer plusieurs emplois. Ensuite, certaines catégories d'activités ne sont par définition pas incluses dans la STATEM, alors qu'elles le sont dans la SPAO (secteur primaire et services domestiques, emplois impliquant moins de 6h de travail par semaine, emplois dans les entreprises cumulant moins de 20h de travail par semaine). On suppose aussi que certaines formes atypiques de travail (p.ex. contrats à durée très limitée, collaborateurs familiaux, personnes travaillant sur appel) échappent partiellement à la STATEM. Enfin, tant les résultats de la SPAO que ceux de la STATEM sont soumis à une part d'erreur aléatoire.

Les deux statistiques se distinguent également par leur période de référence: bien que toutes deux trimestrielles, la SPAO se réfère à des moyennes trimestrielles alors que la STATEM livre des résultats se référant à des fins de trimestre.

La SPAO fournit des données sur l'ensemble des personnes travaillant en Suisse et sur leur évolution. Elle renseigne notamment sur la répartition de la population active occupée dans les trois secteurs économiques. La SPAO est également adaptée pour des analyses relatives à la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse. Grâce à la ventilation par catégories d'autorisation de séjour, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la part des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour dans l'ensemble de la population étrangère active occupée. La statistique permet en outre d'étudier des questions touchant la structure sociodémographique du monde du travail (les jeunes, les femmes, les indépendants).

Si l'on s'intéresse à l'évolution de la conjoncture dans les différentes branches de l'économie, on consultera de préférence la STATEM. Les emplois dans les différentes branches sont de plus ventilés par taux d'occupation. Ainsi, l'on peut par exemple connaître la part des personnes qui sont occupées à temps partiel dans l'hôtellerie et la restauration. Cette statistique dispose en outre d'informations sur les places vacantes et fournit des indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

4.6 La statistique des frontaliers (STAF)

La statistique des frontaliers (STAF) fournit trimestriellement des informations quant à l'effectif et aux principales caractéristiques des travailleurs frontaliers étrangers en activité en Suisse et résidant à l'étranger. La STAF est une statistique de synthèse élaborée sur la base des données de la statistique de l'emploi (STATEM), du recensement des entreprises (RE) et du système d'information central sur la migration (SYMIC). Créée en 2004, des chiffres globaux ont été calculés rétrospectivement jusqu'en 1995.

Concepts et définitions de la STAF

La statistique des frontaliers relève tous les travailleurs frontaliers étrangers, c'est-à-dire les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse. L'effectif fourni par la statistique des frontaliers est inférieur à celui des autorisations frontalières en cours selon le SYMIC, les cessations d'activité n'étant pas systématiquement annoncées aux autorités.

Méthode de calcul de la STAF

La source principale de la statistique des frontaliers est la statistique de l'emploi (STATEM), qui est une enquête par échantillonnage réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Dans cette enquête, une question porte sur le nombre de travailleurs frontaliers employés par l'établissement pour le trimestre en cours.

La STAF se construit en 2 étapes principales:

- On estime tout d'abord l'effectif au niveau national des frontaliers salariés des secteurs II et III, sans les services domestiques et sans les organisations extra-territoriales, ce qui correspond à la couverture statistique de la STATEM.

- Le nombre de frontaliers qui travaillent dans le secteur primaire, dans des services domestiques ou des organisations extra-territoriales ainsi que les frontaliers indépendants sont obtenus en corrigeant le nombre d'autorisations frontalières selon le SYMIC. Le facteur de correction correspond à la relation entre l'estimation basée sur la STATEM et le nombre d'autorisations frontalières selon le SYMIC pour les entreprises du deuxième et troisième secteur. La somme de cet effectif corrigé et de l'estimation précédente donne la valeur de référence nationale du nombre de frontaliers. Ce total est ensuite ventilé selon différents critères. La répartition selon les différents critères de ventilation est proportionnelle à la répartition dans le SYMIC.

Lors de l'élaboration de la statistique, les valeurs de référence nationales ont été calculées rétrospectivement jusqu'au 3^e trimestre 1995, par interpolation exponentielle entre deux valeurs de référence. L'estimation du total des frontaliers est soumise à un coefficient de variation d'environ 0,8%.

Pour plus de détails sur la méthode de la STAF, cf. le rapport méthodologique interne «Statistique des frontaliers, Bases méthodologiques», OFS, 2008.

Concepts et définitions de la statistique des frontaliers

Objet de la statistique: Travailleurs frontaliers étrangers

Méthode de relevé: Statistique de synthèse

Population de référence: Tous les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse.

Période de référence/périodicité: Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

Travailleurs frontaliers

- sexe x grandes régions
- sexe x cantons de travail
- sexe x canton de travail x sections économiques selon la NOGA
- sexe x canton de travail x divisions économiques selon la NOGA
- sexe x classes d'âge x cantons de travail

- sexe x pays de résidence x cantons de travail
- sexe x durée du permis de travail x cantons de travail
- sexe x statut d'activité x cantons de travail
- sexe x statut d'activité x sections éco. selon la NOGA
- statut d'activité x divisions économiques selon la NOGA

x = croisé avec

4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)

Jusque dans les années 50, la grande majorité des travailleurs étaient employés à plein temps. Il suffisait alors de considérer l'effectif de la population active occupée pour obtenir un indicateur fiable du niveau de l'activité professionnelle. Avec l'apparition du travail à temps partiel dans les années 60 et le développement de formules souples d'aménagement du temps de travail, cet indicateur ne suffisait plus. Il a donc fallu créer des statistiques nouvelles sur la durée et le volume du travail. Si des statistiques sur la durée hebdomadaire du travail ont vu le jour dès les années 40, la statistique du volume du travail (SVOLTA) n'a pu être créée qu'au début des années 90.

Concepts et définitions de la SVOLTA

L'élaboration de la SVOLTA est inspirée par divers travaux réalisés dans ce domaine par le Bureau international du Travail (BIT). Ces éléments ont toutefois dû être adaptés aux données disponibles en Suisse. Les concepts et les définitions ont été fixés compte tenu des règles en vigueur dans le Système de Comptabilité Nationale. La SVOLTA fait l'objet d'une révision en 2011, notamment pour tenir compte du changement de périodicité de sa source principale (ESPA).

Méthode de calcul de la SVOLTA

La méthode d'établissement de la SVOLTA diffère selon que l'on considère la population résidente permanente ou les autres groupes de population travaillant en Suisse.

- Volume du travail de la population résidente permanente

Pour la population résidente permanente, le volume du travail se calcule d'après les résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). L'ESPA permet de calculer la durée annuelle normale du travail pour chaque emploi (les éventuelles activités accessoires des personnes actives occupées sont prises en compte). Pour les emplois salariés, on considère comme durée normale du travail celle qui est fixée dans le contrat de travail. Pour les emplois des indépendants, on considère la

durée usuelle du travail. Les absences annuelles sont soustraites, pour chaque emploi, à la durée annuelle normale du travail. Comme l'ESPA n'informe pas de façon suffisamment fiable sur tous les types d'absences, nous nous référons, pour les absences en raison des réductions de l'horaire de travail et des conflits de travail, aux statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). De plus, étant donné la saisonnalité des absences pour des raisons de santé, un facteur de correction établi sur la base de l'enquête suisse sur la santé (ESS) est utilisé pour les données antérieures à 2010. Pour obtenir la durée annuelle effective du travail, il faut encore tenir compte, pour chaque emploi, des heures supplémentaires annuelles (livrées par l'ESPA); elles ne sont comptées que si elles ne sont pas compensées par des congés. La durée effective du travail correspond donc au nombre d'heures qui, au cours de la période considérée, ont effectivement été consacrées à l'accomplissement d'une tâche ou d'un travail déterminé.

- Volume du travail des autres groupes

Pour estimer le volume du travail conformément au concept intérieur, il faut également prendre en considération plusieurs groupes de population travaillant en Suisse mais qui ne sont pas interrogés dans le cadre de l'ESPA. Ces groupes sont les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel de la marine suisse, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger et les frontaliers domiciliés à l'étranger mais travaillant en Suisse. Si le nombre d'emplois occupés par ces groupes de personnes nous est donné par des sources administratives dont la principale est le système d'information central sur la migration (SYMIC), leur durée du travail provient de valeurs moyennes estimées à l'aide de l'ESPA. Une analyse réalisée à l'aide du recensement fédéral de la population (RFP) a montré, en effet, que la durée de travail de ces groupes d'étrangers ventilés selon le sexe, le taux d'occupation et la section économique ne diffère pas de manière significative de la durée du travail du reste de la population.

Concepts et définitions de la statistique du volume du travail

Objet de la statistique:	Heures effectives de travail, heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires de toutes les personnes qui accomplissent dans l'année au moins 1 heure d'activité productive au sens de la comptabilité nationale.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x sections économiques NOGA
- Sexe x nationalité x statut d'activité
- Sexe x nationalité x taux d'occupation
- Sexe x nationalité x grandes régions

x = croisé avec

4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)

Si la statistique officielle livre des données sur la durée hebdomadaire du travail depuis 1942, les méthodes et les concepts de base ont fortement évolué au cours du temps. Depuis 1973, la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) est réalisée sur la base des déclarations d'accidents des salariés transmises au Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de la nouvelle loi sur l'assurance-accidents (LAA), soumettant tous les salariés à l'obligation de s'assurer, a permis d'élargir le champ de la statistique à l'ensemble des branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'au secteur primaire. Avant le transfert à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la DNT le 1^{er} mars 1995, celle-ci était réalisée au sein de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). Les résultats sont disponibles par branches économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) à partir de 1990.

Concepts et définitions de la DNT

La durée normale du travail est définie comme la durée du travail hebdomadaire pratiquée dans les entreprises et valable sur un intervalle de plusieurs mois ou années. Cette durée s'applique à l'entreprise et correspond, en principe, à la durée individuelle du travail des salariés engagés à plein temps, qui ne font pas d'heures supplémentaires et ne sont pas touchés par des réductions de l'horaire du travail.

Méthode de calcul de la DNT

La durée normale du travail se calcule à l'aide d'un schéma de pondération, dont la base est le dernier recensement des entreprises (RE). En effet, chaque division économique de chaque canton reçoit un coefficient de pondération. Ce procédé permet de calculer les valeurs agrégées en fonction des structures de l'emploi propres à chaque canton et à chaque région. Dans cette optique, il n'est pas tenu compte (pour la période durant

laquelle le schéma de pondération est constant) des variations de la durée normale du travail résultant d'un changement de l'importance relative des branches économiques, comme par exemple, les effets d'un transfert de salariés vers une division dans laquelle la durée normale du travail est généralement plus faible qu'ailleurs. La différence entre la durée normale du travail cantonale et la durée normale du travail à l'échelle nationale peut être interprétée, comme la conjonction de deux effets:

- une différence dans la structure de l'emploi entre la Suisse et le canton considéré (effet structurel)
- une différence dans la durée normale du travail à l'intérieur même d'une ou de plusieurs divisions économiques, entre la Suisse et le canton sous revue (effet résiduel)

Pour chaque canton et section économique, il est possible de calculer la valeur de cet effet structurel. Pour ce faire, on pondère, au niveau des divisions économiques, les données des salariés accidentés du canton en question avec les coefficients de pondération relatifs à la structure suisse de l'emploi. La différence (obtenue au niveau du total des divisions ou d'une section économique) entre la durée cantonale effective et la durée cantonale du travail hypothétique reflète la différence due à l'effet de structure.

En 2009, par exemple, pour le canton de Neuchâtel, la durée normale du travail s'élève à 41,0 h, contre 41,6 h à l'échelon suisse (secteur primaire exclu). Il en découle une différence de 0,6 h, qui peut être décomposée en une variation de 0,2 h due à la structure de l'emploi propre au canton de Neuchâtel, et une variation de 0,4 h due à l'effet résiduel. Cette dernière s'explique par le fait que, dans le canton de Neuchâtel, une ou plusieurs divisions économiques présentent des durées normales du travail inférieures à la moyenne suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de la DNT, cf. la publication «Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux», OFS, 1998.

Concepts et définitions de la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

Objet de la statistique:	Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps dans les entreprises
Méthode de relevé:	Exploitation d'environ 280'000 données administratives
Population de référence:	Salariés des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sections et divisions économiques NOGA
- Sections économiques NOGA x cantons
- Sections économiques NOGA x grandes régions

x = croisé avec

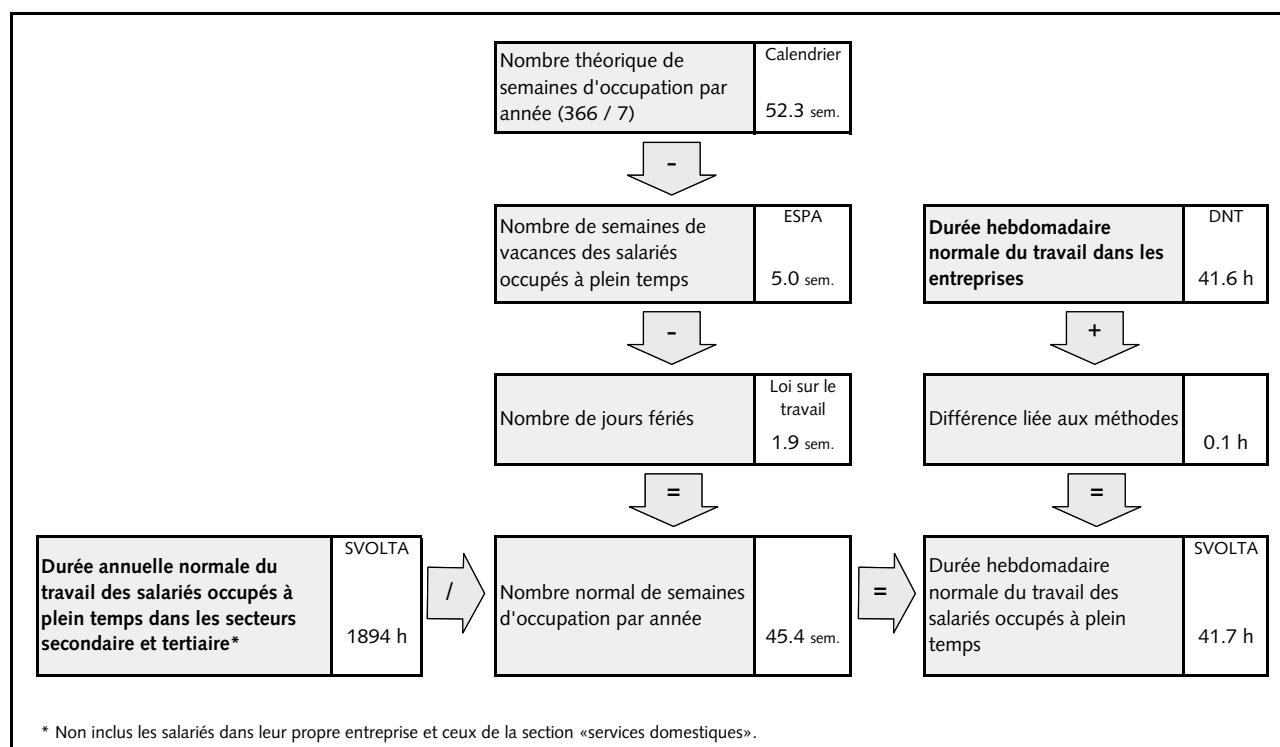
4.9 Comparatif entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

La statistique du volume du travail (SVOLTA) fournit en premier lieu des données macro-économiques sur le volume annuel effectif du travail pour l'ensemble de l'économie suisse et permet ainsi de disposer d'une base de calcul de productivité par heure de travail. Mais la SVOLTA fournit aussi des données détaillées sur les composantes des heures de travail par emploi et par année (heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires). Grâce à la ventilation par statut d'activité et taux d'occupation, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la durée annuelle effective du travail des salariés occupés à plein temps et de comprendre dans quelle mesure ce résultat dépend du changement de la durée annuelle du travail selon le contrat, des absences ou des heures supplémentaires. D'autres indicateurs comme le taux d'absences ou le taux d'heures supplémentaires sont également calculés dans le cadre de la SVOLTA.

Par contre, si l'on s'intéresse aux pratiques en matière de durée hebdomadaire du travail stipulée dans les contrats des salariés à plein temps, on consultera de préférence la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT). La DNT se prête aussi à des analyses de la durée normale du travail dans les différentes divisions économiques et dans les différents cantons.

Bien que des données concernant la durée normale du travail soient livrées par la SVOLTA et par la DNT, une comparaison entre ces deux sources ne peut se faire de manière directe. A cela plusieurs raisons: d'abord la durée normale du travail se rapporte dans la SVOLTA à l'ensemble des actifs occupés y compris les indépendants, tandis que la DNT base ses estimations sur l'information donnée par les salariés à plein temps. Ensuite, dans la SVOLTA on retrouve tous les groupes d'activités économiques; alors que dans la DNT les activités des ménages en tant qu'employeurs ne sont pas incluses. L'encadré ci-dessous compare la durée hebdomadaire normale du travail estimée d'après la SVOLTA avec la durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises sur la base de la DNT (voir encadré 10).

Encadré 10: liens entre les données sur la durée normale du travail de la SVOLTA et de la DNT, 2008



4.10 La statistique du chômage au sens du BIT

Depuis 1991, l'Office fédéral de la statistique (OFS) établit, dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le nombre de chômeurs mesurés d'après les recommandations du Bureau international du Travail (BIT) et de l'OCDE. La statistique du chômage au sens du BIT (anciennement statistique des personnes sans emploi (SPSE)) a été introduite en 1995 afin de proposer des résultats à un rythme plus fréquent que ceux annuels de l'ESPA. Si l'ESPA offre à partir de 2010 des résultats trimestriels, la statistique du chômage au sens du BIT se distingue en continuant de proposer des valeurs mensuelles.

Concepts et définitions

La statistique du chômage publiée par l'OFS est basée sur les définitions du chômage du BIT. Contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO, cf. chapitre 4.11), qui ne porte que sur les chômeurs inscrits, la statistique du chômage au sens du BIT considère toutes les personnes sans travail et en quête d'emploi qui sont en mesure de commencer une nouvelle activité dans un bref délai. Les chômeurs en fin de droits, qu'ils soient encore inscrits ou non, sont donc compris dans les données de la statistique du chômage au sens du BIT, de même que les personnes qui voudraient reprendre une activité professionnelle après s'être consacrées quelques années à leur famille.

Méthode de calcul

Le nombre de chômeurs au sens du BIT se calcule en deux étapes: on détermine tout d'abord les valeurs de référence trimestrielles à partir de l'ESPA, puis on procède à la mensualisation de ces dernières à partir des données du SECO. On calcule aussi des moyennes annuelles sur la base des 4 trimestres de l'année ainsi qu'un taux de chômage au sens du BIT pour chaque critère de ventilation.

1) Calcul des valeurs de référence trimestrielles

La statistique du chômage au sens du BIT s'appuie sur l'ESPA, laquelle se réfère à la situation moyenne du trimestre. La première étape consiste à déterminer le nombre de chômeurs dans la population résidente permanente pour le trimestre considéré,

ceci distinctement pour chacun des 5 groupes d'âges (par sexe et par nationalité) et pour chacune des 7 grandes régions (par sexe). Ces valeurs sont identiques à celles de l'ESPA.

2) Mensualisation des valeurs trimestrielles

La deuxième étape consiste à calculer des valeurs mensuelles à partir des valeurs trimestrielles. Cette mensualisation se fait en appliquant sur ces dernières l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au cours des mois du trimestre fournie par le SECO. Les valeurs mensuelles pour les trois mois du trimestre sont estimées en deux temps: une première fois de façon provisoire lors du trimestre considéré et une seconde fois le trimestre suivant, au moment du calcul des nouvelles valeurs de référence.

3) Calcul du taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage au sens du BIT est calculé pour chaque critère de ventilation et pour chaque périodicité (mensuelle, trimestrielle, annuelle). On obtient le nombre de personnes actives occupées directement de l'ESPA. La mensualisation de cet effectif s'effectue par interpolation linéaire entre deux valeurs trimestrielles.

Révision 2010

A partir du 1er trimestre 2010, la méthodologie de la statistique du chômage au sens du BIT a été révisée suite à la réalisation à rythme trimestriel de l'ESPA. Les valeurs se réfèrent désormais à des moyennes trimestrielles et mensuelles (précédemment: situation en fin de mois). Pour assurer la cohérence avec l'ESPA, la statistique couvre désormais la population résidente permanente au lieu de la population résidente et prend le nom de «statistique du chômage au sens du BIT» au lieu de «statistique des personnes sans emploi (SPSE)». Enfin, la procédure de mensualisation de la série pour les années 1991 à 2009 a été révisée et se base désormais sur les données de l'ESPA au lieu de celles du SECO.

Pour plus de détails sur la méthode de la statistique du chômage au sens du BIT, cf. le rapport méthodologique «La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010», OFS, 2011.

Concepts et définitions de la statistique du chômage au sens du BIT

Objet de la statistique:	Le nombre de chômeurs au sens du BIT (= chômeurs selon les définitions internationales)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population résidente permanente
Période de référence/périodicité:	Moyennes mensuelle, trimestrielle et annuelle, statistique mensuelle, trimestrielle et annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x groupes d'âges
- Sexe x grandes régions

x = croisé avec

4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Une statistique du chômage existe en Suisse depuis 1936. Elle est menée aujourd'hui par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette statistique enregistre les effectifs de personnes inscrites en tant que chômeurs dans un office régional de placement (ORP) à la fin du mois, les entrées ainsi que les sorties du chômage sur l'ensemble du mois. Depuis l'automne 1997, la statistique du chômage est complétée par la publication du nombre des demandeurs d'emploi inscrits.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du SECO

Les données de la statistique du chômage du SECO sont recueillies dans le cadre d'un relevé exhaustif qui repose sur les registres des ORP. A cet égard, on considère comme demandeur d'emploi, toutes les personnes annoncées, qu'elles touchent des indemnités journalières ou non. Les demandeurs d'emploi sont répartis en deux catégories: les demandeurs d'emploi chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Les demandeurs d'emploi non-chômeurs sont inscrits auprès d'un ORP, mais à la différence des chômeurs inscrits ils ne sont pas disponibles immédiatement pour un placement (autrement dit, dans les 30 jours) et/ou ils occupent un emploi. Le SECO distingue les catégories suivantes de demandeurs d'emploi non-chômeurs: les personnes en gain intermédiaire, les personnes engagées dans un programme d'emploi temporaire, de reconversion ou de perfectionnement ainsi que les autres demandeurs d'emploi non-chômeurs (école de recrues, maladie ou accident, maternité, personnes occupant encore un emploi, exécution d'une peine).

Méthode de calcul de la statistique du chômage du SECO

Les données concernant les demandeurs d'emploi chômeurs ou non-chômeurs sont collectées auprès des offices régionaux de placement. Les données cantonales sont ensuite groupées au plan national par le biais du Système informatisé pour le placement et la statistique du marché du travail (PLASTA). Depuis 2004, elles peuvent être exploitées selon de nombreux critères de ventilation quelques jours déjà après le jour de référence.

On trouvera des informations détaillées concernant la conception et les bases de la statistique du chômage dans la publication «Le chômage en Suisse 2009», Secrétariat d'Etat à l'économie, Berne, 2010.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie

Objet de la statistique:	Personnes inscrites auprès d'un office régional de placement
Méthode de relevé:	Exploitation de données administratives
Population de référence:	Population résidente
Période de référence/périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

Critères de ventilation

Les critères suivants sont pris en compte dans la statistique du chômage: sexe, âge, domicile (région/canton), nationalité, statut sur le plan du chômage (chômeur partiel/chômeur complet), durée du chômage, situation professionnelle antérieure, branche économique, groupe de professions, dernière fonction exercée.

Comme il s'agit d'un relevé exhaustif, on peut en principe coupler, dans la statistique du chômage, tous les caractères disponibles. Pour des raisons de place, seule une sélection de combinaisons est publiée. Sur demande, le SECO réalise des exploitations spéciales.

4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage

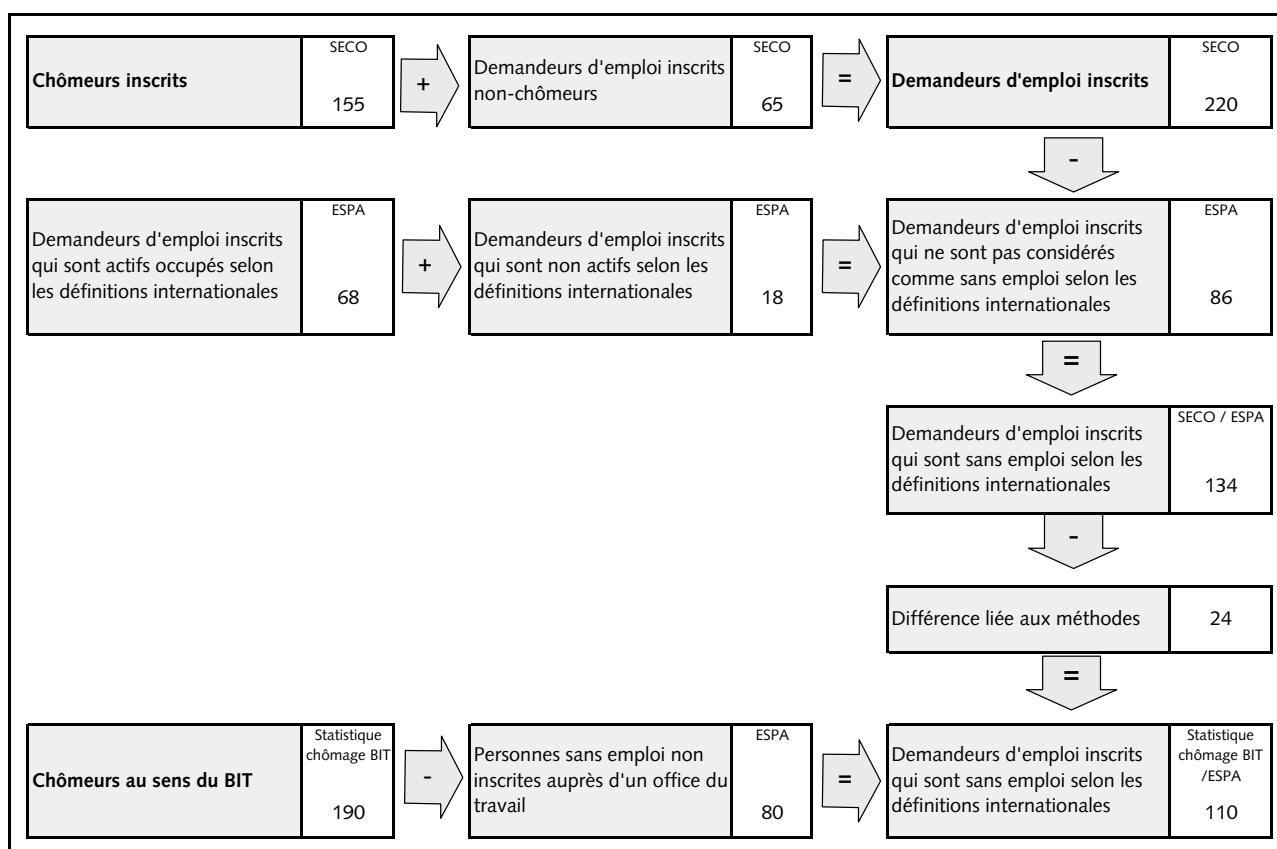
La statistique du chômage au sens du BIT, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur des recommandations internationales et, contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), n'est que très peu influencée par des modifications de loi dans le domaine de l'assurance-chômage. Elle est donc à préférer lors de comparaisons internationales. Comme la statistique du chômage au sens du BIT recense par définition toutes les personnes qui sont sans travail et à la recherche d'un emploi pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour l'occuper, elle définit l'offre de travail non utilisée mieux que ne le fait la statistique du chômage du SECO.

La statistique du chômage du SECO constitue un très bon instrument pour observer la conjoncture. Les résultats sont publiés généralement 5 jours après la fin du mois. Il n'existe aucune autre statistique économique qui fournit des données aussi rapidement par rapport à son jour de référence. Comme elle est une enquête exhaustive, la statistique du chômage permet en outre d'observer l'évolution conjoncturelle à un niveau régional très détaillé. Par ailleurs, les indicateurs du SECO représentent la meilleure source lorsqu'il s'agit d'étudier les modalités de l'assurance-chômage.

Dans l'encadré 11, les chiffres du SECO sont comparés au nombre de chômeurs au sens du BIT. Les différents groupes de personnes considérés dans les deux statistiques ne sont pas de même importance sur le plan quantitatif et il n'est pas possible de rendre compte intégralement des différences entre ces dernières. Une différence liée aux méthodes d'enquête subsiste: la statistique du chômage du SECO est un relevé exhaustif qui se base sur des données tirées de registres et qui ont pour jour de référence le dernier jour ouvrable du mois. La statistique du chômage au sens du BIT se fonde sur l'ESPA, qui est une enquête par échantillonnage dont les données se réfèrent à l'ensemble d'un trimestre. Ces conceptions distinctes peuvent occasionner des différences autres que celles liées aux définitions et que l'on ne peut cependant pas quantifier avec précision. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est possible que certaines personnes ne fournissent pas les mêmes informations concernant leur situation professionnelle aux enquêteurs de l'ESPA qu'aux offices régionaux de placements.²

² On peut ainsi imaginer que des chômeurs inscrits ne répondent pas à la définition des chômeurs au sens du BIT dans l'ESPA parce qu'ils exerçaient un emploi occasionnel pendant la semaine de référence de l'ESPA ou qu'ils ne pouvaient pas, pour d'autres raisons, occuper un nouvel emploi à court terme.

Encadré 11: liens entre les données de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO, moyenne du 2^e trimestre 2010, chiffres en milliers, population résidente



4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)

Les comptes globaux du marché du travail (CMT) permettent de saisir la dynamique du marché du travail. Cette statistique met en évidence les transitions individuelles entre activité professionnelle, chômage et non-activité et, à cet égard, complète les données de la statistique de la population active occupée (SPA0) et de la statistique du chômage au sens du BIT. Les CMT couvrent également les mouvements migratoires et naturels (naissances, décès). Ils établissent ainsi un lien entre les statistiques du marché du travail et la statistique démographique. Les CMT ont été introduits en 1998 avec des données remontant jusqu'en 1991.

Concepts et définitions des CMT

Les CMT s'appuient sur les mêmes définitions que la SPA0 et la statistique du chômage au sens du BIT pour ce qui est des personnes actives occupées et des chômeurs. La période de référence est l'année civile. Les transitions sont déterminées en confrontant le statut des personnes (actives occupées, chômeurs BIT ou non actives) en début d'année avec le statut en fin d'année. Seules sont considérées les migrations qui ne sont pas compensées par un mouvement migratoire inverse au cours de la même année.

Méthode de calcul des CMT

Les CMT se construisent en 5 étapes principales.

1) Calcul des effectifs de début et de fin d'année

Le nombre total de Suisses est repris de la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP). L'Office fédéral des migrations (ODM) livre les effectifs d'étrangers établis, de titulaires d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée et de personnes dans le processus d'asile (par le système d'information central sur la migration (SYMIC)). Le nombre de frontaliers est fourni par la statistique des frontaliers (STAF). La ventilation selon le statut sur le marché du travail se fait à l'aide de la SPA0 et de la statistique du chômage au sens du BIT.

2) Calcul des entrées (immigrations et naissances)

Les immigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «entrants» présentent, en fin d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les immigrations des autres groupes sont déterminées d'après les chiffres de l'ODM. L'ESPA sert à déterminer la part d'actifs parmi les nouveaux titulaires d'une autorisation d'établissement ou d'un permis de séjour. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Le nombre de naissances enregistrées dans la population résidente permanente est fourni par la statistique BEVNAT (données des offices locaux de l'état civil). Les naissances chez les personnes dans le processus d'asile sont livrées par l'ODM.

3) Calcul des sorties (émigrations et décès)

Les émigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «sortants» présentaient, en début d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les émigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de l'ODM, lesquelles permettent une distinction entre personnes actives et personnes non actives. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Les décès sont déterminés d'après la statistique BEVNAT. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après la même hypothèse que celle utilisée pour les émigrations de Suisses.

Concepts et définitions des comptes globaux du marché du travail

Objet de la statistique:	Les mouvements sur le marché du travail (transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations et mouvements naturels)
Méthode de relevé	Statistique de synthèse
Referenzpopulation:	- Personnes actives occupées : concept intérieur - Chômeurs au sens du BIT et personnes non actives: population résidente
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x statut sur le marché du travail

x = croisé avec

4) *Calcul des transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité*

Les transitions concernent les personnes présentes aussi bien dans les effectifs initiaux que dans les effectifs finaux. Les transitions des personnes appartenant à la population résidente permanente sont déterminées à partir des données du panel de l'ESPA. Les transitions des autres groupes sont principalement déterminées à l'aide du SYMIC.

5) *Egalisation de la matrice des CMT*

Les CMT faisant appel à des sources diverses, des écarts de bilan apparaissent dans un premier temps. Afin d'éliminer ces différences, on utilise un procédé mathématique dans lequel les effectifs de début et de fin d'année fonctionnent comme valeurs de référence.

Comparaison entre les données des CMT et d'autres statistiques

Des liens existent entre les CMT et d'autres statistiques. Ainsi, les effectifs d'actifs occupés sont repris des chiffres de la SPAO, de la STAF et du SYMIC. Les effectifs de chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO. Par ailleurs, la population de référence des CMT correspond à la population résidente permanente selon l'ESPOP, additionnée des frontaliers, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée des ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, des personnes dans le processus d'asile, du personnel des ambassades et consulats suisses et du personnel de la marine suisse. Par rapport aux données du SYMIC, les données sur les migrations dans le cadre des CMT divergent sur deux points principaux: en premier lieu, les CMT ne tiennent compte que des migrations internationales qui ne sont pas compensées dans la même année par un mouvement migratoire inverse. D'autre part, certains correctifs sont appliqués aux données administratives du SYMIC avant de les utiliser comme input dans les CMT, ceci dans le but de respecter au mieux les définitions internationales.

Pour plus de détails sur la méthode des comptes globaux du marché du travail, cf. la publication «Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats 1991–1996», OFS, 1998

4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)

L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) est réalisée tous les deux ans au mois d'octobre depuis 1994 sur la base d'un questionnaire écrit envoyé aux entreprises. Elle permet de décrire régulièrement, à partir de données représentatives, la structure des salaires dans l'ensemble des branches économiques en Suisse (à l'exception de l'agriculture). Elle s'intéresse non seulement à la branche économique et à la taille de l'entreprise, mais aussi aux caractéristiques individuelles des personnes salariées et des postes de travail. Depuis 1994, les données sur les salaires des entreprises privées, de l'administration et des entreprises fédérales ont également été relevées. Depuis 1998, l'enquête fournit en plus des données sur les salaires dans le secteur public cantonal et depuis 2006 sur les salaires communaux. En 2008, les données de quelque 44'600 entreprises privées et publiques resp. administrations avec environ 1,7 million de salaires ont été saisies et exploitées. Le taux de réponse net, c'est-à-dire la part des entreprises qui ont répondu parmi les entreprises dont l'adresse était correcte, s'est élevé à 83 % en 2008.

Concepts et définition de l'ESS

Les deux principaux indicateurs élaborés sur la base de l'ESS sont: le salaire brut standardisé sous la forme d'une valeur centrale (médiane) et la répartition des salaires mensuels nets. Le salaire mensuel brut standardisé est le montant brut recalculé sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail. Cette conversion permet d'établir des comparaisons entre les personnes occupées à plein temps et celles travaillant à temps partiel. Les salaires nets, non standardisés, indiquent les montants effectivement versés par mois sans conversion en équivalents plein temps. La valeur centrale

(médiane) signifie que pour une moitié des salariés, le salaire standardisé se situe au-dessus alors que pour l'autre moitié, le salaire s'inscrit au-dessous. Cet estimateur a la particularité d'être moins sensible aux valeurs extrêmes que ne l'est la moyenne arithmétique.

Méthode de calcul de l'ESS

Dans le secteur privé, l'enquête sur la structure des salaires repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: le premier niveau est l'entreprise, le second la fiche de salaire. Les entreprises sont stratifiées en fonction de trois critères: la taille (nombre de personnes employées), l'appartenance à la branche économique (selon les divisions de la NOGA) et l'appartenance à une région ou un canton (7 grandes régions, 6 cantons et une ville). Les taux de tirage sont calculés de façon à ce que la dispersion espérée soit inférieure à 5 % dans chaque strate. Dans le secteur public (Confédération et cantons), l'enquête est exhaustive au niveau des entreprises et administrations interrogées. Au niveau communal, une commune sur dix est sélectionnée aléatoirement et interrogée. Une enquête exhaustive est réalisée dans les villes employant plus de 1000 personnes. Pour le deuxième niveau d'échantillonnage, on demande en règle générale aux entreprises de plus de 49 salariés de fournir au moins un tiers de leurs salariés, à celles comptant entre 20 et 49 au moins la moitié et aux autres, la totalité de leurs salariés.

Les principaux résultats de l'ESS font l'objet d'une publication bimensuelle: «L'enquête suisse sur la structure des salaires 2008», Panorama salarial 2008, OFS, 2010

Concepts et définitions de l'enquête sur la structure des salaires

Objet de la statistique:	Salaire mensuel brut standardisé et salaire mensuel net (non standardisé).
Méthode de relevé:	Enquête auprès d'environ 44'600 entreprises représentant environ 1,7 million de salariés.
Population de référence:	Emplois salariés des secteurs secondaire et tertiaire (+horticulture) selon le concept intérieur. Sans les personnes en apprentissage, les stagiaires, les personnes salariées travaillant à domicile, les personnes rémunérées uniquement à la commission, celles dont les activités professionnelles se déroulent en majeure partie à l'étranger, les personnes qui touchent un salaire réduit par rapport à leur degré d'activité (p. ex. SUVA, AI etc.) et les personnes employées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes salariées.
Période de référence/périodicité:	Mois d'octobre, statistique réalisée tous les deux ans

Critères de ventilation

Salaire mensuel brut standardisé

- Niveau des qualifications pour le poste x sexe x divisions économiques NOGA / taille de l'entreprise / domaine d'activité / groupe d'âge / années de service / permis / grandes régions
- Position professionnelle x sexe x niveau de formation

Salaire mensuel net (non standardisé)

- Taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs (chaque millier de francs) / quantiles (chaque 10%)
- Secteur privé/public x sexe x classes de salaires en francs / quantiles
- Niveau des qualifications requises x taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs / quantiles)

x = croisé avec
/ = ou

4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA

L'ESS n'est pas l'unique source statistique susceptible de fournir des données sur les salaires. Dans le cadre des statistiques du marché du travail, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) relève également des données sur le revenu du travail³. Les méthodes diffèrent cependant grandement entre les deux enquêtes: si l'ESS recourt à un questionnaire écrit adressé aux entreprises qui traite spécifiquement des questions salariales et qui permet de distinguer et de mesurer les différentes composantes salariales, les données de l'ESPA reposent sur une série de questions dans le cadre d'une interview téléphonique abordant de nombreux autres thèmes (cf. chapitre 4.2). Dans l'ESS la notion de salaire brut standardisé, mesurée sur la base des composantes salariales reprises directement de la comptabilité de l'entreprise, comprend le salaire brut du mois d'octobre, les allocations pour le travail en équipe et le travail du dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux (bonus, participation au bénéfice, etc.). Dans l'ESPA le salaire mensuel brut est calculé sur la base du salaire annoncé par la personne interrogée, auquel on ajoute 1/12 du salaire en cas de 13^e salaire, un autre 1/12 en cas de 14^e salaire et 1/24 en cas de prime ou de gratification.

Par rapport à l'ESPA, l'ESS présente l'avantage de reposer sur un large échantillon de salariés, lequel permet des analyses à un niveau élevé de désagrégation (par ex. par divisions éco-

nomiques de la NOGA ou selon les principales caractéristiques des salariés ou des postes de travail). De plus, elle porte non seulement sur la population résidente permanente, mais aussi sur les frontaliers et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée. De son côté, l'ESPA tient compte de certaines catégories de salariés non relevées dans l'ESS, telles que les propriétaires de l'entreprise, les apprentis et les personnes travaillant dans des formes atypiques d'emploi (travailleurs à domicile, employés de ménages privés, stagiaires, etc.). L'ESPA recueille par ailleurs des données sur le revenu des indépendants et offre de multiples possibilités de ventilations selon divers critères sociodémographiques (par ex. catégories de professions, situation familiale, etc.).

En raison de ces différences, les résultats de l'une ou de l'autre statistique seront plus appropriés en fonction des questions posées et des unités d'analyses choisies.

L'encadré 12 a été élaboré afin de montrer la nécessité d'harmoniser les données de l'ESS et de l'ESPA avant toute comparaison. Sur un niveau très agrégé cette comparaison indique des différences de l'ordre de 1 à 2%. Pour des raisons de représentativité statistique, la comparaison des données harmonisées de l'ESS et de l'ESPA ne devrait se faire qu'à des niveaux élevés d'agrégation.

³ L'enquête sur le budget des ménages (EBM) ainsi que les données administratives de l'AVS comprennent aussi des données sur le revenu du travail. Cependant, le but premier de ces deux sources statistiques n'étant pas la description du marché du travail, nous ne les abordons pas plus en détail dans la présente publication.

Encadré 12: Harmonisation des données salariales de l'ESS et de l'ESPA, 2008

Salaire mensuel brut standardisé * médian selon l'ESPA, population résidente permanente			Salaire mensuel brut standardisé * médian selon l'ESS, concept intérieur **		
ESPA	Total	frs. 5'958.–	ESS	Total	frs. 6'046.–
	Hommes	frs. 6'580.–		Hommes	frs. 6'447.–
	Femmes	frs. 5'255.–		Femmes	frs. 5'376.–
					
Population non couverte par l'ESS: Personnes travaillant dans le secteur primaire (horticulture et sylviculture non comprises), dans un ménage privé ou dans une associations ecclésiastiques ou religieuses, personnel intérimaire, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes			Population non couverte par l'ESPA: Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.		
					
Salaire mensuel brut standardisé * médian après harmonisation			Salaire mensuel brut standardisé * médian après harmonisation		
ESPA	Total	frs. 6'121.–	ESS	Total	frs. 6'099.–
	Hommes	frs. 6'701.–		Hommes	frs. 6'540.–
	Femmes	frs. 5'200.–		Femmes	frs. 5'405.–
			Différence liée aux méthodes		
			Total	frs. 22.–	
			Hommes	frs. 161.–	
			Femmes	frs. 8.–	

* équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail
 ** salaires du secteur privé et du secteur public

4.16 La statistique de l'évolution des salaires

De 1939 à 1993, la statistique de l'évolution des salaires était calculée à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements (LOK) menée par l'OFIANT (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents a vu naître une nouvelle source administrative pour le calcul d'un indice des salaires: ainsi, en 1994, les déclarations d'accidents sont devenues la source officielle des données pour le calcul de l'évolution des salaires.

Le principal objet de la statistique de l'évolution des salaires est l'indice suisse des salaires (ISS) qui a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires. L'ISS est un des indicateurs conjoncturels pris en considération dans l'analyse de l'évolution économique. Il constitue une valeur de référence lors du processus des négociations salariales et sert de base pour l'application de certaines législations en matière d'assurances sociales (par ex. indexation des rentes AVS). On distingue l'indice des salaires nominaux qui mesure l'évolution des salaires effectivement perçus et l'indice des salaires réels qui indique l'évolution du pouvoir d'achat des salaires. L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation. En 2010, un peu plus de 283'000 données individuelles ont pu être utilisées.

Concepts et définitions de l'ISS

L'ISS mesure l'évolution des salaires se rapportant à un travail de nature constante. Le calcul de l'ISS élimine donc l'impact de l'évolution de la structure des salariés sur l'évolution des salaires pour se concentrer sur l'évolution du prix du travail. Dans ce but, on ne tient pas compte par exemple des variations salariales dues à l'augmentation de la part des personnes qualifiées ou du déplacement des salariés vers des branches économiques versant des salaires plus élevés.

La définition du salaire individuel retenu pour les calculs de l'indice annuel des salaires est la suivante:

Salaire brut de base
+ Allocation de renchérissement
+ 13^e salaire

Sont exclues les composantes suivantes du salaire: les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

Méthode de calcul de l'ISS

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des salariés) a été fixée. La formule de l'ISS correspond à la somme, pour tous les groupes de salariés, du rapport entre le salaire moyen du groupe de l'année courante et celui de l'année de base multiplié par le poids du groupe. Chaque salarié de la base de données est affecté à un groupe de salariés qui répond à un certain nombre de critères caractéristiques qui sont: la classe économique, le sexe et la condition d'emploi (plein temps ou temps partiel). Le poids relatif de chaque groupe se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base. Le poids relatif de chacun des groupes est calculé sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse les plus récents. La dernière révision de l'ISS a permis de fixer la base à 2005. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données les plus récentes de l'enquête suisse des salaires 2006, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2005. Sont inclus les salariés à plein temps, hommes et femmes et depuis 2006, les salariées femmes à temps partiel. Le nombre insuffisant de salariés hommes à temps partiel ne permet pas d'inclure de groupes dans le calcul qui donneraient des résultats statistiquement représentatifs. De même, un certain nombre de groupes de femmes ont été exclus du calcul.

Les résultats de la statistique de l'évolution des salaires font l'objet d'une publication annuelle: «Evolution des salaires en 2010, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2011.

Concepts et définitions de la statistique de l'évolution des salaires

Objet de la statistique:	Indice annuel de l'évolution des salaires à structure constante
Méthode de relevé:	Traitement de données administratives (déclarations d'accidents)
Population de référence:	Salariés, hommes à plein temps, femmes à plein temps et temps partiel, secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

Indice nominal et réel (Base 2005=100)

- Divisions économiques NOGA2
- Sections économiques NOGA x sexe

Séries Base 1993=100 et 1939=100

x = croisé avec

4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)

L'enquête sur les accords salariaux (EAS) a pour objet les résultats des négociations salariales que mènent chaque année les partenaires sociaux (associations d'employeurs ou entreprises et syndicats ou associations de personnes salariées) dans le cadre des principales conventions collectives de travail (CCT). Elle a porté en 2010 sur 97 CCT concernant environ 1,4 million de personnes salariées; ce dernier chiffre correspond à 89% de l'ensemble des personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse et représente plus d'un tiers des emplois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Concepts et définitions de l'EAS

Les partenaires sociaux négocient généralement en automne les adaptations salariales pour l'année suivante. Au moment où l'EAS se termine, les négociations salariales peuvent soit avoir abouti, soit avoir échoué ou se poursuivre encore. Des accords peuvent être conclus après l'intervention d'une instance d'arbitrage. Plusieurs CCT ne contiennent pas de dispositions concernant des négociations salariales. L'OFS enquête auprès des partenaires sociaux premiers signataires des principales CCT sur la tenue des négociations salariales et leurs résultats, les accords salariaux. Ces derniers comprennent notamment l'adaptation des salaires effectivement versés aux personnes assujetties à une CCT (salaires effectifs), l'adaptation des salaires fixés dans la CCT (salaires tarifaires/minimaux) et/ou tout changement dans la durée du travail. L'adaptation des salaires effectifs est la plupart du temps exprimée en pour cent par rapport à l'année précédente et correspond à une variation de la masse salariale; l'adaptation des salaires minimaux doit être le plus souvent calculée à partir des valeurs absolues des salaires, elle est un indicateur d'évolution des grilles de salaires.

Méthode de calcul de l'EAS

Parmi les CCT recensées tous les deux ans lors de l'enquête sur les CCT en Suisse (ECS), l'OFS sélectionne les CCT de droit public et privé traitant des conditions de travail et d'emploi concernant au moins 1500 personnes salariées (principales CCT). Les CCT considérées sont analysées relativement à leurs effets sur les salaires. Les moyennes des adaptations salariales sont calculées par secteurs, sections et branches économiques, en pondérant le pourcentage d'adaptation convenu dans le cadre de chaque CCT par le nombre de personnes salariées relevant de la CCT. Toute variation de la durée hebdomadaire du travail dans une CCT se répercute sur le chiffre d'adaptation final retenu pour cette dernière.

Les résultats de l'EAS font l'objet d'une publication: «Accords salariaux conclus pour 2010, Conventions collectives de travail, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2011.

Concepts et définitions de l'enquête sur les accords salariaux

Objet de la statistique:	Résultats des négociations salariales en matière d'adaptations salariales.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des principales CCT
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Divisions économiques selon NOGA 2002
- Nombre de personnes salariées assujetties

x = croisé avec

4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)

L'enquête sur les conventions collectives de travail (ECS) porte sur la structure générale des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, ainsi que sur leur contenu. Cette statistique a pour but principal de dresser un répertoire exhaustif des CCT et des contrats-types de travail (CTT) édictés au niveau fédéral et cantonal ; elle constitue une base de données représentative pour l'analyse de l'évolution des domaines conventionnés et pour diverses exploitations statistiques dans le domaine des salaires et des conditions de travail. C'est sur la base d'une sélection des principales CCT recensées dans l'ECS que se réalise l'enquête sur les accords salariaux (EAS). Les principaux résultats de l'ECS font l'objet d'une publication bisannuelle.

Concepts et définitions de l'ECS

Cette enquête porte sur les conventions collectives de travail des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Elle fournit également des informations sur les avenants aux CCT (conventions complémentaires), de même que sur les documents analogues aux CCT tels que les recommandations, ainsi que les contrats-types de travail (CTT). Les documents sont répertoriés selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1995 (NOGA). L'ECS relève des données telles que le nom de la convention, le type de CCT (CCT d'association ou d'entreprise), les parties signataires, la branche économique, la date d'entrée en vigueur, la portée territoriale, le nombre de personnes salariées assujetties, la présence ou non de salaires minimaux etc... Ce vaste éventail de données permet la diffusion des résultats selon divers critères de ventilation.

Méthode de calcul de l'ECS

L'ECS est une enquête bisannuelle et réalise un état des lieux au 1^{er} mai de l'année en cours. L'enquête s'effectue par questionnaire écrit auprès des parties contractantes d'une CCT, à savoir les associations d'employeurs ou entreprises et les associations de salariés signataires d'une convention. En ce qui concerne les contrats-types de travail (CTT), l'enquête est menée directement auprès des offices cantonaux du travail et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Les principaux résultats de l'ECS font l'objet d'une publication: «Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse, 2007», OFS, 2009.

Concepts et définitions de l'enquête sur les conventions collectives de travail

Objet de la statistique:	Nombre et contenu des CCT en Suisse et documents analogues.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT: associations d'employeurs ou entreprises et associations de salariés
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	1 ^{er} mai, statistique bisannuelle

Critères de ventilation

- Divisions économiques NOGA
- Partenaires signataires des CCT
- Type de CCT
- Portée territoriale
- Entrée en vigueur
- Présence ou non de salaires minimaux
- Nombre de personnes salariées assujetties

Tableaux 2011

Signes utilisés

Les signes qui accompagnent un chiffre:

p (exposant)	chiffre provisoire, p.ex. 324p
r (révisé)	chiffre révisé, p.ex. 324r
(chiffre)	fiabilité statistique relative, p. ex. (324)

Les signes utilisés en l'absence de chiffres:

X	non indiqué pour des raisons liées à la protection des données
()	non indiqué par manque de fiabilité statistique
...	chiffre inconnu (pas [encore] relevé ou pas [encore] calculé)
*	non indiqué car évident ou non pertinent
Le signe «-»	est utilisé pour les chiffres arrondis; il signifie zéro.

Au besoin, d'autres signes sont utilisés et expliqués dans les tableaux où ils apparaissent.

T1 Activité professionnelle, chômage, durée de travail et évolution des salaires, 1900-2010

Année	Actifs occupés en milliers	Chômeurs inscrits en milliers	Taux d'activité en %	Taux de chômage en %	Durée de travail en heures par semaine	Indice des salaires réels en points	Année	Actifs occupés en milliers	Chômeurs inscrits en milliers	Taux d'activité en %	Taux de chômage en %	Durée de travail en heures par semaine	Indice des salaires réels en points
1)	2)	3)	2)	4)	5)		1)	2)	3)	2)	4)	5)	
1900	1555	...	47,0	...	...	...	1972	3243	0,1	48,3	0,0	45,3	226
1910	1783	...	47,5	...	...	...	1973	3277	0,1	48,4	0,0	45,1	231
1920	1872	...	48,2	...	...	...	1974	3273	0,2	48,3	0,0	45,0	236
1930	1943	...	47,8	...	...	...	1975	3108	10,2	46,9	0,3	44,7	242
1936	...	80,6	...	4,1	...	...	1976	3019	20,7	46,6	0,7	44,6	245
1937	...	57,9	...	3,0	...	...	1977	3032	12,0	46,8	0,4	44,6	247
1938	...	52,6	...	2,7	...	...	1978	3062	10,5	46,9	0,3	44,5	254
1939	...	36,7	...	1,9	...	100	1979	3095	10,3	47,2	0,3	44,3	250
1940	...	14,8	...	0,8	...	...	1980	3166	6,3	48,2	0,2	44,1	254
1941	1992	9,1	46,7	0,5	...	...	1981	3240	5,9	48,6	0,2	44,0	251
1942	...	8,8	...	0,4	46,8	...	1982	3256	13,2	48,7	0,4	43,9	253
1943	...	6,1	...	0,3	47,2	87	1983	3257	28,0	49,0	0,9	43,4	259
1944	...	6,5	...	0,3	47,3	90	1984	3288	35,2	49,4	1,1	43,5	258
1945	...	6,5	...	0,3	47,5	94	1985	3354	30,3	49,9	1,0	43,4	259
1946	...	4,3	...	0,2	47,6	101	1986	3430	25,7	50,5	0,8	43,1	267
1947	...	3,5	...	0,2	47,8	110	1987	3515	24,7	51,2	0,8	42,8	268
1948	2378	3,0	...	0,1	47,7	113	1988	3607	22,2	51,9	0,7	42,6	273
1949	2339	8,1	...	0,4	47,3	119	1989	3704	17,5	52,2	0,6	42,4	274
1950	2309	9,6	...	0,5	47,5	121	1990	3821	18,1	52,8	0,5	42,4 ^f	272
1951	2392	3,8	...	0,2	47,7	123	1991	4136	39,2	56,8	1,1	42,2 ^f	277
1952	2437	5,3	...	0,2	47,6	121	1992	4069	92,3	56,5	2,5	42,1 ^r	280
1953	2455	5,0	...	0,2	47,6	124	1993	4025	163,1	56,3	4,5	42,0 ^f	278
1954	2482	4,3	...	0,2	47,7	126	1994	3999	171,0	55,5	4,7	42,0 ^f	280
1955	2533	2,7	...	0,1	47,6	126	1995	3996	153,3	55,2	4,2	42,0 ^f	279
1956	2606	3,0	...	0,1	47,6	129	1996	3994	168,6	55,6	4,7	42,0 ^f	280
1957	2666	2,0	...	0,1	47,4	132	1997	3991	188,3	55,5	5,2	42,0 ^f	280
1958	2644	3,4	...	0,2	46,8	135	1998	4044	139,7	56,0	3,9	42,0 ^f	282
1959	2644	2,4	...	0,1	46,5	138	1999	4075	98,6	55,9	2,7	41,9 ^f	280
1960	2717	1,2	49,3	0,1	46,2	143	2000	4116	72,0	55,6	1,8	41,9 ^f	279
1961	2844	0,6	50,0	0,0	45,9	147	2001	4183	67,2	56,1	1,7	41,8 ^f	284
1962	2954	0,6	50,4	0,0	45,6	153	2002	4213	100,5	56,3	2,5	41,8 ^f	287
1963	2999	0,8	50,0	0,0	45,6	158	2003	4198	145,7	56,5	3,7	41,7 ^f	289
1964	3046	0,3	49,9	0,0	45,5	164	2004	4210	153,1	56,2	3,9	41,7 ^f	289
1965	3025	0,3	49,2	0,0	45,1	171	2005	4234	148,5	56,1	3,8	41,7 ^f	289
1966	3014	0,3	48,7	0,0	45,0	176	2006	4328	131,5	56,6	3,3	41,7 ^f	289
1967	3030	0,3	48,3	0,0	44,8	186	2007	4440	109,2	57,0	2,8	41,7 ^f	292
1968	3048	0,3	48,1	0,0	44,8	191	2008	4536	101,7	57,6	2,6	41,6 ^f	290
1969	3098	0,2	48,1	0,0	46,1	198	2009	4568	146,1	57,8 ^f	3,7	41,6 ^f	298
1970	3143	0,1	48,3	0,0	45,9	207	2010	4588	152,0	57,5 ^f	3,9	41,6	298
1971	3199	0,1	48,3	0,0	45,4	218							

1) 1900/1910/1920/1930/1941: recensement de la population; 1948-1959: estimation; dès 1960: selon la SPAO, moyennes annuelles. A partir de 1991, définition de l'activité selon les recommandations du BIT (personnes travaillant au moins une heure par semaine).

2) 1936-1982: seulement les chômeurs complets selon le SECO moyennes annuelles; à partir de 1983: chômeurs au total (chômeurs complets + chômeurs partiels), selon le SECO, moyennes annuelles.

3) 1900/1910/1920/1930/1941: selon le recensement de la population; 1960-1990: taux d'activité de la population résidente permanente selon la SPAO, moyennes annuelles; à partir de 1991 selon l'ESPA, au deuxième trimestre.

4) 1942-1972: heures payées (y c. heures supp.), seul. secteur secondaire; 1973-1983: heures normales de travail, trois secteurs (primaire et tertiaire seul. partiellement couverts); dès 1984: heures normales de travail, trois secteurs. Les données 1990-2009 ont été révisées en raison du passage à la nomenclature NOGA2008.

5) Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

T2 Principaux indicateurs du marché du travail, total, 2000-2010

Total	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	67,4	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	3606	3662	3676	3667	3687	3702	3755	3895	4022	4018	4055
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	3070	3132	3135	3109	3108	3113	3161	3273	3372	3362	3389
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382	...	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	180	174	169	174	177	176	179	186	188	...	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	260	272	291	269	260	265	272	280	281	...	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1949	1924	1920	1918	1949	1943	1925	1919	1926	...	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	53	51	50	52	53	51	51	52	52	...	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	77	76	79	70	68	69	72	72	67	...	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1925	1899	1891	1899	1934	1925	1904	1899	1911	...	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	41,9 ^r	41,8 ^r	41,8 ^r	41,7 ^r	41,7 ^r	41,7 ^r	41,7 ^r	41,7 ^r	41,6 ^r	41,6 ^r	41,6
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷⁾	106	101	120	169	179	185	169	157	148	183	190
Taux de chômage au sens du BIT ⁸⁾	2,7	2,5	3,0	4,1	4,4	4,5	4,1	3,7	3,4	4,1	4,2
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	120	101	140	202	213	210	190	159	145	199	209
Chômeurs inscrits ⁹⁾	66	59	91	140	144	141	123	100	91	140	144
Taux de chômage ¹⁰⁾	1,7	1,5	2,3	3,6	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3	3,6	3,7
Indice des places vacantes ¹¹⁾	283,9	262,8	144,5	100,0	112,1	103,2	154,5	212,7	216,8	138,1	163,1
Dynamique du marché du travail ¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	4162	4205	4268	4314	4346	4364	4417	4515	4618	4735	...
+ Entrées dans la vie active	306	314	292	275	281	296	325	308	297	316	...
- Sorties de la vie active	281	285	283	279	288	272	271	250	289	302	...
+ Immigrations de pers. actives	87	99	116	114	115	123	136	151	171	135	...
- Emigrations de pers. actives	70	65	79	78	89	94	92	106	108	109	...
= Personnes actives au 31 déc.	4205	4268	4314	4346	4364	4417	4515	4618	4690	4775	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	106,9	109,6	111,5	113,1	114,1	115,2	116,6	118,5	120,9	123,4	124,5
Indice des salaires réels ¹³⁾	100,3	101,8	103,0	103,8	103,9	103,7	103,8	104,7	104,3	107,0	107,2
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5220	...	5417	...	5548	...	5674	...	5823	...	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	1,4	2,9	2,5	1,4	1,1	1,6	1,8	2,0	2,2	2,6	0,7
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	1,4	2,9	2,6	1,4	0,6	0,9	1,1	2,9	1,8	3,2	0,7
<i>Salariés et CCT:</i>											
Sal. assujettis à une CCT ¹⁶⁾	...	1335 ^r	...	1412 ^r	...	1 520	...	1 682	...	...	...
Sal. assuj. à une CCT d'entreprise ¹⁶⁾	...	246 ^r	...	310 ^r	...	307	...	304	...	...	...
Sal. assuj. à une CCT d'association ¹⁶⁾	...	1088	...	1102	...	1 213	...	1 379	...	...	...

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) Stat. du chômage au sens

du BIT, en milliers, 2e trim.

8) Idem 7), en %

9) SECO, en milliers, au 2e trim.

10) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000 base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers, cf. T43

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

16) ECS, en milliers (voir T54)

T3 Principaux indicateurs du marché du travail, hommes, 2000-2010

Hommes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	2319	2347	2339	2329	2333	2338	2383	2454	2491	2499	2528
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	77,8	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	2093	2126	2128	2113	2104	2116	2133	2203	2258	2243	2256
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	1959	1995	1993	1974	1961	1967	1986	2048	2095	2079	2091
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	4452	4395	4378	4383	4455	4463	4523	4604	4669	...	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	124	119	119	124	124	122	123	123	129	...	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	168	170	174	163	153	156	168	168	161	...	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1966	1938	1933	1 932	1 963	1 955	1 937	1 933	1 942	...	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	61	58	58	60	60	58	57	59	58	...	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	77	77	78	70	67	68	73	70	64	...	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1949	1920	1914	1 922	1 956	1 944	1 921	1 922	1 936	...	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷⁾	51	38	63	86	90	88	79	69	67	90	91
Taux de chômage au sens du BIT ⁸⁾	2,3	1,7	2,8	3,8	4,0	3,9	3,5	3,0	2,9	3,8	3,8
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits ⁹⁾	34	30	50	78	78	74	62	50	47	78	79
Taux de chômage ¹⁰⁾	1,5	1,4	2,3	3,6	3,5	3,3	2,8	2,3	2,1	3,6	3,6
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail ¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	2339	2348	2377	2396	2403	2408	2434	2488	2532	2585	...
+ Entrées dans la vie active	122	121	118	110	113	119	139	126	118	141	...
- Sorties de la vie active	124	111	122	125	123	111	115	108	131	138	...
+ Immigrations de pers. actives	54	60	72	72	72	78	88	95	108	85	...
- Emigrations de pers. actives	42	40	50	50	57	59	58	69	70	70	...
= Personnes actives au 31 déc.	2348	2377	2396	2403	2408	2434	2488	2532	2556	2602	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	106,5	109,1	110,9	112,3	113,3	114,3	115,5	117,4	120,0	122,5	123,4
Indice des salaires réels ¹³⁾	99,9	101,4	102,4	103,1	103,1	102,8	102,9	103,8	103,6	106,2	106,2
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5600	...	5831	...	5953	...	6076	...	6248	...	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) Stat. du chômage au sens

du BIT, en milliers, 2e trim.

8) Idem 7), en %

9) SECO, en milliers, au 2e trim.

10) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000

base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers, cf. T43

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T4 Principaux indicateurs du marché du travail, femmes, 2000-2010

Femmes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	1788	1830	1865	1863	1870	1884	1923	1965	2042	2072	2060
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	57,6	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	1514	1536	1548	1553	1583	1586	1623	1692	1764	1776	1799
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	1110	1138	1142	1135	1147	1146	1175	1224	1278	1283	1298
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	2436	2444	2422	2447	2519	2542	2589	2646	2712	...	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	56	54	50	50	53	55	56	56	60	...	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	92	102	116	106	106	108	104	104	119	...	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1906	1886	1885	1 882	1 913	1 912	1 893	1 880	1 885	...	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	32	32	30	31	33	34	35	33	35	...	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	76	74	82	72	72	71	71	76	73	...	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1862	1844	1833	1 841	1 874	1 875	1 857	1 838	1 848	...	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷⁾	55	63	57	83	89	97	91	88	81	93	99
Taux de chômage au sens du BIT ⁸⁾	3,1	3,5	3,1	4,5	4,8	5,2	4,8	4,6	4,0	4,5	4,8
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits ⁹⁾	32	29	41	62	67	67	61	50	45	62	66
Taux de chômage ¹⁰⁾	1,9	1,7	2,4	3,6	3,8	3,9	3,5	2,8	2,6	3,6	3,8
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail ¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	1823	1857	1891	1918	1943	1956	1983	2027	2086	2150	...
+ Entrées dans la vie active	184	193	174	165	168	178	186	182	179	175	...
- Sorties de la vie active	157	174	161	154	166	160	157	142	157	163	...
+ Immigrations de pers. actives	34	39	44	43	43	45	48	56	64	50	...
- Emigrations de pers. actives	27	25	29	29	32	34	34	37	38	39	...
= Personnes actives au 31 déc.	1857	1891	1918	1943	1956	1983	2027	2086	2133	2173	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	108,2	110,9	113,5	115,3	116,6	117,9	119,4	121,2	123,5	126,1	127,4
Indice des salaires réels ¹³⁾	101,6	103,1	104,8	105,8	106,2	106,1	106,3	107,2	106,5	109,3	109,8
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	4406	...	4625	...	4781	...	4926	...	5040	...	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2e trim.

8) Idem 7), en %

9) SECO, en milliers, au 2e trim.

10) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000 base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim. 2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers, cf. T43

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T5 Principaux indicateurs du marché du travail, Suisses, 1999-2009

Suisses	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	3138	3141	3161	3155	3160	3163	3212	3273	3335	3330	3334
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	65,8	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	5126	5062	5031	5050	5150	5136	5179	5232	5274	...	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	139	137	131	133	135	134	134	138	137	...	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	182	194	213	197	187	192	200	207	204	...	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1945	1922	1919	1915	1946	1 940	1 923	1 917	1 925	...	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	57	57	54	55	56	54	54	54	54	...	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	72	73	80	70	67	69	76	75	69	...	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1930	1906	1893	1900	1935	1 925	1 901	1 896	1 911	...	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷⁾	58	60	70	91	98	103	91	89	85	108	111
Taux de chômage au sens du BIT ⁸⁾	1,9	1,9	2,2	2,9	3,1	3,2	2,8	2,7	2,5	3,2	3,2
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits ⁹⁾	36	33	51	81	85	84	73	58	52	80	82
Taux de chômage ¹⁰⁾	1,2	1,1	1,7	2,7	2,8	2,7	2,4	1,9	1,7	2,6	2,7
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail ¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	3172	3175	3194	3221	3232	3231	3261	3321	3382	3443	...
+ Entrées dans la vie active	224	242	231	219	218	233	257	243	232	245	...
- Sorties de la vie active	231	233	227	223	235	217	218	202	239	247	...
+ Immigrations de pers. actives	17	15	15	15	13	12	15	16	16	15	...
- Emigrations de pers. actives	21	18	17	18	18	19	21	20	20	19	...
+ Naturalisations de pers. actives	14	14	23	18	20	22	26	25	26	25	...
= Personnes actives au 31 déc.	3175	3194	3221	3232	3231	3261	3321	3382	3396	3461	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels ¹³⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5525	...	5731	...	5840	...	5952	...	6093	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) Stat. du chômage au sens

du BIT, en milliers, 2e trim.

8) Idem 7), en %

9) SECO, en milliers, au 2e trim.

10) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers, cf. T43

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T6 Principaux indicateurs du marché du travail, étrangers, 2000-2010

Etrangers	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	969	1036	1043	1037	1043	1058	1094	1146	1198	1242	1255
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	74,0	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	1763	1778	1769	1780	1824	1868	1932	2018	2108	...	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	41	37	38	41	42	43	45	49	51	...	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	78	78	78	72	72	72	72	74	77	...	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1959	1927	1923	1924	1956	1 949	1 931	1 921	1 927	...	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	42	39	42	45	45	45	45	47	47	...	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	88	83	77	70	71	69	66	65	63	...	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1913	1883	1888	1899	1930	1 926	1 910	1 903	1 911	...	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Chômeurs au sens du BIT ⁷⁾	48	41	50	78	81	81	79	68	63	75	79
Taux de chômage au sens du BIT ⁸⁾	5,8	4,8	5,8	8,8	9,1	9,1	8,6	7,3	6,5	7,2	7,5
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits ⁹⁾	30	27	40	59	59	57	50	41	39	61	62
Taux de chômage ¹⁰⁾	3,4	3,0	4,4	6,6	6,6	6,4	5,6	4,6	4,4	6,8	7,0
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail ¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	990	1030	1073	1093	1114	1133	1156	1194	1236	1293	...
+ Entrées dans la vie active	81	71	59	53	62	62	65	63	63	69	...
- Sorties de la vie active	46	50	55	55	52	54	52	47	48	52	...
+ Immigrations de pers. actives	70	84	101	99	101	111	121	136	156	120	...
- Emigrations de pers. actives	49	47	62	61	71	75	71	86	88	90	...
- Naturalisations de pers. actives	16	15	24	16	21	21	25	25	25	26	...
= Personnes actives au 31 déc.	1030	1073	1093	1114	1133	1156	1194	1236	1293	1314	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels ¹³⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	4643	...	4808	...	4962	...	5140	...	5315	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) Stat. du chômage au sens

du BIT, en milliers, 2e trim.

8) Idem 7), en %

9) SECO, en milliers, au 2e trim.

10) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers, cf. T43

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T7 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2000-2010

Total Grandes régions ¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Personnes actives occupées ²⁾											
Région lémanique	704	724	738	731	736	745	773	798	825	828	842
Espace Mittelland	932	940	931	934	924	929	932	939	957	972	957
Suisse du Nord-ouest	588	594	582	582	589	578	598	610	625	621	634
Zurich	760	779	812	816	817	816	837	857	882	910	887
Suisse orientale	563	559	570	567	572	573	576	609	619	620	636
Suisse centrale	381	390	384	374	381	395	403	414	425	419	413
Tessin	179	191	188	187	185	185	187	192	200	202	219
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Taux d'actifs occupés ³⁾											
Région lémanique	*	*	63,2	61,9	60,9	60,7	61,9	62,8	63,2	62,5	60,6
Espace Mittelland	*	*	66,2	65,7	64,8	64,3	64,8	64,3	65,9	65,4	64,8
Suisse du Nord-ouest	*	*	65,2	65,2	64,4	64,1	64,3	65,6	65,8	65,2	65,1
Zurich	*	*	67,2	67,1	66,4	66,0	67,6	67,7	68,3	68,1	67,6
Suisse orientale	*	*	67,4	66,5	66,5	65,7	65,6	66,8	67,7	67,4	67,9
Suisse centrale	*	*	69,2	67,3	67,5	68,0	67,9	68,6	69,0	68,3	67,0
Tessin	*	*	57,2	56,7	55,3	54,2	55,6	55,1	55,5	55,5	57,1
Total	*	*	65,7	65,1	64,4	64,0	64,7	65,2	65,9	65,4	64,9
Emplois secteurs 2 et 3 ⁴⁾											
Région lémanique	623	639	650	651	654	662	676	701	729	737	742
Espace Mittelland	787	791	794	792	796	804	811	834	854	849	851
Suisse du Nord-ouest	505	513	521	520	517	515	522	540	555	555	563
Zurich	734	743	740	730	731	727	738	765	799	803	807
Suisse orientale	481	486	485	487	494	496	497	517	531	526	533
Suisse centrale	322	329	327	328	334	338	348	364	376	371	380
Tessin	155	160	159	158	161	161	164	173	178	177	179
Total	3606	3662	3676	3667	3687	3702	3755	3895	4022	4018	4055
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ⁴⁾											
Région lémanique	537	555	562	560	559	565	579	602	623	629	635
Espace Mittelland	661	667	668	659	659	668	671	690	705	699	700
Suisse du Nord-ouest	431	438	445	443	438	432	438	454	465	464	470
Zurich	618	632	624	614	611	606	617	640	665	667	669
Suisse orientale	412	418	415	416	419	419	420	434	445	439	445
Suisse centrale	271	279	279	277	279	281	290	300	312	308	314
Tessin	139	144	143	140	143	142	145	153	157	155	157
Total	3070	3132	3135	3109	3108	3113	3161	3273	3372	3362	3389
Indice des places vacantes ⁵⁾											
Région lémanique	223,9	196,3	102,2	100,0	97,4	92,1	116,2	154,1	155,8	99,9	121,3
Espace Mittelland	322,0	278,8	167,2	100,0	121,8	106,2	169,2	238,2	228,1	151,8	173,7
Suisse du Nord-ouest	272,4	264,6	181,5	100,0	118,2	111,9	166,4	226,0	243,4	174,9	175,1
Zurich	321,9	331,0	146,9	100,0	119,8	126,9	187,4	252,9	247,6	145,2	209,2
Suisse orientale	264,8	247,7	134,5	100,0	103,5	91,0	142,8	217,2	232,0	137,1	152,6
Suisse centrale	358,1	299,7	172,9	100,0	132,9	102,2	186,0	233,1	270,5	159,5	184,4
Tessin	199,5	168,0	100,4	100,0	76,4	46,2	65,1	108,7	90,6	76,0	60,5
Total	283,9	262,8	144,5	100,0	112,1	103,2	154,5	212,7	216,8	138,1	163,1

1) Région lémanique: GE, VD, VS
 Espace Mittelland : BE, FR, JU, NE, SO
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS
 Zurich: ZH
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG
 Tessin: TI

2) SPAO, en milliers, au 2e trim.
 3) ESPA, en %, au 2e trim.
 4) STATEM, en milliers, 2e trim.
 5) STATEM, en points (2e trim 2003=100), 2e trim.

T8 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région (suite), 2000-2010

Total Grandes régions ¹⁾	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Chômeurs au sens du BIT ²⁾											
Région lémanique	26	28	28	39	41	48	39	37	36	48	45
Espace Mittelland	14	16	23	35	36	38	36	39	33	36	40
Suisse du Nord-ouest	16	13	14	20	22	24	24	18	19	28	27
Zurich	24	18	29	31	37	31	29	27	25	30	31
Suisse orientale	13	11	(14)	21	21	23	22	16	17	21	24
Suisse centrale	(6)	(9)	(7)	15	13	12	11	11	10	12	13
Tessin	(6)	(4)	(5)	7	9	10	9	8	8	8	9
Total	106	101	120	169	179	185	169	157	148	183	210
Taux de chômage au sens du BIT ³⁾											
Région lémanique	...	...	3,9	5,5	5,8	6,6	5,3	4,9	4,6	6,0	5,7
Espace Mittelland	...	...	2,5	3,7	3,9	4,1	3,9	4,2	3,5	3,7	4,0
Suisse du Nord-ouest	...	...	2,7	3,8	4,0	4,4	4,3	3,3	3,3	4,8	4,4
Zurich	...	...	3,6	3,8	4,5	3,8	3,5	3,1	2,9	3,3	3,8
Suisse orientale	...	...	(2,6)	3,9	3,8	4,1	3,9	2,8	2,9	3,5	3,6
Suisse centrale	...	...	(1,8)	4,0	3,4	3,0	2,7	2,8	2,3	2,8	3,1
Tessin	...	...	(3,5)	4,7	5,7	6,3	5,6	5,2	5,2	5,1	5,4
Total	2,7	2,5	3,0	4,1	4,4	4,5	4,1	3,7	3,4	4,1	4,2
Chômeurs inscrits ⁴⁾											
Région lémanique	20	19	23	33	37	38	34	30	27	36	38
Espace Mittelland	12	11	16	27	27	26	23	19	16	28	29
Suisse du Nord-ouest	8	7	11	18	19	18	16	13	12	18	19
Zurich	13	11	20	32	31	28	23	17	16	26	27
Suisse orientale	6	6	10	15	15	15	12	9	8	16	16
Suisse centrale	4	3	6	10	10	9	8	6	6	9	9
Tessin	4	3	4	6	6	6	6	6	5	7	7
Total	66	59	91	140	144	141	123	100	91	140	144
Taux de chômage ⁵⁾											
Région lémanique	2,9	2,7	3,4	4,8	5,3	5,6	4,9	4,3	4,0	5,2	5,5
Espace Mittelland	1,4	1,2	1,7	2,9	2,9	2,9	2,6	2,1	1,8	3,2	3,2
Suisse du Nord-ouest	1,4	1,3	2,1	3,3	3,4	3,2	2,9	2,4	2,2	3,4	3,5
Zurich	1,7	1,5	2,8	4,5	4,3	3,9	3,2	2,4	2,2	3,6	3,8
Suisse orientale	1,1	1,0	1,7	2,6	2,7	2,6	2,2	1,6	1,5	2,8	2,8
Suisse centrale	0,9	0,9	1,5	2,6	2,6	2,5	2,1	1,6	1,5	2,4	2,3
Tessin	2,4	2,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,3	3,7	3,5	4,5	4,6
Total	1,7	1,5	2,3	3,6	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3	3,6	3,7
Sal. mensuel brut standardisé ⁶⁾											
Région lémanique	5200	...	5422	...	5568	...	5699	...	5938	...	...
Espace Mittelland	5098	...	5201	...	5441	...	5552	...	5716	...	...
Suisse du Nord-ouest	5453	...	5602	...	5730	...	5902	...	6095	...	...
Zurich	5709	...	5969	...	5984	...	6154	...	6250	...	...
Suisse orientale	4919	...	5103	...	5195	...	5302	...	5439	...	...
Suisse centrale	5073	...	5278	...	5396	...	5537	...	5674	...	...
Tessin	4446	...	4658	...	4823	...	4899	...	4983	...	...
Total	5220	...	5417	...	5548	...	5674	...	5823	...	...

1) Région lémanique: GE, VD, VS

Espace Mittelland : BE, FR, JU, NE, SO

Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Zurich: ZH

Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG

Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

Tessin: TI

2) Statistique du chômage au sens du BIT, en milliers, au 2e trim.

3) Statistique du chômage au sens du BIT, en %, au 2e trim.

4) SECO, en milliers, au 2e trim.

5) SECO, en %, au 2e trim.; à partir de 2000 : base actualisée (Personnes actives selon le recensement de la population 2000)

6) ESS, médiane en francs

T9 Personnes actives occupées selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité la nationalité et le type d'autorisation de séjour, 2000-2010

SPA0

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	Total										
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Groupes d'âges											
15-24 ans	575	566	583	569	562	554	589	593	601	597	598
25-39 ans	1534	1545	1537	1501	1493	1477	1472	1488	1516	1492	1490
40-54 ans	1383	1414	1443	1445	1472	1507	1535	1595	1641	1691	1697
55-64 ans	509	550	540	569	581	594	610	635	655	662	672
65+ ans	105	103	101	107	95	89	99	109	120	130	131
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Secteurs économiques											
Secteur primaire	173	161	162	160	151	151	151	157	161	152	154
Secteur secondaire	1040	1053	1038	994	982	989	1018	1049	1059	1048	1033
Secteur tertiaire	2894	2963	3005	3037	3069	3081	3137	3213	3313	3372	3401
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Statut d'activité											
Indépendants	446	441	423	409	399	393	392	414	419	391	402
Collaborateurs familiaux	98	103	103	93	81	81	90	98	84	94	86
Salariés (y compris apprentis)	3563	3634	3679	3689	3722	3747	3824	3907	4030	4086	4100
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Nationalité et type d'autoris. de séjour											
Suisses	3138	3141	3161	3155	3160	3163	3212	3273	3335	3330	3334
Etrangers	969	1036	1043	1037	1043	1058	1094	1146	1198	1242	1255
dont											
Autorisations d'établissement	588	623	611	594	582	576	571	582	602	611	626
Autorisations de séjour	181	194	205	207	222	235	261	274	311	346	341
Saisonniers	25	28	27	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	140	153	161	166	173	176	183	201	214	219	228
Autorisations de séjour de courte durée	20	23	27	58	55	53	60	69	48	47	43
Autres étrangers ¹⁾	15	16	14	12	11	18	18	20	22	19	17
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T10 Hommes et femmes actifs occupés selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité et le type d'autorisation de séjour, 2005-2010

SPA0

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	Hommes						Femmes					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Groupes d'âges												
15-24 ans	288	307	316	314	303	316	266	282	276	287	294	283
25-39 ans	821	819	827	833	815	814	656	653	661	682	677	676
40-54 ans	833	849	882	902	927	934	675	686	712	739	764	763
55-64 ans	341	347	361	369	374	384	253	263	274	286	288	288
65+ ans	55	60	68	72	80	80	34	38	41	48	50	50
Total	2338	2383	2454	2491	2499	2528	1884	1923	1965	2042	2072	2060
Secteurs économiques												
Secteur primaire	103	103	107	108	101	101	48	48	50	53	51	53
Secteur secondaire	765	786	820	820	812	806	225	231	229	239	236	227
Secteur tertiaire	1470	1493	1527	1563	1586	1621	1611	1644	1686	1750	1786	1780
Total	2338	2383	2454	2491	2499	2528	1884	1923	1965	2042	2072	2060
Statut d'activité												
Indépendants	245	246	249	257	234	238	148	146	165	163	158	163
Collaborateurs familiaux	29	30	38	34	40	41	52	59	59	50	54	45
Salariés (y compris apprentis)	2064	2107	2167	2200	2225	2249	1683	1717	1740	1829	1861	1852
Total	2338	2383	2454	2491	2499	2528	1884	1923	1965	2042	2072	2060
Nationalité et type d'autoris. de séjour												
Suisses	1690	1713	1749	1763	1747	1762	1473	1498	1524	1573	1583	1571
Etrangers	648	670	705	728	752	766	411	424	441	469	490	489
dont												
Autorisations d'établissement	346	343	349	357	359	376	230	228	233	246	252	250
Autorisations de séjour	139	154	165	186	208	203	96	107	109	125	138	139
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	114	118	129	137	140	146	63	65	72	77	79	82
Autorisations de séjour de courte durée	37	42	48	34	32	29	17	18	21	15	15	13
Autres étrangers ¹⁾	12	13	14	15	13	12	5	5	6	7	6	5
Total	2338	2383	2454	2491	2499	2528	1884	1923	1965	2042	2072	2060

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T11 Suisses et étrangers actifs occupés selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité et le type d'autorisation de séjour, 2005-2010

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trimestre	Suisses						Etrangers					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Groupes d'âges												
15-24 ans	420	451	454	456	455	463	134	139	139	146	142	135
25-39 ans	1004	984	979	987	947	939	473	488	509	529	545	551
40-54 ans	1156	1174	1206	1233	1257	1253	352	361	389	408	433	445
55-64 ans	503	515	536	553	553	559	92	95	99	103	109	112
65+ ans	80	88	98	107	118	119	8	11	11	12	13	12
Total	3163	3212	3273	3335	3330	3334	1058	1094	1146	1198	1242	1255
Secteurs économiques												
Secteur primaire	134	134	141	145	134	140	17	17	16	16	17	14
Secteur secondaire	655	674	691	678	668	651	334	344	358	381	380	382
Secteur tertiaire	2374	2404	2441	2512	2526	2543	707	733	772	802	845	858
Total	3163	3212	3273	3335	3330	3334	1058	1094	1146	1198	1242	1255
Statut d'activité												
Indépendants	353	353	371	373	344	353	40	39	43	46	48	49
Collaborateurs familiaux	75	82	90	78	85	77	6	8	7	6	9	9
Salariés (y compris apprentis)	2735	2778	2812	2884	2901	2903	1012	1046	1095	1146	1185	1197
Total	3163	3212	3273	3335	3330	3334	1058	1094	1146	1198	1242	1255
Nationalité et type d'autoris. de séjour												
Suisses	3163	3212	3273	3335	3330	3334	*	*	*	*	*	*
Etrangers	*	*	*	*	*	*	1058	1094	1146	1198	1242	1255
dont												
Autorisations d'établissement	*	*	*	*	*	*	576	571	582	602	611	626
Autorisations de séjour	*	*	*	*	*	*	235	261	274	311	346	341
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	*	*	*	*	*	*	176	183	201	214	219	228
Autorisations de séjour de courte durée	*	*	*	*	*	*	53	60	69	48	47	43
Autres étrangers ¹⁾	*	*	*	*	*	*	18	18	20	22	19	17
Total	3163	3212	3273	3335	3330	3334	1058	1094	1146	1198	1242	1255

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T12 Personnes actives occupées par grande région selon le sexe et les secteurs économiques, 2000-2010

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 ^e trim. Grandes régions ¹⁾	Total										
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Total	4107	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4571	4588
Région lémanique	704	724	738	731	736	745	773	798	825	828	842
Espace Mittelland	932	940	931	934	924	929	932	939	957	972	957
Suisse du Nord-ouest	588	594	582	582	589	578	598	610	625	621	634
Zurich	760	779	812	816	817	816	837	857	882	910	887
Suisse orientale	563	559	570	567	572	573	576	609	619	620	636
Suisse centrale	381	390	384	374	381	395	403	414	425	419	413
Tessin	179	191	188	187	185	185	187	192	200	202	219
Hommes	2319	2347	2339	2329	2333	2338	2383	2454	2491	2499	2528
Région lémanique	399	404	408	403	408	416	429	443	452	451	462
Espace Mittelland	521	526	517	516	507	510	509	518	519	525	521
Suisse du Nord-ouest	333	338	325	323	329	320	330	337	343	340	346
Zurich	422	430	452	458	456	459	471	482	490	503	492
Suisse orientale	326	319	316	316	317	315	321	340	340	340	352
Suisse centrale	219	221	214	207	211	213	217	227	234	227	229
Tessin	99	108	107	105	106	106	106	108	114	113	125
Femmes	1788	1830	1865	1863	1870	1884	1923	1965	2042	2072	2060
Région lémanique	305	319	330	328	329	329	343	355	373	377	379
Espace Mittelland	411	414	413	418	417	419	422	421	438	447	436
Suisse du Nord-ouest	254	256	256	259	260	259	268	273	282	282	288
Zurich	338	349	360	358	362	358	366	376	392	406	395
Suisse orientale	238	240	254	251	255	258	255	269	279	280	284
Suisse centrale	162	169	170	167	169	183	186	187	191	192	184
Tessin	80	83	81	82	79	79	82	84	87	88	93
Secteur primaire	173	161	162	160	151	151	151	157	161	152	154
Région lémanique	26	24	23	21	19	22	21	21	25	27	22
Espace Mittelland	61	56	52	52	47	46	48	51	51	45	45
Suisse du Nord-ouest	15	14	13	14	13	11	9	11	13	15	14
Zurich	14	11	14	12	14	15	16	16	16	12	16
Suisse orientale	29	33	35	34	32	32	33	34	35	33	32
Suisse centrale	24	21	21	23	23	23	21	20	17	16	20
Tessin	4	3	4	4	3	3	3	3	3	3	3
Secteur secondaire	1040	1053	1038	994	982	989	1018	1049	1059	1048	1033
Région lémanique	148	144	146	132	136	135	141	143	145	140	125
Espace Mittelland	239	252	244	233	227	229	232	241	243	248	245
Suisse du Nord-ouest	183	184	171	171	165	165	171	166	164	164	163
Zurich	157	162	157	142	137	140	147	151	152	151	148
Suisse orientale	169	167	176	173	176	173	175	189	187	181	191
Suisse centrale	104	102	99	97	97	102	106	112	120	116	107
Tessin	40	42	45	45	44	44	46	48	48	48	53
Secteur tertiaire	2894	2963	3005	3037	3069	3081	3137	3213	3313	3372	3401
Région lémanique	530	556	570	578	581	587	610	633	655	662	694
Espace Mittelland	631	632	634	649	649	653	651	647	663	679	667
Suisse du Nord-ouest	389	397	397	398	411	403	418	433	448	442	457
Zurich	589	607	642	661	666	662	674	690	714	746	723
Suisse orientale	365	359	359	360	364	368	369	386	396	406	413
Suisse centrale	253	267	264	253	261	270	276	283	288	287	285
Tessin	136	146	140	138	137	138	138	141	149	150	163

1) Région lémanique: GE, VD, VS
 Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Zurich: ZH
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

Tessin: TI

T13 Personnes actives occupées selon les secteurs et divisions économiques, 2000-2010

SPA0

Moyennes annuelles en milliers		Total										
Divisions économiques NOGA		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
01-98	Total	4116	4183	4213	4198	4210	4234	4328	4440	4536	4568	4588
01-03	Secteur primaire	171	160	161	159	151	151	152	157	159	153	158
05-43	Secteur secondaire	1045	1055	1035	995	989	997	1027	1054	1061	1043	1046
05-09	Industries extractives	5	5	5	4	5	5	5	5	5	5	5
10-33	Industrie manufacturière	702	709	694	661	654	658	677	693	701	684	676
10-12	Industries alimentaires et du tabac	67	66	67	65	64	65	65	66	66	67	67
13-15	Industries du textile et de l'habillement	26	25	23	21	21	20	19	19	18	16	16
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	96	95	92	87	85	85	84	84	82	80	79
19-20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	36	38	38	36	35	35	36	35	35	34	34
21	Industrie pharmaceutique	25	27	29	29	30	31	33	34	35	35	37
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	48	47	45	43	43	43	45	45	44	42	43
24-25	Fabrication de produits métalliques	109	110	106	101	99	99	104	108	109	104	103
26	F. de prod. inform. et électro.	87	91	91	86	87	90	96	102	107	105	103
27	Fabrication d'équipements électriques	34	37	36	34	34	34	34	35	39	39	38
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	102	101	98	93	90	90	94	96	95	90	87
29-30	Fabrication de matériels de transport	14	13	12	12	12	12	13	15	15	15	16
31-33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	59	58	56	53	52	52	54	55	56	55	54
35	Production et distribution d'énergie	24	23	23	23	24	24	24	24	24	24	26
36-39	Prod. et distr. d'eau; Gestion des déchets	14	14	15	14	14	14	14	15	15	15	15
41-43	Construction	299	303	299	292	292	297	307	317	317	315	324
41-42	Construction de bâtiments et génie civil	108	110	108	104	103	104	106	109	108	107	110
43	Travaux de construction spécialisés	191	193	192	188	189	193	201	208	209	208	214
45-98	Secteur tertiaire	2900	2968	3016	3044	3070	3087	3149	3229	3315	3372	3384
45-47	Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	646	649	653	659	661	657	658	672	679	678	680
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	81	82	83	85	87	88	90	90	90	91	92
46	Commerce de gros	202	205	207	207	208	209	212	219	223	223	225
47	Commerce de détail	363	363	363	366	366	360	356	363	366	365	363
49-53	Transports et entreposage	221	228	226	226	226	225	227	230	234	233	232
49	Transports terrestres et transp. par conduites	88	93	94	96	98	100	103	105	107	108	109
50-51	Transports par eau, transports aériens	14	15	15	15	14	12	11	12	13	13	13
52	Entreposage et services aux. des transports	50	51	49	50	52	52	54	55	55	55	55
53	Activités de poste et de courrier	68	69	68	64	63	61	60	60	59	57	55
55-56	Hébergement et restauration	253	251	248	243	243	242	245	247	255	253	255
55	Hébergement	90	89	87	83	82	80	81	82	84	84	85
56	Restauration	163	163	162	160	161	162	164	165	170	169	170
58-63	Information et communication	127	134	132	130	129	130	134	136	138	139	138
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	36	36	35	35	35	35	36	36	36	35	34
61	Télécommunications	31	30	29	28	28	27	26	25	25	24	23
62-63	Activités informat. et services d'information	60	67	67	67	66	68	71	75	78	80	81
64-66	Activités financières et d'assurance	212	224	233	230	228	225	227	238	244	250	249
64	Activités des services financiers	127	133	138	136	133	130	132	140	142	145	145
65	Assurance	66	65	64	64	63	61	60	59	59	59	58
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	20	26	30	30	32	33	35	39	43	45	46
68	Activités immobilières	25	26	28	29	29	29	31	33	36	38	39
69-75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	253	270	281	283	286	287	299	311	324	334	342
69	Activités juridiques et comptables	58	60	62	62	63	63	64	66	69	70	73
70	Acti, des sièges sociaux; conseil de gestion	45	54	58	59	61	62	66	71	76	79	80
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	86	88	91	92	94	95	98	102	107	110	114
72	Recherche-développement scientifique	14	15	16	17	18	18	19	20	20	22	22
73-75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	50	53	54	52	51	50	50	51	52	53	53
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	129	137	143	147	152	155	163	172	182	187	186
77,79-82	Acti. de services administratifs et de soutien	121	128	134	138	143	146	152	160	169	174	173
78	Activités liées à l'emploi	8	9	9	9	9	9	10	12	13	13	13
84	Administration publique	149	152	155	160	165	169	173	179	174	176	184
85	Enseignement	252	256	267	276	275	276	282	287	295	303	302
86-88	Santé humaine et action sociale	428	436	444	460	470	484	496	506	523	541	552
86	Activités pour la santé humaine	249	253	256	264	268	274	278	282	289	299	306
87	Hébergement médico-social et social	128	134	138	143	147	153	156	159	164	169	169
88	Action sociale sans hébergement	51	49	50	53	55	58	61	65	70	74	77
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	44	46	45	45	47	49	52	53	55	57	57
94-96	Autres activités de services	100	100	100	101	102	105	110	113	114	114	113
97-98	Acti. des ménages en tant qu'employ. et prod.	61	57	60	55	57	54	53	52	62	68	54

T14 Hommes et femmes actifs occupés selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2005-2010

SPA0

Moyennes annuelles en milliers		Hommes						Femmes					
Sections et divisions économiques NOGA		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2005	2006	2007	2008	2009	2010
01-98	Total	2347	2396	2461	2496	2497	2523	1888	1932	1979	2040	2071	2065
01-03	Secteur primaire	103	104	107	107	102	106	48	48	50	52	51	52
05-43	Secteur secondaire	771	795	823	823	809	816	226	232	231	238	235	230
05-09	Industries extractives	4	4	4	4	4	4	1	1	1	1	1	1
10-33	Industrie manufacturière	473	486	503	505	493	490	185	190	190	196	191	186
10-12	Industries alimentaires et du tabac	42	41	42	42	43	43	23	24	23	24	25	24
13-15	Industries du textile et de l'habillement	8	8	8	7	7	7	12	11	11	11	10	9
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	64	64	64	63	60	60	21	21	20	19	20	20
19-20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	26	26	26	26	25	25	9	9	9	9	9	9
21	Industrie pharmaceutique	19	20	21	21	21	22	12	13	13	14	14	15
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	33	34	34	33	32	33	11	11	11	11	10	10
24-25	Fabrication de produits métalliques	80	84	87	88	84	83	19	20	20	21	20	20
26	F. de prod. inform. et électro.	54	58	62	65	65	65	35	38	39	42	40	38
27	Fabrication d'équipements électriques	23	23	24	27	28	28	11	11	11	11	11	10
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	76	79	81	80	76	73	15	15	15	15	14	14
29-30	Fabrication de matériels de transport	11	11	13	13	13	14	2	2	2	2	2	2
31-33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	37	38	39	39	38	38	15	16	16	16	16	16
35	Production et distribution d'énergie	19	20	20	20	20	21	4	4	4	4	4	5
36-39	Prod. et distr. d'eau; Gestion des déchets	12	12	13	13	13	13	2	2	2	2	2	2
41-43	Construction	263	272	283	281	279	288	33	35	34	35	36	37
41-42	Construction de bâtiments et génie civil	95	97	100	99	98	102	9	9	9	9	9	9
43	Travaux de construction spécialisés	168	175	182	182	181	186	25	26	25	26	28	28
45-98	Secteur tertiaire	1472	1497	1531	1566	1586	1601	1614	1652	1698	1749	1786	1783
45-47	Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	324	322	327	332	332	338	333	336	345	347	346	342
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	72	73	72	73	73	74	16	17	17	17	18	18
46	Commerce de gros	134	136	140	141	141	144	75	76	79	83	82	81
47	Commerce de détail	118	113	115	119	118	119	242	242	248	247	247	244
49-53	Transports et entreposage	159	162	165	167	167	167	66	65	66	68	66	65
49	Transports terrestres et transp. par conduites	84	87	89	91	91	92	15	16	16	17	17	17
50-51	Transports par eau, transports aériens	7	6	7	7	7	8	5	5	5	5	6	6
52	Entreposage et services aux. des transports	37	37	38	39	39	39	16	15	15	17	17	16
53	Activités de poste et de courrier	32	31	31	30	29	29	29	29	29	29	27	26
55-56	Hébergement et restauration	104	103	104	109	110	113	138	142	142	146	144	142
55	Hébergement	34	34	34	35	36	37	46	47	48	49	48	48
56	Restauration	70	70	70	73	74	76	92	95	95	97	95	95
58-63	Information et communication	90	94	96	98	99	98	40	40	40	40	40	40
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	20	20	20	20	20	19	16	16	16	16	15	14
61	Télécommunications	18	18	18	17	17	16	9	8	8	8	7	7
62-63	Activités informat. et services d'information	52	55	58	61	62	63	16	16	16	17	18	18
64-66	Activités financières et d'assurance	129	131	137	141	145	145	96	97	101	103	105	105
64	Activités des services financiers	75	77	82	83	85	86	55	55	58	59	60	59
65	Assurance	33	32	31	31	31	31	28	28	28	28	28	27
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	20	22	24	27	28	28	13	14	15	16	17	18
68	Activités immobilières	12	13	14	16	17	16	16	18	19	20	21	23
69-75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	172	178	184	192	195	197	115	121	127	133	139	145
69	Activités juridiques et comptables	30	30	31	32	32	32	33	34	35	36	38	40
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	37	39	42	45	46	46	25	27	29	31	33	34
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	69	71	74	77	78	81	25	27	28	30	32	33
72	Recherche-développement scientifique	11	12	12	12	13	13	7	7	8	8	9	9
73-75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	25	25	25	26	25	25	25	25	26	27	28	28
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	85	89	93	99	101	101	70	74	79	83	86	85
77,79-82	Acti. de services administratifs et de soutien	80	83	87	91	94	93	66	69	74	78	80	79
78	Activités liées à l'emploi	5	6	7	7	7	7	4	4	5	6	6	6
84	Administration publique	99	103	104	100	100	103	69	71	75	75	76	81
85	Enseignement	115	114	116	117	119	121	162	168	171	178	184	181
86-88	Santé humaine et action sociale	114	117	118	122	126	129	371	379	387	401	415	423
86	Activités pour la santé humaine	64	65	66	67	68	70	210	213	216	222	230	236
87	Hébergement médico-social et social	31	33	33	34	36	37	121	124	126	130	133	132
88	Action sociale sans hébergement	18	19	20	21	22	22	40	42	45	49	52	55
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	24	26	26	27	27	27	25	27	27	28	29	30
94-96	Autres activités de services	37	39	39	39	39	38	68	71	74	75	75	75
97-98	Acti. des ménages en tant qu'employ. et prod.	9	7	7	9	10	8	45	46	45	53	58	46

T15 Taux d'activité¹⁾ selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2000-2010**ESPA**

Taux en pour cent; 2 ^e trimestre	Total										
Pop. résidente permanente	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^f	2010
Total											
0-99 ans	55,6	56,1	56,3	56,5	56,2	56,1	56,6	57,0	57,6	57,8	57,5
15+ ans	67,4	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7
15-64 ans	80,5	81,2	81,3	81,3	81,0	80,9	81,2	81,6	82,3	82,5	82,2
15-24 ans	68,3	67,8	69,3	69,4	67,1	65,7	68,6	67,4	67,1	67,3	66,5
25-39 ans	87,5	87,6	88,2	88,2	88,2	88,3	88,4	88,7	89,9	89,7	89,5
40-54 ans	87,2	88,1	88,4	88,0	88,2	88,6	88,3	89,0	89,6	90,3	89,6
55-64 ans	65,1	68,2	65,9	67,4	67,4	67,6	67,7	69,3	70,2	70,2	70,7
65+ ans	9,5	9,3	8,8	9,4	8,2	7,5	8,2	8,8	9,5	10,0	9,8
Hommes											
0-99 ans	63,5	63,3	63,1	63,3	62,8	62,3	62,7	63,2	63,2	63,3	63,4
15+ ans	77,8	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2
15-64 ans	89,4	89,2	88,7	88,5	88,0	87,4	87,8	88,2	88,0	87,3	88,0
15-24 ans	70,5	68,6	70,4	70,4	68,1	66,6	70,2	70,2	68,1	66,1	68,3
25-39 ans	96,4	96,0	96,2	96,0	96,1	96,0	96,2	96,3	96,5	96,1	95,7
40-54 ans	97,0	96,5	95,7	95,2	95,2	95,3	94,8	95,4	95,4	95,9	95,6
55-64 ans	79,3	82,5	78,9	79,7	79,1	77,8	77,1	78,4	78,9	79,5	80,6
65+ ans	14,3	13,9	12,7	14,6	12,8	11,2	12,1	13,2	13,5	14,5	14,1
Femmes											
0-99 ans	48,1	49,2	49,8	50,0	49,8	50,2	50,7	50,9	52,2	52,6	51,8
15+ ans	57,6	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6
15-64 ans	71,6	73,2	73,9	74,1	73,9	74,3	74,7	75,0	76,6	78,3	77,2
15-24 ans	66,0	66,9	68,1	68,3	66,0	64,7	67,0	64,5	66,1	68,5	69,1
25-39 ans	78,6	79,3	80,2	80,4	80,4	80,7	80,7	81,2	83,4	83,2	82,9
40-54 ans	77,3	79,7	81,0	80,7	81,1	81,8	81,7	82,5	83,8	84,5	84,0
55-64 ans	51,3	54,5	53,2	55,4	56,0	57,7	58,6	60,3	61,6	61,0	60,0
65+ ans	6,2	6,1	6,2	5,8	5,0	4,9	5,5	5,7	6,6	6,7	6,4
Suisses											
0-99 ans	54,8	54,8	55,2	55,5	55,3	55,1	55,6	56,0	56,5	56,5	56,2
15+ ans	65,8	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0
15-64 ans	81,1	81,1	81,5	81,6	81,4	81,3	81,7	82,1	82,8	82,8	82,5
15-24 ans	70,2	67,8	68,4	68,4	66,4	64,8	68,5	67,0	66,8	66,9	66,5
25-39 ans	88,4	87,9	89,2	89,1	89,3	89,7	89,4	89,8	91,3	90,9	90,5
40-54 ans	87,8	88,5	89,3	89,2	89,8	90,0	89,8	90,4	91,0	91,7	91,2
55-64 ans	65,2	67,8	66,3	68,1	68,2	68,6	68,6	70,4	71,1	70,7	71,5
65+ ans	9,3	8,9	8,9	9,5	8,2	7,5	8,2	8,9	9,5	10,2	10,1
Etrangers											
0-99 ans	58,9	61,2	60,7	60,5	59,8	59,8	60,2	60,6	61,7	62,7	62,3
15+ ans	74,0	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2
15-64 ans	78,4	81,5	80,6	80,3	79,3	79,3	79,5	80,0	80,9	81,7	81,1
15-24 ans	61,5	67,8	72,3	72,8	69,6	69,0	68,9	68,7	68,2	68,7	66,3
25-39 ans	85,1	86,8	85,7	85,9	85,6	85,0	85,9	86,2	86,9	87,2	87,6
40-54 ans	84,8	86,6	84,9	83,1	82,4	83,4	82,7	83,9	84,7	85,4	84,4
55-64 ans	64,4	70,5	63,9	63,8	62,8	62,4	63,0	62,6	64,9	67,3	66,3
65+ ans	(12,1)	(13,3)	7,7	8,3	8,2	7,3	8,8	8,3	9,3	8,5	7,6

1) Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées et les personnes sans emploi selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidente permanente selon la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

**T16 Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le taux d'occupation
situation dans la profession, 2000-2010**

ESPA

2e trimestre											
Pop. résidente permanente	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux d'occupation: Total											
Moins de 20%	141	165	154	146	139	131	140	144	143	141	157
20-49%	313	328	352	349	351	360	384	379	399	395	388
50-69%	326	343	349	348	365	366	377	398	413	431	432
70-89%	216	255	247	264	279	279	288	305	324	325	357
90-100%	2735	2726	2744	2714	2700	2710	2742	2781	2819	2827	2814
Sans indication/ne sait pas	148	122	118	142	126	129	120	115	132	148	134
Total	3879	3938	3965	3963	3959	3974	4051	4122	4229	4268	4282
Taux d'occupation: Hommes											
Moins de 20%	32	36	28	29	26	28	31	37	32	35	37
20-49%	47	56	55	51	50	50	64	53	61	57	68
50-69%	56	63	59	63	70	62	69	76	80	86	84
70-89%	51	59	56	62	65	68	75	76	91	88	96
90-100%	1945	1945	1948	1937	1931	1932	1946	1986	1992	2003	2011
Sans indication/ne sait pas	41	31	28	36	32	33	29	31	34	35	37
Total	2172	2190	2175	2177	2173	2172	2214	2259	2289	2304	2334
Taux d'occupation: Femmes											
Moins de 20%	109	129	126	117	112	104	110	107	111	106	120
20-49%	266	272	297	298	301	311	320	326	338	338	319
50-69%	270	279	289	285	295	303	308	321	333	346	347
70-89%	165	196	192	202	214	211	213	229	233	238	261
90-100%	790	781	796	777	769	778	796	796	826	824	803
Sans indication/ne sait pas	107	92	91	107	94	96	91	84	98	113	97
Total	1707	1748	1790	1786	1786	1802	1837	1863	1940	1964	1948
Taux d'occupation: Suisses											
Moins de 20%	126	146	136	131	126	117	125	129	129	126	141
20-49%	280	281	308	308	305	314	335	329	346	339	334
50-69%	271	276	292	292	306	305	313	332	347	360	364
70-89%	181	215	210	222	234	232	242	254	270	269	300
90-100%	2113	2085	2090	2078	2072	2074	2091	2110	2104	2090	2063
Sans indication/ne sait pas	127	103	98	117	98	102	95	92	106	119	104
Total	3098	3107	3136	3149	3142	3144	3201	3246	3302	3304	3305
Taux d'occupation: Etrangers											
Moins de 20%	15	19	17	15	12	14	15	15	13	15	16
20-49%	33	47	44	40	45	46	49	50	53	56	54
50-69%	55	67	57	56	59	60	64	65	66	71	68
70-89%	35	39	37	42	45	47	46	51	54	56	57
90-100%	622	640	654	636	628	636	651	671	715	736	751
Sans indication/ne sait pas	21	19	20	26	28	27	25	23	26	29	30
Total	781	831	829	814	817	830	850	876	927	964	977

T17 Emplois selon les secteurs et divisions économiques, 2006-2008

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre		Emplois											
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Divisions économiques NOGA		2006	2006	2006	2006	2007	2007	2007	2007	2008	2008	2008	2008
5-96	Total	3 737	3 755	3 815	3 831	3 852	3 895	3 943	3 963	3 989	4 022	4 017	4 030
5-43	Secteur secondaire	971	991	1 012	1 007	1 011	1 028	1 043	1 040	1 043	1 055	1 062	1 046
5-9	Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
10-33	Industrie manufacturière	643	652	664	668	671	678	685	686	691	699	703	697
10-12	Industries alimentaires et du tabac	61	63	64	65	65	65	65	65	66	66	65	66
13-15	Industries du textile et de l'habillement	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	80	80	81	80	81	80	81	81	80	80	81	79
19-20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	34	35	35	35	35	35	35	35	35	35	35	35
21	Industrie pharmaceutique	32	33	33	33	33	34	34	34	34	35	36	36
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	43	43	44	44	45	44	44	44	44	44	44	43
24-25	Fabrication de produits métalliques	99	100	103	103	103	105	106	106	108	108	108	107
26	F. de prod. inform. et électro.	90	93	96	97	98	100	102	104	106	108	110	110
27	Fabrication d'équipements électriques	32	32	33	34	34	34	35	36	37	39	41	40
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	92	92	93	94	94	95	95	94	94	95	95	94
29-30	Fabrication de matériels de transport	12	13	13	14	14	14	14	15	15	15	15	15
31-33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	51	50	52	53	53	53	54	54	55	55	55	55
35	Production et distribution d'énergie	22	23	23	23	23	24	24	24	23	23	23	23
36-39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	14	14	14	14	14	14	15	15	15	15	15	15
41-43	Construction	287	298	305	297	298	307	314	310	308	312	315	306
41-42	Construction de bâtiments et génie civil	99	103	105	102	102	105	108	106	105	106	107	104
43	Travaux de construction spécialisés	187	195	200	195	195	202	207	204	203	206	208	202
45-96	Secteur tertiaire	2 767	2 765	2 803	2 824	2 841	2 867	2 901	2 924	2 946	2 967	2 955	2 984
45-47	Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	593	593	597	607	605	610	618	626	623	621	621	628
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	83	82	82	82	82	81	82	82	82	82	83	83
46	Commerce de gros	192	194	196	197	197	202	204	207	206	208	205	206
47	Commerce de détail	318	316	319	328	326	327	331	338	335	331	332	339
49-53	Transport et entreposage	209	206	209	213	213	211	212	215	218	217	217	219
49	Transports terrestres et transp. par conduites	96	93	94	97	98	96	96	100	101	99	98	101
50-51	Transports par eau, transports aériens	10	11	11	11	11	11	11	11	11	12	12	12
52	Entreposage et services aux. des transports	48	48	48	49	49	49	50	50	51	52	52	52
53	Activités de poste et de courrier	55	55	55	55	55	54	55	54	54	54	54	54
55-56	Hébergement et restauration	226	224	221	219	219	227	230	232	233	238	234	234
55	Hébergement	75	74	73	72	72	75	76	77	77	79	77	78
56	Restauration	152	150	148	147	146	152	154	155	156	159	156	157
58-63	Information et communication	121	121	121	123	123	124	125	125	127	128	126	127
58-60	Edition, audiovisuel et diffusion	32	31	31	31	32	31	31	31	31	31	31	31
61	Télécommunications	24	24	24	24	24	23	23	23	23	23	23	23
62-63	Activités informat. et services d'information	65	66	66	68	67	69	70	71	73	74	72	73
64-66	Activités financières et d'assurance	206	208	213	215	220	220	223	224	226	227	229	230
64	Activités des services financiers	119	121	125	126	129	130	131	131	132	133	134	135
65	Assurance	55	55	55	55	56	54	55	55	55	55	55	55
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	32	32	33	34	35	36	38	39	40	40	40	40
68	Activités immobilières	23	24	25	25	25	26	26	27	27	28	29	29
69-75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	268	267	276	274	279	282	288	288	293	299	299	299
69	Activités juridiques et comptables	58	57	59	59	59	60	61	61	62	63	63	63
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	59	59	62	62	63	64	66	67	69	71	71	71
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	88	87	91	90	91	92	94	95	96	98	98	98
72	Recherche-développement scientifique	18	18	19	19	19	20	19	18	19	19	20	20
73-75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	45	45	46	45	46	46	47	47	47	48	48	48
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	145	145	150	151	153	156	159	161	164	168	168	169
77+79-82	Activités de services administratifs (sans 78)	135	136	140	141	143	145	148	150	152	156	156	157
78	Activités liées à l'emploi	9	9	10	10	10	10	11	11	12	12	12	12
84	Administration publique	156	154	157	160	163	165	162	158	160	160	158	157
85	Enseignement	246	245	248	250	250	250	253	260	261	261	254	263
86-88	Santé humaine et action sociale	442	445	450	452	453	458	463	466	471	478	479	486
86	Activités pour la santé humaine	248	250	252	253	252	255	257	258	261	264	264	268
87	Hébergement médico-social et social	139	140	142	143	143	145	146	147	149	151	151	153
88	Action sociale sans hébergement	54	55	56	57	57	59	60	61	62	64	64	65
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	44	43	44	44	45	45	46	46	47	47	47	47
94-96	Autres activités de services	89	90	91	92	93	94	94	95	96	96	94	95

T18 Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2009-2010

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre		Emplois								Part de femmes en % 4e trim. 2010	Part de temps partiel en % 4e trim. 2010
Sections et divisions économiques NOGA		I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010		
5-96	Total	4 028	4 018	4 041	4 037	4 044	4 055	4 080	4 085	44,5	32,5
5-43	Secteur secondaire	1 036	1 034	1 036	1 021	1 019	1 029	1 040	1 035	22,2	12,6
5-9	Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	11,5	10,3
10-33	Industrie manufacturière	689	679	674	667	665	665	671	673	28,0	13,7
10-12	Industries alimentaires et du tabac	66	67	68	67	66	66	67	67	36,5	19,7
13-15	Industries du textile et de l'habillement	18	16	16	16	16	16	16	16	58,5	24,0
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	78	77	77	77	76	76	77	77	24,0	17,6
19-20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	34	34	34	33	34	33	33	33	26,3	11,0
21	Industrie pharmaceutique	35	36	36	36	37	37	37	38	40,9	12,7
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	43	42	42	42	42	42	43	42	23,5	10,9
24-25	Fabrication de produits métalliques	105	102	101	100	99	99	101	101	18,8	12,6
26	F. de prod. inform. et électro.	108	106	104	103	102	103	104	106	38,4	11,9
27	Fabrication d'équipements électriques	40	39	38	38	38	38	38	37	27,9	10,6
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	92	90	89	87	86	85	86	86	15,8	9,7
29-30	Fabrication de matériels de transport	15	15	15	15	16	15	16	16	12,9	7,2
31-33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	55	54	54	54	54	54	55	55	30,4	17,5
35	Production et distribution d'énergie	24	24	25	25	25	26	26	26	17,7	11,3
36-39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	15	15	15	15	15	14	15	15	13,3	16,4
41-43	Construction	305	311	318	310	310	319	323	317	11,0	10,4
41-42	Construction de bâtiments et génie civil	103	106	109	106	106	109	111	106	7,6	7,0
43	Travaux de construction spécialisés	201	205	210	204	204	209	213	211	12,7	12,1
45-96	Secteur tertiaire	2 992	2 985	3 004	3 016	3 026	3 026	3 041	3 050	52,1	39,2
45-47	Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	622	616	619	624	623	623	628	632	50,7	31,7
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	83	82	83	84	83	84	85	84	18,6	15,0
46	Commerce de gros	207	204	204	204	207	209	210	212	36,5	21,4
47	Commerce de détail	333	330	332	337	333	330	333	336	67,6	42,3
49-53	Transport et entreposage	219	213	213	213	215	213	214	217	27,7	28,3
49	Transports terrestres et transp. par conduites	101	98	98	101	102	99	100	103	15,7	20,4
50-51	Transports par eau, transports aériens	12	12	12	12	12	13	13	12	43,5	30,3
52	Entreposage et services aux. des transports	52	51	51	50	50	50	51	51	29,0	20,2
53	Activités de poste et de courrier	54	51	52	51	50	51	51	51	47,0	52,1
55-56	Hébergement et restauration	231	231	233	234	236	235	233	232	55,5	36,3
55	Hébergement	77	77	78	78	79	79	77	78	55,8	22,7
56	Restauration	154	155	155	156	157	156	156	153	55,3	43,2
58-63	Information et communication	127	126	128	126	126	126	127	127	28,6	24,2
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	31	31	31	30	30	30	30	30	43,0	39,6
61	Télécommunications	22	22	22	22	22	22	22	22	29,9	14,7
62-63	Activités informat. et services d'information	74	73	75	74	75	74	75	76	22,5	20,8
64-66	Activités financières et d'assurance	233	231	233	232	231	230	233	233	42,5	19,9
64	Activités des services financiers	136	134	136	135	135	135	136	136	41,4	18,7
65	Assurance	55	55	55	55	54	54	54	54	47,4	20,9
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	41	42	42	42	41	41	42	42	39,7	22,3
68	Activités immobilières	30	30	30	30	30	30	30	30	54,4	41,8
69-75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	302	304	306	306	308	310	311	311	42,2	29,4
69	Activités juridiques et comptables	63	63	64	63	64	64	64	64	54,4	34,7
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	71	72	72	72	73	74	74	73	43,0	23,4
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	99	100	101	101	102	104	105	106	28,9	25,3
72	Recherche-développement scientifique	20	21	21	21	21	21	21	21	40,8	21,5
73-75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	48	48	48	48	48	48	47	47	54,7	44,4
77-82	Acti. de services administratifs et de soutien	171	171	170	169	170	171	171	169	46,5	49,5
77+79-82	Activités de services administratifs (sans 78)	159	159	159	158	159	159	160	158	46,5	50,9
78	Activités liées à l'emploi	12	12	12	12	11	11	11	11	46,8	29,9
84	Administration publique	159	160	163	165	167	167	169	169	44,3	29,7
85	Enseignement	267	265	267	272	270	269	270	276	59,9	62,3
86-88	Santé humaine et action sociale	489	492	497	500	504	507	509	510	76,8	57,1
86	Activités pour la santé humaine	270	272	275	277	279	281	282	283	77,3	53,0
87	Hébergement médico-social et social	154	154	156	156	158	158	159	159	78,1	62,0
88	Action sociale sans hébergement	66	66	66	67	67	68	68	68	71,5	62,5
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	47	49	49	49	49	50	49	47	50,9	53,9
94-96	Autres activités de services	95	96	96	95	97	96	97	96	64,9	47,9

T19 Emplois selon les grandes régions et les secteurs économiques, 2006-2010

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Grandes régions et secteurs économiques												
5-96 Secteurs secondaire et tertiaire												
Suisse	3737	3755	3815	3831	3852	3895	3943	3963	3989	4022	4017	4030
Région lémanique	673	676	686	688	696	701	710	718	725	729	731	735
Espace Mittelland	808	811	816	824	823	834	838	841	843	854	853	851
Suisse du Nord-ouest	520	522	532	531	533	540	548	549	553	555	557	558
Zurich	736	738	752	754	758	765	777	782	792	799	799	804
Suisse orientale	498	497	509	514	518	517	523	528	529	531	526	532
Suisse centrale	342	348	354	356	356	364	371	371	371	376	372	373
Tessin	161	164	166	165	168	173	175	174	176	178	178	175
5-43 Secteur secondaire												
Suisse	971	991	1012	1007	1011	1028	1043	1040	1043	1055	1062	1046
Région lémanique	129	134	137	136	136	140	143	141	142	146	147	144
Espace Mittelland	233	237	243	244	245	247	250	251	253	256	258	254
Suisse du Nord-ouest	159	161	164	164	164	166	168	168	168	169	171	169
Zurich	137	138	140	140	139	140	143	142	144	143	143	142
Suisse orientale	167	173	177	174	175	180	183	181	181	184	185	181
Suisse centrale	102	104	105	105	106	106	108	108	108	108	109	108
Tessin	44	44	45	45	46	47	48	48	48	48	48	48
45-96 Secteur tertiaire												
Suisse	2767	2765	2803	2824	2841	2867	2901	2924	2946	2967	2955	2984
Région lémanique	544	541	549	551	560	561	568	577	584	583	584	590
Espace Mittelland	575	574	573	580	578	588	588	590	590	599	594	598
Suisse du Nord-ouest	361	361	368	367	370	374	380	382	385	385	386	389
Zurich	599	600	612	615	619	626	635	640	648	656	656	663
Suisse orientale	331	324	332	340	342	337	340	347	348	347	342	351
Suisse centrale	239	245	249	251	250	257	262	264	264	268	263	265
Tessin	117	120	121	120	122	126	127	125	128	130	130	128

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois								Part des femmes en %, 4e trim. 2010	Part du temps partiel en %, 4e trim. 2010
	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010		
Grandes régions et secteurs économiques										
5-96 Secteurs secondaire et tertiaire										
Suisse	4028	4018	4041	4037	4044	4055	4080	4085	44,5	32,5
Région lémanique	739	737	738	742	743	742	744	750	45,0	30,1
Espace Mittelland	848	849	851	848	848	851	856	857	45,7	35,3
Suisse du Nord-ouest	557	555	561	560	563	563	564	563	44,0	32,4
Zurich	807	803	807	805	804	807	814	814	43,9	33,7
Suisse orientale	529	526	529	532	532	533	538	540	44,2	31,4
Suisse centrale	373	371	378	375	378	380	384	383	44,8	33,0
Tessin	176	177	178	175	177	179	180	178	41,9	25,5
5-43 Secteur secondaire										
Suisse	1036	1034	1036	1021	1019	1029	1040	1035	22,2	12,6
Région lémanique	143	143	143	141	141	142	144	144	20,2	10,1
Espace Mittelland	250	247	246	243	241	242	244	245	23,9	13,6
Suisse du Nord-ouest	169	170	171	170	170	171	171	169	23,0	12,2
Zurich	142	142	142	141	140	141	143	142	21,3	14,6
Suisse orientale	177	178	179	174	174	179	182	180	22,6	12,8
Suisse centrale	108	107	108	108	108	108	109	109	20,3	13,7
Tessin	47	46	46	45	45	46	46	47	22,9	7,1
45-96 Secteur tertiaire										
Suisse	2992	2985	3004	3016	3026	3026	3041	3050	52,1	39,2
Région lémanique	596	594	595	601	603	600	601	607	50,8	34,8
Espace Mittelland	599	601	605	606	607	608	612	612	54,4	43,9
Suisse du Nord-ouest	387	385	390	390	393	392	393	394	53,0	41,1
Zurich	665	661	664	664	663	666	671	672	48,7	37,7
Suisse orientale	351	348	349	358	358	355	355	360	55,0	40,7
Suisse centrale	265	265	270	268	271	272	274	274	54,7	40,7
Tessin	128	131	132	130	132	134	134	131	48,7	32,0

T20 Volume annuel effectif de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 1999-2008

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Total									
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	5770	5733	5681	5631	5614	5725	5735	5792	5867	5971
Temps partiel (moins de 90%)	1070	1155	1159	1169	1216	1249	1269	1319	1383	1411
dont										
Temps partiel I (50-89%)	737	805	805	816	859	879	893	932	979	999
Temps partiel II (moins de 50%)	333	350	353	353	357	370	376	387	403	411
Total	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	426	403	386	376	363	365	358	378	384	352
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1316	1349	1326	1260	1216	1235	1258	1271	1297	1308
F 45 Construction	524	526	526	519	516	528	535	539	540	550
G 50-52 Commerce et réparations	1099	1061	1051	1040	1056	1077	1057	1053	1057	1066
H 55 Hôtellerie et restauration	434	426	393	388	396	401	407	400	411	415
I 60-64 Transports et communications	455	467	451	457	459	459	458	456	458	466
J 65-67 Activités financières; assurances	368	362	378	387	386	388	381	394	408	417
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	693	755	781	787	796	820	835	865	909	957
L 75 Administration publique	276	278	274	283	310	318	316	337	329	330
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	603	616	615	635	652	685	695	706	719	755
O 90-93 Services collectifs et personnels	250	257	259	261	268	276	277	289	299	302
P 95 Services domestiques	49	46	48	43	44	44	45	45	54	63
A-P 01-95 Total	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	426	403	386	376	363	365	358	378	384	352
C-F 10-45 Secteur secondaire	1840	1874	1852	1779	1733	1763	1793	1810	1836	1859
G-P 50-95 Secteur tertiaire	4573	4611	4602	4645	4735	4847	4853	4923	5030	5171
A-P 01-95 Total	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382
Statut d'activité										
Indépendants	966	963	900	852	830	834	809	826	840	799
Collaborateurs familiaux	122	114	119	111	95	94	107	113	99	100
Salariés	5507	5560	5561	5582	5659	5790	5822	5901	6037	6189
Apprentis	245	251	259	255	247	255	266	271	275	293
Total	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382
Grandes régions										
Région lémanique	1193	1199	1211	1215	1228	1244	1277	1301	1339	1385
Espace Mittelland	1526	1538	1506	1493	1492	1517	1516	1527	1541	1555
Suisse du Nord-ouest	959	970	944	933	939	953	962	970	991	1008
Zurich	1268	1272	1294	1306	1324	1344	1338	1367	1389	1440
Suisse orientale	971	954	947	941	942	965	956	977	995	993
Suisse centrale	621	631	629	608	608	645	647	658	672	667
Tessin	302	324	309	303	297	305	308	312	323	335
Total	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T21 Volume annuel effectif de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2004-2008

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Hommes					Femmes				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	4183	4173	4217	4272	4331	1542	1562	1575	1596	1640
Temps partiel (moins de 90%)	273	290	306	332	339	976	979	1014	1050	1072
dont										
Temps partiel I (50-89%)	197	210	222	244	251	682	683	710	735	748
Temps partiel II (moins de 50%)	75	80	83	88	87	294	296	304	315	324
Total	4455	4463	4523	4604	4669	2519	2542	2589	2646	2712
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	274	272	291	300	277	91	86	87	84	75
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	962	973	982	1000	1004	273	285	290	297	304
F 45 Construction	489	496	501	504	510	39	39	37	36	40
G 50-52 Commerce et réparations	628	623	606	608	621	449	433	446	449	445
H 55 Hôtellerie et restauration	201	196	195	197	213	200	211	205	214	202
I 60-64 Transports et communications	344	345	347	347	353	115	113	110	112	113
J 65-67 Activités financières; assurances	242	237	249	260	263	145	144	145	148	154
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	554	566	585	617	643	266	269	280	292	314
L 75 Administration publique	203	203	215	208	203	115	114	122	121	126
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	208	205	205	209	216	476	489	501	511	539
O 90-93 Services collectifs et personnels	146	147	155	159	162	130	130	134	140	140
P 95 Services domestiques	11	10	9	14	13	32	34	35	40	50
A-P 01-95 Total	4455	4463	4523	4604	4669	2519	2542	2589	2646	2712
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	274	272	291	300	277	91	86	87	84	75
C-F 10-45 Secteur secondaire	1451	1469	1483	1503	1514	312	324	327	333	345
G-P 50-95 Secteur tertiaire	2731	2721	2748	2801	2878	2116	2132	2175	2229	2293
A-P 01-95 Total	4455	4463	4523	4604	4669	2519	2542	2589	2646	2712
Statut d'activité										
Indépendants	601	589	587	600	570	234	219	239	240	229
Collaborateurs familiaux	43	49	53	48	54	51	58	61	50	46
Salariés	3664	3673	3725	3791	3874	2127	2149	2175	2245	2316
Apprentis	148	152	157	164	172	108	115	114	111	122
Total	4455	4463	4523	4604	4669	2519	2542	2589	2646	2712
Grandes régions										
Région lémanique	784	804	812	834	859	460	472	488	505	526
Espace Mittelland	968	962	968	979	980	549	555	558	562	575
Suisse du Nord-ouest	613	620	624	637	642	340	342	345	354	366
Zurich	858	850	865	874	903	486	488	502	515	537
Suisse orientale	625	622	632	643	646	340	335	345	352	346
Suisse centrale	413	409	423	432	428	232	238	235	240	239
Tessin	195	196	198	204	211	110	112	114	119	123
Total	4455	4463	4523	4604	4669	2519	2542	2589	2646	2712

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T22 Volume annuel effectif de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et les secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2004-2008

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Suisses					Etrangers				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	4137	4107	4109	4109	4139	1588	1629	1683	1759	1832
Temps partiel (moins de 90%)	1014	1030	1070	1123	1135	235	239	250	260	276
dont										
Temps partiel I (50-89%)	704	717	749	787	796	176	176	184	192	204
Temps partiel II (moins de 50%)	310	313	321	336	339	59	63	66	68	72
Total	5150	5136	5179	5232	5274	1824	1868	1932	2018	2108
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	336	328	348	353	321	29	30	31	31	31
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	822	841	843	842	843	414	417	429	454	465
F 45 Construction	335	342	345	333	333	192	193	194	207	218
G 50-52 Commerce et réparations	797	776	762	761	760	280	281	291	296	306
H 55 Hôtellerie et restauration	189	198	194	199	202	212	209	206	212	213
I 60-64 Transports et communications	369	363	355	353	355	90	95	101	106	111
J 65-67 Activités financières; assurances	316	307	313	323	325	72	74	81	85	92
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	615	603	613	638	661	205	232	252	271	296
L 75 Administration publique	293	289	308	300	299	26	27	29	29	31
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	522	527	535	545	573	163	168	171	175	183
O 90-93 Services collectifs et personnels	211	213	220	226	226	65	64	68	73	76
P 95 Services domestiques	28	28	25	34	41	15	17	20	20	22
A-P 01-95 Total	5150	5136	5179	5232	5274	1824	1868	1932	2018	2108
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	336	328	348	353	321	29	30	31	31	31
C-F 10-45 Secteur secondaire	1157	1184	1187	1175	1176	606	610	623	661	683
G-P 50-95 Secteur tertiaire	3658	3625	3644	3704	3777	1189	1228	1279	1326	1394
A-P 01-95 Total	5150	5136	5179	5232	5274	1824	1868	1932	2018	2108
Statut d'activité										
Indépendants	757	732	746	754	707	77	76	80	86	92
Collaborateurs familiaux	87	97	104	92	90	7	10	9	7	10
Salariés	4094	4085	4104	4157	4233	1696	1737	1796	1880	1957
Apprentis	212	221	225	229	244	43	45	47	45	49
Total	5150	5136	5179	5232	5274	1824	1868	1932	2018	2108
Grandes régions										
Région lémanique	779	792	794	817	830	465	485	507	522	554
Espace Mittelland	1251	1248	1252	1253	1252	266	269	275	288	302
Suisse du Nord-ouest	658	659	653	665	672	295	303	317	326	336
Zurich	1023	1011	1032	1037	1072	321	327	334	351	368
Suisse orientale	731	723	737	740	735	234	233	241	255	258
Suisse centrale	535	535	543	547	533	110	112	115	125	133
Tessin	172	169	169	173	179	133	139	144	151	155
Total	5150	5136	5179	5232	5274	1824	1868	1932	2018	2108

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T23 Durée annuelle effective de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 1999-2008

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Total									
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	1992	1976	1944	1928	1931	1967	1956	1935	1927	1930
Temps partiel (moins de 90%)	814	827	812	804	821	837	834	834	834	825
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1252	1263	1235	1225	1229	1249	1247	1246	1244	1237
Temps partiel II (moins de 50%)	459	461	456	448	456	469	467	465	464	456
Total	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542	1537
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2166	2144	2157	2083	2077	2153	2153	2148	2077	1939
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1757	1754	1714	1693	1687	1735	1729	1709	1705	1697
F 45 Construction	1766	1749	1736	1750	1763	1806	1788	1754	1741	1747
G 50-52 Commerce et réparations	1645	1626	1601	1578	1578	1606	1593	1561	1545	1556
H 55 Hôtellerie et restauration	1730	1687	1591	1568	1586	1612	1600	1571	1546	1577
I 60-64 Transports et communications	1685	1659	1613	1619	1620	1634	1628	1608	1617	1606
J 65-67 Activités financières; assurances	1798	1718	1690	1690	1709	1748	1739	1723	1729	1735
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1613	1604	1575	1551	1559	1589	1560	1544	1541	1551
L 75 Administration publique	1563	1578	1530	1509	1535	1527	1528	1508	1467	1468
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	1383	1369	1352	1340	1338	1365	1370	1357	1343	1355
O 90-93 Services collectifs et personnels	1314	1300	1291	1282	1292	1293	1272	1268	1258	1260
P 95 Services domestiques	693	634	671	676	678	684	686	700	740	731
A-P 01-95 Total	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542	1537
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2166	2144	2157	2083	2077	2153	2153	2148	2077	1939
C-F 10-45 Secteur secondaire	1760	1752	1720	1709	1709	1756	1746	1722	1716	1711
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1541	1517	1488	1473	1479	1501	1489	1470	1459	1462
A-P 01-95 Total	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542	1537
Statut d'activité										
Indépendants	2002	2036	1974	1913	1912	1976	1920	1876	1859	1819
Collaborateurs familiaux	1129	1036	1083	1059	1008	1038	1101	1099	1022	978
Salariés	1597	1571	1545	1533	1537	1561	1554	1537	1525	1526
Apprentis	1423	1424	1406	1393	1378	1416	1422	1407	1403	1413
Total	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542	1537
Grandes régions										
Région lémanique	1640	1616	1597	1591	1595	1612	1614	1590	1574	1577
Espace Mittelland	1601	1576	1555	1533	1536	1564	1557	1544	1529	1506
Suisse du Nord-ouest	1604	1601	1566	1536	1533	1560	1546	1533	1528	1534
Zurich	1614	1588	1544	1538	1546	1577	1561	1539	1530	1531
Suisse orientale	1682	1656	1602	1586	1584	1611	1599	1583	1560	1547
Suisse centrale	1589	1575	1585	1538	1539	1583	1554	1526	1516	1512
Tessin	1687	1652	1595	1587	1573	1601	1590	1566	1564	1574
Total	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542	1537

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T24 Durée annuelle effective de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2004-2008

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Hommes					Femmes				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	2003	1991	1965	1962	1970	1877	1870	1859	1838	1832
Temps partiel (moins de 90%)	828	836	832	847	844	840	834	835	830	820
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1290	1302	1300	1302	1303	1237	1231	1230	1226	1217
Temps partiel II (moins de 50%)	427	431	424	431	419	481	478	477	474	467
Total	1843	1827	1799	1792	1796	1269	1264	1256	1240	1231
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2394	2428	2411	2343	2240	1649	1582	1572	1480	1295
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1852	1842	1815	1813	1817	1420	1428	1428	1421	1393
F 45 Construction	1905	1884	1845	1834	1843	1089	1085	1057	1019	1049
G 50-52 Commerce et réparations	1882	1867	1823	1799	1836	1332	1315	1306	1297	1284
H 55 Hôtellerie et restauration	1878	1847	1807	1771	1866	1411	1423	1397	1384	1356
I 60-64 Transports et communications	1814	1805	1780	1791	1786	1259	1254	1231	1242	1222
J 65-67 Activités financières; assurances	1915	1885	1885	1892	1897	1526	1543	1503	1501	1513
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1848	1826	1800	1795	1801	1231	1193	1190	1186	1209
L 75 Administration publique	1722	1726	1696	1671	1660	1273	1268	1261	1212	1237
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	1765	1730	1682	1686	1719	1242	1260	1258	1240	1248
O 90-93 Services collectifs et personnels	1548	1506	1509	1523	1522	1090	1082	1070	1050	1050
P 95 Services domestiques	1083	1069	1180	1357	1195	606	619	633	640	661
A-P 01-95 Total	1843	1827	1799	1792	1796	1269	1264	1256	1240	1231
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2394	2428	2411	2343	2240	1649	1582	1572	1480	1295
C-F 10-45 Secteur secondaire	1870	1856	1825	1820	1826	1368	1376	1373	1363	1342
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1788	1768	1739	1734	1747	1244	1239	1230	1217	1214
A-P 01-95 Total	1843	1827	1799	1792	1796	1269	1264	1256	1240	1231
Statut d'activité										
Indépendants	2304	2255	2192	2177	2162	1447	1374	1384	1361	1306
Collaborateurs familiaux	1342	1475	1419	1294	1296	870	909	918	850	757
Salariés	1812	1798	1776	1771	1780	1261	1261	1249	1235	1233
Apprentis	1447	1446	1418	1416	1447	1377	1392	1392	1383	1366
Total	1843	1827	1799	1792	1796	1269	1264	1256	1240	1231
Grandes régions										
Région lémanique	1836	1831	1795	1792	1811	1335	1343	1337	1310	1301
Espace Mittelland	1829	1818	1802	1801	1784	1247	1247	1237	1211	1190
Suisse du Nord-ouest	1828	1818	1784	1785	1800	1234	1216	1222	1214	1219
Zurich	1825	1788	1765	1753	1760	1272	1278	1261	1257	1256
Suisse orientale	1907	1898	1871	1851	1840	1255	1236	1235	1213	1194
Suisse centrale	1872	1847	1803	1788	1804	1242	1221	1196	1190	1171
Tessin	1809	1801	1776	1769	1780	1331	1320	1299	1305	1313
Total	1843	1827	1799	1792	1796	1269	1264	1256	1240	1231

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T25 Durée annuelle effective de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2004-2008

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Suisses					Etrangers				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	1984	1971	1947	1938	1940	1926	1921	1904	1901	1907
Temps partiel (moins de 90%)	827	826	826	825	814	882	870	871	878	873
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1251	1250	1249	1245	1240	1239	1236	1233	1238	1228
Temps partiel II (moins de 50%)	468	465	462	460	451	476	477	478	480	481
Total	1556	1543	1521	1503	1495	1671	1663	1651	1653	1651
Sections économiques										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2160	2161	2158	2090	1942	2072	2067	2040	1944	1912
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1718	1713	1691	1680	1668	1771	1761	1746	1754	1752
F 45 Construction	1778	1757	1720	1692	1698	1856	1846	1819	1827	1826
G 50-52 Commerce et réparations	1583	1569	1524	1507	1519	1675	1664	1666	1653	1656
H 55 Hôtellerie et restauration	1485	1487	1445	1397	1449	1744	1722	1712	1717	1722
I 60-64 Transports et communications	1616	1607	1583	1591	1571	1711	1712	1699	1709	1728
J 65-67 Activités financières; assurances	1738	1726	1705	1711	1716	1797	1795	1799	1800	1804
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1586	1542	1525	1517	1525	1598	1608	1592	1599	1613
L 75 Administration publique	1533	1534	1515	1466	1462	1455	1465	1438	1480	1526
M 80 Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N 85 Santé et activités sociales	1323	1327	1315	1298	1315	1517	1524	1510	1508	1497
O 90-93 Services collectifs et personnels	1242	1221	1215	1201	1201	1490	1477	1476	1472	1477
P 95 Services domestiques	618	610	584	666	681	847	867	937	914	846
A-P 01-95 Total	1556	1543	1521	1503	1495	1671	1663	1651	1653	1651
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2160	2161	2158	2090	1942	2072	2067	2040	1944	1912
C-F 10-45 Secteur secondaire	1735	1725	1699	1683	1677	1797	1787	1768	1776	1775
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1470	1455	1432	1417	1420	1605	1601	1593	1592	1592
A-P 01-95 Total	1556	1543	1521	1503	1495	1671	1663	1651	1653	1651
Statut d'activité										
Indépendants	1992	1931	1883	1864	1818	1829	1822	1813	1816	1832
Collaborateurs familiaux	1034	1095	1092	1015	962	1093	1163	1184	1126	1165
Salariés	1518	1510	1490	1473	1474	1675	1668	1656	1656	1654
Apprentis	1417	1423	1412	1403	1415	1415	1421	1383	1402	1400
Total	1556	1543	1521	1503	1495	1671	1663	1651	1653	1651
Grandes régions										
Région lémanique	1578	1583	1545	1524	1525	1673	1667	1667	1659	1661
Espace Mittelland	1545	1539	1526	1507	1480	1660	1648	1631	1634	1624
Suisse du Nord-ouest	1517	1499	1482	1475	1481	1664	1657	1650	1648	1652
Zurich	1555	1535	1510	1494	1496	1652	1646	1634	1645	1642
Suisse orientale	1579	1561	1549	1521	1506	1722	1727	1697	1688	1679
Suisse centrale	1559	1530	1499	1482	1473	1710	1681	1665	1686	1688
Tessin	1583	1565	1544	1526	1539	1626	1622	1591	1610	1615
Total	1556	1543	1521	1503	1495	1671	1663	1651	1653	1651

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T26 Composantes du volume annuel effectif du travail et de la durée annuelle effective du travail selon le sexe, la nationalité, le taux d'occupation et les sections économiques, 2008

SVOLTA

	Volume annuel en millions d'heures				Durée annuelle en heures par emploi			
	Volume annuel normal du travail	Volume annuel d'absences 1)	Volume annuel d'heures supplém. 2)	Volume annuel effectif du travail	Durée annuelle normale du travail	Durée annuelle d'absences 1)	Durée annuelle d'heures supplém. 2)	Durée annuelle effective du travail
Sexe								
Hommes	4702	161	129	4669	1808	62	49	1796
Femmes	2772	119	60	2712	1258	54	27	1231
Total	7474	281	188	7382	1556	58	39	1537
Nationalité								
Suisses	5340	204	137	5274	1514	58	39	1495
Etrangers	2134	77	51	2108	1672	60	40	1651
Total	7474	281	188	7382	1556	58	39	1537
Taux d'occupation								
Plein temps (90%-100%)	6035	209	144	5971	1951	67	47	1930
Temps partiel (moins de 90%)	1439	72	44	1411	842	42	25	825
dont								
Temps partiel I (50-89%)	1024	51	27	999	1267	63	33	1237
Temps partiel II (moins de 50%)	416	21	17	411	461	23	19	456
Total	7474	281	188	7382	1556	58	39	1537
Sections économiques								
A/B Agriculture, sylviculture	363	17	5	352	2004	95	30	1939
C-E Industries; production d'énergie	1329	52	32	1308	1724	68	41	1697
F Construction	567	26	9	550	1801	84	29	1747
G Commerce et réparations	1078	39	27	1066	1574	57	39	1556
H Hôtellerie et restauration	421	15	8	415	1603	57	31	1577
I Transports et communications	475	19	10	466	1636	66	36	1606
J Activités financières; assurances	409	12	19	417	1703	48	80	1735
K Immobilier, informatique, R&D	959	31	29	957	1555	50	47	1551
L Administration publique	338	14	6	330	1506	64	26	1468
M Enseignement ³⁾	...	...	...	...	...	...	...	...
N Santé et activités sociales	770	31	16	755	1381	55	29	1355
O Services collectifs et personnels	304	10	8	302	1268	41	34	1260
P Services domestiques	64	2	1	63	739	19	12	731
A-P Total	7474	281	188	7382	1556	58	39	1537

1) Comprend les absences pour raisons de santé (maladie, accident), congé maternité payé, service militaire, service civil, protection civile, réduction de l'horaire du travail, conflits de travail, raisons personnelles/familiales et mauvais temps. Ne comprend pas les vacances et les jours fériés.

2) Uniquement les heures supplémentaires non compensées par des congés durant l'année.

3) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T27 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon le sexe et les sections économiques, 2008

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Hommes				Femmes			
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail
Sections économiques												
A/B Agriculture, sylviculture	2109	119	33	2024	2130	138	36	2027	(2007)	(20)	(21)	(2008)
C-E Industries; production d'énergie	1905	71	49	1883	1914	71	53	1896	1867	70	30	1827
F Construction	1972	83	33	1923	1976	84	33	1924	(1900)	(60)	(53)	(1892)
G Commerce et réparations	1952	61	55	1946	1975	54	66	1987	1904	75	32	1862
H Hôtellerie et restauration	1991	63	37	1965	2009	52	42	1999	1966	79	29	1916
I Transports et communications	1900	71	41	1870	1905	66	42	1881	1875	94	37	1818
J Activités financières; assurances	1898	50	99	1947	1908	44	121	1984	1876	61	53	1868
K Immobilier, informatique, R&D	1968	57	64	1975	1988	54	72	2006	1910	66	42	1887
L Administration publique	1893	79	34	1848	1900	79	38	1859	1878	78	21	1821
M Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N Santé et activités sociales	1905	72	38	1872	1939	52	55	1943	1885	84	27	1829
O Services collectifs et personnels	1916	59	52	1909	1931	56	62	1937	1885	65	32	1851
P Services domestiques	1963	47	25	1942	(1998)	(55)	(34)	(1977)	1947	43	21	1926
A-P Total	1926	67	52	1911	1942	64	58	1936	1885	73	35	1848

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T28 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon la nationalité et les sections économiques, 2008

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Suisses				Etrangers			
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'ab-sences	Durée annu. d'heu-res suppl.	Durée annu. effec-tive du travail
Sections économiques												
A/B Agriculture, sylviculture	2109	119	33	2024	2011	125	38	1924	2290	107	25	2209
C-E Industries; production d'énergie	1905	71	49	1883	1912	76	53	1888	1895	63	42	1874
F Construction	1972	83	33	1923	1990	92	40	1938	1952	73	25	1904
G Commerce et réparations	1952	61	55	1946	1963	57	54	1960	1930	68	58	1920
H Hôtellerie et restauration	1991	63	37	1965	2028	66	41	2003	1970	61	34	1942
I Transports et communications	1900	71	41	1870	1896	71	42	1866	1913	73	41	1881
J Activités financières; assurances	1898	50	99	1947	1899	51	98	1946	1894	46	101	1950
K Immobilier, informatique, R&D	1968	57	64	1975	1979	61	64	1982	1947	51	65	1961
L Administration publique	1893	79	34	1848	1896	79	34	1850	1873	77	31	1827
M Enseignement ¹⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N Santé et activités sociales	1905	72	38	1872	1901	73	42	1870	1915	68	29	1876
O Services collectifs et personnels	1916	59	52	1909	1921	62	55	1915	1906	53	45	1898
P Services domestiques	1963	47	25	1942	1969	36	27	1960	(1953)	(66)	(22)	(1909)
A-P Total	1926	67	52	1911	1925	69	54	1911	1927	63	47	1911

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T29 Taux d'absence¹⁾ des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2008
SVOLTA

En pour cent		Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Sections économiques										
A/B	Agriculture, sylviculture	5,6	6,5	(1,0)	6,2	7,4	(0,6)	4,7	(5,1)	()
C-E	Industries; production d'énergie	3,7	3,7	3,7	4,0	4,2	3,1	3,3	3,0	4,4
F	Construction	4,2	4,3	(3,2)	4,6	4,7	(2,8)	3,8	3,7	()
G	Commerce et réparations	3,1	2,7	3,9	2,9	2,6	3,6	3,5	3,0	4,8
H	Hôtellerie et restauration	3,2	2,6	4,0	3,3	3,1	3,5	3,1	2,3	4,4
I	Transports et communications	3,7	3,5	5,0	3,7	3,6	4,4	3,8	3,2	(7,3)
J	Activités financières; assurances	2,6	2,3	3,2	2,7	2,6	2,8	2,4	1,5	4,8
K	Immobilier, informatique, R&D	2,9	2,7	3,4	3,1	2,9	3,6	2,6	2,4	3,2
L	Administration publique	4,2	4,2	4,1	4,2	4,3	3,9	4,1	(2,9)	(5,8)
M	Enseignement ²⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N	Santé et activités sociales	3,8	2,7	4,4	3,8	2,7	4,5	3,6	2,5	4,2
O	Services collectifs et personnels	3,1	2,9	3,5	3,2	3,3	3,0	2,8	1,9	(4,3)
P	Services domestiques	2,4	(2,8)	2,2	1,8	(2,1)	(1,7)	(3,4)	()	(3,0)
A-P	Total	3,5	3,3	3,9	3,6	3,5	3,6	3,3	2,9	4,4

1) Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement.

Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T30 Taux d'heures supplémentaires¹⁾ des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2008
SVOLTA

En pour cent		Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Sections économiques										
A/B	Agriculture, sylviculture	1,6	1,7	(1,0)	1,9	2,1	(1,0)	1,1	(1,1)	()
C-E	Industries; production d'énergie	2,5	2,8	1,6	2,8	3,0	1,8	2,2	2,5	1,4
F	Construction	1,7	1,6	(2,8)	2,0	2,0	(2,8)	1,3	1,3	()
G	Commerce et réparations	2,8	3,3	1,7	2,7	3,3	1,6	3,0	3,4	1,9
H	Hôtellerie et restauration	1,8	2,1	1,5	2,0	2,1	2,0	1,7	2,1	1,1
I	Transports et communications	2,2	2,2	2,0	2,2	2,2	2,0	2,1	2,2	(1,8)
J	Activités financières; assurances	5,2	6,3	2,8	5,2	6,4	2,7	5,3	6,1	3,4
K	Immobilier, informatique, R&D	3,3	3,6	2,2	3,2	3,6	2,0	3,4	3,7	2,5
L	Administration publique	1,8	2,0	1,1	1,8	2,0	1,1	1,7	(2,0)	(1,3)
M	Enseignement ²⁾	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N	Santé et activités sociales	2,0	2,8	1,4	2,2	3,2	1,6	1,5	2,0	1,2
O	Services collectifs et personnels	2,7	3,2	1,7	2,9	3,3	1,8	2,4	2,9	(1,5)
P	Services domestiques	1,3	(1,7)	1,1	1,4	(1,9)	(1,1)	(1,1)	()	(1,1)
A-P	Total	2,7	3,0	1,8	2,8	3,2	1,9	2,5	2,7	1,7

1) Durée annuelle d'heures supplémentaires en % de la durée annuelle normale du travail

2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement.

Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T31 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2000-2010

DNT

En heures par semaine		Total										
Sections et divisions économiques NOGA ¹⁾		2000 ^f	2001 ^f	2002 ^f	2003 ^f	2004 ^f	2005 ^f	2006 ^f	2007 ^f	2008 ^f	2009 ^f	2010
01-96	Total	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6
01-03	Secteur primaire	43,4	43,3	43,2	43,1	43,0	42,9	42,9	42,8	42,7	43,0	42,3
05-43	Secteur secondaire	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4
5-9	Industries extractives	42,0	41,9	42,1	42,0	42,3	42,4	42,7	42,7	42,6	42,6	42,3
10-33	Industrie manufacturière	41,3	41,2	41,3	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2
10-12	Industries alimentaires et du tabac	42,0	42,0	42,0	42,0	41,9	42,0	42,1	42,1	42,1	42,1	42,2
13-15	Industries du textile et de l'habillement	41,9	41,9	41,8	41,7	41,7	41,6	41,7	41,7	41,6	41,7	41,8
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	41,5	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4
19-20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	40,8	40,8	40,9	41,0	40,8	40,9	40,8	40,8	40,9	40,8	40,9
21	Industrie pharmaceutique	40,8	40,8	40,9	41,0	40,7	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6	40,7
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	42,0	41,9	42,0	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7
24-25	Fabrication de produits métalliques	41,6	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	40,8	40,7	40,7	40,7	40,6	40,5	40,6	40,5	40,5	40,5	40,5
27	Fabrication d'équipements électriques	40,9	40,8	40,8	40,7	40,8	41,0	41,1	41,1	40,9	40,9	41,0
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	40,9	40,8	40,8	40,8	40,9	41,0	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0
29-30	Fabrication de matériels de transport	40,8	40,8	40,8	40,8	41,3	41,3	41,1	41,1	41,1	41,3	41,3
31-33	Autres industries manufacturières; rép. et inst.	41,4	41,3	41,3	41,2	41,3	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,5
35	Production et distribution d'énergie	41,3	41,2	41,2	41,1	41,1	41,2	41,3	41,2	41,3	41,1	41,1
36-39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	42,5	41,2	41,2	41,1	42,9	42,8	43,0	42,9	42,7	43,0	43,1
41-43	Construction	42,0	42,0	41,9	41,8	41,8	41,8	41,7	41,7	41,6	41,7	41,6
41-42	Construction de bâtiments et génie civil	42,0	42,0	41,9	41,8	42,1	42,1	42,1	42,0	41,9	42,0	41,9
43	Travaux de construction spécialisés	42,0	42,0	41,9	41,8	41,5	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4
45-96	Secteur tertiaire	41,9	41,8	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7
45-47	Commerce; rép. d'auto. et de motocycles	42,1	42,1	41,9	41,9	41,8	41,8	41,8	41,8	41,9	41,9	41,9
45	Commerce et rép. d'auto. et de motocycles	42,2	42,2	42,2	42,2	42,4	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3
46	Commerce de gros	42,2	42,1	41,9	41,8	41,8	41,9	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0
47	Commerce de détail	42,0	42,0	41,9	41,9	41,6	41,6	41,6	41,6	41,7	41,8	41,7
49-53	Transport et entreposage	42,2	42,0	42,0	42,0	42,1	42,2	42,3	42,4	42,4	42,4	42,5
49	Transp. terrestres et transport par conduites	42,6	42,4	42,3	42,3	42,1	42,2	42,3	42,7	42,7	42,8	42,8
50-51	Transports par eau, transports aériens	41,5	41,5	41,5	41,2	41,3	41,9	41,9	41,9	41,4	41,6	41,9
52	Entreposage et services auxiliaires des transp.	42,0	41,9	41,9	41,9	42,5	42,5	42,5	42,6	42,4	42,1	42,4
53	Activités de poste et de courrier	42,0	41,6	41,9	42,0	42,0	42,0	41,9	42,0	42,0	41,9	42,1
55-56	Hébergement et restauration	42,2	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,3
55	Hébergement	42,2	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,0	42,1	42,1	42,0	42,4
56	Restauration	42,2	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,2
58-63	Information et communication	41,6	41,6	41,6	41,6	40,9	40,9	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0
58-60	Edition, audiovisuel et diffusion	41,0	41,0	41,0	41,0	40,6	40,6	40,6	40,7	40,7	40,9	40,9
61	Télécommunications	42,0	41,6	41,9	42,0	40,3	40,3	40,4	40,2	40,2	40,1	40,1
62-63	Act. informatiques et services d'information	41,8	41,8	41,8	41,8	41,2	41,2	41,3	41,3	41,3	41,2	41,3
64-66	Activités financières et d'assurance	41,5	41,4	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,3
64	Activités des services financiers	41,6	41,5	41,6	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6	41,5	41,4	41,4
65	Assurance	41,2	41,2	41,3	41,4	41,3	41,4	41,3	41,2	41,3	41,4	41,2
66	Act. aux. de services financiers et d'assurance	41,5	41,5	41,5	41,5	41,3	41,4	41,4	41,3	41,2	41,3	41,3
68	Activités immobilières	41,7	41,6	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6
69-75	Act. spécialisées, scientifiques et techniques	41,8	41,8	41,7	41,7	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,5
69	Activités juridiques et comptables	41,9	41,9	41,7	41,8	41,2	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,4
70	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	41,9	41,9	41,7	41,8	41,2	41,2	41,4	41,3	41,4	41,5	41,7
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	41,9	41,9	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,8	41,7	41,7
72	Recherche-développement scientifique	40,8	40,5	40,6	40,8	40,7	40,5	40,6	40,5	40,6	40,6	40,6
73-75	Autres activités spécialisées, scient. et techn.	41,8	41,8	41,7	41,7	41,5	41,4	41,6	41,5	41,5	41,4	41,5
77-82	Act. de services administratifs et de soutien	41,9	41,8	41,7	41,8	42,2	42,1	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0
77+79-82	Activités de services administratifs (sans 78)	41,9	41,7	41,8	41,8	42,2	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,1
78	Activités liées à l'emploi	41,9	41,9	41,7	41,8	41,9	41,9	41,9	41,8	41,7	41,7	41,7
84	Administration publique	41,6	41,6	41,6	41,6	41,6	41,4	41,3	41,3	41,3	41,4	41,4
85	Enseignement	41,6	41,5	41,4	41,5	41,4	41,4	41,4	41,4	41,2	41,2	41,5
86-88	Santé humaine et action sociale	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6	41,5	41,5
86	Activités pour la santé humaine	41,7	41,7	41,6	41,6	41,7	41,7	41,6	41,5	41,6	41,6	41,5
87	Hébergement médico-social et social	41,7	41,7	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6	41,6	41,7	41,6	41,7
88	Action sociale sans hébergement	41,7	41,7	41,6	41,6	41,3	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,0
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	41,7	41,7	41,7	41,8	41,5	41,5	41,4	41,6	41,5	41,5	41,5
94-96	Autres activités de services	41,9	41,9	41,8	42,0	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,8	41,8

1) Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

T32 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les sections économiques et les cantons, 2010

DNT

En heures par semaine		Sections économiques NOGA ¹⁾												
		CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW/NW	GL	ZG	FR	SO	BS	BL
B-S	Total	41,6	41,6	41,7	42,0	41,7	41,9	41,9	41,6	41,5	41,7	41,7	41,4	41,6
B	Industries extractives	42,3	43,0	42,5	(42,3)	()	()	()	()	()	(42,3)	()	()	(42,3)
C	Industrie manufacturière	41,2	41,1	41,2	41,6	41,3	41,8	41,8	41,3	40,8	41,4	41,0	40,5	41,2
D	Produc. et distr. d'électricité	41,1	41,8	41,0	(41,1)	(41,1)	(41,1)	(41,1)	()	(41,1)	41,0	41,1	42,0	(41,1)
E	Assianiss.	43,1	42,8	43,3	43,0	()	(43,1)	()	()	(43,1)	(43,1)	43,3	43,3	43,1
F	Construction	41,6	41,3	41,4	41,7	41,3	41,7	41,7	41,6	41,4	41,5	41,4	41,2	41,3
G	Com.; Rép. d'auto. et moto.	41,9	41,8	42,1	42,1	41,9	42,3	41,9	41,9	41,6	42,1	42,3	41,2	41,7
H	Transports et entreposage	42,5	43,1	41,7	43,8	(42,6)	43,2	42,6	(42,5)	43,1	43,0	43,6	41,8	43,2
I	Hébergement et restauration	42,3	42,0	42,4	42,6	42,3	42,3	42,3	(42,3)	42,1	42,1	42,2	41,9	42,3
J	Information et communication	41,0	41,1	40,7	41,0	()	41,2	()	()	41,2	41,0	40,8	41,0	41,2
K	Activités financières et d'ass.	41,3	41,5	41,4	41,4	()	41,3	(41,3)	()	41,2	40,9	41,1	41,4	41,3
L	Activités immobilières	41,6	41,5	41,9	41,6	()	(41,6)	(41,6)	(41,6)	41,6	41,6	(41,6)	41,7	41,2
M	Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,6	41,7	41,7	(41,7)	42,0	41,9	(41,7)	41,6	41,8	41,4	41,3	41,1
N	Activ. de services administstatifs	42,0	42,1	41,8	42,0	(42,0)	42,0	42,1	42,1	41,8	42,0	42,1	41,4	42,0
O	Administration publique	41,4	41,4	41,8	42,0	41,9	42,6	41,4	41,4	42,2	41,9	42,1	42,0	42,0
P	Enseignement	41,5	41,3	41,9	42,2	()	(41,5)	(41,5)	(41,5)	41,5	41,5	40,7	41,7	41,8
Q	Santé humaine et action sociale	41,5	41,6	42,0	41,9	(41,5)	41,5	41,9	41,6	41,8	41,7	41,9	41,7	41,7
R	Arts, spec., activ. récr.	41,5	41,6	41,6	41,5	()	(41,5)	()	()	()	41,5	41,5	41,5	(41,5)
S	Autres activités de services	41,8	41,8	41,8	41,8	()	(41,8)	(41,9)	()	42,0	41,9	41,8	41,7	41,9
		SH	AI/AR	SG	GR	AG	TH	TI	VD	VS	NE	GE	JU	
B-S	Total	41,6	41,7	41,9	42,4	41,7	41,8	41,5	41,7	42,1	41,0	40,9	41,2	
B	Industries extractives	()	()	42,3	42,3	(42,3)	()	41,9	(42,3)	(42,3)	()	()	()	
C	Industrie manufacturière	41,0	41,3	41,7	41,8	41,2	41,5	41,3	41,1	41,4	40,4	40,6	40,6	
D	Produc. et distr. d'électricité	(41,1)	(41,1)	41,9	(41,1)	41,1	(41,1)	40,3	41,5	41,3	41,1	40,0	()	
E	Assianiss.	()	()	43,1	(43,3)	43,4	(43,2)	43,2	43,5	43,1	(43,3)	43,4	()	
F	Construction	41,1	41,8	41,5	42,5	41,4	41,4	41,9	41,9	42,8	41,2	41,2	41,5	
G	Com.; Rép. d'auto. et moto.	42,2	41,9	42,1	42,8	42,1	42,4	41,8	41,9	42,2	41,7	40,8	41,8	
H	Transports et entreposage	43,3	42,5	43,3	43,2	43,4	42,6	42,0	42,6	42,5	42,2	41,2	(42,5)	
I	Hébergement et restauration	42,2	42,3	42,2	42,9	42,1	42,8	42,3	42,1	42,8	42,4	41,9	42,3	
J	Information et communication	(41,1)	()	41,2	(40,7)	41,2	41,1	41,1	40,8	(40,8)	(41,1)	40,6	(41,1)	
K	Activités financières et d'ass.	41,4	()	41,3	41,7	41,0	41,2	41,4	41,6	41,3	41,3	40,6	(41,3)	
L	Activités immobilières	(41,6)	()	41,6	41,6	41,8	(41,6)	42,0	41,4	41,6	(41,6)	40,8	()	
M	Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,6	41,9	41,8	41,7	41,5	41,2	41,5	41,8	41,5	41,0	(41,7)	
N	Activ. de services administstatifs	42,1	(42,1)	42,0	42,4	42,2	42,0	42,0	42,2	42,7	41,8	42,2	42,0	
O	Administration publique	42,1	42,0	42,1	42,5	42,0	42,1	40,8	41,0	42,1	40,0	40,1	40,5	
P	Enseignement	()	41,5	42,1	42,3	41,3	41,9	40,8	41,2	41,8	40,3	40,5	(41,5)	
Q	Santé humaine et action sociale	41,5	41,6	41,9	41,9	41,9	41,9	40,6	41,6	41,9	41,1	40,1	41,5	
R	Arts, spec., activ. récr.	(41,5)	()	41,5	(41,5)	41,5	(41,5)	41,2	41,4	41,5	41,5	41,2	()	
S	Autres activités de services	41,9	()	41,9	41,8	42,1	41,9	41,7	42,1	41,9	(41,9)	40,6	()	

1) Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification es branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

T33 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité, les groupes d'âges et la nationalité, 2005-2007
Statistique du chômage au sens du BIT

Population résidente permanente	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007
Moyenne trimestrielle												
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	195,4	184,8	176,0	179,6	185,8	169,4	160,7	164,0	175,0	156,8	148,6	148,1
Suisses	107,8	103,4	98,3	98,5	100,3	90,8	88,0	90,1	98,9	89,0	83,5	81,0
Etrangers	87,7	81,3	77,6	81,1	85,6	78,6	72,7	73,9	76,1	67,8	65,1	67,1
15-24 ans	55,2	50,4	43,0	46,7	52,0	46,9	43,0	44,4	48,4	42,9	38,7	39,4
25-39 ans	67,6	62,4	60,7	62,1	63,8	58,5	57,6	59,3	60,4	52,3	49,4	47,1
40-54 ans	50,9	49,3	48,3	47,8	48,4	44,5	40,2	39,3	43,6	40,9	40,8	42,5
55+ ans	21,7	22,6	23,9	23,0	21,7	19,4	19,9	21,1	22,5	20,7	19,7	19,2
Hommes	98,0	88,2	84,2	86,4	90,9	78,6	73,0	74,2	80,5	68,6	64,0	64,3
Suisses	51,7	47,2	45,5	46,0	47,7	40,8	38,7	40,2	44,3	37,6	35,4	34,7
Etrangers	46,3	41,0	38,7	40,4	43,2	37,8	34,3	34,0	36,3	31,0	28,6	29,6
15-24 ans	29,7	25,1	22,2	24,2	28,8	25,1	23,3	23,3	26,0	21,9	18,9	19,2
25-39 ans	30,2	26,0	24,7	26,2	27,9	23,7	23,3	23,8	24,7	20,1	18,5	17,1
40-54 ans	25,5	24,0	23,3	22,5	22,0	19,6	16,5	16,6	19,1	16,9	17,3	18,7
55+ ans	12,6	13,0	14,0	13,5	12,2	10,1	10,0	10,6	10,6	9,7	9,3	9,3
Femmes	97,4	96,6	91,8	93,3	94,9	90,8	87,6	89,8	94,4	88,2	84,6	83,8
Suissesses	56,0	56,2	52,9	52,5	52,5	50,0	49,2	49,9	54,6	51,4	48,2	46,4
Etrangères	41,4	40,4	39,0	40,7	42,4	40,8	38,4	39,9	39,8	36,8	36,5	37,4
15-24 ans	25,5	25,3	20,8	22,5	23,2	21,8	19,7	21,1	22,4	21,0	19,9	20,2
25-39 ans	37,4	36,4	36,0	36,0	35,9	34,8	34,3	35,5	35,7	32,2	30,9	30,0
40-54 ans	25,5	25,3	25,1	25,2	26,3	24,9	23,7	22,7	24,5	24,0	23,5	23,8
55+ ans	9,1	9,6	9,9	9,5	9,5	9,3	9,9	10,5	11,9	11,0	10,4	9,9
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	4,7	4,5	4,3	4,3	4,5	4,1	3,8	3,9	4,1	3,7	3,5	3,4
Suisses	3,3	3,2	3,0	3,0	3,1	2,8	2,7	2,7	3,0	2,7	2,5	2,4
Etrangers	9,8	9,1	8,7	9,0	9,4	8,6	8,0	8,1	8,3	7,3	6,9	7,1
15-24 ans	...	8,8	...	...	...	7,8	...	...	...	7,2	...	...
25-39 ans	...	4,4	...	...	...	4,2	...	...	...	3,7	...	...
40-54 ans	...	3,4	...	...	...	3,0	...	...	...	2,7	...	...
55+ ans	...	3,3	...	...	...	2,8	...	...	...	2,8	...	...
Hommes	4,4	3,9	3,7	3,8	4,0	3,5	3,2	3,2	3,5	3,0	2,8	2,8
Suisses	3,0	2,7	2,6	2,7	2,7	2,3	2,2	2,3	2,5	2,1	2,0	1,9
Etrangers	8,8	7,8	7,3	7,6	8,1	7,1	6,4	6,3	6,7	5,7	5,2	5,3
15-24 ans	...	8,5	...	...	...	8,0	...	...	...	6,9	...	...
25-39 ans	...	3,4	...	...	...	3,1	...	...	...	2,7	...	...
40-54 ans	...	3,0	...	...	...	2,5	...	...	...	2,0	...	...
55+ ans	...	3,3	...	...	...	2,5	...	...	...	2,3	...	...
Femmes	5,2	5,2	4,9	4,9	5,0	4,8	4,6	4,6	4,9	4,6	4,3	4,2
Suissesses	3,7	3,7	3,5	3,5	3,4	3,3	3,2	3,2	3,5	3,3	3,1	2,9
Etrangères	11,3	11,0	10,6	11,0	11,3	10,8	10,2	10,6	10,5	9,7	9,5	9,5
15-24 ans	...	9,2	...	...	...	7,5	...	...	...	7,5	...	...
25-39 ans	...	5,6	...	...	...	5,4	...	...	...	5,0	...	...
40-54 ans	...	3,8	...	...	...	3,7	...	...	...	3,4	...	...
55+ ans	...	3,4	...	...	...	3,1	...	...	...	3,5	...	...

T34 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité, les groupes d'âges et la nationalité, 2008-2010
Statistique du chômage au sens du BIT

Population résidente permanente	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Moyenne trimestrielle												
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	162,0	148,3	142,4	146,6	176,9	182,9	198,5	215,4	227,9	190,0	209,5	186,8
Suisses	91,7	85,1	85,2	85,0	103,8	108,1	117,4	120,4	119,5	110,6	126,0	105,0
Etrangers	70,3	63,1	57,2	61,6	73,1	74,8	81,1	95,0	108,4	79,4	83,6	81,7
15-24 ans	45,9	43,0	37,9	39,6	50,1	52,1	58,6	60,1	56,4	44,0	56,4	39,1
25-39 ans	49,8	44,9	47,5	50,2	62,7	66,6	70,0	76,4	82,9	68,0	72,4	73,1
40-54 ans	47,1	42,5	39,0	40,5	45,2	45,4	49,2	55,6	62,3	54,4	56,1	52,5
55+ ans	19,2	18,0	18,0	16,3	18,8	18,7	20,6	23,2	26,4	23,6	24,6	22,1
Hommes	75,4	67,3	64,8	70,9	88,5	90,1	96,6	107,2	119,7	91,1	99,5	92,9
Suisses	41,7	37,9	37,6	40,7	49,9	51,7	55,4	57,9	60,2	54,4	61,1	52,4
Etrangers	33,7	29,3	27,2	30,2	38,6	38,5	41,2	49,3	59,5	36,7	38,4	40,4
15-24 ans	23,1	21,1	17,8	19,8	24,7	24,5	25,9	26,2	25,5	21,9	26,7	20,1
25-39 ans	19,1	17,3	20,8	23,7	31,1	33,4	34,9	38,8	44,1	31,1	32,0	34,5
40-54 ans	22,8	19,4	17,2	19,1	21,6	20,5	22,9	27,5	33,2	24,8	26,6	26,4
55+ ans	10,4	9,5	9,0	8,3	11,1	11,6	12,8	14,7	17,0	13,3	14,2	11,9
Femmes	86,6	81,0	77,5	75,6	88,4	92,8	101,9	108,2	108,2	98,9	110,0	93,9
Suissesses	50,0	47,2	47,6	44,3	53,9	56,5	62,0	62,5	59,4	56,2	64,9	52,6
Etrangères	36,6	33,8	30,0	31,4	34,5	36,3	39,9	45,7	48,8	42,7	45,1	41,3
15-24 ans	22,7	21,9	20,1	19,8	25,4	27,6	32,8	33,9	30,9	22,1	29,7	18,9
25-39 ans	30,7	27,6	26,7	26,5	31,7	33,2	35,1	37,6	38,8	36,9	40,4	38,6
40-54 ans	24,3	23,0	21,8	21,4	23,6	24,9	26,3	28,2	29,1	29,6	29,5	26,2
55+ ans	8,8	8,5	9,0	8,0	7,7	7,1	7,7	8,6	9,4	10,2	10,4	10,2
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	3,7	3,4	3,3	3,3	4,0	4,1	4,4	4,8	5,1	4,2	4,6	4,2
Suisses	2,7	2,5	2,5	2,5	3,0	3,2	3,4	3,5	3,5	3,2	3,7	3,1
Etrangers	7,3	6,5	5,8	6,2	7,2	7,2	7,8	9,1	10,4	7,5	7,8	7,6
15-24 ans	...	7,1	...	...	...	8,4	...	...	9,1	7,2	8,7	6,3
25-39 ans	...	3,2	...	...	...	4,7	...	...	5,8	4,8	5,1	5,1
40-54 ans	...	2,7	...	...	...	2,8	...	...	3,8	3,3	3,4	3,2
55+ ans	...	2,4	...	...	...	2,4	...	...	3,4	3,0	3,1	2,8
Hommes	3,2	2,9	2,8	3,0	3,7	3,8	4,0	4,4	5,0	3,8	4,1	3,8
Suisses	2,3	2,1	2,1	2,3	2,8	2,9	3,1	3,2	3,4	3,0	3,4	2,9
Etrangers	5,9	5,1	4,7	5,1	6,5	6,3	6,7	8,0	9,7	5,9	6,1	6,4
15-24 ans	...	6,7	...	...	...	7,9	...	...	8,0	6,8	8,0	6,2
25-39 ans	...	2,3	...	...	...	4,4	...	...	5,8	4,1	4,2	4,5
40-54 ans	...	2,3	...	...	...	2,4	...	...	3,8	2,8	3,0	3,0
55+ ans	...	2,2	...	...	...	2,6	...	...	3,8	2,9	3,1	2,6
Femmes	4,3	4,0	3,9	3,8	4,3	4,5	4,9	5,2	5,3	4,8	5,3	4,6
Suissesses	3,1	3,0	3,0	2,8	3,3	3,5	3,8	3,8	3,7	3,5	4,0	3,3
Etrangères	9,2	8,4	7,4	7,6	8,2	8,5	9,3	10,7	11,5	9,8	10,2	9,3
15-24 ans	...	7,5	...	...	...	9,0	...	...	10,2	7,6	9,5	6,4
25-39 ans	...	4,2	...	...	...	5,0	...	...	5,9	5,6	6,1	5,8
40-54 ans	...	3,2	...	...	...	3,3	...	...	3,8	3,9	3,9	3,4
55+ ans	...	2,6	...	...	...	2,1	...	...	2,8	3,0	3,1	3,1

T35 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT par grande région et sexe, 2008-2010

Statistique du chômage au sens du BIT

Population résidente permanente	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Moyenne trimestrielle												
Chômeurs au sens du BIT, en milliers												
Total	162,0	148,3	142,4	146,6	176,9	182,9	198,5	215,4	227,9	190,0	209,5	186,8
Région lémanique	40,7	36,0	35,2	38,4	46,1	47,9	51,7	58,0	64,1	44,7	57,0	46,4
Espace Mittelland	37,9	33,4	29,9	27,8	34,3	35,9	41,2	45,9	50,1	40,5	39,2	39,6
Suisse du Nord-ouest	19,5	18,7	19,0	21,3	28,4	27,7	27,7	26,8	25,7	27,4	30,8	25,6
Zurich	27,3	25,0	25,5	25,9	33,4	29,7	33,2	35,8	37,2	30,8	38,1	31,1
Suisse orientale	16,4	17,1	16,6	16,1	16,9	21,4	22,1	22,8	22,5	23,7	21,3	23,2
Suisse centrale	11,1	9,8	8,3	8,8	9,6	11,8	13,7	15,7	17,1	13,3	11,3	10,5
Tessin	9,1	8,3	7,9	8,4	8,1	8,4	9,0	10,4	11,2	(9,5)	11,8	(10,4)
Hommes	75,4	67,3	64,8	70,9	88,5	90,1	96,6	107,2	119,7	91,1	99,5	92,9
Région lémanique	21,1	18,1	17,8	21,0	26,0	25,7	26,2	29,0	33,1	20,7	28,0	23,9
Espace Mittelland	17,7	15,3	13,6	12,0	14,5	16,5	19,4	23,4	28,0	21,4	17,9	18,7
Suisse du Nord-ouest	8,2	7,5	7,6	9,9	14,2	13,6	13,4	13,1	12,9	14,1	16,7	(11,1)
Zurich	13,6	11,9	12,5	13,0	17,7	15,1	16,5	17,7	18,8	12,0	15,0	16,0
Suisse orientale	(6,2)	(6,6)	(6,6)	(7,7)	(8,2)	(10,0)	(10,7)	(11,7)	(12,6)	(10,9)	(11,3)	(11,3)
Suisse centrale	(4,3)	(3,9)	(3,2)	(3,1)	(3,7)	(4,8)	(5,6)	(6,6)	(7,7)	(6,9)	(5,3)	(5,7)
Tessin	4,4	4,0	3,6	4,2	4,2	4,4	4,8	5,6	(6,4)	(5,1)	(5,4)	(6,0)
Femmes	86,6	81,0	77,5	75,6	88,4	92,8	101,9	108,2	108,2	98,9	110,0	93,9
Région lémanique	19,6	17,8	17,4	17,3	20,1	22,2	25,4	29,0	31,0	24,0	29,0	22,5
Espace Mittelland	20,2	18,2	16,3	15,7	19,8	19,5	21,8	22,4	22,1	19,1	21,4	20,9
Suisse du Nord-ouest	11,3	11,2	11,4	11,4	14,2	14,1	14,3	13,7	12,8	13,4	14,1	14,5
Zurich	13,7	13,1	13,0	12,9	15,7	14,6	16,7	18,1	18,4	18,8	23,0	15,1
Suisse orientale	10,2	10,5	10,0	8,4	8,7	11,4	11,4	11,1	9,8	(12,9)	(10,0)	11,9
Suisse centrale	6,9	6,0	5,1	5,7	5,9	7,0	8,1	9,1	9,4	(6,5)	(6,1)	(4,8)
Tessin	4,7	4,3	4,3	4,1	3,9	3,9	4,2	4,7	(4,8)	(4,3)	(6,4)	(4,3)
Taux de chômage au sens du BIT, en %												
Total	3,7	3,4	3,3	3,3	4,0	4,1	4,4	4,8	5,1	4,2	4,6	4,2
Région lémanique	5,2	4,6	4,5	4,9	5,8	6,0	6,5	7,3	8,2	5,7	7,0	5,7
Espace Mittelland	4,0	3,5	3,1	2,9	3,5	3,7	4,2	4,6	5,0	4,0	3,9	4,0
Suisse du Nord-ouest	3,4	3,3	3,3	3,7	4,9	4,8	4,7	4,4	4,2	4,4	5,0	4,2
Zurich	3,1	2,9	2,9	2,9	3,7	3,3	3,8	4,2	4,6	3,8	4,7	3,8
Suisse orientale	2,8	2,9	2,8	2,7	2,8	3,5	3,6	3,6	3,5	3,6	3,3	3,6
Suisse centrale	2,6	2,3	2,0	2,1	2,3	2,8	3,2	3,6	3,9	3,1	2,6	2,4
Tessin	5,7	5,2	4,9	5,2	5,0	5,1	5,4	6,2	6,6	(5,4)	6,5	(5,8)
Hommes	3,2	2,9	2,8	3,0	3,7	3,8	4,0	4,4	5,0	3,8	4,1	3,8
Région lémanique	5,0	4,3	4,2	5,0	6,1	6,0	6,1	6,8	7,7	4,9	6,5	5,5
Espace Mittelland	3,4	3,0	2,7	2,3	2,8	3,2	3,7	4,4	5,2	4,0	3,3	3,5
Suisse du Nord-ouest	2,7	2,5	2,5	3,3	4,6	4,4	4,2	4,0	3,9	4,2	5,0	(3,4)
Zurich	2,8	2,5	2,6	2,6	3,6	3,0	3,4	3,9	4,3	2,8	3,4	3,7
Suisse orientale	(1,9)	(2,1)	(2,1)	(2,4)	(2,5)	(3,1)	(3,2)	(3,4)	(3,6)	(3,0)	(3,1)	(3,2)
Suisse centrale	(1,9)	(1,7)	(1,4)	(1,4)	(1,6)	(2,1)	(2,4)	(2,8)	(3,2)	(2,9)	(2,2)	(2,4)
Tessin	4,9	4,5	4,1	4,7	4,7	5,0	5,3	6,2	(7,0)	(5,3)	(5,4)	(6,2)
Femmes	4,3	4,0	3,9	3,8	4,3	4,5	4,9	5,2	5,3	4,8	5,3	4,6
Région lémanique	5,5	4,9	4,8	4,8	5,5	6,0	6,9	8,0	8,7	6,7	7,7	6,0
Espace Mittelland	4,6	4,1	3,7	3,5	4,4	4,3	4,7	4,9	4,8	4,1	4,6	4,6
Suisse du Nord-ouest	4,2	4,2	4,3	4,3	5,3	5,2	5,2	4,9	4,5	4,7	5,0	5,1
Zurich	3,5	3,3	3,3	3,2	3,9	3,6	4,2	4,7	4,9	5,0	6,1	4,0
Suisse orientale	3,7	3,8	3,6	3,1	3,2	4,1	4,0	3,8	3,3	(4,3)	(3,4)	4,1
Suisse centrale	3,5	3,1	2,7	3,0	3,0	3,6	4,1	4,5	4,7	(3,3)	(3,1)	(2,5)
Tessin	6,6	6,0	6,0	5,7	5,4	5,4	5,6	6,2	(6,1)	(5,6)	(7,9)	(5,3)

T36 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2005-2007

SECO

Population résidente	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007
Fin du trimestre												
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	155,7	140,7	142,7	151,8	143,2	122,8	121,9	128,6	117,9	99,8	99,7	109,0
Suisses	90,4	83,5	85,9	87,7	82,3	72,7	72,7	73,4	67,2	58,4	58,5	60,3
Etrangers	65,2	57,1	56,8	64,1	61,0	50,2	49,2	55,1	50,7	41,4	41,2	48,7
15-24 ans	28,3	24,1	30,1	28,5	25,3	20,1	24,4	22,4	19,3	15,0	18,3	17,5
25-39 ans	62,4	56,2	54,1	59,0	56,0	47,5	45,3	49,7	45,6	38,4	37,1	42,2
40-54 ans	45,9	42,2	40,5	44,8	43,0	37,8	35,7	39,3	36,6	31,6	30,3	34,5
55+ ans	19,0	18,2	18,0	19,4	18,9	17,3	16,4	17,2	16,4	14,8	14,0	14,8
Hommes	86,0	73,5	72,4	81,9	76,9	62,3	60,2	68,3	62,2	50,2	49,2	58,9
Suisses	48,1	42,2	41,9	44,9	41,8	35,3	34,4	36,6	33,6	28,2	27,5	30,5
Etrangers	37,9	31,3	30,5	37,0	35,1	27,0	25,8	31,6	28,7	22,0	21,6	28,4
15-24 ans	14,9	11,8	14,0	14,6	13,0	9,6	11,1	11,3	9,7	7,0	8,4	9,0
25-39 ans	33,4	28,2	26,6	31,1	29,3	23,2	21,6	25,5	23,3	18,4	17,5	22,2
40-54 ans	25,6	22,4	21,1	24,4	23,2	19,4	18,1	21,3	19,6	16,3	15,3	19,0
55+ ans	12,1	11,1	10,7	11,8	11,4	10,1	9,4	10,1	9,7	8,5	8,0	8,8
Femmes	69,7	67,2	70,3	69,9	66,4	60,5	61,7	60,3	55,7	49,6	50,5	50,1
Suissesses	42,3	41,3	44,0	42,7	40,5	37,4	38,3	36,8	33,7	30,3	31,0	29,8
Etrangères	27,4	25,8	26,3	27,1	25,9	23,1	23,4	23,5	22,0	19,3	19,5	20,3
15-24 ans	13,4	12,3	16,1	13,9	12,4	10,6	13,3	11,1	9,5	8,0	10,0	8,5
25-39 ans	29,0	28,0	27,5	28,0	26,7	24,3	23,7	24,1	22,3	20,0	19,6	20,1
40-54 ans	20,3	19,8	19,4	20,4	19,8	18,4	17,6	18,0	17,0	15,3	14,9	15,5
55+ ans	7,0	7,1	7,3	7,6	7,6	7,2	7,0	7,1	6,8	6,2	6,0	6,0
Taux de chômage, en %												
Total	3,9	3,6	3,6	3,8	3,6	3,1	3,1	3,3	3,0	2,5	2,5	2,8
Suisses	3,0	2,7	2,8	2,9	2,7	2,4	2,4	2,4	2,2	1,9	1,9	2,0
Etrangers	7,3	6,4	6,4	7,2	6,8	5,6	5,5	6,2	5,7	4,6	4,6	5,5
15-24 ans	5,1	4,3	5,4	5,2	4,6	3,6	4,4	4,0	3,5	2,7	3,3	3,2
25-39 ans	4,2	3,8	3,7	4,0	3,8	3,2	3,1	3,4	3,1	2,6	2,5	2,9
40-54 ans	3,4	3,1	3,0	3,3	3,2	2,8	2,6	2,9	2,7	2,3	2,2	2,6
55+ ans	3,4	3,2	3,2	3,4	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6
Hommes	3,9	3,3	3,3	3,7	3,5	2,8	2,7	3,1	2,8	2,3	2,2	2,7
Suisses	2,9	2,5	2,5	2,7	2,5	2,1	2,1	2,2	2,0	1,7	1,6	1,8
Etrangers	7,2	5,9	5,8	7,0	6,6	5,1	4,9	6,0	5,4	4,2	4,1	5,4
15-24 ans	5,1	4,0	4,8	5,0	4,5	3,3	3,8	3,9	3,3	2,4	2,9	3,1
25-39 ans	4,1	3,5	3,3	3,8	3,6	2,8	2,6	3,1	2,9	2,3	2,1	2,7
40-54 ans	3,4	3,0	2,8	3,3	3,1	2,6	2,4	2,8	2,6	2,2	2,0	2,5
55+ ans	3,5	3,2	3,1	3,4	3,3	2,9	2,7	2,9	2,8	2,5	2,3	2,5
Femmes	4,0	3,9	4,0	4,0	3,8	3,5	3,5	3,5	3,2	2,8	2,9	2,9
Suissesses	3,1	3,0	3,2	3,1	2,9	2,7	2,8	2,7	2,4	2,2	2,2	2,2
Etrangères	7,5	7,1	7,2	7,5	7,1	6,4	6,4	6,5	6,1	5,3	5,4	5,6
15-24 ans	5,1	4,7	6,1	5,3	4,7	4,0	5,1	4,2	3,6	3,1	3,8	3,2
25-39 ans	4,4	4,2	4,1	4,2	4,0	3,7	3,6	3,6	3,4	3,0	3,0	3,0
40-54 ans	3,4	3,3	3,2	3,4	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6
55+ ans	3,2	3,2	3,3	3,5	3,5	3,3	3,2	3,2	3,1	2,8	2,7	2,7

T37 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2008-2010

SECO

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	103,8	91,5	96,0	118,8	134,7	140,3	154,4	172,7	166,0	144,5	140,0	148,6
Suisses	57,5	52,2	55,1	64,2	73,4	79,7	89,3	95,6	91,6	82,3	80,8	81,1
Etrangers	46,2	39,3	40,9	54,5	61,3	60,6	65,1	77,1	74,4	62,1	59,2	67,5
15-24 ans	16,0	13,2	17,1	19,3	22,1	22,5	30,0	29,7	26,8	21,1	24,0	22,3
25-39 ans	40,0	35,2	36,2	46,4	53,6	55,8	59,0	67,4	64,7	56,1	52,7	57,5
40-54 ans	33,4	29,7	29,6	38,0	42,5	44,4	46,9	54,7	53,2	47,2	44,1	48,6
55+ ans	14,4	13,4	13,0	15,1	16,6	17,6	18,5	21,0	21,4	20,1	19,2	20,1
Hommes	55,5	46,6	48,4	67,0	77,3	78,3	84,9	100,1	95,1	78,8	73,8	83,5
Suisses	28,9	25,4	26,5	33,8	39,7	42,6	47,2	52,4	49,9	43,1	40,8	42,6
Etrangers	26,6	21,2	21,9	33,2	37,6	35,6	37,7	47,7	45,3	35,6	33,0	41,0
15-24 ans	8,2	6,3	8,1	10,5	12,5	12,3	15,7	16,8	14,9	11,0	11,8	12,1
25-39 ans	20,7	17,1	17,5	25,6	30,0	30,1	31,5	38,1	35,9	29,3	26,5	31,1
40-54 ans	18,1	15,4	15,3	21,6	24,5	24,9	26,2	31,9	30,7	26,0	23,7	27,8
55+ ans	8,6	7,8	7,6	9,2	10,3	10,9	11,5	13,4	13,5	12,5	11,8	12,5
Femmes	48,3	44,9	47,6	51,7	57,4	62,0	69,5	72,7	70,9	65,7	66,3	65,1
Suissesses	28,6	26,8	28,6	30,4	33,7	37,0	42,0	43,2	41,7	39,2	40,0	38,6
Etrangères	19,7	18,1	18,9	21,3	23,7	25,0	27,5	29,5	29,2	26,5	26,2	26,5
15-24 ans	7,8	6,9	9,1	8,7	9,7	10,1	14,3	12,9	11,8	10,1	12,2	10,2
25-39 ans	19,4	18,1	18,7	20,8	23,5	25,7	27,5	29,3	28,7	26,8	26,2	26,4
40-54 ans	15,3	14,3	14,3	16,3	18,0	19,4	20,7	22,8	22,5	21,2	20,4	20,9
55+ ans	5,8	5,6	5,5	5,9	6,2	6,7	7,1	7,7	7,9	7,6	7,4	7,6
Taux de chômage, en %												
Total	2,6	2,3	2,4	3,0	3,4	3,6	3,9	4,4	4,2	3,7	3,5	3,8
Suisses	1,9	1,7	1,8	2,1	2,4	2,6	2,9	3,1	3,0	2,7	2,6	2,7
Etrangers	5,2	4,4	4,6	6,1	6,9	6,8	7,3	8,6	8,3	7,0	6,6	7,6
15-24 ans	2,9	2,4	3,1	3,5	4,0	4,1	5,4	5,4	4,8	3,8	4,3	4,0
25-39 ans	2,7	2,4	2,4	3,1	3,6	3,8	4,0	4,6	4,4	3,8	3,6	3,9
40-54 ans	2,5	2,2	2,2	2,8	3,2	3,3	3,5	4,1	4,0	3,5	3,3	3,6
55+ ans	2,5	2,4	2,3	2,7	2,9	3,1	3,3	3,7	3,8	3,5	3,4	3,6
Hommes	2,5	2,1	2,2	3,0	3,5	3,6	3,9	4,5	4,3	3,6	3,3	3,8
Suisses	1,7	1,5	1,6	2,0	2,4	2,5	2,8	3,1	3,0	2,6	2,4	2,5
Etrangers	5,0	4,0	4,1	6,3	7,1	6,7	7,1	9,0	8,5	6,7	6,2	7,7
15-24 ans	2,8	2,2	2,8	3,6	4,3	4,2	5,4	5,8	5,1	3,8	4,1	4,1
25-39 ans	2,5	2,1	2,1	3,1	3,7	3,7	3,9	4,7	4,4	3,6	3,3	3,8
40-54 ans	2,4	2,1	2,0	2,9	3,3	3,3	3,5	4,2	4,1	3,5	3,2	3,7
55+ ans	2,5	2,2	2,2	2,7	3,0	3,1	3,3	3,8	3,9	3,6	3,4	3,6
Femmes	2,8	2,6	2,7	3,0	3,3	3,6	4,0	4,2	4,1	3,8	3,8	3,7
Suissesses	2,1	1,9	2,1	2,2	2,4	2,7	3,0	3,1	3,0	2,8	2,9	2,8
Etrangères	5,4	5,0	5,2	5,9	6,5	6,9	7,6	8,1	8,0	7,3	7,2	7,3
15-24 ans	3,0	2,6	3,5	3,3	3,7	3,9	5,4	4,9	4,5	3,9	4,7	3,9
25-39 ans	2,9	2,7	2,8	3,1	3,5	3,9	4,1	4,4	4,3	4,0	3,9	4,0
40-54 ans	2,6	2,4	2,4	2,7	3,0	3,3	3,5	3,8	3,8	3,5	3,4	3,5
55+ ans	2,6	2,5	2,5	2,7	2,8	3,1	3,2	3,5	3,6	3,5	3,4	3,5

T38 Chômeurs inscrits et taux de chômage par grande région et sexe, 2008-2010

SECO

Population résidente	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Fin du trimestre	2008	2008	2008	2008	2009	2009	2009	2009	2010	2010	2010	2010
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	103,8	91,5	96,0	118,8	134,7	140,3	154,4	172,7	166,0	144,5	140,0	148,6
Région lémanique	30,2	27,4	28,1	33,6	35,6	35,9	38,6	43,7	42,3	38,0	37,3	41,5
Espace Mittelland	19,9	16,5	18,1	23,4	27,4	28,5	32,2	36,0	34,2	28,9	28,5	29,6
Suisse du Nord-ouest	13,3	12,2	12,4	14,8	17,2	18,5	20,0	21,8	21,5	19,0	18,4	19,0
Zurich	18,3	16,2	16,9	20,0	24,1	26,0	29,2	32,1	31,2	27,5	26,0	26,5
Suisse orientale	9,4	8,5	9,2	12,2	14,5	15,8	17,4	19,5	18,5	15,6	14,6	15,3
Suisse centrale	6,5	5,6	5,8	7,5	8,8	8,9	9,9	11,1	10,5	8,7	8,1	8,4
Tessin	6,1	5,2	5,6	7,2	7,1	6,6	7,1	8,5	7,8	6,8	7,2	8,4
Hommes	55,5	46,6	48,4	67,0	77,3	78,3	84,9	100,1	95,1	78,8	73,8	83,5
Région lémanique	16,2	13,8	14,1	18,8	20,1	19,4	20,6	25,1	24,0	20,4	19,5	23,6
Espace Mittelland	10,5	8,2	9,0	13,6	16,1	16,2	17,7	21,2	19,7	15,8	14,9	16,7
Suisse du Nord-ouest	7,2	6,4	6,3	8,4	9,9	10,6	11,3	12,8	12,5	10,6	9,9	10,9
Zurich	9,9	8,4	8,8	11,4	13,9	14,7	16,2	18,4	17,8	15,0	13,9	14,7
Suisse orientale	5,0	4,2	4,5	7,0	8,4	8,9	9,8	11,7	10,8	8,4	7,5	8,5
Suisse centrale	3,5	2,9	2,9	4,2	5,1	5,1	5,6	6,4	6,1	4,9	4,3	4,8
Tessin	3,3	2,7	2,8	3,7	3,8	3,5	3,8	4,6	4,2	3,7	3,8	4,4
Femmes	48,3	44,9	47,6	51,7	57,4	62,0	69,5	72,7	70,9	65,7	66,3	65,1
Région lémanique	14,1	13,6	14,0	14,8	15,5	16,5	18,0	18,6	18,3	17,5	17,8	17,9
Espace Mittelland	9,3	8,3	9,1	9,9	11,2	12,3	14,5	14,8	14,5	13,1	13,6	12,9
Suisse du Nord-ouest	6,1	5,8	6,1	6,4	7,3	7,9	8,7	9,0	9,0	8,4	8,5	8,2
Zurich	8,4	7,8	8,1	8,6	10,2	11,4	13,0	13,7	13,5	12,5	12,1	11,8
Suisse orientale	4,4	4,2	4,6	5,2	6,1	6,9	7,7	7,9	7,7	7,2	7,1	6,7
Suisse centrale	3,0	2,8	2,9	3,3	3,7	3,9	4,3	4,7	4,4	3,8	3,8	3,7
Tessin	2,9	2,5	2,8	3,5	3,3	3,1	3,3	3,9	3,6	3,1	3,4	4,0
Taux de chômage, en %												
Total	2,6	2,3	2,4	3,0	3,4	3,6	3,9	4,4	4,2	3,7	3,5	3,8
Région lémanique	4,4	4,0	4,1	4,9	5,2	5,2	5,6	6,3	6,1	5,5	5,4	6,0
Espace Mittelland	2,2	1,8	2,0	2,6	3,0	3,2	3,6	4,0	3,8	3,2	3,1	3,3
Suisse du Nord-ouest	2,4	2,2	2,3	2,7	3,2	3,4	3,7	4,0	4,0	3,5	3,4	3,5
Zurich	2,5	2,2	2,3	2,8	3,3	3,6	4,0	4,4	4,3	3,8	3,6	3,7
Suisse orientale	1,7	1,5	1,6	2,2	2,6	2,8	3,1	3,5	3,3	2,8	2,6	2,7
Suisse centrale	1,7	1,5	1,5	2,0	2,4	2,4	2,6	3,0	2,8	2,3	2,2	2,2
Tessin	4,1	3,5	3,7	4,8	4,8	4,5	4,8	5,7	5,3	4,6	4,8	5,7
Hommes	2,5	2,1	2,2	3,0	3,5	3,6	3,9	4,5	4,3	3,6	3,3	3,8
Région lémanique	4,3	3,6	3,7	5,0	5,3	5,1	5,4	6,6	6,3	5,4	5,1	6,2
Espace Mittelland	2,1	1,6	1,8	2,7	3,2	3,2	3,5	4,2	3,9	3,1	3,0	3,3
Suisse du Nord-ouest	2,4	2,1	2,1	2,8	3,3	3,5	3,7	4,2	4,1	3,5	3,3	3,6
Zurich	2,5	2,1	2,2	2,9	3,5	3,7	4,1	4,6	4,5	3,8	3,5	3,7
Suisse orientale	1,6	1,3	1,4	2,2	2,6	2,8	3,1	3,7	3,4	2,6	2,3	2,7
Suisse centrale	1,6	1,3	1,4	2,0	2,4	2,4	2,6	3,0	2,8	2,3	2,0	2,2
Tessin	3,8	3,1	3,2	4,3	4,4	4,1	4,4	5,3	4,9	4,3	4,4	5,2
Femmes	2,8	2,6	2,7	3,0	3,3	3,6	4,0	4,2	4,1	3,8	3,8	3,7
Région lémanique	4,5	4,4	4,5	4,8	5,0	5,3	5,8	6,0	5,9	5,6	5,7	5,8
Espace Mittelland	2,3	2,1	2,3	2,5	2,8	3,1	3,6	3,7	3,6	3,3	3,4	3,2
Suisse du Nord-ouest	2,6	2,4	2,6	2,7	3,1	3,3	3,6	3,8	3,8	3,5	3,5	3,4
Zurich	2,6	2,4	2,5	2,6	3,1	3,5	4,0	4,2	4,1	3,8	3,7	3,6
Suisse orientale	1,8	1,7	1,9	2,1	2,5	2,8	3,1	3,2	3,2	3,0	2,9	2,7
Suisse centrale	1,9	1,7	1,8	2,1	2,3	2,4	2,7	2,9	2,7	2,4	2,4	2,3
Tessin	4,6	4,0	4,4	5,6	5,2	5,0	5,3	6,2	5,7	5,0	5,4	6,4

T39 Places vacantes selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques, 2007-2010

STATEM

Fin du trimestre	en milliers									
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008
Sections et divisions économiques NOGA										
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	...	...	...	...	...	62,1	61,9	59,2	66,8	64,5
10-45 Secteur secondaire	...	...	...	...	...	19,1	18,6	17,6	19,7	19,9
10-33 Industrie manufacturière	...	...	...	...	...	13,9	14,0	13,1	14,7	14,1
24-25 Fabrication de produits métalliques	...	...	...	...	...	2,2	2,3	2,1	2,1	1,9
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	...	...	...	...	...	2,6	2,7	2,8	2,9	3,0
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	...	...	...	...	...	2,3	2,2	2,3	2,6	2,3
41-43 Construction	...	...	...	...	...	4,5	3,9	3,8	4,2	5,0
50-93 Secteur tertiaire	...	...	...	...	...	43,0	43,3	41,6	47,1	44,6
45-47 Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	...	...	...	...	...	7,4	7,8	8,4	9,1	9,1
49-53 Transport et entreposage	...	...	...	...	...	2,6	2,4	2,4	3,0	2,6
55-56 Hébergement et restauration	...	...	...	...	...	3,9	3,8	3,4	4,1	4,4
58-63 Information et communication	...	...	...	...	...	3,9	4,1	4,1	4,5	4,2
62-63 Activités informatiques et services d'information	...	...	...	...	...	3,4	3,3	3,6	3,8	3,7
64-66 Activités financières et d'assurance	...	...	...	...	...	5,5	5,3	5,3	6,0	5,2
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	...	...	...	...	...	7,8	8,1	7,2	7,8	7,3
77-82 Activités de services administratifs et de soutien	...	...	...	...	...	3,2	3,3	2,9	3,1	3,0
84 Administration publique	...	...	...	...	...	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2
85 Enseignement	...	...	...	...	...	1,6	0,9	1,0	1,7	1,5
86-88 Santé humaine et action sociale	...	...	...	...	...	4,2	4,0	3,7	4,3	4,5
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	...	...	...	...	...	2,0	2,4	1,7	2,1	1,5

Fin du trimestre	en milliers									
	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Sections et divisions économiques NOGA										
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	61,7	44,8	42,6	41,8	38,1	40,5	44,2	48,7	48,9	48,4
10-45 Secteur secondaire	19,1	12,2	10,1	9,5	9,0	9,7	11,6	13,9	13,3	14,6
10-33 Industrie manufacturière	13,6	8,5	6,7	6,0	5,7	6,2	7,6	9,4	9,4	10,5
24-25 Fabrication de produits métalliques	1,9	0,9	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,9	1,1	1,1
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	2,8	1,6	1,1	1,0	0,9	1,2	1,6	2,2	2,3	2,7
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	2,1	1,2	0,8	0,7	0,7	0,7	1,0	1,2	1,3	1,6
41-43 Construction	4,7	3,1	2,9	3,0	2,8	3,0	3,5	3,9	3,3	3,5
50-93 Secteur tertiaire	42,6	32,7	32,5	32,3	29,1	30,8	32,6	34,9	35,6	33,8
45-47 Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	8,6	5,7	4,6	4,8	4,9	5,2	5,7	6,2	6,7	5,7
49-53 Transport et entreposage	2,7	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,9	1,6	1,6
55-56 Hébergement et restauration	4,1	2,3	3,4	2,6	2,2	2,5	3,0	1,9	2,6	2,1
58-63 Information et communication	4,1	2,9	2,7	2,3	2,2	2,4	2,5	2,8	3,1	3,3
62-63 Activités informatiques et services d'information	3,5	2,5	2,4	2,0	1,8	1,9	2,0	2,1	2,5	2,5
64-66 Activités financières et d'assurance	4,6	3,5	3,5	3,4	3,7	4,2	4,6	4,6	5,0	5,0
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	6,7	5,7	5,3	5,6	5,2	5,6	5,7	7,1	6,9	6,9
77-82 Activités de services administratifs et de soutien	2,8	2,3	2,1	2,2	1,8	1,7	1,5	1,7	1,9	1,7
84 Administration publique	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
85 Enseignement	1,1	1,1	1,4	1,4	0,8	0,8	1,2	1,3	1,1	0,9
86-88 Santé humaine et action sociale	5,1	4,6	5,3	5,4	4,5	4,0	4,2	4,6	3,9	4,2
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	1,6	1,6	1,8	1,9	1,3	1,9	1,4	1,6	1,6	1,3

T40 Places vacantes selon les grandes régions, 2007-2010

STATEM

Fin du trimestre	en milliers									
Grandes régions ¹⁾	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008
Suisse	...	...	...	...	...	62,1	61,9	59,2	66,8	64,5
Région lémanique	...	...	...	...	...	9,2	8,3	8,1	9,1	9,5
Espace Mittelland	...	...	...	...	...	11,9	13,6	10,9	12,9	11,6
Suisse du Nord-ouest	...	...	...	...	...	9,7	9,8	9,8	11,2	10,6
Zurich	...	...	...	...	...	15,3	15,0	14,7	14,8	15,5
Suisse orientale	...	...	...	...	...	8,6	7,9	8,6	10,4	9,3
Suisse centrale	...	...	...	...	...	5,9	6,3	5,8	7,0	6,6
Tessin	...	...	...	...	...	1,6	1,1	1,3	1,5	1,3

Fin du trimestre	en milliers									
Grandes régions ¹⁾	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Suisse	61,7	44,8	42,6	41,8	38,1	40,5	44,2	48,7	48,9	48,4
Région lémanique	9,2	6,8	6,4	6,3	6,2	6,2	6,7	7,6	7,6	7,1
Espace Mittelland	11,7	8,1	8,8	7,7	7,0	6,8	8,3	9,0	9,6	9,5
Suisse du Nord-ouest	9,9	7,5	7,1	7,7	6,8	6,9	6,5	7,6	7,3	6,8
Zurich	14,7	11,2	9,4	9,1	9,3	10,9	11,2	13,2	13,0	13,6
Suisse orientale	9,0	6,0	5,9	5,5	3,9	4,9	5,5	6,0	5,5	5,8
Suisse centrale	6,2	4,4	4,4	4,1	4,0	4,0	4,9	4,4	5,2	5,0
Tessin	1,0	0,8	0,8	1,4	0,8	0,7	0,9	0,9	0,8	0,7

1) Région lémanique: GE, VD, VS

Zurich: ZH

Tessin: TI

Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO

Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG

Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

T41 Difficultés de recrutement en personnel qualifié selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2007-2010

STATEM

Pondéré par le nombre d'emplois	Main d'œuvre qualifiée ¹⁾ , pas ou difficilement trouvée							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	2007	2007	2007	2007	2008	2008	2008	2008
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	25,5	29,9	30,9	30,3	31,3	34,2	35,3	30,6
10-45 Secteur secondaire	37,7	42,9	41,1	39,5	40,7	42,9	43,6	33,3
10-33 Industrie manufacturière	45,0	50,2	48,2	46,7	48,4	51,3	50,3	39,7
24-25 Fabrication de produits métalliques	43,5	48,1	50,6	46,9	47,8	52,7	51,5	35,5
26 F. de prod. inform. et électro.	59,1	61,1	58,5	56,6	58,3	58,6	56,7	41,2
28 F. de mach. et équipements n.c.a.	53,9	62,3	63,6	65,6	65,7	66,3	65,8	52,3
41-43 Construction	22,8	29,5	27,4	24,9	25,2	25,8	30,0	19,8
50-93 Secteur tertiaire	21,2	25,2	27,2	27,0	27,9	31,1	32,3	29,7
45-47 Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	20,4	27,0	26,2	27,4	26,2	26,4	30,8	27,6
49-53 Transport et entreposage	17,9	17,9	34,3	32,9	38,3	42,5	40,8	35,0
55-56 Hébergement et restauration	30,1	32,8	30,9	31,1	32,2	33,7	33,2	30,3
58-63 Information et communication	23,7	30,7	40,4	40,8	45,6	46,6	43,4	41,4
62-63 Activités informat. et services d'information	34,7	44,3	42,9	44,7	44,8	46,1	41,9	39,7
64-66 Activités financières et d'assurance	40,8	42,8	44,1	41,2	31,3	48,1	43,2	44,0
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	21,8	29,5	28,1	26,6	28,2	28,7	29,9	26,0
77-82 Acti. de services administratifs et de soutien	17,9	23,3	22,5	21,8	23,2	23,9	24,6	20,9
84 Administration publique	5,5	7,5	8,1	27,5	31,8	33,9	34,0	35,2
85 Enseignement	9,1	14,3	18,2	11,3	17,7	21,7	23,8	17,0
86-88 Santé humaine et action sociale	25,9	26,2	29,4	26,2	27,2	32,1	35,8	35,2
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	9,9	13,8	11,4	12,5	12,9	13,8	13,8	13,4
10-93 Grandes régions	25,5	29,9	30,9	30,3	31,3	34,2	35,3	30,6
Région lémanique	19,5	24,4	23,5	22,9	26,1	30,0	29,6	26,5
Espace Mittelland	24,9	29,7	32,5	33,7	34,8	35,4	38,5	33,0
Suisse du Nord-ouest	32,4	35,0	34,1	31,1	32,6	34,7	38,2	33,6
Zurich	27,6	33,9	36,6	32,7	32,2	36,6	36,0	30,5
Suisse orientale	27,1	29,7	29,8	31,2	31,5	35,5	35,3	30,6
Suisse centrale	28,4	31,3	32,6	34,7	35,7	39,3	41,2	36,6
Tessin	11,4	17,5	17,3	18,0	17,0	18,4	19,3	14,0

Pondéré par le nombre d'emplois	Main d'œuvre qualifiée ¹⁾ , pas ou difficilement trouvée							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	2009	2009	2009	2009	2010	2010	2010	2010
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	25,6	23,8	24,9	23,7	25,3	28,6	29,8	29,2
10-45 Secteur secondaire	26,8	26,6	26,0	26,5	28,4	34,0	35,2	35,1
10-33 Industrie manufacturière	30,5	29,4	28,6	29,4	32,1	37,7	39,4	40,3
24-25 Fabrication de produits métalliques	20,8	20,6	19,1	19,6	23,1	31,9	34,2	35,2
26 F. de prod. inform. et électro.	38,8	39,5	42,7	42,0	44,8	55,2	58,2	58,0
28 F. de mach. et équipements n.c.a.	36,9	28,5	26,2	29,3	36,8	41,4	48,2	54,4
41-43 Construction	18,7	20,6	20,5	20,5	21,3	26,9	27,4	24,9
50-93 Secteur tertiaire	25,2	22,8	24,5	22,7	24,3	26,8	28,0	27,1
45-47 Commerce; Rép. d'automobiles et de motoc.	25,5	19,2	22,1	21,5	22,1	24,2	25,7	26,5
49-53 Transport et entreposage	19,7	19,2	20,0	17,6	17,5	14,5	16,6	15,1
55-56 Hébergement et restauration	21,5	19,0	20,4	21,5	22,0	23,4	24,2	25,3
58-63 Information et communication	26,9	25,6	25,3	24,4	24,4	37,7	39,8	40,3
62-63 Activités informat. et services d'information	33,2	31,5	31,5	29,4	29,7	34,4	35,7	36,6
64-66 Activités financières et d'assurance	35,3	38,0	38,4	39,1	41,6	43,6	44,8	44,9
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	22,6	20,6	22,0	20,1	23,3	27,4	27,6	26,4
77-82 Acti. de services administratifs et de soutien	17,5	16,2	17,2	15,9	18,8	25,3	25,1	24,5
84 Administration publique	33,3	33,1	33,3	33,6	32,3	30,7	32,9	27,2
85 Enseignement	14,1	15,9	18,9	12,8	15,8	19,2	21,7	18,4
86-88 Santé humaine et action sociale	36,0	31,2	33,2	28,8	31,6	33,6	33,9	33,1
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	9,7	9,2	9,7	9,0	9,3	11,5	13,3	11,4
10-93 Grandes régions	25,6	23,8	24,9	23,7	25,3	28,6	29,8	29,2
Région lémanique	22,9	22,4	22,0	21,1	22,3	26,2	27,9	25,3
Espace Mittelland	27,9	24,0	26,8	24,7	27,5	30,8	31,1	30,5
Suisse du Nord-ouest	27,1	25,4	26,8	25,4	25,6	29,5	30,7	29,2
Zurich	25,9	25,2	27,1	25,7	27,7	30,7	32,5	32,8
Suisse orientale	24,4	23,7	22,4	23,4	24,1	27,6	29,0	29,3
Suisse centrale	30,7	26,6	28,5	25,4	28,6	30,8	31,8	32,8
Tessin	12,2	12,1	11,2	11,8	12,2	14,7	15,3	13,8

1) Personnel avec une formation de niveau apprentissage, professionnel supérieur ou haute-école
Exemple de lecture (1ère ligne du tableau): au 4e trimestre 2008, les établissements ayant annoncé à la STATEM avoir trouvé avec difficulté ou n'avoir pas trouvé de personnel qualifié représentaient 30.6% du total des emplois.

T42 Indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2007-2010

STATEM

En point, pondéré par le nombre d'emplois	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Branches économiques NOGA et grandes régions								
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	1,07	1,08	1,07	1,06	1,08	1,07	1,04	1,01
10-45 Secteur secondaire	1,12	1,12	1,09	1,10	1,11	1,11	1,05	0,98
10-33 Industrie manufacturière	1,13	1,15	1,13	1,13	1,11	1,13	1,06	0,97
24-25 Fabrication de produits métalliques	1,15	1,16	1,13	1,16	1,12	1,12	1,08	0,92
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	1,19	1,21	1,18	1,20	1,20	1,21	1,12	1,01
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,17	1,21	1,18	1,21	1,17	1,17	1,08	0,93
41-43 Construction	1,08	1,07	1,01	1,03	1,09	1,07	1,00	0,99
50-93 Secteur tertiaire	1,06	1,07	1,06	1,04	1,07	1,06	1,04	1,03
45-47 Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1,05	1,06	1,05	1,04	1,05	1,04	1,03	0,99
49-53 Transport et entreposage	1,04	1,06	1,06	0,97	1,14	1,04	1,04	1,01
55-56 Hébergement et restauration	1,05	1,03	0,97	1,01	1,03	1,04	0,98	0,98
58-63 Information et communication	1,07	1,10	1,10	1,05	1,17	1,11	1,10	1,06
62-63 Activités informatiques et services d'information	1,13	1,16	1,15	1,16	1,18	1,17	1,16	1,12
64-66 Activités financières et d'assurance	1,16	1,17	1,19	1,15	1,09	1,08	1,05	1,04
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	1,08	1,10	1,10	1,08	1,10	1,10	1,07	1,05
77-82 Activités de services administratifs et de soutien	1,08	1,10	1,09	1,07	1,09	1,09	1,06	1,04
84 Administration publique	1,03	1,05	1,08	0,86	1,00	1,13	1,05	1,04
85 Enseignement	1,03	1,03	1,04	1,04	1,01	1,02	1,02	1,05
86-88 Santé humaine et action sociale	1,05	1,04	1,05	1,05	1,07	1,06	1,05	1,06
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	1,03	1,05	1,03	1,04	1,04	1,05	1,02	1,03
10-93 Grandes régions	1,07	1,08	1,07	1,06	1,08	1,07	1,04	1,01
Région lémanique	1,05	1,08	1,06	1,05	1,05	1,06	1,04	1,02
Espace Mittelland	1,06	1,08	1,05	1,03	1,08	1,09	1,03	1,00
Suisse du Nord-ouest	1,09	1,09	1,09	1,07	1,08	1,08	1,06	1,02
Zurich	1,11	1,10	1,11	1,10	1,10	1,08	1,05	1,03
Suisse orientale	1,06	1,08	1,05	1,04	1,07	1,07	1,03	1,00
Suisse centrale	1,08	1,08	1,06	1,06	1,09	1,08	1,05	1,02
Tessin	1,07	1,05	1,05	1,05	1,08	1,05	1,02	1,00

En point, pondéré par le nombre d'emplois	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010
Branches économiques NOGA et grandes régions								
10-93 Sect. secondaire et tertiaire	0,99	1,00	1,00	1,02	1,04	1,05	1,04	1,04
10-45 Secteur secondaire	0,97	0,97	0,97	1,01	1,05	1,07	1,05	1,07
10-33 Industrie manufacturière	0,93	0,93	0,96	1,01	1,04	1,07	1,08	1,08
24-25 Fabrication de produits métalliques	0,86	0,89	0,93	0,99	1,03	1,08	1,06	1,08
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	0,95	0,93	0,98	1,04	1,10	1,15	1,15	1,18
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	0,89	0,87	0,91	0,96	1,03	1,11	1,12	1,14
41-43 Construction	1,04	1,03	0,98	1,01	1,06	1,05	1,01	1,03
50-93 Secteur tertiaire	1,00	1,02	1,01	1,02	1,03	1,04	1,03	1,04
45-47 Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	0,99	1,01	1,01	1,01	1,03	1,04	1,03	1,03
49-53 Transport et entreposage	0,88	1,00	1,02	1,02	1,02	1,04	1,06	1,04
55-56 Hébergement et restauration	0,97	1,00	0,96	1,01	1,01	1,02	0,97	0,99
58-63 Information et communication	0,99	1,03	1,05	1,06	1,07	1,08	1,07	1,09
62-63 Activités informatiques et services d'information	1,09	1,06	1,09	1,11	1,11	1,14	1,12	1,14
64-66 Activités financières et d'assurance	0,91	0,94	0,96	0,97	1,03	1,05	1,04	1,05
68-75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	1,03	1,04	1,03	1,04	1,06	1,07	1,06	1,07
77-82 Activités de services administratifs et de soutien	1,02	1,03	1,02	1,03	1,05	1,05	1,03	1,04
84 Administration publique	1,04	1,05	1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,02
85 Enseignement	1,04	1,04	1,03	1,03	1,01	1,04	1,03	1,03
86-88 Santé humaine et action sociale	1,04	1,05	1,04	1,04	1,02	1,04	1,02	1,03
90-96 Arts, spectacles...; autres act. de services	1,01	1,01	1,00	1,02	1,03	1,02	1,01	1,03
10-93 Grandes régions	0,99	1,00	1,00	1,02	1,04	1,05	1,04	1,04
Région lémanique	1,00	1,02	1,00	1,02	1,04	1,05	1,04	1,04
Espace Mittelland	0,98	0,99	0,99	1,01	1,03	1,05	1,03	1,04
Suisse du Nord-ouest	1,00	1,01	1,02	1,02	1,02	1,04	1,03	1,03
Zurich	0,99	1,00	1,00	1,02	1,04	1,06	1,05	1,06
Suisse orientale	0,98	1,00	1,00	1,02	1,03	1,05	1,04	1,05
Suisse centrale	1,00	1,02	1,02	1,03	1,05	1,06	1,03	1,05
Tessin	0,99	0,99	0,98	1,01	1,03	1,03	1,01	1,03

Exemple de lecture (1^{re} ligne du tableau): au 4^e trimestre 2008, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi s'élevait à 1,01, ce qui veut dire qu'une majorité des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont annoncé à la STATEM vouloir soit maintenir, soit augmenter au trimestre prochain l'effectif de personnel annoncé au trimestre actuel. On peut donc s'attendre à une augmentation du nombre total d'emplois au trimestre prochain.

T43 Dynamik des Arbeitsmarkts: Bruttoübergänge zwischen Erwerbstätigkeit, Erwerbslosigkeit und Nichterwerbstätigkeit, Arbeitskräftewanderungen und natürliche Bewegungen, 2004-2009

AMG

In 1'000	Bestände 31.12.2004 und Abgänge 2004				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.04 und Zugänge 2004	4172	192	3342	136	60
Erwerbstätige 4156	3740	80	240	84	12
Erwerbslose 189	92	57	35	5	0
Nichterwerbsp. 3312	233	48	2937	47	47
Einwanderungen 171	107	7	56	...	...
Geburten 74	*	*	74	...	...

In 1'000	Bestände 31.12.2005 und Abgänge 2005				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.05 und Zugänge 2005	4228	189	3335	141	61
Erwerbstätige 4172	3770	80	221	89	12
Erwerbslose 192	90	58	38	5	0
Nichterwerbsp. 3342	252	44	2950	47	48
Einwanderungen 175	115	7	53	...	...
Geburten 73	*	*	73	...	...

In 1'000	Bestände 31.12.2006 und Abgänge 2006				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.06 und Zugänge 2006	4343	172	3309	136	60
Erwerbstätige 4228	3842	67	221	86	11
Erwerbslose 189	95	50	39	6	0
Nichterwerbsp. 3335	277	48	2918	44	48
Einwanderungen 193	128	7	57	...	...
Geburten 74	*	*	74	...	...

In 1'000	Bestände 31.12.2007 und Abgänge 2007				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.07 und Zugänge 2007	4457	161	3287	150	61
Erwerbstätige 4343	3963	61	205	101	12
Erwerbslose 172	89	45	33	5	0
Nichterwerbsp. 3309	262	46	2909	43	49
Einwanderungen 216	143	9	65	...	...
Geburten 75	*	*	75	...	...

In 1'000	Bestände 31.12.2008 und Abgänge 2008				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.08 und Zugänge 2008	4519	171	3321	153	61
Erwerbstätige 4457	4023	77	241	103	13
Erwerbslose 161	80	41	34	5	0
Nichterwerbsp. 3287	255	42	2896	45	48
Einwanderungen 244	161	10	72	...	...
Geburten 77	*	*	77	...	...

In 1'000	Bestände 31.12.2009 und Abgänge 2009				
	Erwerbs- tätige	Erwerbs- lose	Nichter- werbsp.	Auswan- derungen	Todes- fälle
Bestände 01.01.09 und Zugänge 2009	4544	232	3331	147	62
Erwerbstätige 4565	4079	114	254	105	14
Erwerbslose 170	73	59	34	4	0
Nichterwerbsp. 3288	271	45	2886	38	48
Einwanderungen 213	120	14	79	...	...
Geburten 79	*	*	79	...	...

Die Zahl der Erwerbspersonen am 1. Januar 2009 unterscheidet sich von derjenigen am 31. Dezember 2008: die AMG 2009 berücksichtigt neu die Revision der Erwerbstätigenstatistik (ETS), der Grenzgängerstatistik (GGS) und der Erwerbslosenstatistik gemäss ILO sowie die revidierte Gewichtung der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung (SAKE).

T44 Salaire mensuel brut (standardisé) selon le sexe, le niveau des qualifications requises, les secteurs, sections et divisions économiques, 2008

ESS

Salaires du secteur privé et public (seul. Confédération), en francs	Total				Hommes				Femmes			
	Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises			
	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4
Sections et divisions économiques NOGA												
01-93 Total	5823	7558	5622	4466	6248	8068	5852	4868	5040	6508	5147	4131
01 Secteur primaire (horticulture)	4286	5108	4533	3134	4487	5262	4667	3429	3598	4333	3807	2711
10-45 Secteur secondaire	5925	7254	5793	4834	6100	7363	5858	5137	5063	6618	5393	4203
10-14 Industries extractives	5823	6568	5783	5396	5838	6651	5778	5417	5659	5932	5835	5200
15-37 Industries manufacturières	6028	7647	5908	4705	6341	7802	6032	5116	4996	6822	5416	4189
15 Ind. alimentaires et des boissons	5273	6861	5385	4309	5656	7166	5644	4685	4516	5946	4754	3917
16 Industrie du tabac	7730	12272	8186	5228	8372	12740	8324	5729	5972	11401	7670	4458
17 Industrie textile	5026	6449	5200	4219	5680	6955	5720	4856	4173	5608	4436	3770
18 Ind. de l'habillement et fourrures	4649	6313	4480	4189	5647	7530	5323	5058	4248	5323	4235	3886
19 Industrie du cuir et de la chaussure	4259	6283	5200	3657	5038	7718	5556	4091	3812	5205	4763	3539
20 Trav. du bois, fabr. d'articles en bois	5482	5892	5417	4730	5511	5929	5429	4806	4986	5648	5073	4032
21 Industrie du papier et du carton	5937	7522	5973	5073	6192	7807	6114	5525	4606	6082	5261	4014
22 Edition, impression, reprod. d'enreg.	6444	7583	6318	4949	6880	7992	6608	5514	5521	6600	5742	4333
23-24 Industrie chimique	7774	10590	7321	5588	8087	10999	7568	5980	7094	9637	6825	4626
25 Fabr. de caoutchouc et mat. plast.	5506	7103	5720	4615	5824	7327	5830	5004	4520	6067	5242	4050
26 F. d'autres prod. minér. non métall.	5778	7361	5707	5080	5833	7486	5746	5169	5195	6275	5452	4509
27-28 Métallurgie, travail des métaux	5616	6807	5608	4717	5783	6909	5695	4949	4720	6047	5027	4198
29,34-35 Fabr. de machines/moy. transport	6366	7569	6006	4824	6553	7681	6088	5161	5196	6595	5443	4089
30-32 Fabr. d'équip. élect.; méc. de précis.	6533	8440	6043	4442	7116	8616	6229	5055	4735	7017	5417	4185
33 Instr. médic./précision, horlogerie	6020	8108	6056	4724	6835	8375	6400	5450	4896	6917	5413	4388
36-37 Autres indust. manufacturières	5438	6541	5421	4333	5662	6663	5512	4721	4560	5902	5038	3699
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7529	8773	6707	6131	7697	8913	6845	6343	6400	7835	5928	5325
45 Construction	5695	6336	5581	5131	5713	6381	5602	5150	5380	5796	5143	4550
50-93 Secteur tertiaire	5774	7804	5478	4291	6513	8800	5881	4588	5045	6500	5090	4122
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	5017	6785	4875	4210	5728	7531	5366	4569	4395	5610	4436	4045
50 Commerce et réparation de véhic.	5200	6036	5103	4156	5381	6190	5177	4329	4448	5009	4724	3813
51 Comm. de gros, interméd. du comm.	6311	8333	5891	4643	6744	9032	6066	4851	5623	6869	5571	4267
52 Comm. de détail, rép. art. domest.	4471	5831	4459	4123	5163	6628	4983	4436	4235	5075	4256	4031
55 Hôtellerie et restauration	4000	4813	4113	3683	4195	5159	4286	3729	3856	4516	3986	3647
60-64 Transports et communications	5951	8215	6176	5211	6130	8618	6296	5340	5552	6413	5886	4958
60 Transports terrestres et par conduites	5878	7110	6054	4827	5975	7380	6145	4930	5309	6118	5514	4377
61 Transports par eau	6144	7246	5899	5000	6381	7581	6182	4822	5608	6579	5373	X
62 Transports aériens	5768	7845	4897	4883	6883	8594	5310	5100	4859	5697	4601	4565
63 Auxil. des transports, ag. de voyage	5549	7255	5372	4670	5866	8015	5552	4828	5088	5910	5068	4487
64 Postes et télécommunications	6274	10653	6844	5483	6671	10895	7363	5559	5883	9056	6451	5233
65-67 Activités financières; assurances	8650	11295	6905	6062	10293	12221	7800	6602	6793	8968	6291	5825
65 Intermédiation financière	9127	12222	7064	6519	10714	13150	7810	6908	7143	9881	6434	6250
66 Assurances	7768	9728	6598	5523	9384	10556	7793	5982	6366	7811	6065	5417
67 Serv. auxil. financiers/des assurances	8750	10983	6865	5667	10685	12285	7809	5707	6750	8088	6313	5647
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	6800	8433	6000	4334	7565	9034	6263	4591	5810	7042	5675	4036
70-71 Activités immobilières	6111	7500	5778	4591	6516	8000	5961	4690	5714	6792	5641	4500
72,74 Activités informatiques	6825	8450	5995	4322	7593	9043	6265	4574	5753	7000	5642	3953
73 Recherche et développement	8061	9625	6784	5368	8882	10476	6920	5944	7251	8401	6621	5032
75 Adm. publique, défense, sécu. sociale	8327	10059	6895	5403	8547	10259	6901	5599	7750	9267	6845	5079
80 Enseignement	7137	8162	6430	4368	7992	8933	6829	4540	6571	7495	6208	4299
85 Santé et activités sociales	5823	6813	5674	4561	6690	7714	6231	4662	5589	6487	5540	4547
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5759	7319	5396	4008	6560	8139	5969	4308	4965	6394	4844	3832
90 Assainiss., voirie, gestion des déchets	5464	6511	5500	4597	5453	6544	5513	4588	5542	6293	5424	4798
91 Activités associatives	6945	7932	6294	4983	7583	8413	6563	5322	6519	7436	6168	4859
92 Activ. récréatives, cultur. et sportives	6365	8117	6076	4249	6822	8667	6283	4222	5792	7146	5790	4278
93 Services personnels	3683	4153	3584	3487	4400	5270	4267	3774	3550	3942	3465	3465

Salaire mensuel standardisé (équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail).

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

T45 Salaire mensuel brut (standardisé) selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2008

ESS

Salaires du secteur privé Hommes + Femmes Sections économiques NOGA	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord- ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification	5777	5906	5600	6077	6236	5413	5639	4906
01 Horticulture	4286	4607	4024	4333	4291	4181	4362	3916
10-14 Industries extractives	5823	5679	5951	6310	5649	5778	6148	5383
15-37 Industries manufacturières	6027	6358	5724	6886	6496	5716	5931	4651
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7529	7421	7378	8410	8043	7274	6906	6308
45 Construction	5695	5754	5638	5895	6012	5460	5602	5318
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	5017	5055	4777	5178	5156	4806	5296	4508
55 Hôtellerie et restauration	4000	3902	3931	4097	4236	3895	4036	3666
60-64 Transports et communications	5663	5417	6642	5305	6024	5083	5006	4942
65-67 Activités financières; assurances	8650	9330	6761	8111	9126	7454	7130	7276
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	6784	7240	6168	6965	7200	6056	6824	5600
80 Enseignement	7137	6657	7259	7901	7579	7653	7150	5857
85 Santé et activités sociales	5822	5796	5757	5752	6314	5691	5801	5422
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5719	5885	5526	5467	7034	4667	5033	4735
01-93 Niveau des qualifications 1+2	7455	7804	6856	7645	8508	6673	7010	6190
01 Horticulture	5111	5158	4890	5219	5560	4952	5045	4518
10-14 Industries extractives	6568	X	6280	7035	X	6812	X	5680
15-37 Industries manufacturières	7647	7804	7150	8704	8060	7220	7296	6392
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	8773	9105	8342	9235	9750	8304	8169	8390
45 Construction	6336	6198	6183	6786	7012	6152	6196	5544
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	6785	6748	6199	6370	7724	5916	6875	6190
55 Hôtellerie et restauration	4813	4700	4706	4741	5366	4643	4815	4580
60-64 Transports et communications	7230	7638	10192	6314	8251	6019	5799	5707
65-67 Activités financières; assurances	11301	13494	9131	10320	11510	9539	9564	10500
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	8408	9565	7674	8459	8868	7247	8157	7240
80 Enseignement	8162	8142	7905	8667	8263	8496	8222	6138
85 Santé et activités sociales	6810	7354	6666	6622	7120	6650	6800	6500
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	7231	7523	6856	6482	8404	5863	6619	[5 608]
01-93 Niveau des qualifications 3	5560	5897	5480	5803	5636	5254	5365	5092
01 Horticulture	4533	5029	4230	4359	4627	4333	4429	4634
10-14 Industries extractives	5783	5614	6012	6310	5375	5778	5979	5511
15-37 Industries manufacturières	5908	6402	5690	6438	6025	5674	5813	5037
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6707	6929	6386	7276	7086	6800	6228	6308
45 Construction	5581	5794	5550	5726	5741	5317	5457	5365
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4875	5114	4651	5147	4909	4672	4996	4500
55 Hôtellerie et restauration	4113	4235	4027	4094	4286	3910	4075	3810
60-64 Transports et communications	5652	5310	6814	5390	5816	4966	5000	4841
65-67 Activités financières; assurances	6905	8728	5833	6659	6793	6500	6044	6171
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	5991	6449	5615	6118	6190	5255	5725	5577
80 Enseignement	6430	6494	6848	6305	6146	6840	6300	6098
85 Santé et activités sociales	5674	5835	5587	5732	6014	5338	5330	5668
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5379	5714	5048	5348	6356	4480	4952	5036
01-93 Niveau des qualifications 4	4422	4550	4476	4570	4384	4333	4384	3901
01 Horticulture	3134	3988	2640	3179	2889	2985	3250	3011
10-14 Industries extractives	5396	X	5372	X	X	5446	5945	5241
15-37 Industries manufacturières	4705	5411	4680	4860	4805	4511	4733	3675
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6131	6634	5927	X	X	6125	X	X
45 Construction	5131	5260	5123	5255	5291	4921	4929	5046
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4210	4022	4046	4424	4338	4079	4160	3859
55 Hôtellerie et restauration	3683	3647	3619	3764	3926	3563	3588	3460
60-64 Transports et communications	4815	4911	5343	4598	4842	4497	4140	4267
65-67 Activités financières; assurances	6062	6101	5267	5692	6627	5573	5075	4828
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	4334	4699	4663	3942	3911	3812	4281	3667
80 Enseignement	4368	4291	4605	4434	4862	4399	4214	4339
85 Santé et activités sociales	4561	4717	4470	4536	4686	4330	4492	4707
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	4000	3976	4092	4037	4333	3749	4078	3704

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T46 Salaire mensuel brut (standardisé) des hommes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2008

ESS

Salaires du secteur privé Hommes Sections économiques NOGA	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord- ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification	6198	6250	5994	6500	6958	5801	6008	5215
01 Horticulture	4487	4723	4230	4519	4540	4333	4643	3992
10-14 Industries extractives	5838	5679	5977	6424	5649	5780	6155	5379
15-37 Industries manufacturières	6341	6635	6063	7108	6825	6046	6195	5098
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7697	7652	7552	8649	8642	7433	6970	6360
45 Construction	5713	5761	5664	5928	6041	5486	5631	5330
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	5728	5608	5404	5845	6106	5433	6029	4853
55 Hôtellerie et restauration	4195	4167	4127	4243	4357	4057	4333	3908
60-64 Transports et communications	5825	5533	6860	5393	6429	5163	5056	5111
65-67 Activités financières; assurances	10294	11033	8541	9593	10705	9312	9152	8883
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	7548	8125	6681	7659	8091	6738	7631	6250
80 Enseignement	7992	7412	7695	8766	8639	9013	8242	5952
85 Santé et activités sociales	6686	6428	6570	6622	7120	6805	7006	6338
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	6515	6400	6307	6245	7934	5303	5778	5141
01-93 Niveau des qualifications 1+2	7942	8305	7274	8136	9236	7042	7429	6500
01 Horticulture	5262	5218	5079	5330	5736	5159	5288	4653
10-14 Industries extractives	6651	X	6420	7213	X	6837	X	5709
15-37 Industries manufacturières	7802	8082	7323	8732	8251	7407	7475	6670
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	8913	9140	8443	9465	10424	8489	8169	8430
45 Construction	6381	6207	6221	6863	7141	6182	6219	5579
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	7531	7481	6667	7169	8667	6525	7564	6863
55 Hôtellerie et restauration	5159	5073	5005	4850	5674	4825	5200	4861
60-64 Transports et communications	7734	8125	10494	6665	9231	6222	5867	6077
65-67 Activités financières; assurances	12221	14933	10085	11110	12395	10733	10540	11655
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	9015	10357	8158	8992	9588	7722	8728	8020
80 Enseignement	8933	8746	8434	9260	9029	9785	9124	6662
85 Santé et activités sociales	7704	8049	7447	7767	7793	7674	7801	7281
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	8068	8269	7800	7187	9127	6608	7667	[6 588]
01-93 Niveau des qualifications 3	5789	6051	5742	6000	5989	5506	5569	5239
01 Horticulture	4667	5032	4396	4481	4786	4454	4562	4634
10-14 Industries extractives	5778	5614	6012	6352	5226	5778	5979	5511
15-37 Industries manufacturières	6031	6512	5850	6478	6188	5830	5949	5134
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6845	7050	6580	7522	7274	6838	6340	6375
45 Construction	5602	5803	5568	5745	5746	5345	5478	5389
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	5366	5410	5093	5606	5590	5196	5379	4694
55 Hôtellerie et restauration	4286	4400	4175	4230	4385	4003	4274	3991
60-64 Transports et communications	5754	5405	6857	5469	6115	5039	5007	4945
65-67 Activités financières; assurances	7800	9544	6859	7612	7452	8175	6729	6952
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	6250	6740	5972	6250	6413	5494	6029	5976
80 Enseignement	6829	6901	7014	6541	6677	7750	6801	5953
85 Santé et activités sociales	6230	6255	6129	6256	6496	6094	5950	6326
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5956	6024	5667	5923	7143	5096	5285	5216
01-93 Niveau des qualifications 4	4806	4936	4856	4912	4758	4746	4825	4333
01 Horticulture	3429	4237	2707	3291	3273	3200	3558	3560
10-14 Industries extractives	5417	X	5412	X	X	5446	5971	5241
15-37 Industries manufacturières	5116	5837	5071	5276	5176	4929	5125	4332
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6343	7022	6163	X	X	X	X	X
45 Construction	5150	5275	5163	5295	5295	4923	4963	5055
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4569	4409	4386	4744	4768	4385	4723	4029
55 Hôtellerie et restauration	3729	3741	3566	3810	3915	3486	3754	3577
60-64 Transports et communications	4827	4991	5332	4627	4877	4568	4353	4304
65-67 Activités financières; assurances	6602	6844	5610	6261	6861	6175	X	4762
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	4591	4744	4846	4267	4439	4210	4333	4040
80 Enseignement	4540	4726	4436	X	5407	X	X	X
85 Santé et activités sociales	4662	4739	4489	4593	4797	4452	4421	4973
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	4291	4383	4190	4282	4668	3788	4000	4016

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T47 Salaire mensuel brut (standardisé) des femmes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2008

ESS

Salaires du secteur privé Femmes Sections économiques NOGA	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord- ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification	4997	5299	4879	5300	5221	4568	4830	4198
01 Horticulture	3598	3593	3466	3764	3579	3628	3671	3250
10-14 Industries extractives	5659	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières	4996	5571	4777	6088	5417	4586	4800	3450
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6400	6150	6341	6829	7043	5931	X	X
45 Construction	5380	5674	5200	5598	5608	5055	5200	4983
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4395	4383	4246	4563	4444	4233	4518	4117
55 Hôtellerie et restauration	3856	3713	3828	3997	4125	3800	3921	3475
60-64 Transports et communications	5300	5124	5966	5107	5414	4677	4528	4541
65-67 Activités financières; assurances	6793	7512	5778	6450	7143	5930	6033	5778
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	5796	6284	5339	6061	6076	5096	5700	4841
80 Enseignement	6571	6208	6859	7250	6926	6689	6479	5588
85 Santé et activités sociales	5588	5628	5547	5544	6064	5360	5511	5210
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	4922	5260	4803	4738	5992	4176	4415	4000
01-93 Niveau des qualifications 1+2	6456	6992	6085	6492	7099	5715	6142	5513
01 Horticulture	4333	4513	3972	4457	4983	4119	4189	X
10-14 Industries extractives	5932	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières	6822	6955	6265	8548	7125	6175	6426	5481
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7835	8743	7588	7820	X	X	X	X
45 Construction	5796	5958	5742	6088	6057	5416	5637	X
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	5610	5789	5322	5134	6195	4794	5747	5417
55 Hôtellerie et restauration	4516	4282	4378	4566	4952	4442	4639	4120
60-64 Transports et communications	5921	6403	6630	5619	6303	5190	5359	5094
65-67 Activités financières; assurances	8968	10353	6905	8214	9365	6803	7143	7178
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	7035	8125	6393	7057	7412	5961	6808	5900
80 Enseignement	7495	7511	7455	8033	7549	7399	7500	5280
85 Santé et activités sociales	6486	7110	6391	6214	6760	6261	6415	6173
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	6307	6931	6000	5520	7385	5180	4987	4313
01-93 Niveau des qualifications 3	5095	5597	4974	5417	5103	4635	4859	4718
01 Horticulture	3807	4067	3667	3764	3870	3792	3817	X
10-14 Industries extractives	5835	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières	5416	5980	5125	6284	5482	5017	5198	4572
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	5928	5994	5730	6216	6768	5746	X	X
45 Construction	5143	5380	5073	5302	5295	4994	5010	X
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4436	4682	4313	4694	4428	4251	4577	4184
55 Hôtellerie et restauration	3986	3927	3921	4021	4186	3812	4024	3589
60-64 Transports et communications	5400	5084	6667	5186	5395	4656	4736	4589
65-67 Activités financières; assurances	6291	7710	5571	6118	6349	5742	5741	5810
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	5673	6097	5208	5969	5958	5019	5326	5098
80 Enseignement	6208	6203	6744	6234	5905	6241	5929	6160
85 Santé et activités sociales	5539	5701	5474	5610	5871	5171	5237	5456
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	4825	5417	4479	4786	5536	4033	4510	4617
01-93 Niveau des qualifications 4	4116	4160	4168	4255	4219	3886	4047	3458
01 Horticulture	2711	3280	2560	3085	2506	2679	2779	X
10-14 Industries extractives	5200	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières	4189	4771	4312	4290	4362	3920	4181	2933
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	5325	5151	4950	X	X	X	X	X
45 Construction	4550	4767	4203	4507	5111	4223	4571	X
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4045	3861	3940	4289	4224	3921	4027	3700
55 Hôtellerie et restauration	3647	3600	3640	3745	3945	3587	3524	3400
60-64 Transports et communications	4792	4768	5354	4519	4816	4231	3810	4006
65-67 Activités financières; assurances	5825	5874	5133	5459	6429	5397	5075	4868
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	4030	4665	4386	3673	3549	3652	4251	3391
80 Enseignement	4299	4058	4670	4372	4725	4399	4101	4250
85 Santé et activités sociales	4547	4711	4469	4531	4651	4321	4501	4654
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	3815	3667	4027	3880	4065	3717	4111	3285

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T48 Salaire mensuel net, y compris la rétribution des heures supplémentaires selon le sexe et le taux d'occupation, 2008

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération)	Total (plein temps + temps partiel)			Plein temps			Temps partiel		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Répartition des salariés en % par classes de salaires									
0-1000 francs	6,3	2,6	11,1	0,0	X	X	20,7	21,7	20,4
1001-2000 francs	6,7	2,2	12,5	0,2	0,1	0,5	21,5	17,7	22,6
2001-3000 francs	8,3	2,9	15,5	2,3	1,1	5,3	22,1	16,0	23,9
3001-4000 francs	14,7	9,6	21,4	14,2	8,8	27,8	15,9	15,0	16,2
4001-5000 francs	19,8	22,3	16,5	24,3	23,8	25,7	9,6	12,0	8,8
5001-6000 francs	15,6	20,2	9,7	20,3	21,9	16,1	5,0	7,3	4,3
6001-7000 francs	9,4	12,5	5,4	12,5	13,6	9,6	2,3	4,2	1,8
7001-8000 francs	5,8	8,0	2,9	7,8	8,7	5,4	1,1	2,3	0,7
8001-9000 francs	3,7	5,3	1,6	5,1	5,9	3,1	0,6	1,4	0,3
9001-10000 francs	2,5	3,6	0,9	3,4	4,1	1,9	0,2	0,6	0,1
10001-11000 francs	1,6	2,5	0,6	2,3	2,8	1,2	0,1	0,4	0,0
11001-12000 francs	1,1	1,7	0,3	1,5	1,9	0,7	0,0	0,1	0,0
12001-13000 francs	0,7	1,2	0,2	1,1	1,3	0,5	0,0	0,1	0,0
13001-14000 francs	0,5	0,8	0,1	0,8	1,0	0,3	0,0	0,1	0,0
14001-15000 francs	0,4	0,6	0,1	0,6	0,7	0,2	0,0	0,0	X
15001-16000 francs	0,3	0,5	0,0	0,4	0,5	0,1	0,0	X	X
16001-17000 francs	0,2	0,3	0,0	0,3	0,4	0,1	0,0	X	X
17001-18000 francs	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	0,1	X	X	X
18001-19000 francs	0,1	0,2	0,0	0,2	0,3	0,1	X	X	X
19001-20000 francs	0,1	0,2	0,0	0,1	0,2	0,0	X	X	X
20001+	1,0	1,6	0,2	1,4	1,8	0,4	0,0	0,1	X
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Quantiles en francs									
Quantile 10%	1559	3357	910	3649	3990	3231	540	514	546
Quantile 20%	2857	4143	1731	4148	4468	3594	968	925	981
Quantile 30%	3646	4599	2428	4558	4854	3891	1438	1410	1444
Quantile 40%	4202	5003	3038	4954	5234	4205	1899	2026	1875
Quantile, médiane 50%	4698	5440	3520	5379	5679	4571	2340	2645	2282
Quantile 60%	5210	5993	3965	5907	6252	5028	2789	3297	2690
Quantile 70%	5860	6748	4494	6622	7032	5600	3287	3959	3135
Quantile 80%	6843	7902	5225	7709	8231	6389	3967	4746	3731
Quantile 90%	8767	10093	6472	9819	10498	7830	4997	5998	4695

Salaire net = salaire brut moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13e +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

Délimitation des quantiles: Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

T49 Salaire mensuel net, répartition des salariés par classes de salaires, selon le sexe, le taux d'occupation et les grandes régions, 2008

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération) En pourcent	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
Total (hommes + femmes)								
0-1000 francs	6,3	5,2	6,5	6,3	6,6	6,7	7,5	4,0
1001-2000 francs	6,7	6,0	7,4	6,1	6,5	7,1	7,0	6,3
2001-3000 francs	8,3	8,4	9,0	7,5	7,5	8,7	7,4	13,4
3001-4000 francs	14,7	15,3	15,4	12,4	13,2	15,7	14,4	23,0
4001-5000 francs	19,8	18,3	21,3	19,2	16,8	23,4	21,7	23,5
5001-6000 francs	15,6	15,1	16,2	16,7	14,3	16,9	16,7	12,6
6001-7000 francs	9,4	9,6	8,9	10,3	10,0	9,0	9,2	6,4
7001-8000 francs	5,8	5,9	5,3	6,6	6,7	4,7	5,2	3,3
8001+	13,4	16,2	10,0	14,9	18,4	7,8	10,9	7,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes à plein temps								
0-3000 francs	1,2	1,6	1,1	0,9	0,8	1,4	1,1	3,7
3001-4000 francs	8,8	9,7	8,7	6,3	7,0	9,9	8,5	21,9
4001-5000 francs	23,8	21,4	26,3	22,3	18,0	29,7	26,9	31,1
5001-6000 francs	21,9	20,4	24,1	22,5	18,8	24,9	24,3	17,6
6001-7000 francs	13,6	13,2	13,7	14,7	13,8	13,9	13,6	9,0
7001-8000 francs	8,7	8,4	8,5	9,9	10,1	7,6	8,1	4,8
8001+	22,0	25,3	17,6	23,4	31,5	12,6	17,5	11,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes à plein temps								
0-3000 francs	5,8	5,5	5,1	3,6	3,3	9,2	4,9	23,4
3001-4000 francs	27,8	25,6	31,6	23,2	23,4	35,5	31,4	32,6
4001-5000 francs	25,7	21,5	29,0	25,8	25,1	28,8	28,2	21,1
5001-6000 francs	16,1	15,8	16,0	18,5	17,1	13,9	15,8	10,6
6001-7000 francs	9,6	10,6	8,2	10,9	11,8	6,4	8,5	5,8
7001-8000 francs	5,4	6,8	4,4	6,2	6,8	2,8	4,1	2,6
8001+	9,6	14,2	5,7	11,8	12,5	3,4	7,1	3,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes à temps partiel								
0-1000 francs	21,7	20,4	19,6	23,8	23,5	20,2	27,0	14,0
1001-2000 francs	17,7	18,8	16,8	17,1	17,7	18,7	17,4	19,1
2001-3000 francs	16,0	17,1	16,5	14,6	14,4	18,2	14,5	20,3
3001-4000 francs	15,0	15,4	16,4	14,9	13,0	14,7	14,7	18,8
4001-5000 francs	12,0	13,0	12,7	11,3	10,3	13,6	10,5	15,8
5001-6000 francs	7,3	7,0	7,0	8,0	7,8	7,1	7,0	6,3
6001+	10,3	8,3	11,0	10,3	13,3	7,5	8,9	5,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes à temps partiel								
0-1000 francs	20,4	17,3	19,2	20,4	20,8	24,4	24,7	17,9
1001-2000 francs	22,6	20,7	23,0	21,1	21,5	25,3	24,9	27,5
2001-3000 francs	23,9	24,0	24,9	23,4	23,0	24,1	22,2	28,8
3001-4000 francs	16,2	16,9	16,5	17,0	16,5	14,5	14,0	14,7
4001-5000 francs	8,8	10,2	9,1	9,5	8,7	7,0	8,0	6,8
5001-6000 francs	4,3	5,4	4,1	4,8	4,9	2,8	3,5	2,6
6001+	3,8	5,5	3,2	3,8	4,6	1,9	2,7	1,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Salaire net = salaire brut moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13e +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

**T50 Salaire mensuel net, délimitation des quantiles, selon le sexe, le taux d'occupation
et les grandes régions, 2008**

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération) En francs	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
Total								
Quantile 10%	1559	1804	1492	1598	1506	1463	1334	1961
Quantile 20%	2857	3018	2696	2994	2914	2742	2755	2789
Quantile 30%	3646	3693	3537	3847	3763	3544	3637	3290
Quantile 40%	4202	4278	4077	4418	4351	4077	4178	3729
Quantile, médiane 50%	4698	4810	4551	4915	4950	4503	4633	4129
Quantile 60%	5210	5374	5013	5429	5596	4920	5080	4523
Quantile 70%	5860	6103	5563	6117	6435	5399	5625	4977
Quantile 80%	6843	7232	6387	7140	7658	6097	6464	5697
Quantile 90%	8767	9606	7950	9059	9972	7346	8113	7118
Hommes à plein temps								
Quantile 10%	3990	3915	4004	4174	4151	3929	4019	3400
Quantile 20%	4468	4442	4445	4633	4705	4346	4462	3819
Quantile 30%	4854	4882	4794	5015	5197	4667	4789	4148
Quantile 40%	5234	5304	5128	5404	5710	4966	5110	4452
Quantile, médiane 50%	5679	5811	5503	5881	6341	5290	5474	4750
Quantile 60%	6252	6423	5977	6478	7101	5692	5947	5137
Quantile 70%	7032	7329	6637	7267	8121	6223	6604	5693
Quantile 80%	8231	8844	7629	8413	9566	6995	7593	6580
Quantile 90%	10498	12041	9362	10613	12443	8459	9544	8444
Femmes à plein temps								
Quantile 10%	3231	3219	3261	3408	3475	3033	3243	2546
Quantile 20%	3594	3567	3575	3776	3810	3388	3561	2907
Quantile 30%	3891	3945	3829	4114	4096	3638	3835	3172
Quantile 40%	4205	4387	4088	4462	4451	3876	4101	3457
Quantile, médiane 50%	4571	4853	4386	4880	4898	4133	4406	3785
Quantile 60%	5028	5401	4751	5343	5434	4441	4788	4150
Quantile 70%	5600	6093	5201	5915	6054	4834	5264	4558
Quantile 80%	6389	7076	5857	6757	6884	5362	5948	5194
Quantile 90%	7830	8872	6991	8378	8441	6278	7155	6283
Hommes à temps partiel								
Quantile 10%	514	566	536	435	526	534	430	752
Quantile 20%	925	979	1016	830	866	998	748	1377
Quantile 30%	1410	1500	1587	1294	1301	1451	1152	1846
Quantile 40%	2026	2038	2225	1921	1924	2057	1707	2344
Quantile, médiane 50%	2645	2591	2811	2634	2598	2626	2350	2841
Quantile 60%	3297	3223	3403	3320	3317	3221	3079	3310
Quantile 70%	3959	3875	4027	3962	4102	3876	3754	3849
Quantile 80%	4746	4586	4776	4813	5077	4527	4500	4481
Quantile 90%	5998	5634	6131	6007	6489	5551	5732	5251
Femmes à temps partiel								
Quantile 10%	546	648	565	512	564	448	466	619
Quantile 20%	981	1140	1035	981	963	828	831	1104
Quantile 30%	1444	1645	1494	1474	1439	1227	1199	1485
Quantile 40%	1875	2083	1906	1932	1901	1616	1606	1827
Quantile, médiane 50%	2282	2502	2293	2359	2337	2009	2014	2137
Quantile 60%	2690	2910	2691	2781	2767	2400	2424	2460
Quantile 70%	3135	3390	3125	3222	3205	2816	2895	2815
Quantile 80%	3731	4064	3698	3831	3818	3316	3503	3281
Quantile 90%	4695	5093	4615	4774	4873	4156	4448	4111

Délimitation des quantiles:

Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

T51 Indice des salaires nominaux (1993=100) selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2005-2010

ISS

En points		Indice 1993 = 100						Variation en pour cent par rapport l'année précédente				
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Sections et divisions économiques NOGA												
01-93	Total	115,2	116,6	118,5	120,9	123,4	124,5	1,2	1,6	2,0	2,1	0,8
10-45	Secteur secondaire	114,7	116,0	117,7	119,9	122,6	123,4	1,1	1,5	1,8	2,3	0,6
10-14/40-41	Indust. extractives, d'électricité/gaz/eau	113,7	115,1	116,8	119,3	121,6	123,0	1,2	1,5	2,2	1,9	1,1
15-37	Industries manufacturières	115,0	116,3	118,0	120,1	123,0	123,7	1,1	1,5	1,8	2,4	0,5
15-16	Indust. alim., des boissons et du tabac	114,0	115,2	115,3	117,0	118,8	120,1	1,0	0,1	1,5	1,5	1,1
17-18	Industrie textile, habillement et fourrures	112,4	114,8	115,5	117,1	119,3	119,5	2,1	0,7	1,3	1,9	0,2
20	Travail du bois, fabr. d'articles en bois	113,4	114,3	115,8	117,9	119,7	120,2	0,8	1,3	1,8	1,6	0,4
21-22	Ind. du papier, carton; édition, impression	110,5	110,8	112,0	113,8	116,8	117,2	0,3	1,1	1,6	2,6	0,3
19, 23-25	Cokéf, ind. chimique, caoutchouc, plast.	123,2	125,3	128,0	130,6	133,9	135,2	1,7	2,2	2,1	2,5	1,0
26	Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	113,3	114,8	116,2	117,8	120,4	120,5	1,3	1,2	1,4	2,2	0,0
27-28	Métallurgie et travail des métaux	113,8	115,2	116,4	118,1	120,6	121,0	1,3	1,0	1,5	2,1	0,3
29, 34-35	Fabr. de machines, eq., moy. de transport	112,5	113,8	115,7	118,1	121,2	121,2	1,2	1,7	2,0	2,6	0,0
30-33	Fabr. d'éq. électr., électron., de précision	116,3	117,4	119,5	121,7	126,5	127,3	0,9	1,8	1,8	2,9	0,6
36-37	Autres industries manufacturières	113,5	115,3	115,3	117,3	120,2	121,1	1,5	0,0	1,7	2,5	0,7
45	Construction	114,0	115,2	117,1	119,5	121,8	122,7	1,1	1,7	2,0	2,0	0,7
50-93	Secteur tertiaire	115,7	117,1	119,1	121,6	124,1	125,2	1,2	1,7	2,1	2,0	0,9
50-52/55	Commerce, rép.; hôtellerie et restauration	115,9	117,0	118,7	121,2	123,9	124,8	1,0	1,4	2,2	2,2	0,7
50	Commerce et réparation de véhicules	114,8	115,6	116,4	118,9	121,3	121,7	0,7	0,7	2,2	2,0	0,3
51	Comm. de gros, intermédiaires du comm.	115,2	116,5	118,3	121,3	123,7	124,9	1,1	1,5	2,6	1,9	1,0
52	Comm. de détail, rép. art. domestiques	115,9	117,3	119,4	121,7	124,4	125,1	1,2	1,7	1,9	2,3	0,5
55	Hôtellerie et restauration	117,0	117,4	118,7	120,9	123,8	124,9	0,3	1,1	1,8	2,4	0,8
60-64	Transports et communications	111,9	112,8	114,8	117,0	119,5	120,4	0,8	1,8	1,9	2,2	0,7
60-63	Transports terrestres et par conduites	107,2	107,6	109,5	111,4	113,2	114,0	0,4	1,7	1,7	1,6	0,7
64	Postes et télécommunications	120,5	122,1	124,4	127,2	131,3	132,3	1,3	1,9	2,2	3,3	0,7
65-67/70-74	Act. financ., assur., immob., inform., R&D	121,5	123,3	125,9	128,7	131,2	132,6	1,5	2,1	2,2	1,9	1,1
65	Intermédiation financière	124,0	127,0	130,2	133,3	135,7	137,7	2,5	2,5	2,4	1,8	1,5
66	Assurances	126,1	128,3	130,2	133,1	134,9	136,3	1,8	1,4	2,3	1,4	1,0
67	Serv. auxil. financiers et des assurances	125,3	126,5	129,6	131,3	133,9	135,3	1,0	2,4	1,4	2,0	1,0
70-74	Immobilier; location; informatique; R&D	117,8	118,8	121,2	123,8	126,4	127,6	0,9	2,1	2,1	2,2	0,9
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	112,3	113,6	115,4	118,3	121,0	122,4	1,1	1,6	2,5	2,3	1,2
80-93	Enseign.; santé et autres services coll.	114,1	115,7	117,3	119,7	121,9	123,1	1,4	1,3	2,0	1,9	1,0
80	Enseignement	110,9	113,3	115,0	117,5	119,7	120,6	2,2	1,5	2,2	1,8	0,8
85	Santé et activités sociales	114,9	116,1	117,8	120,0	122,5	123,8	1,1	1,4	1,9	2,0	1,1
90-93	Autres services collectifs et personnels	116,8	117,9	118,7	121,3	122,8	123,9	0,9	0,7	2,2	1,3	0,9
Sexe												
Hommes		114,3	115,5	117,4	120,0	122,5	123,4	1,1	1,6	2,2	2,1	0,7
Femmes		117,9	119,4	121,2	123,5	126,1	127,4	1,3	1,5	1,8	2,1	1,1

T52 Indice des salaires réels (1993=100) selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2005-2010

ISS

En points		Indice 1993 = 100						Variation en pour cent par rapport l'année précédente				
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Sections et divisions économiques NOGA												
01-93	Total	103,7	103,8	104,7	104,3	107,0	107,2	0,1	0,9	-0,4	2,6	0,1
10-45	Secteur secondaire	103,2	103,3	104,1	103,5	106,3	106,2	0,1	0,8	-0,6	2,8	-0,1
10-14/40-41	Indust. extractives, d'électricité/gaz/eau	102,3	102,5	103,2	103,0	105,4	105,9	0,2	0,7	-0,2	2,4	0,5
15-37	Industries manufacturières	103,5	103,6	104,3	103,6	106,7	106,5	0,1	0,7	-0,6	2,9	-0,2
15-16	Indust. alim., des boissons et du tabac	102,6	102,6	101,9	101,0	103,0	103,4	0,0	-0,6	-0,9	2,0	0,4
17-18	Industrie textile, habillement et fourrures	101,1	102,2	102,1	101,0	103,4	102,9	1,1	-0,1	-1,1	2,4	-0,5
20	Travail du bois, fabr. d'articles en bois	102,0	101,8	102,3	101,7	103,8	103,5	-0,2	0,5	-0,6	2,1	-0,3
21-22	Ind. du papier, carton; édition, impression	99,4	98,6	99,0	98,2	101,3	100,9	-0,8	0,4	-0,8	3,1	-0,4
19, 23-25	Cokéf, ind. chimique, caoutchouc, plast.	110,8	111,5	113,1	112,7	116,1	116,4	0,6	1,4	-0,4	3,0	0,3
26	Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	101,9	102,2	102,7	101,7	104,4	103,8	0,3	0,4	-1,0	2,7	-0,7
27-28	Métallurgie et travail des métaux	102,4	102,6	102,9	101,9	104,6	104,2	0,2	0,3	-0,9	2,6	-0,4
29, 34-35	Fabr. de machines, éq., moy. de transport	101,2	101,3	102,3	101,9	105,1	104,4	0,1	1,0	-0,4	3,1	-0,7
30-33	Fabr. d'éq. électr., électron., de précision	104,6	104,5	105,6	105,0	108,6	108,5	-0,2	1,1	-0,6	3,4	-0,1
36-37	Autres industries manufacturières	102,1	102,6	101,9	101,2	104,3	104,3	0,5	-0,7	-0,7	3,0	0,1
45	Construction	102,6	102,6	103,5	103,1	105,7	105,7	0,0	0,9	-0,4	2,4	0,0
50-93	Secteur tertiaire	104,1	104,3	105,3	104,9	107,6	107,9	0,1	0,9	-0,3	2,5	0,2
50-52/55	Commerce, rép.; hôtellerie et restauration	104,3	104,2	104,9	104,6	107,4	107,4	-0,1	0,7	-0,3	2,7	0,0
50	Commerce et réparation de véhicules	103,3	102,9	102,8	102,6	105,2	104,8	-0,4	-0,1	-0,2	2,5	-0,4
51	Comm. de gros, intermédiaires du comm.	103,7	103,8	104,5	104,7	107,2	107,5	0,1	0,8	0,2	2,4	0,3
52	Comm. de détail, rép. art. domestiques	104,3	104,4	105,5	105,0	107,9	107,7	0,2	1,0	-0,5	2,7	-0,1
55	Hôtellerie et restauration	105,3	104,5	104,9	104,3	107,4	107,5	-0,8	0,4	-0,6	2,9	0,1
60-64	Transports et communications	100,7	100,4	101,4	100,9	103,6	103,7	-0,3	1,0	-0,5	2,7	0,0
60-63	Transports terrestres et par conduites	96,4	95,8	96,8	96,1	98,1	98,1	-0,6	1,0	-0,7	2,1	0,0
64	Postes et télécommunications	108,5	108,7	109,9	109,7	113,9	113,9	0,2	1,1	-0,2	3,8	0,1
65-67/70-74	Act. financ., assur., immob., inform., R&D	109,3	109,7	111,3	111,0	113,7	114,2	0,4	1,4	-0,2	2,4	0,4
65	Intermédiation financière	111,5	113,1	115,1	115,0	117,6	118,6	1,4	1,8	-0,1	2,3	0,8
66	Assurances	113,5	114,3	115,0	114,9	117,0	117,4	0,7	0,7	-0,2	1,9	0,3
67	Serv. auxil. financiers et des assurances	112,8	112,6	114,5	113,3	116,1	116,5	-0,1	1,7	-1,0	2,5	0,3
70-74	Immobilier;location;informatique; R&D	106,0	105,8	107,2	106,8	109,6	109,9	-0,2	1,3	-0,3	2,7	0,2
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	101,1	101,1	102,0	102,1	104,9	105,4	0,1	0,8	0,1	2,8	0,5
80-93	Enseign.; santé et autres services coll.	102,7	103,0	103,7	103,3	105,7	106,0	0,3	0,6	-0,4	2,4	0,3
80	Enseignement	99,8	100,8	101,6	101,4	103,8	103,9	1,1	0,8	-0,2	2,3	0,1
85	Santé et activités sociales	103,4	103,4	104,1	103,6	106,2	106,6	0,0	0,7	-0,5	2,5	0,4
90-93	Autres services collectifs et personnels	105,1	105,0	104,9	104,7	106,5	106,7	-0,1	-0,1	-0,2	1,8	0,2
Sexe												
Hommes		102,8	102,9	103,8	103,6	106,2	106,2	0,1	0,9	-0,2	2,6	0,0
Femmes		106,1	106,3	107,2	106,5	109,3	109,8	0,2	0,8	-0,6	2,6	0,4

T53 Accords salariaux conclus dans les principales conventions collectives de travail¹⁾, selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2011

EAS

Sections et divisions économiques NOGA			Salariés assujettis aux principales CCT	Salariés assujettis aux princip. CCT avec négociation salariale ²⁾	Accords sur les adaptations nominales des salaires effectifs		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux	
					Salariés assujettis	Adapt. du salaire en %	Salariés assujettis ³⁾	Adapt. du salaire en %
A-O	01-93	Total	1 400 600	1 038 200	495 300	1,6	882 300	0,3
A	01	Secteur primaire	13 800	13 800	-	*	13 800	2,1
C-F	10-45	Secteur secondaire	400 700	268 600	194 900	1,1	267 100	0,5
C	10-14	Industries extractives	-	-	-	*	-	*
D	15-37	Industries manufacturières	247 400	123 000	116 300	0,7	121 500	0,4
	15	Industries alimentaires et des boissons	21 800	20 300	20 300	0,7	20 300	0,5
	16	Industrie du tabac	-	-	-	*	-	*
	17	Industrie textile	-	-	-	*	-	*
	18	Industrie de l'habillement et des fourrures	1 500	1 500	1 500	1,0	1 500	1,0
	19	Industrie du cuir et de la chaussure	-	-	-	*	-	*
	20	Travail du bois, fabrication d'art. en bois	31 300	31 300	28 100	1,0	31 300	0,2
	21	Industrie du papier et du carton	1 700	-	-	*	-	*
	22	Edition, impres., reproduction d'enregistr.	18 600	-	-	*	-	*
	23	Cokéfaction; raffinage; traitement nucléaire	-	-	-	*	-	*
	24	Industrie chimique	7 400	3 000	3 000	1,9	1 600	2,0
	25	Fabr. de caoutchouc et matières plastiques	-	-	-	*	-	*
	26	Fabr. d'autres prod. minéraux non métal.	1 900	1 900	1 900	1,0	1 900	1,2
	27	Métallurgie	-	-	-	*	-	*
	28	Travail des métaux	14 000	14 000	14 000	1,0	14 000	0,2
	29	Fabrication de machines et d'équipements	100 000	3 500	-	*	3 500	1,1
	30	Fabr. de machines de bureau, ordinateurs	-	-	-	*	-	*
	31	Fabr. de machines et appareils électriques	-	-	-	*	-	*
	32	Fabr. d'équip. de radio, TV, communication	-	-	-	*	-	*
	33	Instruments médicaux/précision, horlogerie	44 400	44 400	44 400	0,3	44 400	0,4
	34	Industrie automobile	3 200	3 200	3 200	0,9	3 200	1,3
	35	Fabrication d'autres moyens de transport	1 700	-	-	*	-	*
	36	Fabr. de meubles, bijoux et d'autres articles	-	-	-	*	-	*
	37	Récupération et préparation au recyclage	-	-	-	*	-	*
E	40-41	Production, distribution d'électricité/gaz/eau	1 800	-	-	*	-	*
F	45	Construction	151 500	145 600	78 600	1,7	145 600	0,5
G-O	50-93	Secteur tertiaire	724 200	600 900	300 400	1,9	446 400	0,3
G	50-52	Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	169 400	158 100	135 100	2,3	53 300	0,5
	50	Commerce et réparation de véhicules	12 400	8 400	8 400	1,0	8 400	0,8
	51	Commerce de gros, intermédiaires du comm.	3 800	3 800	3 800	1,5	-	*
	52	Commerce de détail, rép. art. domestiques	153 100	145 900	122 800	2,5	44 800	0,4
H	55	Hôtellerie et restauration	200 000	200 000	-	*	200 000	0,0
I	60-64	Transports et communications	108 900	88 100	83 100	1,9	45 800	1,1
	60	Transports terrestres et par conduites	42 100	34 100	29 100	1,5	7 600	1,4
	61	Transports par eau	-	-	-	*	-	*
	62	Transports aériens	2 100	-	-	*	-	*
	63	Auxiliaires des transp., agences de voyage 4)	1 900	1 900	1 900	1,5	-	*
	64	Postes et télécommunications	62 700	52 000	52 000	2,1	38 100	1,0
J	65-67	Activités financières; assurances	74 200	-	-	*	-	*
	65	Intermédiation financière	74 200	-	-	*	-	*
	66	Assurances	-	-	-	*	-	*
	67	Serv. auxiliaires financiers/des assurances	-	-	-	*	-	*
K	70-74	Immobilier; location; inform.; R&D	80 500	80 500	8 100	1,9	80 500	0,5
	70	Activités immobilières	3 700	3 700	-	*	3 700	0,2
	71	Location de machines et équipements	-	-	-	*	-	*
	72	Activités informatiques	-	-	-	*	-	*
	73	Recherche et développement	-	-	-	*	-	*
	74	Autres services fournis aux entreprises	76 800	76 800	8 100	1,9	76 800	0,6
L	75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	10 300	10 300	10 300	0,7	10 300	0,7
M	80	Enseignement	5 300	2 300	2 300	1,5	-	*
N	85	Santé et activités sociales	61 600	56 500	56 500	1,3	56 500	0,4
O	90-93	Autres services collectifs et personnels	14 000	5 100	5 100	2,4	-	*
	90	Assainissement, voirie, gestion des déchets	-	-	-	*	-	*
	91	Activités associatives	-	-	-	*	-	*
	92	Activités récréatives, culturelles et sportives	5 100	5 100	5 100	2,4	-	*
	93	Services personnels	9 000	-	-	*	-	*
		Activités non répartissables ⁴⁾	261 900	155 000	-	*	155 000	0,0

1) Il s'agit de CCT du secteur privé et public concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties.

2) A ce nombre il faut ajouter 1'700 personnes concernées par un arbitrage en cours (1 CCT).

3) A ce nombre il faut rajouter 26'500 personnes assujetties à 2 CCT dont la grille salariale a changé de structure (adaptation non calculable).

4) Employés de commerce et personnel de vente

Le signe "-" signifie zéro, le signe "*" signifie non pertinent

**T54 Conventions collectives de travail (CCT) selon le type, la taille et le secteur économique
état au 1^{er} mai 2007**

ECS

	Conventions collectives de travail ¹⁾ au total		Conventions collectives de travail ¹⁾ avec salaires minimaux		CCT ¹⁾ au champ d'application étendu ^{2),3)}	
	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s
Total	615	1 682 900	494	1 243 300	62	588 200
Type de CCT						
CCT d'association	209	1 378 800	177	963 800	62	588 200
CCT d'entreprises ⁴⁾	406	304 000	317	279 500	0	0
Taille (Nombre d'assujetti(e)s)						
< 1'000	471	100 800	383	84 700	30	15 000
1'000 - 4'999	87	188 400	69	145 300	16	32 000
5'000 - 9'999	11	67 700	8	48 700	4	28 400
10'000 - 99'999	25	752 400	21	598 500	11	296 700
100'000 et plus	4	573 600	2	366 000	1	216 000
Sans indication	17		11		0	
Secteur économique						
Secteur primaire	9	7 400	9	7 400	4	2 300
Secteur secondaire	266	537 800	194	311 100	40	258 800
Secteur tertiaire	332	819 900	286	726 900	18	327 000
Inclassable	8	317 700	5	197 900		

1) CCT d'association et d'entreprises de base qui ne dépendent pas d'autres CCT; sans les CCT internes d'entreprises. CCT spécifiques au thème de la retraite anticipée ou prévoyance professionnelle incluses. 2007: 82'200 personnes (4CCT, secteur secondaire), 2005: 119'800 personnes (6CCT, secteur secondaire), 2003: 13'100 personnes (2CCT, secteur secondaire)

2) CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs d'un domaine donné (activité, profession et branche économique)

3) Au 1^{er} mai 2007 3 conventions complémentaires à des CCT de base non étendues pour un total de 22'200 personnes salariées ont également fait l'objet d'une extension de leur champ d'application.

4) Y compris les CCT d'administration publique

**T55 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE,
taux d'activité standardisé, taux d'activité par âge, part du temps partiel, 2^e trimestre 2010**

ESPA / EUROSTAT¹

	Taux d'activité standardisé (15 ans et +), en %			Taux d'activité par âge, en %				Part du temps partiel, en %		
	Total	Hommes	Femmes	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans	Total	Hommes	Femmes
Suisse	67,7	75,2	60,6	82,2	66,5	89,7	77,3	34,1	13,7	58,6
UE/AELE										
UE-27	57,5	65,0	50,5	71,1	42,8	85,9	60,9	19,4	8,8	32,1
UE-25	57,7	65,2	50,7	71,5	43,6	86,1	61,3	20,0	8,7	33,5
UE-15	58,0	65,3	51,1	72,4	46,1	86,1	62,6	22,2	9,4	37,6
Belgique	53,5	60,7	46,6	66,9	30,8	87,3	53,2	24,5	9,3	43,2
Bulgarie	52,2	57,9	47,0	66,9	29,3	84,4	58,3	2,4	2,2	2,7
République tchèque	58,3	67,9	49,1	70,0	29,7	87,4	62,6	6,0	3,0	10,0
Danemark	65,0	69,6	60,5	80,0	68,9	89,5	70,6	27,1	15,3	39,8
Allemagne	59,3	65,9	53,0	76,5	50,0	87,7	71,3	26,4	9,6	46,0
Estonie	60,6	66,5	55,9	73,6	38,6	89,0	70,8	11,6	7,6	15,1
Irlande	61,2	69,2	53,4	70,1	42,9	81,8	62,7	22,1	11,6	34,1
Grèce	54,0	64,3	44,2	68,3	30,2	85,5	55,4	6,4	3,5	10,6
Espagne	59,4	67,5	51,6	73,4	43,0	87,0	60,7	13,5	5,5	23,7
France	56,7	62,1	51,8	70,5	39,4	89,4	57,6	17,8	6,5	30,3
Italie	48,7	59,7	38,5	62,5	28,4	78,2	50,2	15,1	5,7	28,9
Chypre	65,0	72,7	57,8	74,7	40,8	88,5	68,2	9,1	6,2	12,6
Lettonie	59,9	66,0	54,8	73,5	39,9	88,7	70,3	9,3	7,6	10,8
Lituanie	57,4	62,6	53,1	69,6	27,1	88,5	68,0	8,2	6,9	9,4
Luxembourg	57,0	65,3	48,9	67,4	23,3	86,5	54,3	18,1	3,5	37,2
Hongrie	50,7	58,4	43,9	62,3	24,4	82,0	51,0	5,6	3,7	7,9
Malte	50,4	68,0	33,2	59,9	53,3	75,0	41,6	11,9	5,5	25,1
Pays-Bas	65,2	71,6	59,0	78,2	69,3	88,7	65,7	49,1	25,5	76,9
Autriche	60,8	68,1	54,1	74,8	56,3	88,6	59,2	25,4	9,4	44,2
Pologne	55,7	64,0	48,3	65,6	34,1	86,3	50,7	8,5	5,8	11,6
Portugal	61,9	67,7	56,5	74,0	36,6	89,9	64,1	11,8	8,1	15,8
Roumanie	55,9	64,3	48,1	64,8	32,4	82,4	54,0	11,9	11,2	12,8
Slovénie	59,2	64,9	53,6	71,7	39,1	92,0	53,2	11,5	8,7	14,9
Slovaquie	58,8	67,7	50,5	68,5	30,2	87,3	60,0	4,2	2,9	5,7
Finlande	61,7	65,9	57,7	76,6	59,4	87,8	69,4	14,4	9,4	19,7
Suède	64,3	68,6	60,1	80,6	56,5	91,1	79,3	26,5	14,1	40,4
Royaume-Uni	62,2	68,8	55,9	75,2	58,1	85,4	67,8	26,9	12,6	43,3
Islande	82,4	86,3	78,4	86,8	84,4	88,4	85,3	19,0	9,2	29,8
Norvège	72,4	75,7	69,1	78,8	59,1	87,7	75,7	29,0	16,0	43,4

1) Base de données Eurostat (état: Avril 2011)

T56 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, part d'actifs occupés dans les secteurs économiques, part d'indépendants, niveau de formation, 2^e trimestre 2010

ESPA / EUROSTAT¹

	Part d'actifs occupés dans les secteurs économiques ²⁾ , en %			Part d'indépendants en %	Actifs occupés (25-74 ans) selon la formation ³⁾ , en %		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire		Sans formation postobligatoire	Secondaire II	Tertiaire
Suisse	3,4	21,6	75,1	13,1 ⁴⁾	12,2	49,8	37,9
UE/AELE							
UE-27	5,3	25,3	69,4	15,2	21,3	48,1	30,5
UE-25	4,0	25,1	70,9	15,0	21,3	47,5	31,3
UE-15	3,1	23,9	73,0	14,7	23,8	44,1	32,1
Belgique	1,4	23,3	75,3	12,9	20,7	37,0	42,3
Bulgarie	7,3	33,6	59,1	11,9	13,2	58,5	28,3
République tchèque	3,2	37,7	59,1	17,2	4,8	76,1	19,1
Danemark	2,5	19,5	78,0	8,2	19,3	42,8	37,8
Allemagne	1,6	28,2	70,2	11,0	10,3	59,3	30,4
Estonie	4,5	28,0	67,5	7,3	7,8	51,2	41,0
Irlande	4,6	19,8	75,7	16,5	19,2	36,2	44,7
Grèce	12,5	20,0	67,5	30,0	33,5	38,2	28,3
Espagne	4,2	23,4	72,4	16,0	39,0	23,2	37,7
France	2,9	22,4	74,7	10,8	22,8	43,4	33,8
Italie	3,8	28,6	67,6	24,0	36,2	45,4	18,4
Chypre	3,8	20,4	75,8	16,8	24,0	38,3	37,7
Lettonie	9,1	23,6	67,3	10,0	8,6	59,4	32,0
Lituanie	9,4	24,2	66,4	9,5	4,5	54,4	41,1
Luxembourg	1,2	13,5	85,3	7,1	17,7	40,5	41,8
Hongrie	4,5	30,7	64,8	11,9	11,3	63,7	25,0
Malte	1,3	25,1	73,5	14,1	60,4	20,4	19,2
Pays-Bas	3,0	17,3	79,6	14,5	22,3	41,3	36,4
Autriche	5,2	25,0	69,8	11,6	12,7	65,1	22,2
Pologne	12,8	30,2	57,0	18,8	7,1	64,4	28,5
Portugal	10,8	27,9	61,3	21,6	65,2	17,1	17,7
Roumanie	31,8	28,0	40,2	22,2	25,2	58,8	16,0
Slovénie	8,3	32,0	59,7	12,0	12,6	59,2	28,2
Slovaquie	3,3	37,1	59,6	15,8	4,1	75,3	20,6
Finlande	4,4	23,4	72,2	12,7	12,9	44,4	42,6
Suède	2,1	20,1	77,8	10,7	15,1	48,2	36,7
Royaume-Uni	1,2	19,3	79,6	13,5	18,4	42,2	39,4
Islande	5,8	19,1	75,1	11,9	32,4	33,4	34,1
Norvège	2,6	19,7	77,7	7,7	14,9	44,3	40,8

1) Base de données Eurostat (état: Avril 2011)

2) NACE Rév. 2

3) Selon classification internationale ISCED (International Standard Classification of Education)

4) 2^e trimestre 2009

T57 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale (UE, AELE), taux de chômage, chômeurs de longue durée et jeunes chômeurs au sens du BIT, durée normale de travail, salaires annuels, 2^e trim. 2010
ESPA / EUROSTAT¹ / ESS

	Taux de chômage BIT en %			Jeunes chômeurs BIT (15-24 ans) en %	Chômeurs de longue durée BIT en %	Durée normale de travail hebdomadaire, en heures emplois à plein temps (salariés)	Salaires bruts annuels ³⁾ , en euro, 2009	Salaires bruts annuels ³⁾ , en PAS ⁴⁾ , 2009
	Total	Hommes	Femmes					
Suisse	4,2	3,8	4,8	7,2	34,3	41,6 ²⁾	47 088 ⁵⁾⁶⁾	36 106 ⁵⁾⁶⁾
UE/AELE								
UE-27	9,5	9,6	9,4	20,8	39,8	40,4	...	...
UE-25	9,6	9,7	9,5	20,8	39,9	40,4	...	...
UE-15	9,4	9,5	9,4	20,2	39,9	40,3	...	...
Belgique	8,1	8,1	8,2	21,1	50,4	39,1	40 698 ⁶⁾	36 642 ⁶⁾
Bulgarie	10,0	10,6	9,4	21,2	43,3	41,3	3 769	7 146
République tchèque	7,1	6,2	8,3	17,9	41,6	41,2	10 663 ⁷⁾	15 107 ⁷⁾
Danemark	7,3	8,6	5,8	12,8	18,1	37,7	56 044 ⁸⁾	38 765 ⁸⁾
Allemagne	7,0	7,5	6,5	9,7	48,5	40,6	41 100 ⁸⁾	38 641 ⁸⁾
Estonie	18,6	22,6	14,8	39,0	45,6	40,7	...	...
Irlande	13,6	16,7	9,7	28,2	46,6	38,4	...	...
Grèce	11,9	9,4	15,3	31,4	45,4	40,6	29 160 ⁸⁾	29 950 ⁸⁾
Espagne	20,1	19,7	20,6	42,1	36,0	40,4	23 477 ⁶⁾	24 603 ⁶⁾
France	8,9	8,8	9,1	21,7	40,7	39,4	33 574 ⁶⁾	30 318 ⁶⁾
Italie	8,4	7,6	9,5	27,9	48,7	39,0	...	...
Chypre	6,4	6,1	6,8	18,6	18,3	41,2	...	...
Lettonie	19,4	22,5	16,3	34,8	41,6	40,5	8 270	11 060
Lituanie	18,3	22,3	14,4	37,1	40,4	39,6	6 895 ⁷⁾	10 166 ⁷⁾
Luxembourg	4,1	4,2	4,0	(16,6)	(31,3)	40,1	48 079	39 638
Hongrie	11,1	11,7	10,5	26,7	49,5	40,5	9 603 ⁸⁾	14 668 ⁸⁾
Malte	6,8	6,2	8,1	14,9	42,5	40,5	16 158 ⁶⁾	20 502 ⁶⁾
Pays-Bas	4,5	4,5	4,5	8,9	27,2	38,9	44 408	40 947
Autriche	4,4	4,5	4,2	8,8	26,3	42,1	33 384	30 940
Pologne	9,5	9,3	9,8	23,1	30,4	40,9	10 787 ⁶⁾⁷⁾⁸⁾	15 609 ⁶⁾⁷⁾⁸⁾
Portugal	10,8	9,9	11,7	20,3	52,7	40,2	17 129 ⁸⁾	19 171 ⁸⁾
Roumanie	6,8	7,3	6,2	20,5	34,9	41,2	4 975	8 656
Slovénie	7,1	7,5	6,7	15,7	44,6	41,1	16 079 ⁷⁾	18 815 ⁷⁾
Slovaquie	14,4	14,2	14,7	31,9	63,5	40,6	10 331	14 013
Finlande	9,6	10,3	8,8	27,6	19,8	39,1	39 197 ⁸⁾	31 022 ⁸⁾
Suède	9,3	9,4	9,2	29,7	16,6	39,9	34 120	31 897
Royaume-Uni	7,7	8,6	6,6	18,9	33,2	42,2	37 418	40 383
Islande	8,8	9,4	8,1	21,4	14,9	43,6	...	...
Norvège	3,8	4,5	3,1	11,5	19,5	38,4	51 343	37 444

1) Base de données Eurostat (état: avril/mai 2011)

2) DNT

3) Industrie et services marchands, sections B à N de la NACE Rév.2

4) Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

5) Médiane

6) 2008

7) Equivalents plein temps

8) Entreprises de 10 employés ou plus

(chiffre): fiabilité statistique relative

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

Moyen de diffusion

Service de renseignements individuels

L'OFS sur Internet

Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents

Publications: information approfondie (certaines sont disponibles sur disquette/CD-Rom)

Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)

Contact

032 713 60 11
info@bfs.admin.ch

www.statistique.admin.ch

www.news-stat.admin.ch

032 713 60 60
order@bfs.admin.ch

www.stattab.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse
www.statistique.admin.ch → Services → Les publications de Statistique suisse

Vie active et rémunération du travail

Vous trouvez sur notre site Internet www.labor-stat.admin.ch les données détaillées et diverses informations concernant le marché du travail

Des informations plus détaillées sur les aspects méthodologiques des statistiques présentées dans les «Indicateurs du marché du travail» sont disponibles dans les publications suivantes:

- La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2010
- La statistique de l'emploi (STATEM), Bases méthodologiques 2000, 2002 (N° de commande: 245-0200)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: méthodes d'estimation, 2008 (N° de commande: 338-0052, en français uniquement)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage, 2008 (N° de commande: 338-0052, en français uniquement)
- Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux (N° de commande: 169-9700)
- La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010 (en français uniquement) (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-chom-bit-2011-01)
- Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats, 1991–1996 (N° de commande: 282-9600)
- L'enquête suisse sur la population active (ESPA), Concepts, bases méthodologiques, Considérations pratiques (N° de commande: 180-0401)
- L'enquête suisse sur la structure des salaires 2008. Résultats commentés, 2010 (N° de commande: 185-0800)
- Evolution des salaires en 2009, Résultats commentés et tableaux, 2010 (N° de commande: 166-0900)
- Enquête sur les conventions collective de travail en Suisse 2007, 2009 (N° de commande: 173-0702)
- Accords salariaux conclus pour 2010, Résultats commentés et tableaux, 2011, (N° de commande: 318-1000)
- Statistique des frontaliers. Bases méthodologiques (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-staf-2008-01)

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2005–2011, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin, la dernière partie de cet ouvrage est constituée de plus de 50 tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

N° de commande

206-1102

Commandes

Tél.: 032 713 60 60

Fax: 032 713 60 61

E-mail: order@bfs.admin.ch

Prix

22 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03254-1